

inprecor

MARS-AVRIl 2003 - n° 400/401

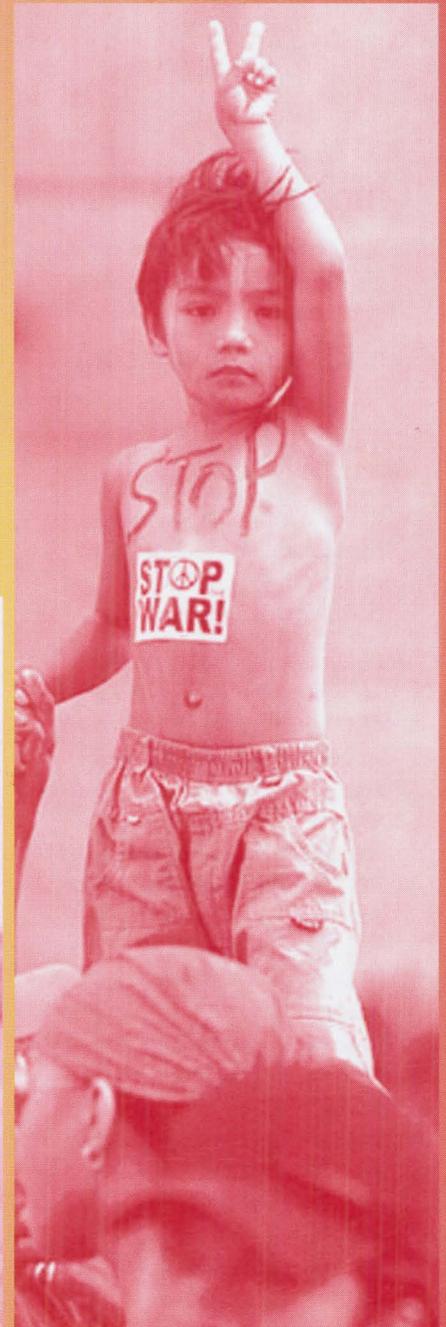
INPRECOR

111A : 5,00 / 14 CMI

LA GUERRE

Bush, le nouvel impérialisme

America Ltd. vs Europe S.A.



Vietnam : la guerre chimique états-unienne tue encore
Union européenne : feu la dimension sociale
Brésil : les propositions de la gauche rouge
Écosse : Progrès du Scottish Socialist Party
Le XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Guerre

L'entrée en scène du nouvel impérialisme	Claudio Katz	3
America Limited vs Europe S.A.	François Vercammen	7
Pétrole irakien, objet de concurrence	J. M.	8
La société irakienne à la veille de la guerre	Mundher Adhami	23
Mobilisation pour arrêter la guerre contre le peuple irakien !	IV ^e Internationale	68

Contre la guerre, soulèvement planétaire

Espagne : Réveil douloureux après le rêve impérial de M. Aznar	Manolo Gari	14
Italie : Contre la guerre et pour un autre monde	Salvatore Cannavo	16
Grande Bretagne : Le mouvement anti-guerre menace Blair	Phil Hearse	17
États-Unis : Contre la guerre au cœur du colosse impérial	David Finkel	18
Déclaration de l'USLAW	document	20
Syndicats et lutte contre la guerre vus des États-Unis	C. Kotalik et W. Johnson	21
Déclaration de la Confédération européenne des syndicats	document	22

Guerre chimique au Vietnam

Bush a « oublié » la guerre du Vietnam	Jean-Michel Krivine	27
La guerre chimique a déjà eu lieu	interview avec Tuan	28
Armes chimiques aux États-Unis	(réd.)	29
Effets toxiques à long terme sur la population	Simone A. Nguyen Dac	30
Écocide dans la vallée d'A Lur	Peter Jaeggi	31

Écosse

Le congrès du SSP prépare les élections du 1 ^{er} Mai	interview de Frances Curran	32
--	-----------------------------	----

Union européenne

La "dimension sociale" aux abonnés absents	Frank Slegers	35
--	---------------	----

Forum social mondial III

Un monde alternatif s'affirme	Salvatore Cannavo	39
-------------------------------	-------------------	----

Brésil

Un autre modèle économique est possible	Démocratie socialiste	41
Un révolutionnaire, ministre, face à la presse	Jan Malewski	48
Deux interviews de Miguel Rossetto, par la Folha de Sao Paulo et Veja	documents	49

XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Relance, ouverture, regroupement et repositionnement	François Vercammen	53
Discours d'ouverture du Congrès mondial	Livio Maitan	56
Rapport introductif au débat sur la situation internationale	François Ollivier	58
Le débat sur « Écologie et socialisme »	M. L.	61
Adresse au XV ^e Congrès Mondial	Hugo Blanco	62
Le débat sur la libération lesbienne/gay	P.D. et S.V.	64
Déclaration du Congrès mondial en solidarité avec la gauche philippine	document	65

Notes de lectures & musiques

"1953, un 14 juillet sanglant" de Maurice Rajsfus	Jean-Michel Krivine	66
Pierre Le Grève : une vie de marxiste-révolutionnaire	Georges Döbbeleer	66
"Marx et le travail" d'Antoine Artous	(annonce)	67
11 chants de lutte en CD	Jean-Michel Krivine	66

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

L'entrée en scène du nouvel impérialisme

Par
Claudio Katz*

La guerre en Irak marque le début de l'impérialisme du XXI^e siècle (1), parce qu'elle met à jour trois caractéristiques classiques des mécanismes de domination : l'oppression militaire, la soumission politique et la soustraction de ressources économiques d'un pays périphérique.

Le génocide belliciste

Les chefs du Pentagone ne masquent pas le massacre que perpètreront leurs troupes. Ils ont déclaré en public que pendant les premiers jours de l'attaque, ils lanceront davantage de projectiles que pendant toute l'expédition précédente du Golfe. Ils essaieront une « *courte campagne* » en terrorisant la population civile, qui a souffert de la perte d'un demi million de morts suite au blocus de la dernière décennie. La télévision exhibe sans pudeur comment on prépare les missiles de dernière génération, les armes électromagnétiques et les bombes chimiques pour ensanglanter le peuple irakien.

Les prétextes brandis pour consommer le génocide sont indéfendables. L'Irak n'est pas un danger, mais un pays ruiné. Il n'a pas les armes nucléaires que possède Israël et l'arsenal biologique, que dans les années 1980 le Pentagone a fourni à Hussein pour attaquer les Iraniens et les Kurdes, a été désactivé par les inspecteurs de l'ONU. Les liens de Saddam avec Ben Laden sont insignifiants par rapport à la complicité d'Al Qaïda avec les cheikhs pro-américains de l'Arabie Saoudite.

L'Irak a affronté une situation insolite : il devait présenter les preuves de son désarmement tout en se préparant à subir une invasion. On a exigé de lui de démontrer qu'il ne dispose pas d'armes, comme s'il était possible de prouver la carence de quelque chose. Alors que le Pentagone mettait au point les derniers détails de l'attaque, les inspecteurs de l'ONU s'affairaient à mettre hors d'usage les quelques armes qui auraient pu être employées par la victime

pour sa protection militaire. Cette pression diplomatique fut un complément de l'agression et non son contrepoids, car elle a servi à préparer la reddition du pays. Pour remplir cette fonction les Nations Unies ont eu recours à une double lecture de leurs propres résolutions : celles qu'Israël peut violer et celles que l'Irak se doit de réaliser.

Les États-Unis ont fabriqué artificiellement une crise pour redessiner la carte du Moyen-Orient. Après avoir installé 13 nouvelles bases militaires en Asie Centrale, le Pentagone cherche à occuper l'Irak pour remodeler les protectorats pétroliers de la région et pour offrir, en outre, la protection à l'opresseur sioniste avec des chantages sur la Syrie et l'Irak. La guerre est une démonstration de force face au monde arabe, qui laissera très loin derrière les assauts du Panama, de Somalie ou du Kosovo. La destruction de la capacité technologique et de l'autonomie économique d'un pays comme l'Irak illustre les caractéristiques coloniales que présente l'impérialisme du XXI^e siècle.

La guerre constitue un composant indispensable du métabolisme impérialiste. Ce n'est pas seulement un « *rideau de fumée* » pour distraire la population des difficultés économiques, ni une ressource électorale pour gagner des votes avec des discours patriotiques. L'histoire du capitalisme est signée par une contrainte périodique vers l'extermination de grandes populations. A un certain point de l'accumulation, la concurrence pour le profit requiert des dénouements extra-économiques. Après avoir, au cours de la décennie précédente, conduit la mondialisation, la révolution informatique, les transformations financières et l'expansion géographique du capital, les États-Unis ont besoin d'exhiber une séquence de conquêtes pour réaffirmer leur hégé-



monie.

C'est pourquoi le composant irrationnel de la guerre, que tant de critiques ont souligné, ne doit pas dissimuler la logique infernale du massacre. « *Les faucons se sont lancés dans une folie historique* » (2) parce que l'expansion des marchés exige des déprédations sanguinaires. L'irrationalité du génocide trouve son fondement dans la rationalité de l'accumulation. Et si c'est Bush qui dirige un clan de fonctionnaires plus réactionnaires et plus arrogants que toutes les dernières administrations, c'est parce que ce personnel s'avère apte pour inaugurer une nouvelle période de l'impérialisme.

La « guerre infinie »

Contrairement à ce qui s'est produit pendant la guerre du Golfe, les justifications du massacre n'obtiennent pas un minimum d'adhésions. C'est pourquoi, quelques

* Claudio Katz, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur au CONICET, est un des animateurs du réseau argentin *Economistas de Izquierda* (EDI, Économistes de gauche). Pour la traduction de cet article nous nous sommes servis de la traduction partielle d'Estelle et Carlos Debiasi, réalisée pour *El Correo* <<http://www.elcorreo.eu.org>>

1. Voir également l'étude de Claudio Katz, *L'impérialisme du XXI^e siècle*, *Inprecor* n° 474 de septembre 2002, pp. 5 à 17.

2. Comme l'indique José Pablo Feinman, *Historia y locura*, *Página 12* du 23 février 2003.



porte-parole de l'ambassade américaine essayent de façon insensée de démontrer que « Saddam constitue une menace pour le monde » (3), quand il est évident que le plus grand danger pour l'humanité réside à la Maison Blanche. Quelques penseurs soutiennent que « le constitutionnalisme nord-américain est préférable à la dictature irakienne », comme si la guerre n'était pas une opération contre la démocratie dans les deux régions (4). En Irak il est évident que l'occupant remplacera le tyran en disgrâce par un laquais servile, comme le démontre le réseau des monarques, narcotrafiants et bandits pro-américains qui gouvernent la région.

Mais la guerre menace aussi les droits civiques des États-Unis, parce qu'un président messianique prétend déguiser ses origines frauduleuses en créant un climat de terreur paranoïaque au sein de la population, avec l'aide d'ennemis incités ou inventés par le FBI. La diffusion publique scandaleuse des tortures appliquées aux prisonniers de Guantánamo est seulement un échantillon des progrès de l'État policier après le 11 septembre.

La guerre constitue la ressource classique de la mise au pas de la population nord-américaine, qui est étourdie par des discours chauvins destinés à rehausser les vertus de l'autosuffisance et de la force brute face à la lâcheté et au vacillement européens. Ces messages incluent le dénigrement de l'intelligence et le dédain de toute législation qui contrecarre la suprématie du gendarme.

3. Carlos Escudé, *Hacia una consolidación del nuevo orden mundial*, *La Nación* du 23 février 2003.

4. Voir par exemple les avis d'Abraham Prises, *El silencio de los inocentes*, *Página 12* du 16 février 2003.

5. Cf. Antonio Negri & Michael Hardt, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000. Pour une critique développée des thèses de Negri on se reportera à l'étude de Claudio Katz, cf 1.

Mais comme un manque de confiance généralisé envers « la mission civilisatrice » des États-Unis prédomine dans le monde, le cynisme s'est transformé en la justification la plus courante de la guerre. Cette attitude règne, par exemple, parmi ceux qui dénoncent la complicité des gouvernements européens avec l'Irak pour avaliser la résignation envers l'agression nord-américaine.

L'invasion inaugure la mise en place de la nouvelle doctrine de la « guerre préventive » supposée légitimer le droit des États-Unis d'attaquer tout pays, en brandissant de simples présomptions. La politique de « guerre infinie » ne connaît pas de traités internationaux et met en marche des opérations de guerre qui ne se soucient nullement de la proportion entre les moyens et les fins. C'est pourquoi Bush agit comme un criminel de guerre et la définition de terroriste lui va beaucoup mieux qu'à son ex-partenaire Saddam.

L'économie de la mort

Les hommes du Pentagone ne cachent pas l'objectif américain de s'appropriier le pétrole irakien. Comme la principale puissance détient seulement 2 % des réserves mondiales de brut et consomme un quart de la production mondiale, occuper un pays qui possède 12 % des ressources avérées devient une priorité. En exploitant les gisements connus, les conquérants espèrent doubler immédiatement les niveaux actuels d'extraction pétrolière de l'Irak.

Les États-Unis cherchent à s'assurer l'approvisionnement régulier en combustible pour adapter son prix aux besoins du cycle américain (augmenter l'offre pendant la récession et la baisser pendant la croissance), en neutralisant ainsi les marges de manœuvre dont dispose actuellement l'OPEP pour déterminer le prix du baril.

Évidemment, le complexe militaro-industriel est aussi directement intéressé à la guer-

re. Ses corporations ne dépendent déjà pas seulement de la demande gouvernementale, mais aussi de la concurrence du marché. La contrainte compétitive s'est intensifiée, provoquant l'usure plus rapide de l'armement et obligeant à l'utiliser avec une plus grande fréquence. L'Irak est une cible idéale parce que, selon certaines estimations, pour chaque dollar investi dans l'extraction de pétrole dans le Golfe sont requis 5 dollars additionnels de couvertures militaires. C'est pourquoi au cours des derniers mois le budget militaire des États-Unis s'est envolé, dépassant de 11 % la moyenne atteinte durant la guerre froide.

Massacrer la population de l'Irak se profile comme une affaire fleurissante aussi pour les compagnies qui prendront part à la reconstruction. Le Pentagone planifie les deux tâches conjointement, en suivant la norme capitaliste de maximiser le bénéfice sur les cadavres et les villes démolies. Mais ce qui paraît un résultat prévisible en Irak est un pari incertain aux États-Unis, parce que personne ne sait quel sera l'effet du massacre sur l'économie américaine. A Wall Street on pronostique qu'un « court conflit aura des effets positifs », tandis qu'une bataille prolongée entraînerait une perte de contrôle sur le prix du brut. Plus dangereux encore est le déséquilibre fiscal, parce que Bush augmente les frais de guerre en même temps qu'il réduit les impôts. Les dépenses militaires auront-elles l'effet stimulant de la Corée ou l'impact inflationniste du Vietnam ? C'est un mystère qui se dévoilera dans les prochaines semaines.

Bien que Bush promeuve la guerre pour résister à la récession actuelle, son pari n'est pas conjoncturel. Un climat de guerre s'avère indispensable pour essayer de ressusciter la croissance des années 1990 avec des stimulants fiscaux pour les groupes enrichis et des stimulants à l'investissement pour les chefs d'entreprise reposant sur des empiétements sociaux. Une grande démonstration du pouvoir du feu est la façon d'induire un prix du dollar qui préserve les revenus des capitaux aux États-Unis et permette en même temps une relance des exportations.

Empire, superimpérialisme et interimpérialisme

La guerre sous le commandement des États-Unis est impérialiste et non impériale dans le sens que Negri (5) assigne à ce terme, puisqu'elle ne fait pas face à des forces appartenant à un même capital transnational. Les Marines agissent au service de Texaco et d'Exxon et non en faveur d'un capital global « indiscriminé et sans territoi-

re ». Son action confirme que les frontières et les nations ne se sont pas dissoutes et que les groupes capitalistes continuent à rivaliser sous la protection de leurs États.

Mais l'impérialisme contemporain diffère substantiellement de son prédécesseur classique. L'incendie de l'Irak n'est pas l'antichambre d'un choc entre des puissances pour le partage du monde. Bien que la guerre précipite l'OTAN dans une crise sans précédent, ni la France, ni l'Allemagne ne sont embarquées dans la formation d'un type d'alliances qui, dans le passé, avaient conduit aux deux guerres mondiales.

En comparaison à ces confrontations généralisées, le choc actuel est extrêmement limité. La « vieille Europe » a pris part à l'expédition précédente du Golfe et n'est pas opposée au projet impérialiste de soumettre l'Irak, mais la France a des accords pétroliers avec Saddam Hussein qui seraient mis en danger par un gouvernement d'occupation américain. Tandis que les corporations Mobil et Texaco attendent au Koweït le succès des Marines pour partir à l'assaut du brut, la compagnie française Elf Total bénéficie des contrats avec des entreprises irakiennes depuis une décennie. L'entreprise russe Lukoil et d'autres Européens implantés en Iran sont dans la même situation.

Ces conflits inter-impérialistes débordent largement la scène irakienne puisqu'un succès militaire américain affaiblirait la présence de la France en Afrique et celle de l'Allemagne en Europe Orientale. Il aurait aussi un effet sur les classes capitalistes en formation en Russie ou en Chine, les conduisant à s'incliner en faveur du chef américain et en défaveur de leurs partenaires européens. Mais même une prise de position de l'Union Européenne ne ressemblerait pas dans la crise actuelle à la période qui a précédé à la seconde guerre, parce qu'aucune

puissance n'est en conditions de lancer un défi militaire aux États-Unis.

C'est pourquoi l'analogie de Bush avec Hitler — que beaucoup de critiques de l'impérialisme opposent à la parenté ridicule entre Saddam et le Troisième Reich, diffusée par la presse américaine — est aussi spectaculaire qu'elle est erronée. Il est certain que les délires mystiques de Bush rappellent Hitler et que l'holocauste que peut déchaîner la machine de guerre américaine dépasse tout ce qui est connu. Mais la guerre en cours est impérialiste et non inter-impérialiste.

La résistance de l'axe franco-allemand démontre aussi que malgré leur hégémonie militaire non disputée, les États-Unis n'ont pas réussi à atteindre encore le statut suprême de super-impérialisme. Leurs vassaux sont maintenus localisés dans la périphérie et n'ont pas été étendus à l'Europe Occidentale, ni au Japon. Bien que depuis l'implosion de l'URSS ils aient obtenu de faire pencher en leur faveur l'équilibre économique, les États-Unis ne détiennent pas le pouvoir illimité que décrivent beaucoup de commentateurs.

La protestation globale contre la guerre

La réaction impressionnante contre la guerre constitue un événement inattendu pour les envahisseurs, que quelques médias identifient avec le surgissement d'une « *opinion publique mondiale* » et qui est en mesure de frustrer l'opération impérialiste. Les marches coordonnées de 10 millions de personnes faites dans 2000 villes de 98 pays ont inauguré le 15 février la plus grande bataille populaire contemporaine contre une guerre impérialiste. Ces mobilisations rompent avec la passivité dominante des années 1990 face aux guerres du Golfe et des Balkans et dépassent la portée de la résistance aux missiles en Europe entre 1981 et 1983. Contrairement au Vietnam, le mouvement débute avant le conflit et non suite à son développement sanglant.

La conquête des rues — qui s'est répétée à nouveau le 15 mars — constitue à peine le premier acte de la mobilisation antimilitariste. Déjà on a vu des blocages des transports de l'armement en Italie et des camions qui transitent par les bases de l'Allemagne. Les dockers de plusieurs ports européens n'embarquent pas de munitions et, sous la devise « *Ils ne passeront pas !* », dans quelques villes sont déjà apparus des « *piquets* » qui ferment le passage aux troupes allant au front. Les actions pour arrêter des navires en haute mer illustrent la colère



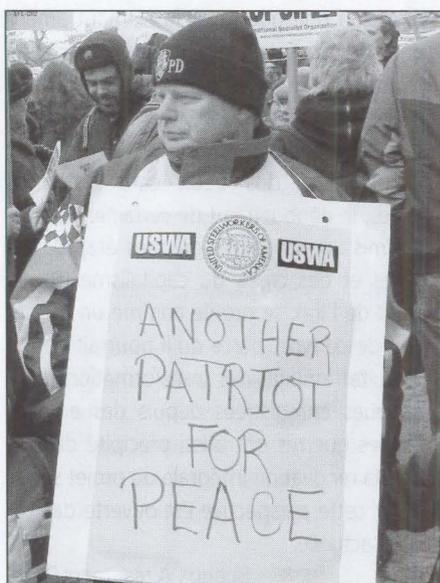
de la nouvelle génération. En Irak on a installé en outre, « *un bouclier humain* » multinational de volontaires courageux contre les bombardements. La prochaine séquence d'actions envisagées sera l'organisation de grèves et le boycott de la consommation de produits américains. Non seulement Blair est déjà mis en échec par la vague antimilitariste. Aznar et Berlusconi peuvent aussi être pulvérisés s'ils continuent à prendre part activement à la croisade de Bush.

L'existence d'un forum mondial qui promeut et coordonne les protestations constitue une autre caractéristique distincte du mouvement actuel. La protestation contre la mondialisation capitaliste tend à être réorientée vers une lutte frontale contre la guerre. Cette évolution est un symptôme positif de radicalisation et non une « *malheureuse déviation des énergies de lutte* » (6). Passer du « *Je répudie les banquiers* » à la mobilisation contre la guerre permet de développer la conscience anticapitaliste naissante qui existe dans le mouvement altermondialiste. Transformer le rejet du mercantilisme du monde en une mise en question de l'ordre impérialiste, facilite la compréhension qu'un autre monde possible ne sera atteint qu'avec le socialisme. La lutte en cours permet aussi de clarifier que les protagonistes de l'émancipation ne sont pas une multitude d'amorphes mais des jeunes travailleurs, exploités et opprimés.

L'Amérique latine dans la mire

La croyance que l'Amérique latine sera étrangère à la guerre « *parce qu'elle est loin* » et qu'elle ne figure pas sur « *l'agenda américain* » est d'une ingénuité inadmissible. La région occupe une place comparable au Moyen-Orient dans la stratégie de domi-

6. Michael Hardt, *No al antiamericanismo*, Página 12, 21 février 2003.



Guerre

nation impérialiste, parce que les deux zones nourrissent l'économie états-unienne en matières premières et sont des marchés privilégiés pour sa production. Le résultat de la guerre est vital puisqu'il renforcera ou affaiblira le grand oppresseur de l'Amérique latine sur trois plans.

Dans l'orbite militaire il est évident que la Colombie suivra l'Irak dans la liste de pays où les marines interviennent directement. Le président Uribe a déjà sollicité ouvertement cette invasion, tandis qu'on généralise le processus de réarmement des gouvernements régionaux qui sont montés dans le train américain « *de la lutte contre le terrorisme* ».

Sur le plan politique le dénouement de l'Irak définira quelle est la nouvelle échelle de recolonisation américaine. Le traitement insultant qu'ont reçus les diplomates du Mexique et du Chili au Conseil de Sécurité (espionnage téléphonique, pressions pour acheter des votes) est à peine un avant-goût de la nouvelle arrogance impérialiste. Le Pentagone maintient en réserve une autre tentative de coup d'État contre Chávez tandis qu'on décide le cours de la guerre en Orient, parce que les États-Unis considèrent que le pétrole vénézuélien constitue une ressource de leur propre « *arrière-cour* ».

Dans la sphère économique, le résultat de la guerre en Irak imposera des définitions en ce qui concerne le projet de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA) et la dette. Une plus grande pression commerciale pour accélérer l'ouverture aux importations de la région sans contrepartie équivalente sur le marché américain sera accompagnée par de plus grandes exigences du paiement de l'hypothèque.

Cette angoissante aspiration de ressources explique dans une certaine mesure que l'opposition à la guerre soit tellement généralisée et ferme dans tous les pays latino-américains. Le Département d'État, jusqu'à ses propagandistes les plus effrontés, a reconnu la dureté de ce rejet (7).

Cette résistance frontale est très visible en Argentine à travers les résultats des enquêtes (90 % d'opposition à la guerre), l'ampleur des marches et la radicalisation anti-impérialiste. Ce climat est un effet de la révolte du 20 décembre et du résultat néfaste qu'a eue la participation de l'Argentine à la guerre du Golfe. Seuls les porte-parole

locaux de la Maison Blanche (8) prônent un nouvel alignement sur l'envahisseur, en répétant que cette soumission favorisera l'arrivée d'investissements étrangers. Ils paraissent oublier le dédain que les gouvernements américains démontrent généralement à leurs laquais obséquieux. Quand ils suggèrent en outre que l'intérêt de la guerre c'est l'augmentation des exportations argentines, ils omettent que les bénéfices éventuels des groupes pétroliers et céréaliers ne seront pas étendus à l'ensemble de la population. Le gouvernement de Duhalde n'est déjà pas en conditions d'embarquer le pays dans une autre « *relation charnelle* » avec les États-Unis. Mais il essaye de préserver cet alignement avec des promesses d'aide humanitaire qui cachent le but d'envoyer des hôpitaux militaires sur le champ de bataille. Il est également très peu probable qu'il puisse concrétiser cette pitrerie.

Débordement de contradictions

Bush à lancé l'attaque dans un cadre d'isolement croissant. Non seulement l'alliance forgée par son père est défaite, mais il en va de même du front qui rendait propice l'aventure en début d'année. Outre la France, l'Allemagne et le Pape, une partie du gouvernement britannique et un secteur significatif de la classe dominante américaine (Brzezinski, Carter, Clinton, le New York Times) résistent maintenant aussi à l'invasion. Dans le cabinet de Bush lui-même les « *colombes* » (Powell), qui n'appartiennent pas au lobby pétrolier et militaire (Rumsfeld, Cheney), semblent peu satisfaites à l'idée que l'expédition reposera sur les seules épaules des États-Unis. Mais, comme a dit Kissinger : « *à cette endroit nous ne pouvons déjà plus arrêter le train* ».

La nécessité d'une victoire militaire étincelante est devenue impérieuse dans ces conditions, puisque tout enlèvement (et spécialement la multiplication de faiblesses américaines) casserait l'appui politique fragile de l'opération. Mais ce triomphe accéléré requiert un type de massacres qui soulève la population mondiale.

Même un succès militaire fulgurant n'assurerait pas le triomphe de l'opération. Personne ne sait si une occupation prolongée de l'Irak permettra d'empêcher la désintégration territoriale du pays et en conséquence ne rendra pas difficile l'appropriation stable du pétrole. On ne sait pas non plus comment les États-Unis pourraient arbitrer la mosaïque de tensions régionales (spécialement dans le Kurdistan), qui seront renforcées par leur présence directe dans la zone.

L'ingouvernabilité de l'Afghanistan et la

concurrence de fractions islamiques pour le contrôle des gisements et des oléoducs d'Asie Centrale sont les prémisses de ces conflits. En outre cette désarticulation étatique facilite le terrain pour que germent les Ben Laden.

Hors de la région également un horizon de crise se dessine. L'unilatéralisme guerrier des États-Unis a déjà provoqué une crise de l'OTAN plus forte que celles consécutives à l'abandon français des années 1960, à la tension créée par les euromissiles dans les années 1980 et aux désaccords liés à la guerre des Balkans dans les années 1990. Le choc actuel n'est pas limité à l'Irak, mais implique toute la gestion américaine de l'Alliance, qui a dernièrement visé à renforcer les menaces contre la Russie et à miner la constitution d'une armée européenne éventuelle.

Justement la principale victime de la guerre en Irak serait l'Union Européenne (UE), comme le prouve déjà le désordre spectaculaire que les États-Unis ont introduit entre les artisans de la Communauté. Que l'Espagne protège ses investissements en Amérique latine en soutenant Bush et que la Pologne ou la Hongrie obstruent leur participation à l'UE en soutenant la guerre sont des signes exemplaires de la fragilité du plus grand projet régional qui défie l'hégémonie américaine.

La guerre pourrait non seulement faire avorter les projets de l'Union Européenne, mais aussi la continuité de l'ONU, comme organisme doté d'une certaine efficacité. En attaquant sans l'approbation du Conseil de Sécurité les États-Unis détruisent la viabilité du cadre qui a réglé les relations internationales pendant le dernier demi-siècle. Cette amputation ouvre un horizon d'incertitude, qui préoccupe tant les gouvernements opposés à une guerre exclusivement américaine. Quelle serait, par exemple, la scène des conflits en Corée du Nord, en Palestine ou entre l'Inde et le Pakistan si les Nations Unies n'existaient plus ?

Au cours des deux cent dernières années, le dénouement de certaines guerres a permis un virage des grandes étapes, des phases et des crises du capitalisme (9). Le conflit de l'Irak se profile comme un événement de ce type, parce qu'il pourrait définir le résultat ambigu des transformations économiques enregistrées depuis des années. Mais les guerres ont aussi précipité dans le passé la rénovation intégrale du projet socialiste et cette perspective est ouverte dans la réalité actuelle.

Buenos Aires, mars 2003

7. Oppenheimer Andres, *Los daños colaterales en América Latina*, *La Nación* du 4 mars 2003.

8. Jorge Castro, *Incertidumbre económica*, *La Nación* du 23 février 2003.

9. Cf. Claudio Katz, *Étape, phase et crises (ou les singularités du capitalisme actuel)*, *Inprecor* n° 478/479 de janvier-février 2003, pp. 51 à 65.

America Limited vs Europe S.A.

Par
François Vercammen*

L' invasion anglo-américaine de l'Irak bat son plein ; elle est arrivée à la périphérie de Bagdad. La première étape de cette guerre n'a pas été une « promenade de dimanche ». Les envahisseurs ne sont pas accueillis comme des libérateurs. Au lieu de fraterniser, les troupes irakiennes résistent. L'armée irakienne organise la guérilla urbaine dans les villes et dans la capitale. Le ciel irakien étant dégagé, la supériorité technologique de la « coalition états-unienne », et surtout sa puissance de feu, devraient lui permettre de gagner la guerre. Mais cette victoire militaire risque de s'accompagner d'un désastre moral et d'un grave échec politique pour les fauteurs de guerre. Rarement les buts réels de la guerre auront été perçus aussi vite, aussi clairement et aussi largement par les masses populaires : le pétrole, le contrôle de la région arabe, la domination mondiale. Les moyens aussi : illégaux, du point de vue des normes que les États-Unis ont imposées ; illégitimes, car aucune raison, aucun argument, même pas un prétexte substantiel ne peut justifier l'agression ; arbitraires, car les USA bradent les règles qu'ils imposent au reste de l'humanité.

Soulèvements populaires et crise transatlantique

Ainsi l'impérialisme américain, dont la suprématie matérielle est incontestable et imparable, s'est fourvoyé dans une guerre très impopulaire. Quiconque se rapproche de cet encombrant maître tout-puissant risque le discrédit, l'opprobre et le rejet. C'est ce qui arrive aux gouvernements britannique, espagnol, italien et australien — qui sont confrontés aux mouvements anti-guerre les plus nombreux et dynamiques.

Deux facteurs ont joué le rôle de détonateur.

① Le soulèvement planétaire contre la guerre, avec un premier point culminant, lors du 15 février 2003, où des millions de gens ont



occupé les rues et les places publiques. Il n'est pas le fruit d'une spontanéité généralisée, mais du mouvement, organisé et planifié contre la mondialisation néolibérale capitaliste, qui en trois ans, « depuis Seattle » a acquis une densité organisationnelle et « politique » faramineuse. C'est le Forum Social Européen de Florence, début novembre 2002, qui a réellement ouvert ce cycle de mobilisation : la manifestation du « million » qui a suivi, l'appel à manifester partout « le premier samedi après le déclenchement de la guerre » et les structures patiemment construites. Cette mobilisation n'est pas seulement sans précédent dans l'histoire, elle reflète les sentiments de l'écrasante majorité de la population. La nouvelle capacité de « ceux d'en bas » qui conditionnent ceux d'en haut, constitue une donnée hautement subversive pour l'avenir.

② Le phénomène nouveau, c'est la fissure dans le bloc transatlantique et sa plus forte crise depuis un demi-siècle (mise à part la brève crise de Suez à l'automne-hiver 1956) entre les États-Unis et l'Union européenne (UE). L'opposition tenace de Chirac-Schröder à la politique de Bush n'était nullement inscrite dans aucun agenda.

L'énorme soulèvement populaire anti-guerre, la succession des manifestations de millions de gens — tirant profit des libertés démocratiques conquises dans les pays capitalistes européens — ont fortement pesé sur

ces gouvernements, clarifiant en plus les vrais enjeux de la guerre. Les classes dominantes devaient choisir sous la double pression contradictoire : « Oui ou non à la guerre ! », criaient les manifestants ; « Avec nous ou contre nous ! », disait Bush. La déchirure entre les protagonistes impérialistes et néo-impérialistes fut limpide, des camps se formaient : Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Australie d'un côté ; France, Allemagne, Belgique, Russie et Chine de l'autre. Du jamais vu depuis 1945. Une vraie université de politisation de masse, pour la nouvelle génération politique qui vient de naître !

Bush a puissamment contribué à l'échec cuisant de la « gouvernance », sur la scène onusienne. Il a réussi cette extraordinaire prestation de dilapider, en un an, l'énorme capital de compassion, suite à la tuerie du 11 septembre 2001.

Au départ, le gouvernement américain avait réussi à incorporer presque tous les gouvernements de ce monde dans sa coalition de la « lutte contre le terrorisme » (ce fut d'ailleurs un facile prétexte pour attaquer les droits démocratiques, surtout aux USA, et pour criminaliser le mouvement social). La guerre contre l'Afghanistan jouissait encore d'une certaine légitimité de par le lien visible

* François Vercammen est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, en charge de

Guerre

entre le régime Taliban et Al Qaida, l'organisation de Ben Laden. Mais le forcing vers une nouvelle guerre contre l'Irak, qui annonçait déjà une perspective de guerre ininterrompue contre « l'Axe du Mal », dévoilait une stratégie pour dominer la planète. Combinée à un unilatéralisme tout azimut (dont la guerre préventive, le mépris pour

l'ONU et le comportement arbitraire vis-à-vis des amis et alliés), elle avait un impact destructeur. Incontestablement, la seule superpuissance a plongé dans une contradiction nouvelle, ancrée dans la réalité mondiale, entre sa force matérielle (militaire, technologique, et dans une moindre mesure économique/financière) et son discrédit moral-politi-

que, sans précédent dans la longue histoire de l'impérialisme américain qui a souvent réussi à camoufler sa politique de conquête sous des dehors « démocratiques », « pacifiques », « libérateurs ».

Ce contexte a poussé des « gouvernements amis » dans l'opposition à cette guerre, alors qu'ils se déclaraient « certainement

● Pétrole irakien, objet de concurrence

Les réserves pétrolières, évaluées à 112,5 milliards de barils, soit 11 % du total des réserves mondiales actuellement connues, font de l'Irak le second pays pétrolier au monde, après l'Arabie Saoudite.

De plus, les experts estiment généralement que l'Irak posséderait d'immenses réserves non encore découvertes, qui pourraient atteindre au total plus de 250 milliards de barils, s'approchant de celles de l'Arabie Saoudite. En particulier on s'attend à découvrir des réserves de l'ordre de 100 milliards de barils dans le désert occidental. En mai 2002 un vice-ministre irakien avait même déclaré à Platts (un cabinet spécialisé dans l'information pétrolière), que l'Irak estimait les réserves non encore viabilisées à 214 milliards de barils, ce qui porterait le total des réserves irakiennes au-delà des 300 milliards de barils (1).

Si aux États-Unis et en Norvège la durée de vie des gisements connus est seulement de 10 ans au rythme actuel de l'exploitation, et au Canada de seulement 8 ans, en Iran elle s'élève à 53 ans, en Arabie Saoudite à 55 ans, aux Émirats Arabes Unis à 75 ans, au Koweït à 116 ans, en Irak elle atteindrait 526 ans !

Selon le Oil and Gas Journal, les compagnies pétrolières occidentales estiment le coût de production d'un baril de pétrole irakien à 1,5, voire à seulement 1 dollar. Par comparaison ce coût est de 5 dollars par baril dans les autres champs pétroliers bon marché, tels ceux de Malaisie ou d'Oman, il atteint 6 à 8 dollars en Russie et au Mexique, 12 à 16 dollars dans les puits offshore de la Mer du Nord et dépassent les 20 dollars par baril au Texas et au Canada (2). Le prix de vente du baril sur le marché libre variant ces dernières années entre 20 et 35 dollars, l'intérêt de l'exploitation du pétrole irakien se passe de commentaires.

Américains et Britanniques évincés

En 1972, la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company, dont les principaux actionnaires étaient Shell, BP, Esso (devenue Exxon), Mobil et la Compagnie Française des Pétroles, a mis brutalement fin à la domination anglo-américaine sur le pétrole irakien.

Après la nationalisation, l'Irak s'est tourné vers les entreprises françaises et vers le gouvernement soviétique pour la coopération et l'aide technique.

Juste avant la première guerre du Golfe, en 1990, des entreprises pétrolières japonaises avaient annoncé qu'elles étaient sur le point de conclure un accord pour l'exploitation du fabuleux champ pétrolier de Majnun, mais la guerre et les sanctions imposées à l'Irak à sa suite ont mis fin à ces négociations, écartant la concurrence japonaise.

Au cours des années 1990, des négociations au sujet du développement de la production du pétrole en Irak dès la levée des sanctions ont commencé, laissant une fois de plus sur le côté les pétroliers américains et britanniques. Les principaux partenaires furent alors Lukoil (Russie), la China National Petroleum Corporation et TotalFinaElf (France). Lukoil a signé en 1997 un accord pour le développement du champ pétrolier West Qurna. La même année un accord concédait au China National l'exploitation du champ North Rumailah. Les deux accords portaient sur des centaines de millions de dollars d'investissements. Les discussions avec TotalFinaElf sur l'exploitation du champ pétrolier de Majnun, l'un des plus prometteurs connus, et sur celui de Nahr 'Umar, étaient bien avancées. Des entreprises turques ont également signé un accord de moindre importance concernant l'exploitation du gaz irakien (3).

En novembre 2002 *The Observer* rapportait que l'Irak avait signé « le mois dernier » plusieurs contrats s'élevant à plusieurs milliards de dollars avec diverses sociétés pétrolières, surtout chinoises, françaises et russes (4).

La nervosité règne alors dans le milieu pétrolier. Le 19 janvier 2003 une délégation russe arrive en catastrophe à Bagdad pour tenter de rapiécer les rapports avec l'Irak. C'est que Saddam Hussein ayant eu vent des négociations entreprises par Lukoil avec l'administration états-unienne et les exilés irakiens au sujet de sa concession, venait d'annuler le contrat pour cinq ans visant le développement du champ pétrolier West Qurna. La délégation est revenue à Moscou avec trois contrats signés avec Saddam Hussein... Ce dernier avait également offert des contrats lucratifs aux entreprises de France, de Chine, de l'Inde et de l'Indonésie. Mais rien aux géants pétroliers britanniques ou états-unis (5).

« Les compagnies états-unienues et britanniques, qui aspirent à regagner leur domination historique en Irak, craignent de perdre leur rôle leader dans l'industrie pétrolière mondiale si les contrats réalisés par leurs concurrents sont réalisés. La France et la Russie constituent les principales menaces, mais la Chine, l'Allemagne, l'Italie et le Japon sont également sur les rangs » écrivait en décembre 2002 un expert de l'industrie pétrolière (6). Il rapportait également les promesses faites par des dirigeants de l'opposition irakienne émigrée, qui se sont alignés sur les États-Unis. Ainsi Faisal Qaragholi, un ingénieur pétrolier qui dirige le bureau de Londres du Congrès national irakien (INC), annonçait à un journaliste du *Washington Post* : « Nous allons certainement revoir tous ces accords ». Le principal dirigeant de l'INC, Ahmed Chalabi, est allé plus loin en se prononçant en faveur de la création, à l'issue de la guerre, d'un consortium pétrolier, au sein duquel les entreprises américaines seraient en position dominante, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter le PDG de British Petroleum.

Concurrence armée

« Si vous vous retournez et que ce sont vos chars qui ont délogé le régime et que vous avez 50 000 soldats avec vos chars dans ce pays, alors vos affaires seront plus fleurissantes. C'est ainsi que cela fonctionne. Les Français n'auront que trois soldats et un char des années 1950. Cela ne peut marcher. » Cette citation de l'analyste pétrolier de la banque Crédit Suisse First Boston, Mark Flannery (7), jette une lumière crue sur l'état de la concurrence inter-impérialiste aujourd'hui.

Membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Irak y a joué un rôle central jusqu'à la guerre du Golfe. Les sanctions qui lui furent imposées ont réduit largement le pétrole irakien disponible sur le marché et le poids de l'Irak au sein de l'OPEP. Le retour de l'offre irakienne sur le marché — estimé par les spécialistes à 6 millions de barils par jour, ce qui placerait la production irakienne en seconde position, juste derrière celle de l'Arabie Saoudite, parmi les 10 pays membres de l'OPEP — obligerait les autres pays à réduire leur production ou à accepter une forte baisse du prix du pétrole. Le contrôle du pétrole irakien par un pays extérieur à l'OPEP pourrait par ailleurs conduire à la marginalisation de l'OPEP elle-même et ouvrir la voie à une guerre des prix, qui priverait de rentabilité d'autres exploitations... Les compagnies états-unienues, qui exploitent d'autres champs que ceux du Texas (où par ailleurs, les réserves sont limitées), pourraient ainsi mettre en difficulté leurs concurrentes exploitant des champs à coût de production élevé.

J. M.

1. James A. Paul, "Oil in Iraq : the heart of the Crisis", *Global Policy Forum*, décembre 2002.

2. op. cit.

3. "Oil, Business, and the Future of Iraqi sanctions", *Policy Watch* n° 283 du 24 novembre 1997, <[www.washingtoninstitute.org/watch/Policywatch/policywatch 1997/283.htm](http://www.washingtoninstitute.org/watch/Policywatch/policywatch%201997/283.htm)>

4. Article de Peter Beaumont et Faisal Islam dans *The Observer* du 3 novembre 2002.

5. Selon Faisal Islam et Nick Paton Walsh (à Moscou), *The Observer* du 26 janvier 2003.

6. James A. Paul, op. cit.

7. cité par John W. Schoen, "Iraqi oil, American bonanza ? In a post-war Iraq, U.S. companies could be major players", MSNBC, <www.msnbc.com/news/824407.asp?cp1=1>

non pacifistes » et « amis des États-Unis », très intégrés dans tous les rouages de l'Alliance transatlantique.

L'axe Schröder-Chirac, à la tête de l'UE

Début septembre 2002, Schröder est sur le point de perdre les élections parlementaires. A trois semaines du scrutin, il est donné battu dans les sondages. En sortant de son chapeau un vibrant « Non à la guerre, même sous l'égide de l'ONU ! », il regagne, pour partie, son électorat de gauche au détriment du PDS (1). Si Schröder n'a pas (ou peu) de principes, il sait s'appuyer opportunément sur le trauma des guerres mondiales fortement ancré dans la population allemande (2). Pour retourner l'opinion publique, un seul spot électoral ne suffit pas, il fallait une vraie campagne où tous les ministres et les dirigeants du SPD et des Grünen (Verts) furent mobilisés : il fallait ouvrir tous les registres du pacifisme et de la mise en cause de Bush. Quand Schröder et Fischer ont gagné les élections, ils se précipitent à Washington... où Bush est aux abonnés absents : c'est le début de la rupture.

Chirac, de son côté, vient de se faire élire, mais chichement (3). Devant la perspective d'une politique antisociale impopu-

laire qui risque de mettre les masses dans la rue, Chirac décide de consolider son assise populaire en utilisant la vieille bonne recette de la politique étrangère : sachant que Bush prépare effectivement l'invasion de l'Irak, il lance une campagne critique de Bush, avec insistance, mais mesurée. Et cela marche ! On parle de Chirac comme le futur prix

des conflits commerciaux de ces dernières années (notamment dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, OMC) avait déjà annoncé la couleur sur le plan économique.

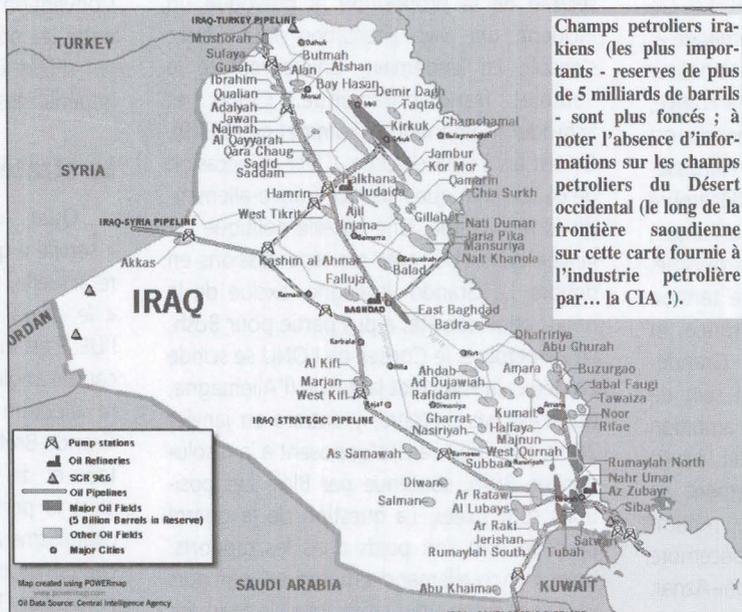
Des premières escarmouches à l'éclatement du conflit au sein du bloc transatlantique l'escalade passera par deux impulsions : l'unilatéralisme offensif des USA et la montée en puissance de l'UE à partir de la fin septembre 2002. Mais ce n'est que progressivement que les deux stratégies se préciseront et s'entrechoqueront en fin de compte au début de l'année 2003.

Si la politique extérieure des USA est assez claire dès le départ, ce qui va se passer sur la scène politique de l'UE est autrement compliqué.

UE : élargissement et renforcement

A la fin du mois d'octobre 2002, l'UE force vers l'impasse et la toute grande crise. Toute la « machinerie » interne de

l'UE était suspendue au référendum irlandais à propos du traité de Nice (décembre 2000), qui avait mis en perspective une nouvelle vague d'adhésions à l'UE. Le « oui » ayant emporté en Irlande cette fois-ci (20 octobre 2002), il ouvre le processus qui permettra aux dix nouveaux pays d'adhérer à l'UE, celui de « l'élargissement à l'Est » (4). L'enjeu est colossal sur le plan économique et politique (5). C'est aussi un événement historique : cette unification suggère l'apaisement d'un continent déchiré par cinq siècles de guerres, invasions, insurrections, soulèvements, révolutions... dont le vingtième siècle fut l'apogée (6). C'est enfin un renforcement considérable pour les entreprises européennes, qui y trouveront une main-d'œuvre



Nobel de la paix !

Par ailleurs, l'Allemagne et, surtout la France ont des liens économiques et « culturels » importants avec l'Irak ; les deux pays, essayent de gagner en influence dans la péninsule arabe et dans la région.

Tout cela ne devrait pas mener à l'affrontement avec Bush. Au contraire, sachant que Bush veut la guerre et, a priori, va la gagner, la bonne tactique serait plutôt celle de la Grande-Bretagne : avec ou dans le sillage de Bush. Mais la perspective d'une série de guerres en cascade « stresse » les relations entre l'Europe et l'Amérique. Elle risque de bousculer les rapports de force au sein du camp impérialiste d'une manière totalement imprévisible. La multiplication



1. Parti du socialisme démocratique (PDS). En ce qui concerne les élections allemandes, cf. *Inprecor* n° 475-476 d'octobre-novembre 2002.
 2. C'est pourtant Schröder qui a brisé le tabou allemand, en envoyant, pour la première fois depuis 1945, des soldats allemands se battre hors frontières, en Afghanistan.
 3. Avec le score le plus médiocre, depuis 1958, d'un premier tour, il écrase Le Pen au deuxième, grâce à la réaction d'un électorat qui est loin de lui être

acquis. Cf. *Inprecor* n° 470/471 de mai-juin 2002 et n° 472/473 de juillet-août 2002.
 4. Il s'agit de la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque, la Slovaquie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie, ainsi que de Malte et de Chypre ; la sélection a lieu sur la base de critères généraux et de normes précises qui sont vérifiés par la Commission ; ensuite, les pays organisent des référendums dans leurs pays, qui auront lieu bientôt ; l'objectif c'est qu'ils entrent effective-

ment tous dans l'Union européenne le 1 mai 2004, et participent d'emblée aux élections européennes de juin 2004. Une opération gigantesque !
 5. *Business Week* du 18 novembre 2002 ne manque pas d'en informer le patron américain en titrant : « The Mega-Europe, The EU expansion will challenge both East and West » (La Mega-Europe, L'expansion de l'UE va défier à la fois l'Est et l'Ouest).
 6. Cf. Ch. Tilly, *Les Révolutions européennes 1492-1992*, Seuil, Paris 1993.

re qualifiée et bon marché, un accès privilégié à ce nouveau marché, protégé et garanti par les institutions de l'UE. En retour, il va impliquer un renforcement de l'ensemble des appareils répressifs de l'UE impérialiste.

Mais, cette avancée spectaculaire exige impérativement une double réforme à court terme : celle des institutions qui doivent accueillir de nouveaux représentants et rester opérationnelles et celle de la PAC (7). Or, plusieurs pays membres, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne, veulent rationaliser cette politique de subsides, dont la France, deuxième producteur agricole au monde, est le grand bénéficiaire (8). Avec l'élargissement à l'Est programmé pour décembre 2002, au Sommet de l'UE à Copenhague, cette situation allait atteindre un paroxysme. Depuis plusieurs années, une forte tension existe à ce propos entre la France et l'Allemagne. Cela a permis à la Grande-Bretagne d'agir très librement au sein de l'UE : Blair, qui ne cachait pas son ambition de « prendre la tête de l'UE », avait la part belle. Il se rapprochait ponctuellement de l'Allemagne, isolant ainsi la France, notamment au Sommet de Nice, en décembre 1999. Le nouvel axe Blair-Berlusconi-Aznar, allait être victorieux à Lisbonne en mars 2000, au « Sommet du Big Business », Schröder et toute la social-démocratie libéralisée (« la troisième voie » !) s'y ralliant et isolant Jospin et Chirac.

La rupture au sommet de l'UE

En automne 2002, avec plusieurs réunions du Sommet de l'UE en perspective, Chirac bouleverse la dynamique de l'UE et les rapports entre ses principaux protagonis-

tes, par une initiative politique de grande envergure. Il parvient à débloquer le dossier agricole par un compromis avec Schröder (en plafonnant ses dépenses jusqu'en 2007 et renvoyant le problème vers l'élaboration du prochain budget en 2006). Ils s'entendent sur une opposition à mener contre la politique de guerre de Bush.

Blair n'a pas été convié à la préparation secrète de la proposition. Il provoque un incident, une vive altercation avec Chirac s'ensuit. Le lendemain, Chirac reporte le Sommet franco-britannique. Chirac et Schröder triomphent au Sommet de l'UE (9). On est les 24-25 octobre. C'est à l'occasion de ce Sommet que l'alliance franco-allemande se reconstitue. Une bataille politique est lancée dans l'UE, avec ses répercussions en dehors. La Grande-Bretagne, exclue de la négociation secrète, a pris partie pour Bush. Le 29 octobre, le Conseil de l'ONU se scinde en deux : la France et la Russie (l'Allemagne, qui n'est pas membre, y entrera en janvier 2003, pour deux ans) s'opposent à la résolution de Bush, soutenue par Blair. Les positions sont fixées. La question de la guerre pèse de tout son poids dans les rapports. L'axe franco-allemand entame un parcours vers une autonomie croissante vis-à-vis des États-Unis.

Ces différentes dynamiques se répercutent directement au sein de la Convention (10). La première mouture de la future Constitution, présentée par Giscard, est nettement perçue comme affirmant « la présence de l'UE sur l'avant-scène mondiale » (11). La question du « pouvoir exécutif » dans cette Union élargie, sera au cœur de la Convention jusqu'à la fin... La Convention change vite. Des modifications

importantes ont eu lieu dans ses dynamiques, notamment plusieurs États membres de l'UE se sont réveillés et ont relevé leur participation, selon un observateur initié (12). En clair, la bataille politique de l'UE et au sein de l'UE est entrée dans la Convention : Fischer et de Villepin, les deux ministres des affaires étrangères, y remplacent désormais les seconds couteaux. La Convention devient le lieu où sera définie, entre les principaux États membres, l'appareil d'État qui convient à leurs aspirations impérialistes.

La stratégie de Blair en panne

Quel que soit le comportement « servile » que Blair a déployé dans la guerre actuelle, il n'est ni « le valet de Bush » ni « le cheval de Troie » des États-Unis dans l'UE. Il est en premier lieu l'homme du grand capital anglais, qui a promis, dès sa première élection en mai 1997, d'intégrer la Grande-Bretagne au sein de l'Union monétaire et de la porter à la tête de l'UE. Car c'est la perspective des hautes sphères du capitalisme anglais avec le soutien décidé du capital productif international, japonais en particulier (13).

Dès son avènement au pouvoir, Blair a été conscient de la très grande difficulté de cet objectif : il n'a pas de majorité dans la population. L'opposition est large et tenace de la part d'un secteur des associations patronales, de l'appareil diplomatique, de la presse, du mouvement syndical et de l'opinion publique en général. D'où une stratégie binaire, dont l'unité n'est rien d'autre que la propre ascension « bonapartiste » de Blair comme chef d'État : se placer aux côtés de la superpuissance américaine ; contribuer activement à la construction de l'UE. Puis, attendre le moment opportun pour passer en force.

C'est Blair qui prendra l'initiative pour constituer, avec la France, une force armée européenne, autonome mais dans le cadre de l'OTAN, au sommet franco-britannique à St Malo, en décembre 1998. Suite à l'expérience désastreuse des officiers européens du fait du comportement méprisant de leurs collègues américains, « Tony Blair a fait de l'initiative de défense le point central de sa stratégie pour imposer l'influence britannique en Europe » (14). Il a apporté une aide décisive aux patronats européens, par la « troisième voie », à savoir la néolibéralisation de la social-démocratie. Il a réussi à isoler et humilier Jospin, fraîchement élu premier ministre, au congrès du Parti Socialiste Européen, début juin 1997. Il a contribué, en appuyant Schröder, à briser Lafontaine,

7. La Politique agricole commune (PAC), règle, entre autres, les subsides au secteur agricole et aux paysans. Or les nouveaux pays membres ont un secteur agricole important. La PAC a joué un rôle décisif dans le lancement de l'UE, mais pose un gigantesque problème : elle absorbe déjà 49 % du budget de l'UE.

8. Dans l'OMC, une pression similaire s'exerce, avec menace de sanctions, etc.

9. Pour souligner l'événement, il y a la scène de l'immense éclat de rire étalant leur complicité politique devant les médias internationaux.

10. La Convention est une sorte d'ersatz d'Assemblée constituante, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, totalement antidémocratique du point de vue de sa convocation, de sa

composition et de ses modalités de débat ; elle comporte 105 membres, triés sur le volet, comprenant des membres des gouvernements, des parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne.

11. Cf. *Financial Times* du 28 octobre 2002.

12. Cf. Peter Norman, « *The European Convention, Into the crucial months* », EuroComment, *Briefing Note*, n° 11, 16 janvier 2003, pp. 1-2, et aussi pp. 6-11.

13. Elle correspond à l'évolution du positionnement britannique dans le monde. Sur le plan strictement économique : le commerce de marchandises va désormais majoritairement vers le continent européen ; les investissements étrangers se portent surtout vers les États-Unis ; la

masse des profits provient du capital financier anglais fortement internationalisé (avec comme centre névralgique, la City de Londres). Pour une vue sur « l'étrange relation » avec l'Europe, voir : Roy Denman, *Missed Chances, Britain and Europe in the Twentieth Century*, Cassell, London 1996.

14. Cf. G. Andréani, C. Bertram, C. Grant, *Europe's military Revolution*, Centre for European Reform, April 2001, p.33. C. Grant est un des conseiller de Blair et le *Centre for European Reform* un de ses principaux « think tanks ». Le livre fait le tour de la question dans tous ses volets, et débouche sur une solution « clés en main ». L'Allemagne fera un tournant historique, s'y ralliant et l'imposant au Sommet de Cologne, juin 1999.

l'homme fort du SPD à l'époque, démissionnaire en février 1999, qui insistait sur une politique de relance néo-keynésienne. Ayant réussi à neutraliser les dernières velléités sociales des PS européens, il a réussi à construire une alliance carrément à droite avec Berlusconi et Aznar. Le but : avoir les mains libres pour lutter jusqu'au bout, au Sommet de Lisbonne, afin de briser l'État-Providence et d'imposer l'alternative néolibérale. C'est ce cadre contraignant qui oriente toujours les principales politiques économiques et sociales.

Le massacre du 11 septembre 2002 et surtout la guerre victorieuse contre l'Afghanistan offraient à Blair une extraordinaire opportunité de prendre les oripeaux du « chef de guerre » à côté de Bush. Au moment, où la concorde régnait entre les États membres de l'UE, ralliés à « la lutte contre le terrorisme » et appuyant les mesures antidémocratique de l'UE, la situation fut enfin considérée comme propice : se fondant sur les sondages systématiquement favorables, Blair annonçait, encore conditionnellement, les dates possibles pour un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne « dans l'euro ».

L'enjeu était de taille : en cas de succès les trois grands (France, Allemagne, Grande-Bretagne) se retrouveraient unis sur les trois piliers fondamentaux de l'UE : le marché unique, l'union monétaire, la politique militaire. Il provoqueraient une réorganisation en cascade de l'Union européenne : la constitution d'un vrai leadership à la tête du pouvoir exécutif hiérarchisé ; une hiérarchie au sein de l'UE fondée sur les rapports de force entre pays membres ; le renforcement de la place de l'UE sur l'arène mondiale. Ce serait aussi une machine de guerre contre les classes salariées en Europe, pour appliquer « l'agenda de Lisbonne ».

Aujourd'hui, la stratégie de Blair, côté UE, est en panne. Et le radicalisme unilatéraliste du côté Bush lui laisse peu d'espoir (15).

La bataille de Bush contre l'UE

La polarisation Amérique-Europe et les durcissements des positions réciproques ont fait se dérober le sol sous les pieds de Blair. Il était lui aussi obligé de renforcer l'activité, en l'occurrence du côté de Bush. « Sa tâche » a consisté à créer une base pro-guerre et pro-américaine dans l'UE, parmi les pays de l'Est fraîchement « sortis du communisme » (selon la terminologie officielle). Cela implique la confrontation ouverte avec l'UE et ses forces centrales.

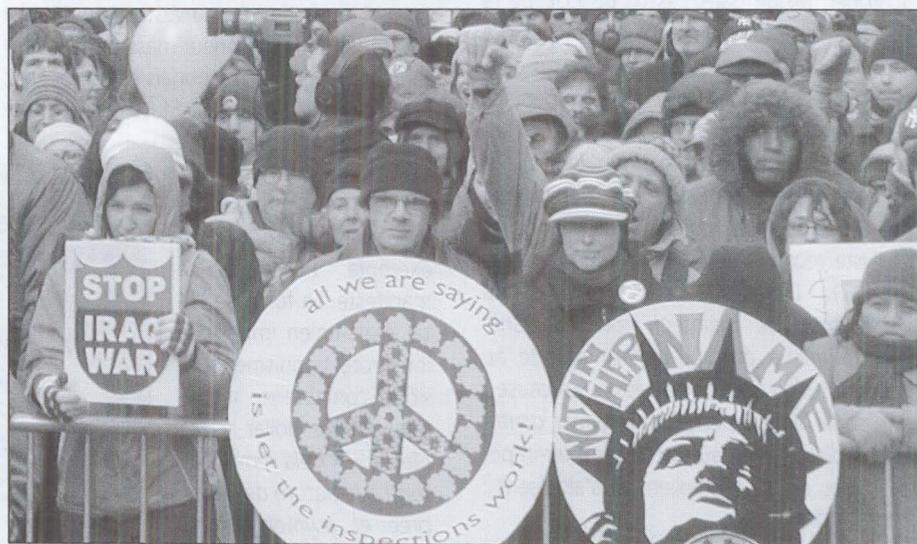
D'abord il y a eu « La lettre des 8 », lancée par le *Wall Street Journal*, qui visait à

féderer, dans une vaste coalition pro-Bush, l'axe Blair-Berlusconi-Aznar avec le Portugal, le Danemark, la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque, et qui s'est vite avérée une simple opération de publicité destinée aux médias. La lettre des Dix (Vilnius), pareille. Évaporées !

Il ne faut pas sous-estimer l'intention : ce qui était visé allait au-delà de « la simple division » momentanée au sein de l'UE. Cela aurait pu provoquer un processus de décom-

même, risque de sauter, même si les sondages lui sont un peu plus favorables après le déclenchement de la guerre. Les trois gouvernements sont acculés à la défensive par une vague anti-guerre sans précédent. La cohésion de l'UE, autour de l'axe franco-allemand (et qui avait su gagner la Russie et la Chine, ne l'oublions pas !), a tenu.

Blair a déjà perdu la bataille politique en Europe, quelle que soit l'issue de la guerre. Les conséquences porteront loin, en Grande-

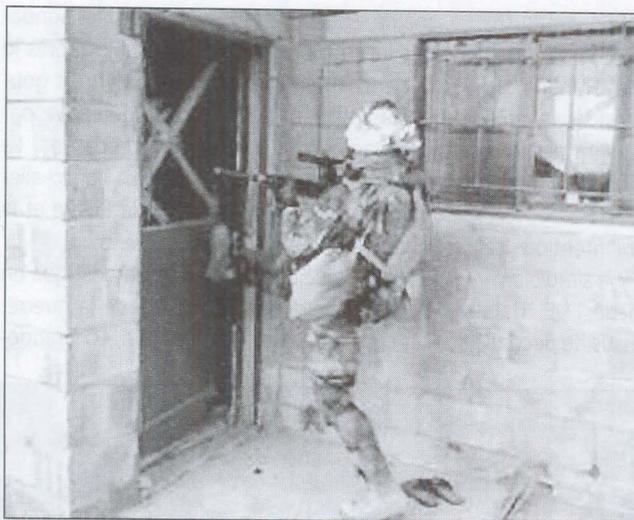


position (partielle) de l'UE et sa reconstitution sur d'autres bases. L'axe Chirac-Schröder l'a emporté.

Les pays signataires à l'Est ne font pas le poids (leur PIB additionné n'atteint pas celui du Bénélux ; en terme de population, l'Allemagne dépasse la somme des 8 pays de l'Est) ; ils sont totalement tributaires de l'aide financière de l'UE. Par ailleurs, leur entrée dans l'UE n'est pas encore consommée. L'axe Blair-Berlusconi-Aznar est en déroute : Berlusconi est en difficulté (il a envoyé sa femme à « sa » télé pour faire une déclaration contre la guerre !) ; Aznar doit faire face à une révolte populaire massive qui se répercute jusqu'au sein de son parti ; Blair, lui-

Bretagne, en Europe, dans le monde. Sa seule porte de sortie, en définitive, sera de se replier et de rallier ses adversaires, Chirac et Schröder, pour réintégrer la Grande-Bretagne à la tête de l'UE, comme vient de le lui rappeler Robin Cook, ex-ministre des

15. La « relation spéciale » qu'invoque souvent l'appareil politique/diplomatique britannique n'a, une fois encore, pas fonctionné. Lire à ce sujet l'article décapant de l'historien écossais Niall Ferguson, qui met en évidence ses avatars « *The special relationship, What's really in for Britain ?* », *Financial Times Weekend*, 15-16 mars 2003. Cf. également Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe*, Presses de Sciences Po, Paris 2000, pp. 21-55.



affaires étrangères (16). Mais il est évident, selon le mode d'emploi de l'UE, que la réorganisation, pendant et après la guerre, se fera par des batailles politiques...

L'impérialisme européen : danger !

La seule explication de la force politique qu'a pu déployer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, le tandem Chirac-Schröder, réside dans l'essor de l'UE de la dernière décennie. Même si elle est encore « un géant économique, mais un nain politique », la politique actuelle de l'impérialisme américain donne une puissante impulsion au développement étatique de l'UE.

L'emprise américaine sur l'économie mondiale diminue, constate dès 2001 un analyste reconnu de l'économie mondiale (17). D'abord, « la capacité de Washington de maintenir son leadership économique a été sévèrement réduite au cours des cinq années passées ». En cause : « le soulèvement populaire intérieur contre la mondialisation » et les conflits inter-impérialistes qui se multiplient et s'aiguisent :

16. *Le Soir* (Belgique) du 2 avril 2003.

17. C. Fred Bergsten, "America's Two-Front Economic Conflict", *Foreign Affairs*, mars-avril 2001, pp. 16, 17 et 20-22.

18. Frédéric F. Clairmont, "Vivre à crédit ou le credo de la première puissance du monde", *Le Monde Diplomatique*, avril 2003.

19. Michel Husson, *Une hégémonie illégitime*, <<http://hussonnet.free.fr>>, à paraître dans *Carré Rouge*.

20. Peter Gowan, "Western Europe in the Face of the Bush Campaign", *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 71, Spring 2002, pp. 38-39. Cet article constitue une importante révision de la vision antérieure de P. Gowan, qui avait jusqu'alors insisté sur l'absence d'autonomie de l'Union européenne envers les États-Unis.

21. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, nouvelle édition revue et corrigée par l'auteur : Éd. de la Passion, Paris 1997, pp. 265 et 259-260.

« Les États-Unis et l'Union européenne sont sur le seuil d'un conflit commercial et économique majeur ». « Dans ce domaine les deux rivaux potentiels [des États-Unis], l'Europe et le Japon, sont des superpuissances », écrit encore Bergsten, pour conclure : « Malgré les performances économiques prodigieuses de l'Amérique au cours des années 1990, l'Union européenne est maintenant la plus grande entité

économique mondiale et va encore grandir en élargissant son aire au cours des prochaines années. L'euro (...) a complété l'intégration économique régionale ».

Aujourd'hui, après une expansion économique exceptionnelle, « on peut s'interroger sur les fissures de l'édifice financier d'un empire qui se croit omnipotent » (18). Les faiblesses apparaissent comme liées à la nature de cet essor même : un endettement faramineux, tant des ménages (consommation) et des entreprises (investissement) qui a creusé un déficit extérieur massivement soutenu par les capitaux japonais et européens ; un blocage, hors des États-Unis, d'une expansion économique similaire, qui empêche la possibilité qu'une locomotive de rechange, par exemple l'Europe, se manifeste. La force de l'État états-unien impose sa loi (protectionnisme, subsides, concurrence monétaire par le dollar « faible »...). « Cela renvoie au fond à la nature déséquilibrée et asymétrique de l'impérialisme contemporain, et à l'incapacité qui en découle à dominer par d'autres moyens que la violence » (19).

Ensuite sur le plan politique, « La réalité des rapports politiques transatlantiques depuis 1989, c'est que les États-Unis ont perdu plutôt que gagné en termes de domination politique sur l'Europe à l'issue de l'effondrement de l'Union soviétique ». La perspective qui se dessine : « Un instrument assez puissant d'habileté collective économique à une échelle internationale — l'UE — pourrait subir une mutation en termes politiques : au lieu d'être un sous-système d'une Alliance Atlantique sous hégémonie

américaine, il pourrait devenir un ensemble d'instruments dans les mains du nouveau centre politique ouest-européen » (20)

L'UE n'est pas en passe de détrôner les USA. Elle vise à rééquilibrer le rapport de force au sein du bloc transatlantique. Mais cette « retouche » est de très grande ampleur. Comme Ernest Mandel l'écrivait en 1972 (21) : « Notre perspective est (...) celle d'un renforcement de l'ensemble des contradictions inhérentes à l'impérialisme à l'époque du capitalisme déclinant (...). C'est justement de la logique de ce renforcement des contradictions inter-impérialistes que surgit nécessairement la tendance à la fusion de certaines puissances impérialistes qui seraient, seules, incapables de poursuivre la lutte de concurrence ». Et, n'excluant pas « une fusion des puissances impérialistes indépendantes en trois "superpuissances" », il traçait cette perspective qui aujourd'hui se déroule devant nos yeux : « La centralisation internationale du capital peut s'accompagner d'un recul progressif du pouvoir de certains États nationaux bourgeois et de la mise en place d'un nouveau pouvoir d'État bourgeois fédéral et supranational (...). De même qu'on ne constate aucune hégémonie "nationale" au sein de grandes firmes multinationales nées d'une telle interpénétration internationale des capitaux, la forme d'État conforme à cette forme d'internationalisa-



tion du capital ne peut être ni la prééminence d'un seul État bourgeois sur les autres, ni la confédération lâche d'États nationaux souverains, mais seulement un État fédéral supranational, caractérisé par le transfert de droits souverains décisifs ». C'est précisément le cas de l'UE. Sa dynamique supranationale est marquée par la forte discordance interne : « ce géant économique qui est aussi un nain politique ». Cette métaphore est très en vogue. Mais en la répétant, sans y réfléchir, on n'a pas perçu le poids poli-

tique que l'UE exerce déjà sur le plan international — en général du côté de la « *superpuissance* » américaine, mais aussi en opposition sur le plan économique (la multiplication des frictions au sein de l'OMC en témoignent), sur le plan des institutions internationales (Kyoto, Cours pénale internationale), sur la politique étrangère (voir la question Palestine-Israël).

La transcroissance de l'UE en un État complet et cohérent, exerçant sa pleine puissance impérialiste, se heurte à plusieurs facteurs :

- D'abord, l'UE n'est pas légitime aux yeux des peuples d'Europe. En cause : sa politique néolibérale antisociale ; sa méthode antidémocratique qui écarte les populations du processus de décision. Elle est une construction portée par les principaux grands groupes industriels et financiers (regroupés dans l'ERT — European Round table of Industrialists).

- Ensuite, parce que c'est un rassemblement d'États impérialistes, qui se sont combattus pendant des siècles, dont les intérêts économiques, politiques-diplomatiques ne coïncident pas. Ainsi chaque pas vers l'État supranational implique un transfert de prérogatives, dont l'impact est inégal d'un pays membre à l'autre.

- Finalement, au sein du bloc transatlantique, le « *grand frère* » n'a aucun intérêt à soutenir un rival encombrant.

Paradoxalement la guerre que Bush vient de déclencher pousse l'UE à accélérer et renforcer sa « *construction étatique* » (ou sa « *state formation* »). Et cela d'autant plus, que le gouvernement américain ne cache plus sa volonté de consolider sa suprématie.

Ainsi la réussite spectaculaire du « *marché unique* » a conduit à la création de la monnaie unique (l'Euro), qui, à son tour, « *a sollicité* » la mise en place de la Banque centrale européenne (BCE) mais qui reste orpheline de l'indispensable « *gouvernement économique* » à l'échelle de l'Union. Malgré toutes les contradictions, inhérentes à cette UE, il y a un processus de centralisation étatique à l'œuvre, tant par la coordination entre les (principaux) pays membres, que par les instances déjà supranationales (Commission).

On comprend la réaction de l'impérialisme américain face à ce développement inattendu et non désiré ! Le Grand Capital américain a connu cette situation totalement exceptionnelle pendant cinquante ans d'être confronté à deux puissances économiques mondiales — le Japon et l'Allemagne — dont l'État a été empêché de se déployer à l'échelle internationale au service de leurs capitalistes. C'est le cas unique de deux

impérialismes forts, mais « *opprimés* ».

Ces deux perdants de la guerre mondiale ont été scientifiquement détruits (les bombes nucléaires d'une part, les bombardements en tapis — Dresde — de l'autre). Ils ont été tenus comme « *protectorats* » américains par une occupation militaire qui, pour le Japon, n'est pas encore levée ! Leurs appareils d'État étaient atrophiés, leurs interventions hors-frontières interdites, leurs discours politiques censurés.

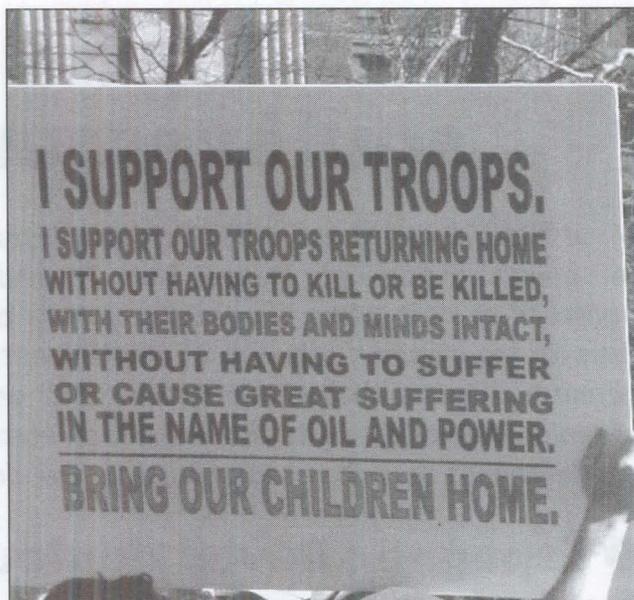
Pour ce qui concerne l'Europe, la mise en quarantaine de l'Allemagne n'a pas pu empêcher la redynamisation de son potentiel productif et financier. L'UE était lourde, elle-même, d'une contradiction inter-impérialiste lancinante. Elle fut révélée dans toute son ampleur lors de la « *chute du Mur de Berlin* » et de l'unification rapide de l'Allemagne. Le choix s'ouvrait : soit une « *Grande Allemagne* » qui s'impose à l'Europe occidentale (au risque d'une crise d'effondrement de l'UE) et va, seule, à la conquête de l'Est (le « *Sonderweg* »), soit une alliance avec la France et un renforcement « *étatique* » de l'UE, dont l'euro est le symbole et la pièce maîtresse.

Dix ans après, l'UE est poussée dans l'arène mondiale face à la superpuissance américaine. La guerre (son déroulement concret, son issue, le comportement politique des principaux protagonistes) jouera un rôle important. Mais certains éléments de l'après-guerre sont déjà en place.

Du côté américain, le bilan risque d'être très mitigé : victoire militaire, échec politique, désastre moral. Ensuite, la multiplication des menaces sur la stabilité politique et économique, notamment par cette apparition « *soudaine* » de la rivalité inter-impérialiste euro-américaine. Cela ne manquera pas d'avoir son impact sur la Russie et la Chine.

Abstraitement parlant, le capitalisme, c'est-à-dire les patrons, a tout intérêt à l'apaisement pour « *reprendre les affaires* ». De puissantes forces du Très Grand Capital sont à l'œuvre pour ressouder le bloc transatlantique — noyau central de l'économie mondiale (22). Mais d'autres secteurs capitalistes, aux États-Unis, misent sur une hégémonie militaire.

Les enjeux sont connus : la politique de l'après-guerre en Irak et dans la région ; la



gestion et la coordination devant la menace d'un effondrement de l'économie mondiale ; la multiplication de foyers de tension (Corée du Nord, Pakistan-Inde...).

Les principaux pays européens jouent l'apaisement, mais sans faire de concessions sur le fond. En même temps, ils vont essayer de prendre les obstacles dans l'UE : une direction étatique, nettement plus hiérarchisée ; une tentative de « *mise en ordre* » parmi les 25 membres de l'UE, par exemple au travers d'une « *réadhésion individuelle* » à l'UE par l'approbation de la Constitution en élaboration ; la mise en place d'une politique de défense ; une structure pyramidale, à cercles concentriques, tous les pays membres ne participant pas à tout le dispositif (déjà établi en ce qui concerne l'Union monétaire, le même schéma pourrait être tenté pour la mise en place d'une « *union militaire* »...).

On ne saurait sous-estimer la volonté des impérialistes européens de se doter de l'outil étatique à la hauteur de leurs ambitions, autour d'un profil prétendument « *pacifique* », « *social* », « *tiers-mondiste* », « *multilatéraliste* », « *humain* » — comme alternative aux États-Unis.

La menace pèsera de tout son poids sur les classes salariales et la jeunesse. Heureusement, les mobilisations anti-guerre, en toute indépendance face aux classes dominantes, sont la source d'une autre Europe. ■

22. Voir, par exemple, *Le Monde* du 4 avril 2003 (« *Les milieux d'affaires redoutent un divorce franco-américain* ») ou encore les appels répétés dans *The Economist* et le *Financial Times* ; J. Quinlan, du Center for Transatlantic Relations de Hopkins University, en fait la démonstration chiffrée à l'appui : « *Europe matters to Corporate US* »,

Contre la guerre, soulèvement planétaire !

Le 15 février 2003 des millions de manifestants ont occupé les rues et les places publiques contre la guerre préparée par Bush et Blair. Depuis le début de l'agression contre l'Irak, le mouvement s'est poursuivi et s'est même élargi dans certains pays. Il n'est pas le fruit d'une spontanéité généralisée, mais du mouvement, organisé et planifié contre la mondialisation néolibérale capitaliste. Les gouvernements d'Aznar, de Berlusconi et de Blair ont été affaiblis par les mobilisations. Le gouvernement canadien n'a pas osé rejoindre la coalition états-unienne. La nouvelle capacité de « ceux d'en bas » qui conditionnent ceux d'en haut, constitue une donnée hautement subversive pour l'avenir.

● Espagne : Réveil douloureux après le rêve impérial de M. Aznar

Par
Manolo Garí*

Dans toutes les provinces de l'État espagnol la mobilisation citoyenne du 15 février a surpris le gouvernement comme l'opposition institutionnalisée, les avant-gardes auto-proclamées comme les spécialistes des appels routiniers à manifester. Personne n'avait imaginé ce qui allait arriver et ce qui est arrivé : cinq millions de personnes, un habitant sur huit, sont descendus dans les rues avec des pancartes improvisées chez soi ou dans les écoles, les lycées et les bureaux, portant un même message « Non à la guerre ! ». Ils se mêlèrent avec leurs pancartes aux cortèges des partis, des syndicats et des organisations sociales diverses. A l'origine il y avait eu des appels unitaires dans une soixantaine de villes, mais ce chiffre fut débordé par la réalité et finalement des manifestants ont envahi les rues dans près de trois cent localités. Il n'y a pas eu de séparation entre la « tête » des manifestations et les marcheurs anonymes : ce fut une révolte totale de l'unité des millions de volontés, en majorité de gauche et laïques mais rejointes aussi par ceux qui votent à droite et par plus d'un catholique opposé à la guerre ; avant tout il y avait des jeunes, mais ils étaient massivement accompagnés par des représentants de toutes les générations et de toutes les batailles, experts de mille défaites. Et les dirigeants reconnus du mouvement ne furent pas les dirigeants politiques habituels

toujours présents, mais chaque manifestant qui, par hasard, trouvait en son for intérieur d'artiste le courage de prendre publiquement la tête d'une rébellion pacifique et civique, de servir de porte-voix aux millions de personnes ressentant (et ne trouvant pas de canal pour l'exprimer) le rejet du cynisme compassionnel d'un Bush et des rêves impériaux et bellicistes d'un Aznar.

Quelles sont les causes et les origines d'un mouvement si ample, si large et si massif de rejet d'une guerre possible, bien qu'a-

mobilisations contre l'existence des bases militaires états-unienues sur le sol espagnol. Ces deux facteurs, intimement liés, plongent leurs racines aussi bien dans l'Histoire que dans les expériences plus récentes. Mais tout cela ne permet pas d'expliquer l'ampleur de la journée 15 février 2003 et des mobilisations qui l'ont suivie.

Il y a un élément qu'Aznar n'a pas pris en considération dans ses calculs et qui a joué un important rôle moteur dans la mobilisation civique : cela ne se fait pas, on ne peut gouverner ainsi. Les manières despotiques, arrogantes, déplaisantes et antidémocratiques du président du gouvernement espagnol, déniaient le droit à quiconque de le



lors pas encore déclarée ? Sur le territoire de l'État espagnol existe un profond substrat culturel antibelliciste, largement partagé par tous, comme cela est apparu au cours des années 1980 dans les mobilisations contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et au cours des années 1990 contre la guerre du Golfe. Existe également un sentiment élémentaire, mais largement répandu, de rejet de l'impérialisme US, démontré par les

contredire ou de le questionner, voire le criminalisant, ont indigné la majorité sociale. La lourde ostentation avec laquelle Aznar a affirmé son amitié privilégiée avec Bush — et l'enfantine concurrence sur ce terrain avec Blair et Berlusconi — l'a fait apparaître aux yeux de millions de citoyens comme une pauvre marionnette manœuvrée depuis la Maison Blanche ; image que n'a cessé de renforcer le Ministre des Affaires étrangères,

* Manolo Garí est membre de la direction d'Espacio Alternativo, une organisation de la gauche alternative partie prenante de la Gauche Unie, au sein de laquelle milite la majorité des militants de la IVe Internationale dans l'État espagnol.



Ana de Palacio, dans les appels impitoyablement bellicistes dépassent tant sur le fond que dans la forme ceux de Powell lui-même. L'absence d'explications publiques devant le parlement et les médias au sujet de l'attitude du gouvernement devant le Conseil de Sécurité de l'ONU a révolté d'importants secteurs de l'opinion publique. Les peuples de l'État espagnol n'acceptent pas que le président du gouvernement prenne en leur nom et sans tenir compte de leur opinion une décision appuyée selon tous les sondages par une minorité : celle de fournir un soutien à une agression impérialiste. Nous sommes en train de vivre un conflit de légitimité évident : le gouvernement a gagné une majorité parlementaire il y a deux ans dans les urnes, mais aujourd'hui il n'est plus soutenu par l'immense majorité des citoyens, favorables à la paix et n'acceptant pas l'intervention militaire états-unienne, avec ou sans l'aval de l'ONU, en Irak et absolument opposés à la participation espagnole à ce conflit.

Les effets de la pression des masses ont substantiellement modifié le paysage poli-

tique espagnol. Au cours de son second mandat, le gouvernement d'Aznar a commencé à accumuler les échecs qui témoignent de l'existence d'éléments de rejet absents au cours de la période 1996-2000. Ce furent d'abord les étudiants qui se mobilisèrent contre une réforme imposée de l'éducation. Les agriculteurs, les écologistes et les citoyens de l'Aragon, de Rioja et de Catalogne s'opposèrent par la suite au Plan hydrologique national improvisé de manière précipitée par le Ministre de l'environnement, Jaime Matas, accusé de se servir des moyens institutionnels pour espionner ses rivaux politiques. Ensuite la paix sociale régnante fut rompue par la grève générale de juin 2002, accompagnée d'une mobilisation dans les rues sans précédent au cours des années antérieures et suivie de la manifestation à Séville contre le sommet de l'Union européenne présidé par l'Espagne. Officiellement l'existence même de la grève fut niée, mais le Ministre du travail fut remercié et le gouvernement a retiré tous les points qu'il prétendait imposer par décret. L'inéptie, l'obscurantisme des informations et les contradictions gouvernementales après la catastrophe écologique et sociale du naufrage du pétrolier Prestige devant les côtes galiciennes ont amorcé un large et massif mouvement populaire qui, sous le thème de « *Plus jamais !* », a exigé dans la rue la démission des responsables gouvernementaux. La posture guerrière d'Aznar a mis fin à la patience populaire. L'élément central de la situation, c'est l'apparition d'une nouvelle subjectivité populaire, dont la force et la persistance seront mises à l'épreuve au cours des prochains jours et mois : c'est la fin du conformisme résigné face aux gouvernements conservateurs du Parti populaire (PP) ; il est possible de s'opposer à la guerre ; il est possible de changer ceux qui gouvernent.

Le 25 mai prochain auront lieu les élections municipales dans l'ensemble du pays et des élections aux parlements autonomes dans trois des dix-sept régions et nationalités qui composent l'État espagnol. Ce n'est pas le meilleur terrain pour défaire le PP belliciste, mais c'est la première bataille électorale qui permettra à la citoyenneté de s'exprimer sous une forme partielle et déformée. Le Parti socialiste, qui sous la pression des événements a adopté une attitude antibelliciste claire (bien

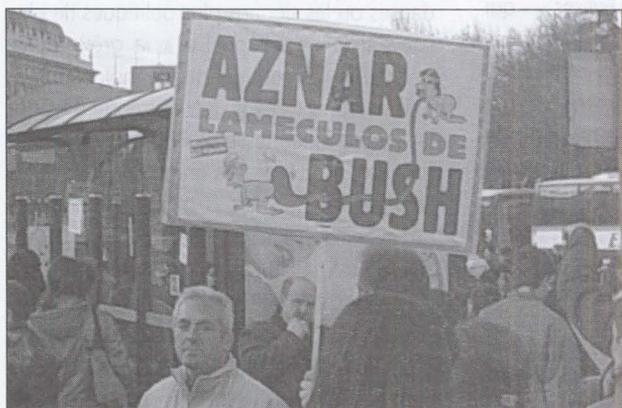
plus que celle qu'une bonne partie de ses dirigeants avaient décidée), commence à dépasser le parti d'Aznar en intention de votes déclarées dans les sondages. Son leader, Rodríguez Zapatero, qui aux yeux de la plupart des dirigeants socialistes fut simplement un homme de transition pour la « *traversée du désert* » des gouvernements conservateurs, affirme sa crédibilité devant un Aznar déprécié. La Gauche Unie (Izquierda Unida, IU) a retrouvé des sympathies et une crédibilité sociale dans un large spectre, ce qui certainement aboutira à freiner l'effondrement électoral annoncé dans ses propres rangs. Les deux formations se verront favorisées par une réduction de l'abstention de la gauche sociale.

La mobilisation sociale est à l'origine du redressement électoral de la gauche. Elle est



également à l'origine des tensions internes croissantes au sein du PP et des glissements d'opinion de sa base sociale : divers conseillers des petites et moyennes municipalités se sont distancés de leur parti y compris en rejoignant et soutenant les mobilisations. Pour la première fois certains dirigeants conservateurs de divers niveaux se sont permis de critiquer, en privé mais de manière à ce que cela se sache, les excès pro américains d'Aznar et de Palacio. La triade des successeurs possibles d'Aznar, composée des ministres Rojyo et Rato ainsi que du dirigeant conservateur en Euskadi (Pays Basque) major Oreja, préoccupée par l'avenir, traîne les pieds devant les actes publics d'appui et d'adhésion aux thèses du président du gouvernement.

Ce qui est encore plus important, l'appui acritique de la base sociale d'Aznar commence à se corroder lentement. Les croyants catholiques sont perplexes devant un gouvernement qui semble être fier de désobéir



Guerre

non seulement à la Conférence épiscopale espagnole, mais encore au pape lui-même. De très nombreux ecclésiastiques se sont prononcés contre l'agression actuelle en Irak et contre l'immoralité de la notion même de guerre préventive, dans leurs homélies dominicales. De nombreux moyens de communication privés, avec le périodique *El Mundo* à leur tête, qui jusque-là soutenaient de manière ferme les décisions du PP, ont pris ouvertement leurs distances sur la question du Prestige et plus particulièrement sur la guerre en Irak. Certains journalistes de droite ouvertement pro-yankees comme Daniel Valcarcel, très liés au PP et à ses intérêts médiatiques, ont commencé à expliquer en quoi une guerre serait une erreur pour l'Espagne et pour les États-Unis. Aucun secteur significatif de l'opinion publique, ni du monde académique, n'a accordé du crédit au discours d'Aznar qui tentait de lier la lutte contre l'ETA et la fermeture du périodique basque *Egunkaria* avec la lutte contre le terrorisme international, qu'il soit ou non islamique, et de là avec les plans conspiratifs du dictateur irakien Saddam, surtout après l'échec des accusations du Ministère de l'Intérieur contre divers Algériens détenus au milieu d'un déploiement médiatico-policière pour préparer l'opinion publique à la guerre. Certains militaires ont exprimé leur mécontentement parce que Trille, le Ministre de la Défense, a mis en marche des plans de guerre sans tenir compte de leur avis et, ce qui est plus important, des voix opposées à la participation espagnole se sont fait entendre dans les rangs d'officiers intermédiaires.

Des critiques croissantes contre la politique extérieure du PP s'élèvent au sein des autres partis bourgeois (nationalistes basques, canariens et catalans), qui ont si souvent servi de béquille aux politiques d'Aznar, au sein du Parti socialiste et parmi les intellectuels du fait de ce qui est présenté comme une rupture brusque et inacceptable des fondements de l'orientation espagnole classique : primauté de la construction de l'Union européenne, recherche d'un pont entre l'UE et le monde hispano-américain, bon voisinage avec les pays du Maghreb et par extension avec le monde arabe et neutralité plus ou moins active dans les conflits armés. Divers porte-parole patronaux ont critiqué l'attitude espagnole qu'ils assimilent à un acte d'inimitié envers le monde arabe et islamique, ainsi qu'à une mise en danger des intérêts touristiques sensibles envers les situations d'instabilité et de risques supposés d'attaques. En fait, ni les entrepreneurs, ni leur secteur intellectuel n'associent l'idée du renforcement du poids et de la crédibilité économique de l'Espagne en tant que puis-

sance impérialiste de second ordre avec le rêve d'Aznar d'« être parmi les pays qui comptent, servent et valent » et qui accordent leur appui inconditionnel à la guerre d'agression préventive pour participer au saccage et au partage du butin entre les vainqueurs dans le cadre du nouvel ordre international imaginé par Bush et les siens.

Ce qui il y a trois mois semblait être une chimère, est une réalité aujourd'hui : le parti d'Aznar rencontre ses premiers problèmes sérieux. Et ce qui était absolument improbable apparaît aujourd'hui comme possible : la fin de son délicieux règne approche. ■

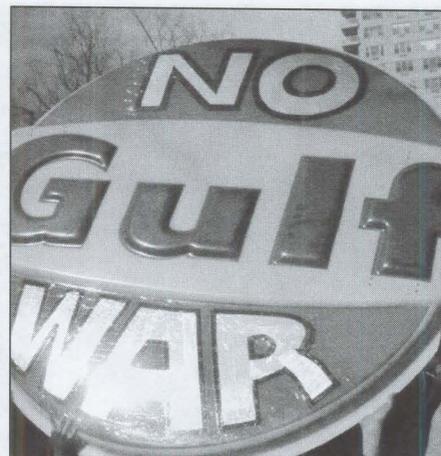
● Italie : Contre la guerre et pour un autre monde

Par
Salvatore Cannavò*

Il y a au moins trois millions de façons de raconter Rome, ce 15 février 2003. On peut commencer dans le métro, rempli pardessus bord avec tout ce qu'on peut imaginer : jeunes des banlieues populaires, étudiants, mamans et papas avec les enfants. Ou bien, regarder les centaines de drapeaux de la paix portés de plusieurs manières : chaussures, jupes, bandanas, châles, foulards. Ou bien la queue de la manifestation, qui n'est jamais partie de la place Ostiense, ou sa tête que personne n'a vue parce que la manifestation a été submergée par des centaines de milliers de participants et obligée de se frayer un parcours comme elle pouvait pour aboutir à St-Jean, juste à temps pour la sirène de 15h. Ou regarder les journalistes de la RAI (le réseau public) bâillonné sur l'estrade, un souvenir d'une page honteuse de l'histoire de la télé publique ; parler de l'accolade entre une pacifiste palestinienne et un « *refusnik* » israélien. Ou du message du sous-commandant Marcos, lu par Haidi Giuliani (1), ou de celui de l'états-unienne Campbell, première femme prêtre aux USA et représentante de la section états-unienne du Conseil mondial des Églises — qui compte environ 114 millions de personnes — venue rappeler que « *le peuple des USA, contrairement à son gouvernement, veut la paix, pas la guerre* ». Ou peut-être, partir de la première manifestation mondiale contre la

* Salvatore Cannavò, membre du Comité politique national du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie et du courant IV^e Internationale, est directeur-adjoint de *Liberazione*, quotidien du PRC.

1. La mère de Carlo Giuliani, le jeune militant antimondialisation tué par la police pendant les manifestations de Gênes en juillet 2002.



guerre et donc du premier fruit concret et visible de l'événement historique de Porto Alegre.

En effet, nous préférons partir du début, de ce septembre 2002 quand, dans une petite salle de l'Université de Barcelone, à l'occasion de la préparation du Forum social européen, une petite coordination a conçu l'idée de conclure le Forum avec une manifestation de rue — devenue par la suite celle du million de Florence — et de proposer une journée européenne — devenue mondiale par la suite à Porto Alegre — contre la guerre. Un petit semis qui en l'espace de cinq mois a créé les conditions pour changer, du moins un peu, la géographie politique de la planète.

La plus grande manifestation de l'histoire de l'Italie — plus de trois millions de personnes — a été non seulement une manifestation imposante et plurielle mais, par son insertion naturelle dans ce long parcours, une manifestation « *constituante* ». Au cœur de ses ruisselets de monde et de ses mille formes de participation — les camions avec la musique des fanfares ou des prières, les centaines de versions du chant partisan *Bella ciao* et les mille parcours inventés jusqu'au dernier moment, les sauts, les tambours, les danses ou les slogans plus politiques (le plus souvent lancé : l'appel à « *la grève européenne* »), les contingents de moines bouddhistes et les lycéens, Rifondazione (PRC) et les scouts, la jeunesse de Rifondazione communiste, avec leur très grand camion, et les Femmes en noir, les contingents multiples des syndicalistes (CGIL, FIOM, CISL, COBAS, SIN.COBAS, CUB) pour une fois tous unis, les ballons de l'ARCI qui tiennent la bande-roule de l'EZLN — un nouveau peuple composé d'au moins trois générations a pris la parole. Celle qui est née, politiquement,

après la deuxième guerre mondiale, celle qui a « fait 1968 », et qui a résisté pendant les froides années 80, et la nouvelle génération politique qui est en train d'ébranler le monde et qui en exige « un autre », toutes conscientes que cette guerre ne vise pas uniquement l'Irak, mais aussi tout-le-monde. Car c'est une guerre contre nous, contre la vie elle-même et le projet d'avenir. Pour cela si nombreux sont les disponibles à se reconnaître sous la nouvelle banderole commune : celle de la paix, non plus un drapeau national mais, aux temps d'une guerre globale, du monde entier.

Ce n'est pas un hasard, donc, si un des moments les plus forts sur le plan symbolique a été la présence sur l'estrade d'Oscar Luigi Scalfaro, démocrate-chrétien et ex-président de la République, et de Pietro Ingrao, communiste et ex-président de la Chambre, tous deux membres de l'Assemblée constituante et de ce fait « pères » de la Constitution italienne qui demande la « répudiation de la guerre ». Visiblement émus et intensément applaudis, les deux, par leur présence, ont rendu visible comment la guerre « préventive, permanente et infinie » constitue un coup de massue à ce tissu collectif, idéal et social, représenté et ordonné par notre Constitution. Mais aussi comment l'opposition à la guerre doit être l'élément décisif de la nouvelle Constitution européenne en voie de définition. Par ailleurs, comme l'a dit Bertinotti, « avec cette journée l'autre Europe est née » et sa première intervention ne peut être que d'assumer le terrain de la Convention comme un terrain décisif.

Et par ailleurs, ce fil « constituant »



explique pourquoi une chanson comme *Bella ciao* ne passe jamais de mode et est entonnée avec autant d'enthousiasme par les jeunes et les vieux.

Ce mélange d'éthique intense et d'anti-capitalisme instinctif, d'indignation morale

et de bravade, mettent en évidence les tripes de ce pays, son visage plus beau et plus indompté, son espoir. Et les multiples faces du mouvement ne suffiront pas pour le représenter, bien qu'elles soient en présence sur l'estrade de manière éloquente : toutes les composantes du comité « Arrêtons la guerre » derrière la banderole de la manifestation et un appel commun lu par Fabio Alberti, du Pont pour Bagdad... L'expérience la mieux placée pour représenter un moment aussi important.

Outre la représentation plurielle, en effet, des formes unitaires et des canaux d'expression démocratique et où le « peuple constituant » prendra parti seront nécessai-

● Grande-Bretagne : Le mouvement anti-guerre menace Blair

Par
Phil Hearse*

Que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre impérialiste ait été l'œuvre d'un gouvernement travailliste a conduit à une série d'événements sans précédent : le 15 février environ 1,5 million de manifestants ont occupé les rues pour dire non à la guerre — ce qui fut la plus grande démonstration politique dans l'histoire de la Grande-Bretagne et sans doute aussi le plus grand rassemblement jamais vu dans le pays ; dix jours plus tard 199 députés ont voté contre la position du gouvernement, dont 121 membres du Labour Party, ce qui en fait la plus grande révolte que le Parlement britannique ait jamais connue ; enfin le 22 mars entre 450 000 et 500 000 personnes sont descendues dans les rues, exigeant l'« Arrêt de la guerre ! » et « Blair, dehors ! » au cours de la plus grande manifestation enregistrée en temps de guerre...

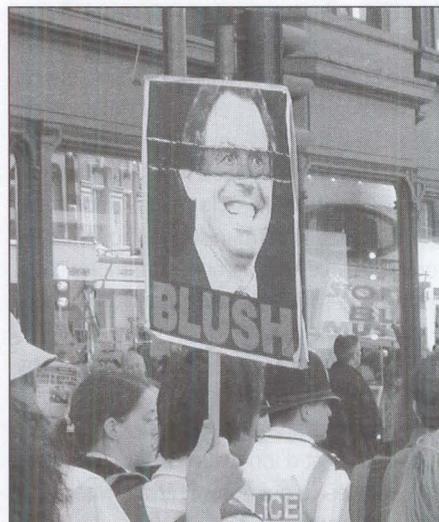
Blair ne peut plus compter au sein du Parlement que sur le soutien des députés travaillistes qui ont des fonctions gouvernementales et sur celui de la plupart des députés conservateurs.

L'échelle et la portée du mouvement anti-guerre en Grande-Bretagne sont énormes. Nous allons ici tenter de répondre brièvement à trois questions : pourquoi ce mouvement a-t-il pris une telle ampleur, quelles sont ses composantes politiques et, finalement, quelles seront ses conséquences ?

N'importe quelle tentative de présenter les raisons d'un phénomène si énorme et si complexe ne peut échapper à un certain niveau de spéculation. Cela dit, à mon avis,

res. Pour le moment, si nous commençons à partir du contenu de l'appel lui-même (pour autant plutôt net dans son refus de la guerre et inébranlable dans la demande d'un lien cohérent aux parlementaires lors du vote), il s'agit de ne pas « rentrer à la maison » et que chacun, dans le respect des différences, travaille à une perspective fondée « sur l'unité et les convergences les plus larges » pour poursuivre la mobilisation de masse dans toutes les villes, dans tous les quartiers, sur chaque place publique du pays. Pour se retrouver le « premier samedi après l'éclatement du conflit », mais surtout pour « arrêter, pour de vrai, la guerre ». ■

Rome, 28 février 2003



quatre facteurs doivent être considérés comme cruciaux :

① Blair est, bien sûr, le principal allié de Bush et la Grande-Bretagne fournit 35 000 soldats. Il est donc naturel que cela devienne aussi le centre de la politique intérieure. Malheureusement pour Blair, les Nord-américains parlent la même langue que les Britanniques. Il serait difficile de trop insister sur l'impression négative que provoquent les interventions télévisées de George Bush junior et de ses plus proches collaborateurs. Ce n'est pas que les Britanniques ne comprennent pas Bush, au contraire, ils le comprennent trop bien : le militarisme sûr de lui, borné et plastronnant ne peut que choquer

* Phil Hearse est membre de la rédaction de *Socialist Resistance*, mensuel publié conjointement par la Groupe socialiste international (*International Socialist Group*, ISG, section britannique de la IV^e Internationale), le Réseau de solidarité socialiste (*Socialist Solidarity Network*,

l'intelligentsia britannique. Les 12 et 14 février des appels successifs contre la guerre ont paru dans la presse britannique, signés par des centaines d'acteurs, de stars de la pop music, d'écrivains, de dramaturges les plus connus et d'autres personnalités de premier plan. Lorsque Elton John et Sting signent contre vous, vous êtes mal parti...

② Le mouvement a concentré toutes les désillusions provoquées par le gouvernement Blair et par sa politique néolibérale et pro-business agressive. L'état désespérant des services publics en Grande-Bretagne, en particulier des transports et des services de santé, a approfondi ces désillusions.

③ Les succès cumulés du mouvement pour une justice globale (altermondialiste) ont marqué la société britannique et en particulier sa jeunesse. Bien sûr, le nombre absolu de ceux qui ont rejoint le Forum social européen en 2002 ou la manifestation de Gênes en 2001, a été réduit. Mais le « *bon sens* » de millions de jeunes est maintenant influencé par le mouvement altermondialiste et cela implique évidemment leur hostilité envers les multinationales et envers la politique du gouvernement états-unien et des principales institutions internationales qu'il domine — la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. Le mouvement altermondialiste fut la plate-forme de lancement du mouvement anti-guerre.

④ Finalement, la renaissance de la gauche radicale au cours des dernières années a créé une force revigorée, capable d'alliances audacieuses et d'innovations sans commune mesure avec ce qui pouvait être envisagé il y a une décennie.

Quelles sont les forces politiques impliquées dans le mouvement anti-guerre ? Il s'agit bien sûr d'une « *énorme coalition arc-en-ciel* », où même le leader des libéraux démocrates, Charles Kennedy, a pris la parole le 15 février à l'issue de la manifestation. Mais la direction du mouvement est dans les mains de la Coalition pour arrêter la guerre (STWC), qui a été établie, renforcée en cadres et conduite par la gauche radicale et en particulier par le Socialist Workers Party (SWP). Bien que d'autres forces de l'extrême gauche jouent un rôle important dans ce mouvement, le SWP est la seule organisation nationale capable d'y jouer un rôle dirigeant à chaque niveau. L'Écosse — où le SWP a intégré le Parti socialiste écossais — constitue la seule exception.

Le STWC a constitué une alliance, souvent inconfortable, avec l'Association musulmane de Grande-Bretagne (Muslim Association of Britain, MAB), qui a facilité — mais n'en a pas été la cause en fin de comp-

te — la mobilisation de milliers de jeunes Musulmans dans les manifestations contre la guerre. Les prédictions annonçant que les Musulmans vont dominer les manifestations ont été démenties. L'intervention du MAB peut être plutôt interprétée comme une tentative de l'establishment islamique de s'assurer le contrôle sur les nombreux Musulmans qui se seraient mobilisés de toute manière.

Une troisième force impliquée dans les manifestations nationales a été la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), constituée il y a 45 ans. La participation de la CND a facilité l'engagement de larges secteurs de la bureaucratie syndicale, des Églises, des ONG et des vestiges de la gauche travailliste. En d'autres termes, elle a permis de mobiliser l'aile droite du mouvement. En règle générale cependant, c'est le STWC dirigé par l'extrême gauche qui a toujours été la principale force organisatrice ; il s'agit là d'un retournement significatif de la situation, en comparaison avec ce que nous avons connu il y a seulement vingt ans, qui reflète l'effondrement du Parti communiste et le déclin de la gauche travailliste.

Quelles seront les conséquences de ce mouvement ? A court terme la position de Tony Blair a été sapée, peut-être même défi-

nitivement. Il n'est pas certain qu'il puisse survivre en tant que Premier ministre. L'influence politique américaine en Grande-Bretagne a subi une défaite historique, ce qui constitue le principal retournement de la situation politique après l'effondrement de l'Union soviétique. Tant les Conservateurs que les Travaillistes sont dans une crise profonde et seuls les Libéraux démocrates enregistrent des succès.

En ce qui concerne la gauche radicale, deux facteurs doivent être soulignés. Au cours des milliers de meetings, des manifestations, des coalitions locales apparues même dans les petits villages, nous avons observé une repolitisation de la société britannique, un réveil après les années marquées par les effets mortels combinés du thatcherisme et du blairisme. Personne ne connaît les conséquences exactes de ce renouveau politique, mais cette lutte a déterminé des attitudes et forgé des loyautés qui marqueront les années à venir. La radicalisation massive de la jeunesse en est un élément clé. Dans ce mouvement auront été formés les futurs syndicalistes, les futurs animateurs des mouvements sociaux et les futurs cadres de la gauche radicale. ■

● États-Unis : Contre la guerre au cœur du colosse impérial

Par
David Finkel*

A lors que depuis cette nuit les bombes pleuvent sur l'Irak, il est trop tôt pour savoir si l'élan de plusieurs mois de mobilisations contre la guerre aux États-Unis pourra se maintenir. De retour d'une manifestations qui a rassemblé quelque 500 personnes contre la guerre dans le centre de Detroit cet après-midi, nous apprenons les centaines d'arrestations à San Francisco et dans d'autres villes. On peut cependant craindre que le mouvement anti-guerre sera plus réduit au cours de ces premières journées de guerre, ne serait-ce que parce que la frustration de n'avoir pas pu l'empêcher est sensible en son sein.

Il est donc d'autant plus important de ne pas perdre de vue ce qui a déjà été accom-

pli. Les mobilisations contre la guerre des 15 et 16 février 2003 furent sans précédent : autour de dix millions de personnes ont descendues dans les rues de plus de 600 villes, grandes et petites, à travers la planète.

Cette spectaculaire explosion de la plus élémentaire solidarité humaine et du bon sens représente une convergence des meilleures traditions de la massive mobilisation contre la guerre au Vietnam et du mouvement en faveur de la justice mondiale qui a embrasé la planète de Seattle à Gênes. Guerre ou refus de la guerre : cela ouvre clairement une nouvelle phase de lutte contre le militarisme et l'injustice.

Comme l'a dit Phyllis Bennies, de l'Institut d'études politiques, lors de la conférence de solidarité avec la Palestine : « *au lendemain du 15 février le New York Times a dit à ses lecteurs qu'il y avait dorénavant deux superpuissances dans le monde, les États-Unis et l'opinion mondiale. Seule cette seconde superpuissance pourrait arrêter les États-Unis et les empêcher de violer l'opposition à la guerre au sein du Conseil*

* David Finkel, membre de la rédaction d'Against the Current, milite au sein de Solidarity, une organisation socialiste des États-Unis à laquelle participent des militants s'identifiant à la IV^e Internationale.



de Sécurité de l'ONU. »

C'est une face de la médaille. L'autre, c'est que cette mobilisation est à peine parvenue à ralentir la course de l'administration états-unienne vers une guerre à outrance contre l'Irak. L'invasion et la conquête de l'Irak ont été décidées par l'administration Bush dans la foulée du 11 septembre 2001, sans tenir compte de l'opinion publique, qu'elle soit américaine, irakienne ou mondiale.

Il est difficile de savoir si les centaines de milliers des marcheurs contre la guerre dans les villes des États-Unis le 18 janvier ou le 15 février 2003 espéraient que leur action pourrait réellement empêcher cette guerre. Ce qui est sûr par contre, c'est que la marche vers la guerre de l'administration Bush était surdéterminée par des facteurs multiples :

1. Bush et les siens ont anticipé une victoire rapide et totale, comptant noyer l'Irak sous un déluge de feu en profitant de l'incomparable supériorité technologique et militaire des États-Unis pour provoquer un effondrement rapide de l'armée irakienne et pour imposer l'obéissance au monde entier. Ce résultat n'est pas garanti, même si le rapport de forces militaires est indiscutablement

en faveur de l'agresseur états-unien.

2. Le gouvernement états-unien était convaincu que la plupart des gouvernements qui s'opposaient à la guerre immédiate, changeront de position au moment critique.

3. Les chefs d'entreprises et leurs économistes ont conclu qu'il ne pourra pas y avoir de reprise du marché boursier et des investissements aux États-Unis tant que la guerre n'aura pas été rapidement gagnée.

4. La plupart des politiciens américains au sein de la coalition pour la guerre sont des partisans absolus de l'écrasement de l'Irak en vue de l'établissement d'un contrôle total des États-Unis sur le Moyen-Orient. Ces forces, en particulier celles liés au complexe militaro-industriel et au gouvernement de Sharon en Israël, n'auraient jamais pardonné à l'administration Bush un nouveau retard au déclenchement de la guerre.

Confiante en son analyse et poussée par les intérêts sus-mentionnés, l'administration Bush a choisi d'ignorer tant l'opposition internationale que les profondes incertitudes de la population américaine. Comme elle a refusé d'entendre les avertissements de nombreux spécialistes en vue, qui la mettaient en garde en indiquant que l'occupation de l'Irak pourrait s'avérer coûteuse et dangereuse.

Contre tout cela, le mouvement anti-guerre a à son actif la clarté et l'intégrité de son message. Nombre de ses activistes se sont endurcis dans le mouvement pour une justice mondiale (altermondialiste) et sont convaincus que la guerre, loin de signifier sa « libération », ne pourra que se conclure par un épouvantable carnage de la population irakienne. Car non seulement les bombardements américains ne peuvent que signifier la mort pour de nombreux Irakiens, mais ils conduiront aussi à la destruction des réseaux électriques, des systèmes d'adduction et de distribution de l'eau, des systèmes de distribution des aliments et des médicaments. Et l'armée turque compte mettre fin aux vel-

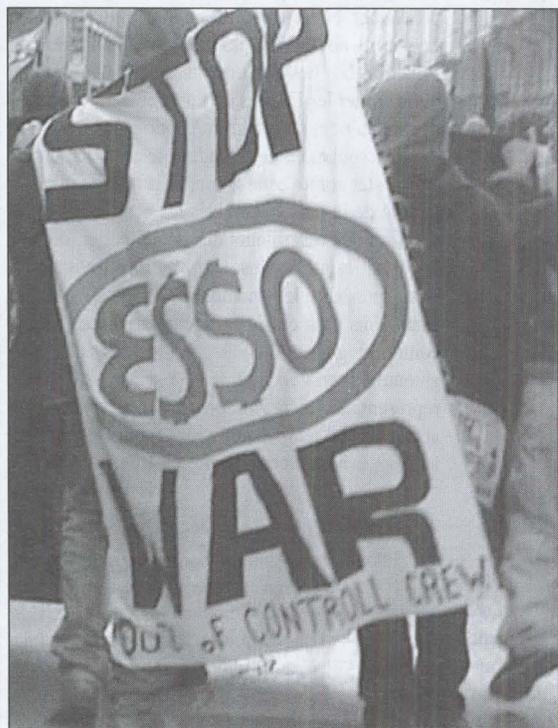
lésités d'autodétermination des populations kurdes du Nord de l'Irak.

D'ores et déjà un des résultats importants du mouvement anti-guerre (et aussi de la présence ininterrompue des émissions télévisées d'Al Jazeera) consiste à priver de crédibilité les discours propagandistes sur les « frappes chirurgicales » et les « bombes intelligentes ». De plus, le mouvement a répandu l'idée que, si nombre d'Irakiens seraient probablement soulagés par la suppression de la machine étatique terroriste et génocidaire de Saddam Hussein, il est peu probable qu'ils soient pour autant prêts à accueillir l'occupation militaire états-unienne et à applaudir à la mainmise des États-Unis sur les ressources pétrolières de leur pays. Enfin, la conscience se répand que cette guerre risque de conduire à l'aggravation d'autres crises : elle accroît le risque d'une « purification ethnique » ou de « transferts massifs » de population en Palestine ; elle augmente le danger d'une confrontation nucléaire dans la péninsule coréenne et dans le sous-continent indien ; elle risque de conduire à une recrudescence de la violence terroriste des fanatiques religieux en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Beaucoup d'Américains comprennent maintenant que le prétendu « lien entre l'Irak et Al Qaeda », dénoncé avec aplomb par Colin Powell, relève de la fiction. Mais la guerre elle-même constitue une double victoire pour les groupes terroristes : elle va pousser de nombreuses nouvelles recrues dans leurs bras tout en détruisant le régime « infidèle » de Saddam Hussein.

En arrière-fond de ce cours belliqueux l'administration Bush renforce la politique répressive intérieure et poursuit une politique économique ruineuse. Non seulement les communautés immigrées mais toute la population états-unienne vit sous la menace d'un état d'exception permanent. Les dépenses militaires du gouvernement et les réductions des impôts pour les riches ont mis le budget fédéral en déficit pour plusieurs années, si ce n'est pour des décennies, ce qui place l'État et les administrations locales en état de faillite virtuelle.

Finalement, et c'est la question la plus importante, cette guerre n'est pas la fin mais



le début de l'escalade d'une orientation visant la suprématie mondiale. Après la conquête de l'Irak, l'administration Bush et les idéologues du « *nouveau siècle américain* » piaffent d'impatience pour « *apprivoiser* » l'Iran et la Syrie, s'assurer le contrôle et « *réorganiser* » le Moyen-Orient et l'Asie centrale et montrer ainsi à l'Europe occidentale, à la Russie, à la Chine et au monde musulman qui est le « *boss* ». Ils considèrent que la stabilité du monde dépend de l'existence d'une nation (devinez laquelle ?) dotée d'une puissance incomparable qu'elle emploierait pour dicter et imposer des règles.

C'est justement cette conception qu'une large frange de militants du mouvement contre la guerre aux États-Unis a compris et refuse d'accepter. Ils savent que tout ce qui a suivi le discours de Bush sur « *l'axe du mal* » témoigne du monde auquel le colosse américain aspire : un monde d'instabilité violente faisant face à la menace permanente de destruction.

Cette clairvoyance constitue la grande force du mouvement anti-guerre américain. Elle l'immunise contre la ferveur patriotique développée autour de l'idée du « *grand succès militaire* ».

Sa faiblesse, par contre, reste due à la fragilité de ses liens avec le prolétariat des États-Unis. En février dernier l'apparition de la coalition « *US Labour against the war* » (Travailleurs US contre la guerre), appuyée par plusieurs syndicats, fut une tentative significative visant à dépasser cette faiblesse. Cette voix critique au sein du mouvement ouvrier organisé sera-t-elle étouffée ou parviendra-t-elle à se faire entendre avec force après le début des hostilités ? Ce sera un des tests importants au cours des semaines à venir.

Les Afro-américains constituent la partie de la population où l'opposition à la guerre est la plus forte. La principale église noire a ainsi accueilli un service œcuménique contre la guerre le week-end des 15 et 16 mars, y rassemblant cinq mille personnes ! Mais du fait du grand nombre de Noirs au sein de l'armée états-unienne, le rejet de la guerre entre en conflit avec l'instinct naturel de soutenir « *ses* » troupes quand le combat a commencé.

Deux coalitions principales dominent le mouvement anti-guerre aux États-Unis : United for Peace and Justice (UFPJ, Unis pour la paix et la justice) et Act Now to Stop War and End Racism (ANSWER, Agir maintenant pour stopper la guerre et en finir avec le racisme). Des deux, c'est ANSWER qui a une couleur plus clairement « *gauche* », qui reste cependant imparfaite du fait de son refus

d'accepter une quelconque dénonciation publique du régime de Saddam Hussein. Mais même si les rapports entre les deux coalitions restent marquées par une certaine concurrence, la majorité des militants anti-guerre rejoignent les mobilisations, qu'elles soient à l'initiative de l'une ou de l'autre. La capacité du mouvement à préserver et à renforcer son unité au cours de la conquête de l'Irak constituera un autre test de sa vitalité.

Le mouvement anti-guerre, tant aux États-Unis qu'à l'échelle internationale,

représente maintenant le seul contre-pouvoir potentiel qui fait face à l'impérialisme US. Aux États-Unis il repose pour l'essentiel sur les militants qui se sont mobilisés contre la mondialisation néolibérale capitaliste et en faveur de « *la justice globale* ». En tant que porte-parole de l'humanité et du bon sens contre le colosse impérial, ce mouvement est aujourd'hui confronté à d'immenses responsabilités. ■

Detroit, 20 mars 2003

Déclaration de l'USLAW*

En réponse à la guerre en Irak

Malgré les efforts de millions de personnes dans le monde, dont de nombreux syndicalistes, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont entamé l'invasion de l'Irak.

Nous condamnons cette invasion pour les raisons suivantes :

- cela aboutira à la mort inutile de soldats américains, dont beaucoup sont des membres de nos familles, nos amis et voisins, et à la mort de très nombreux enfants, femmes et hommes irakiens innocents ;

- c'est un acte d'agression en violation de la loi internationale et des obligations de notre nation envers la Charte de l'ONU ; de plus, une large majorité de la communauté internationale y est opposée ;

- c'est un dangereux précédent, ouvrant la porte à ce que d'autres pays se lancent dans des attaques non provoquées contre d'autres et mettant en cause les fondements de la loi internationale créés depuis la Seconde guerre mondiale pour prévenir les guerres ;

- cela accroît la probabilité de représailles sous la forme d'une nouvelle vague d'attaques terroristes dont des Américains seraient victimes ;

- cela coûtera aux contribuables américains des centaines de milliards de dollars au moment même où nos administrations locales, d'États et fédérales font face à des déficits budgétaires massifs qui menacent l'avenir des services essentiels, tels ceux de la Santé et de l'Éducation.

Nous croyons que le désarmement de l'Irak peut et doit être réalisé par les moyens diplomatiques et par le processus d'inspection des Nations Unies.

Nous appelons à l'arrêt immédiat de l'action militaire et au retrait des troupes américaines et britanniques, à leur rapatriement sans risque de manière à épargner au peuple irakien la mort, la destruction et les souffrances.

Nous faisons appel au Congrès pour qu'il abroge l'autorisation d'engagement militaire accordée en octobre dernier et qu'il exige que l'administration insouciante rende des comptes.

En tant que citoyens et syndicalistes nous avons l'intention de participer vigoureusement au débat sur cette guerre en distinguant clairement cette politique et les leaders qui nous y ont entraînés et les jeunes hommes et femmes de notre

armée envoyés aux combats par ces dirigeants.

Dans ce débat nous affirmons :

- que la guerre ne peut être que le dernier recours entrepris seulement quand il est nécessaire de nous défendre ou de faire face à la menace d'une attaque imminente ;

- que le rôle de notre pays n'est pas d'être la police du monde, ni de déposer les dirigeants que nous n'aimons pas, ni de dicter à d'autres qui doit ou ne doit pas les diriger ;

- que nous devons respecter et renforcer — et non affaiblir — la législation internationale et les structures qui la mettent en application en tant qu'alternative à la guerre ;

- que la richesse, la puissance et l'influence immenses de notre pays doivent être employées au service des familles travailleuses ici et dans le monde ;

- que les États-Unis doivent être une force de paix et non un agent de guerre.

Nous avons dit dès le début que nous sommes préoccupés par notre propre économie : les emplois, les services de santé, les pensions et retraites, l'éducation, le logement et les autres besoins sociaux. Cela inclut maintenant les ressources nécessaires à la prise en charge des vétérans de la guerre en Irak. Nous allons défendre les Arabes des États-Unis contre la violence raciste et la persécution politique que cette guerre peut provoquer. Nous voulons être sûrs que le coût de la guerre ne servira pas d'excuse pour ne pas satisfaire ces besoins urgents, ni de justification pour limiter les libertés civiles et les droits syndicaux au nom de la sécurité nationale.

Nous soutenons et défendons le droit du peuple à protester contre cette guerre injuste et de rétablir la voie de la paix, y compris les actions des syndicats et des travailleurs du monde entier, depuis les manifestations jusqu'aux arrêts du travail. Nous pressons les membres des syndicats aux États-Unis pour qu'ils prennent part aux activités contre la guerre dans leurs localités, de faire entendre leur voix, de faire pression sur leurs représentants et d'entreprendre des actions en accord avec leurs convictions pour manifester leur opposition à cette guerre en Irak.

le 19 mars 2003

* USLAW (*US Labour against the war*, Travailleurs états-uniens contre la guerre) est une coalition contre la guerre des organisations syndicales des États-Unis, créée le 11 janvier 2003. Nous avons traduit ici l'appel rendu public par l'USLAW le jour du commencement de la guerre.

Syndicats et lutte contre la guerre vus des États-Unis

Par
Chris Kotalik et William Johnson*

Jusqu'à l'automne 2002 l'opposition syndicale contre la guerre aux États-Unis était isolée au sein de petits comités dans quelques villes, tels le *New York City Labor Against War* (Travailleurs de New York contre la guerre) ou le *Committee for Peace and Justice in the San Francisco Bay Area* (Comité pour la paix et la Justice dans l'aire de la baie de San Francisco).

Devant l'imminence de la guerre on a observé un dynamisme croissant, bien qu'inégal, des mobilisations syndicales contre la guerre. Au cours de l'automne un nombre croissant de résolutions anti-guerre est venu de l'intérieur du mouvement syndical américain. Au commencement œuvre de comités syndicaux de base relativement dispersés, ce mouvement a rapidement atteint des structures plus larges. Les premières résolutions d'organisations syndicales plus importantes — telles la Fédération californienne des enseignants ou le comité 705 des *Teamsters* (syndicat des camionneurs) — ont ouvert la voie à d'autres. Le 11 janvier 2003 une centaine de représentants syndicaux ont créé une structure nationale, *U.S. Labor Against the War* (USLAW, Travailleurs états-uniens contre la guerre). En mars 2003, près de 130 syndicats locaux, 45 conseils syndicaux centraux, 26 structures régionales, 11 fédérations nationales/internationales et le Conseil exécutif de l'AFL-CIO (principale confédération syndicales des États-Unis) ont adopté des résolutions critiquant de manière plus ou moins radicale l'activité irakienne de l'administration Bush.

L'opposition contre la guerre mettait en avant son prix énorme — aussi bien en termes de victimes qu'en termes budgétaires — et reflétait la crainte de voir l'administration Bush se servir de la guerre pour limiter encore les droits des travailleurs. Les syndicats du secteur public ont en particulier sonné l'alarme au sujet d'inévitables réductions budgétaires qui viseraient les salariés de ce secteur et conduiraient à la réduction des services fournis au public.



Cette marée de résolutions, bien qu'efficace pour créer un espace politique pour les travailleurs et les syndicats opposés à la guerre, ne s'est pas traduite pour autant par la mobilisations des bases syndicales. Ron Lare, ancien représentant du syndicat local 600 à Dearborn (Michigan) de l'*United Auto Workers* (UAW, syndicat uni des travailleurs de l'automobile), mentionne ainsi les difficultés rencontrées au sein de son syndicat après l'adoption de la résolution : « *Dans certains syndicats, dont le mien, il n'y a pas eu de débats ni même de présentation de la résolution, que ce soit avant ou après qu'elle ait été adoptée. Peut-on dire qu'un syndicat est "contre la guerre" si ses membres ne sont pas au courant ?* » Dans certains syndicats il y a eu des oppositions à la suite de l'adoption des résolutions anti-guerre, certains membres mettant en cause un tel engagement syndical sur un sujet qui divise, d'autres n'hésitant pas à proclamer que « *puisque la guerre est sur le point d'être déclarée, le pays devrait s'unir derrière ses soldats* » ou encore que « *le président a raison de vouloir chasser Saddam Hussein* ».

Certains dirigeants locaux des syndicats ont affirmé que leurs organisations ne devaient pas s'engager contre la guerre par respect des comités locaux de vétérans, bien qu'il ne soit nullement manifeste que ces derniers se soient impliqués dans le soutien à la guerre. Ainsi lorsque dans la région de

Detroit le responsable régional de l'UAW a organisé un meeting de vétérans en présence de David Bonior, ancien membre du Congrès, vétéran lui-même et opposé à la guerre, ses arguments ont eu un grand écho parmi ceux-ci.

Lorsque à la mi-mars la menace d'une guerre imminente s'est affirmée, plusieurs syndicats sont allés au-delà des résolutions, exprimant leur refus de la guerre d'une manière plus organisée.

A l'échelle internationale

L'action syndicale contre la guerre a été plus militante en dehors des États-Unis.

Le 11 mars, par exemple, les dockers italiens ont fait une heure de grève pour protester contre l'utilisation des ports par l'armée américaine. Près de Livorno les dockers et les cheminots italiens ont refusé (avec le soutien de leurs syndicats) de décharger et de transporter du matériel pour l'armée US. La CGIL, principale confédération syndicale

* Chris Kotalik et William Johnson sont respectivement rédacteur responsable et rédacteur adjoint du mensuel *Labor Notes*. Paraissant depuis 1979, *Labor Notes* se présente comme « aspirant à être la voix des militants syndicaux qui veulent "remettre le mouvement ouvrier en mouvement" en promouvant son caractère démocratique. Nous reproduisons ici l'article publié par *Labor Notes* n° 289 d'avril 2003, écrit avant le déclenchement de la guerre.

Guerre

italienne, a appelé à une heure de grève dès le début des hostilités.

En Écosse les cheminots ont refusé d'embarquer l'approvisionnement pour une base militaire de la Côte Ouest du pays ainsi que de mettre en marche une locomotive. Le syndicat britannique des conducteurs de trains et des pompiers (*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen*) a soutenu cette action et a annoncé d'autres initiatives similaires. Les cinq syndicats britanniques les plus importants ont annoncé des actions en cas de déclenchement de la guerre.

En Allemagne le puissant syndicat des métallurgistes, *IG Metall*, a demandé à ses 2,6 millions de membres d'interrompre le travail durant dix minutes le 14 mars pour protester contre la guerre. Cet appel a été secondé par la Confédération européenne des syndicats (CES) qui a autorisé ses membres à recourir à des arrêts de travail le 14 mars sur tout le continent.

Le syndicat australien *Construction Forestry Mining and Energy Union* a averti que 10 000 de ses membres travaillant sur des chantiers de construction arrêteront le travail le jour même du commencement de la guerre.

Au Pakistan, la *All-Pakistan Trade Union Federation*, qui regroupe cinq millions de membres, a pris position contre la guerre. Son président, Rubina Jamil, a appelé à des actions allant des rassemblements jusqu'aux grèves de la faim devant les locaux diplomatiques des États-Unis.

Aux États-Unis

Le passage des résolutions à l'action des dirigeants syndicaux états-uniens a été plus modeste. Dans un effort de dernière minute pour construire l'opposition syndicale contre la guerre, l'USLAW a appelé le 12 mars à une « *journée syndicale pour la paix* ». Il devait s'agir de protestations locales, de campagnes d'information, de distribution de tracts, badges et autocollants sur les lieux de travail, de réunions et de prises de parole au cours des pauses dans les cantines et dans les locaux syndicaux. Les activités de cette journée devaient servir de tremplin pour les manifestations convoquées à Washington et à San Francisco le 15 mars. Selon les organisateurs de l'USLAW, l'idée d'une journée syndicale contre la guerre est née durant la réunion internationale de coordination du 19 février 2003.

Joe Fahey, président du syndicat local 916 des *Teamsters* et vice-président de la tendance *Teamsters for a Democratic Union* (Camionneurs pour un syndicat démocra-

tique), qui a participé à la journée d'action à Monterey (Californie), explique que les permanents syndicaux ont fait le tour des lieux de travail et des écoles et se sont rendus au Conseil municipal pour appeler les salariés et les dirigeants politiques à s'opposer à la guerre. En se rendant au local du syndicat des enseignants ils ont eu la surprise d'y voir les syndicalistes préparer des tracts informant sur les dangers de la guerre. « *Les initiatives individuelles sont bien plus nombreuses que nous n'espérions — explique-t-il — C'est un grand moment pour les syndicalistes que de sortir pour débattre avec les travailleurs.* »

Si les activités du 12 mars ont été pour l'essentiel limitées à des événements locaux dans les lieux du travail, le niveau de coordination nationale a été plus élevé qu'au cours des mois précédents. Une semaine avant le 12 mars les représentants des conseils syndicaux centraux se sont réunis pour préparer la journée. Certains syndicats internationaux, comme *American Postal Workers Union* et l'UNITE, ont soutenu l'appel et encouragé leurs membres à prendre part aux actions de la journée.

Les manifestations du 15 mars devaient regrouper des contingents syndicaux significatifs. Ainsi les membres du syndicat d'enseignants de Washington, affilié à la

Fédération américaine de l'enseignement (AFT), avaient décidé de manifester sous la banderole syndicale. Liz Davis, une des organisatrices, explique que « *les enseignants ne veulent pas cette guerre, car elle signifiera des milliers de morts et des milliards de dollars de crédits seront enlevés à l'éducation publique* ».

Le 16 mars l'USLAW a appuyé un rassemblement à Chicago sous le mot d'ordre : « *NON à la guerre en Irak, OUI aux dépenses pour les familles travailleuses américaines !* ». Le week-end suivant *South Bay Labour for Peace and Justice* ont prévu une session de formation des salariés au sujet de l'impact de la guerre sur la situation des travailleurs aux États-Unis. Les activités d'information — depuis les sessions de formation et les débats au sein des syndicats jusqu'aux campagnes de tracts — pourraient être la clé pour la mobilisation du monde du travail contre la guerre. Car, comme Ron Lare l'a formulé : « *Il y aura des responsables qui n'aiment pas les débats animés. Il y aura des motions de soutien à la guerre. Il y aura des responsables qui ne seront pas réélus du fait de leur engagement... Mais sans la démocratie, les résolutions ne se transformeront pas en mouvements et ne survivront pas aux premiers coups de feu.* » ■

Document

Confédération européenne des syndicats : « NON à la Guerre ! »

Le Comité directeur de la Confédération européenne des syndicats (CES) réuni le 20 mars 2003 après-midi à Bruxelles a approuvé la déclaration suivante :

Au moment où les hostilités ont commencé en Irak, la CES réaffirme son opposition à cette guerre menée par les USA, le Royaume-Uni et l'Espagne sans légitimité internationale.

La CES continue à croire que l'objectif légitime de la communauté internationale de désarmer le régime de Saddam Hussein aurait été atteint par des moyens pacifiques si les Nations Unies n'avaient pas été mises de côté, si le processus politique n'avait pas été arrêté, ni les inspecteurs empêchés d'achever leur mission.

La CES fait appel à ses organisations affiliées et leur demande de réagir au déclenchement de la guerre par tous les moyens possibles incluant des arrêts de travail, grèves et manifestations commençant demain et se poursuivant dans les prochains jours, et de se joindre aussi aux mobilisations de masse afin de reconquérir la paix.

La CES déplore les divisions qui ont empêché l'Union européenne de jouer un rôle positif en vue d'une issue pacifique à la crise en Irak, et demande que le Conseil européen, qui se réunit à Bruxelles aujourd'hui et demain, se mette d'accord pour que les Nations Unies soient chargées de la reconstruction de l'Irak après la guerre et d'aider le peuple irakien à décider librement de l'avenir de son pays.

La CES demande à l'Union européenne de déployer tous les efforts possibles pour offrir une aide humanitaire aux réfugiés d'Irak, et demande aux syndicats de contribuer à collecter des fonds pour les victimes de la guerre.

En même temps, convaincue qu'une solution juste au conflit du Moyen-Orient n'a que trop tardé, la CES demande au Conseil européen de s'engager fermement à mettre en œuvre rapidement la «feuille de route» prévoyant l'établissement d'un État palestinien indépendant et viable au côté de l'État d'Israël vivant en sécurité.

C'est la seule et véritable réponse à donner pour un avenir de paix et de démocratie au Moyen-Orient.

La CES continuera à soutenir les Nations Unies dans leur rôle pour la promotion de la paix, de l'État de droit et des droits humains.

La CES est prête à engager d'autres actions.

La société irakienne à la veille de la guerre

Par
Mundher Adhami*

C'est le double fardeau des sanctions et de la dictature qui a structuré la société civile irakienne, ses valeurs et ses perceptions de l'avenir. Les Irakiens ne sont pas assis dans leurs maisons attendant les libérateurs. Leurs perceptions, leur potentiel de mobilisation et leurs loyautés sont plus complexes — cela vaut autant pour le régime de Saddam Hussein que pour les plans de l'administration états-unienne. Supposer que l'attaque sur l'Irak aboutira à une victoire rapide de Bush, imaginer que tout autre nouveau régime irakien serait prêt à se plier devant les intérêts des États-Unis, ou pourrait s'imposer devant le peuple irakien, est pour le moins prétentieux.

Personne ne doit douter que la plupart des Irakiens — comme la majorité des Arabes et des nations du Tiers-Monde — ne croient nullement que les États-Unis sont en premier lieu intéressés par le rétablissement de la démocratie dans leur pays. Ils connaissent l'histoire et savent parfaitement comment la CIA, et plus généralement l'administration états-unienne, ont à de nombreuses reprises contrecarré tout pas en avant vers la démocratie pour la simple raison qu'un tel pas réduirait la capacité des États-Unis de contrôler leur destin. Ils n'ont aucune raison de croire que l'administration Bush a ouvert de ce point de vue un nouveau chapitre dans l'Histoire : ils voient quotidiennement le carnage en cours en Palestine que l'administration Bush ne désapprouve pas ; ils perçoivent la campagne menée aux États-Unis contre tout musulman assimilé à la lutte contre le danger terroriste et beaucoup d'entre eux croient que les États-Unis ont eux-mêmes créé les terroristes pour les opposer aux mouvements populaires, laïcs et démocratiques.

Aux yeux de bon nombre d'Irakiens, aussi incroyable que cela puisse paraître à des observateurs étrangers, l'attitude des États-Unis envers Saddam Hussein n'est pas différente. Ils ont en mémoire le mois de mars 1991, lorsque le régime irakien était en

train de s'effondrer et que des soulèvements massifs s'étaient produits dans le pays. Les États-Unis, dont l'armée avait mis en fuite les forces de Saddam Hussein et qui exerçaient un contrôle absolu sur l'espace aérien irakien, ont alors autorisé Saddam Hussein à se servir de ses hélicoptères et de ses unités d'élite pour rétablir son régime.

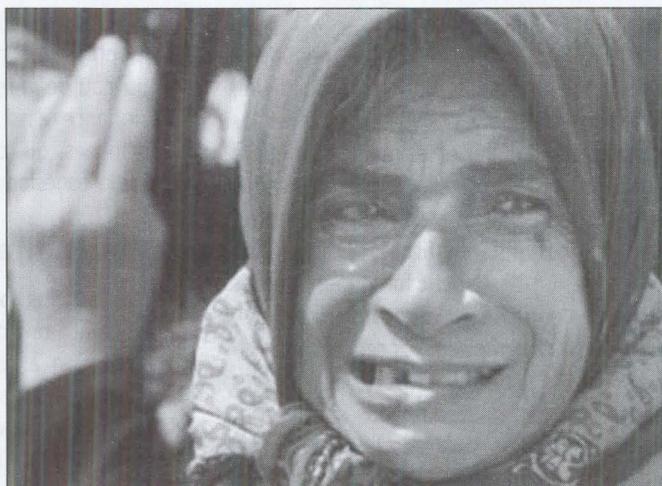
Depuis, les Irakiens souffrent un des régimes de sanctions les plus terribles de l'Histoire. Ces sanctions ont affaibli la société irakienne et permis au régime de rétablir sa mainmise sur elle, en rendant la population dépendante de l'aumône mensuelle des rations, en la privant des soins médicaux et en limitant son accès à l'éducation. Les Irakiens sont convaincus que ce sont eux, bien plus que Saddam, qui sont considérés par les États-Unis comme « l'ennemi ». Ils craignent donc que les États-Unis ne passent une nouvelle fois un accord de dernière minute avec le régime ou qu'ils ne le remplacent par un régime pire encore (mais plus docile).

La société civile

C'est au cours de la guerre avec l'Iran des années 1980, puis sous les coups des sanctions des années 1990, que la société civile irakienne a subi un processus de désintégration. L'anarchie, la prévarication et la corruption, l'éclatement des familles, la prostitution et le déclin des comportements civiques — tout cela a contribué à la généralisation d'un climat de désespoir et de paralysie. Mais à la fin des années 1990 on a pu observer un renouveau des liens sociaux.

Le système des familles élargies s'est établi comme une forme de sécurité sociale, à la fois lien de solidarité et garantie de sur-

vie. Cette tendance a été renforcée par le choix du régime de ranimer les clans en vue de renforcer le contrôle policier sur la société : des communautés familiales étendues, comportant trois ou quatre générations, avec un chef auto-désigné bénéficiant de larges pouvoirs économiques et légaux. De



l'avis général cela a étouffé les autres initiatives et l'expression de points de vue alternatifs. Par exemple lors des élections, les bulletins individuels sont fréquemment collectés par la tête du clan et transmis sans ratures au responsable local du régime, de façon à montrer clairement la soumission de l'ensemble du clan au régime et son respect des équilibres établis au sein de la bureaucratie

* Mundher Adhami, fait partie du groupe "Iraqis Against the War" (Irakiens contre la guerre). Nous présentons ici des extraits d'un article qu'il a écrit à la demande du mensuel britannique Red Pepper. Nous avons sélectionné les parties de l'article de Mundher Adami dans les quelles l'auteur présente une analyse de la société irakienne à la veille de la guerre, qui nous a paru éclairer également les comportements de la population irakienne face à l'agression. Dans ce même article, l'auteur argumentait, notamment, en faveur de la poursuite des inspections et d'autres formes de pression que les puissances occidentales auraient pu, à son avis, exercer sur le régime de Saddam Hussein, en vue de l'affaiblir. Traduit de Red Pepper, n° 105, mars 2003 (Red Pepper, 1b Waterlow Road, London N19 5NJ, Grande-Bretagne, <http://www.redpepper.org.uk>).



locale. Le rationnement a également renforcé sa dépendance envers lui.

Mais, en même temps, la pénurie a encouragé la coopération et la solidarité, indispensables pour pouvoir se procurer les denrées alimentaires et les médicaments. De cette façon les réseaux familiaux étendus ont court-circuité les systèmes de distribution administratifs inefficaces. Les liens de voisinage ont également fait apparaître des formes d'entraide et de soutien mutuel, allant jusqu'à remplacer les services municipaux défaillants. Ainsi au cours des dernières décennies, des nouveaux liens sociaux ont pris racine et la mobilité de la population a été radicalement réduite. Avec la baisse des salaires, les femmes, en particulier, ont abandonné leurs emplois dans le secteur public au profit d'activités artisanales et d'emplois de proximité.

La société irakienne est historiquement largement sécularisée et laïcisée. Loin d'être considéré comme un code de conduite détaillé, l'Islam est perçu comme un héritage culturel et littéraire. Toutes les croyances sont tolérées au nom d'une interprétation libérale de l'Islam. En période de crise la foi reste cependant un refuge individuel, un dénominateur commun social, un code de comportement civique. Une telle religiosité est apolitique. C'est plus une affirmation d'identité qui défie les tentatives — tant du pouvoir que de l'agresseur étranger — d'imposer des valeurs venues d'ailleurs. Le régime a pris conscience de l'efficacité que pouvait avoir le recours aux symboles religieux et n'a pas hésité à s'en servir pour tenter de légitimer ses mesures répressives, par exemple en procédant à la décapitation des prostituées. Si cela est loin de convaincre la population irakienne — parfaitement consciente de la nature laïque du régime et

même de la débauche de certains de ses leaders — cela contribue à apaiser les sensibilités populaires. Il n'y a aucun doute que le renouveau de la religiosité a réduit la petite délinquance ainsi que les comportements indisciplinés ou dissidents, renforçant en retour la cohésion sociale.

Les technocrates

Les salaires pitoyables dans l'appareil administratif ont contribué à l'extension de la corruption à l'ensemble des opérations, chose reconnue par ailleurs par le régime. Saddam Hussein a même eu recours à l'expérimentation de la méthode de quotas et d'honoraires dans le but explicite de faire augmenter les revenus des fonctionnaires. La dépendance des responsables envers les revenus tirés de la corruption et des largesses risque de provoquer le mépris de la population envers eux.

Le démontage contrôlé de l'imposant appareil d'État a mis en lumière l'importance des fonctionnaires et des scientifiques, un groupe largement apolitique, bien que pour en faire partie il fallait être formellement membre du parti Baas. Nombre d'entre eux dirigent des banques, organisent l'achat, le stockage et la distribution des denrées alimentaires pour près de 20 millions de personnes, s'occupent des transports, maintiennent le fonctionnement du système de santé et de l'éducation malgré les incroyables pénuries. Les milliers de scientifiques précédemment employés dans le secteur militaire (y compris les programmes d'armement nucléaire, biologique et chimique), licenciés à la suite des démantèlements de ce secteur sous la pression des inspections de l'ONU entre 1991 et 1998, y jouent un rôle en vue. Beaucoup d'entre eux se sont recyclés dans la reconstruction des infrastructures et du

secteur de l'énergie, souvent achevés en un temps record. Ces cadres vivent pauvrement mais jouissent d'un grand prestige, sont réputés honnêtes et efficaces et sont fiers de pouvoir réaliser leurs aspirations intellectuelles. Largement issus des écoles occidentales, ils parlent souvent les langues européennes et pourraient, si les conditions le permettaient, servir de pont entre les communautés où ils vivent et « la société internationale ». Ils pourraient également jouer un rôle clé dans une pacification du régime, si le contexte international s'y prêtait, en particulier si le programme d'inspections de l'ONU était fondé sur un engagement international apparaissant à leurs yeux positif et honnête.

Origine et nature du régime

La rhétorique de ce qui est présenté comme « l'opposition irakienne » parle de l'élite dirigeante de Saddam comme d'un clan semi-analphabète étroit issu de Tikrit (Tigre supérieur). Cette image exploite la liaison aisément reconnaissable entre les fortes loyautés claniques et la bigoterie provinciale, donnant une impression de grossièreté, d'absence de culture et de sectarisme sunnite. Le régime a en effet construit sa base politique au sein d'une population semi-rurale à travers le pays, dans le but de centrer ce qu'il percevait comme des élites urbaines décadentes et déloyales avec des idéologies suspectes. En ce sens cela n'est pas différent de nombreux autres mouvements populistes.

Mais cette image sous-estime l'origine sophistiquée du régime. La ville de Tikrit est une ville commerciale antique sur la voie reliant l'Arabie à l'Orient et à l'Europe. Comme c'est généralement le cas des villes historiques, sa population est un mélange d'ethnies et les mosquées y fleurissent à côté des temples Sufi, des synagogues et des églises chrétiennes. La légendaire dynastie Ayoubi de Saladin, d'origine kurde, qui a gouverné le Moyen-Orient musulman au XIII^e et au XIV^e siècle, venait de Tikrit. Durant le règne ottoman la position de Tikrit, entre Bagdad et Mossoul, sur la route vers Istanbul, la capitale, en a fait un lieu jouissant de nombreux liens commerciaux et culturels. Après l'établissement de l'Irak moderne nombre de jeunes de Tikrit ont rejoint l'armée, considérée alors comme une profession prestigieuse et comme un itinéraire privilégié vers le pouvoir après 1968. Les valeurs militaires — discipline, loyauté, dureté, dévouement national et compétence technique — continuent à exercer une importante influence sur la politique sociale.

Nombre de ceux qui sont aujourd'hui

dans l'opposition, et qui n'hésitent pas à caractériser le régime comme « tribal » et « primitif », furent prêts à travailler à son service au début des années 1970. Ils saluaient alors sa franchise, son patriotisme et son socialisme pendant que le régime utilisait leur soutien et leurs efforts pour recruter sa propre couche de fonctionnaires. Ce n'est que plus tard, lorsque les anciennes élites ont été remplacées, assassinées ou exilées, qu'elles l'ont dépeint comme une résurgence du tribalisme et du chauvinisme arabe. En fait, ce qui mérite d'être retenu, c'est que la fidélité au régime n'est pas actuellement fondée sur des alliances politiques, mais qu'elle prend racine dans des affiliations sociales plus profondes.

Le groupe dirigeant est fréquemment décrit comme une clique criminelle, corrompue de manière incohérente et exceptionnellement cruelle. En réalité il s'agit simplement d'une variante plus extrême, irakienne, des régimes arabes : patriarcale, clientéliste, brutale et peu sophistiquée. Il est vrai que sa politique et ses fonctionnaires sont vulgaires, enclins à la bravade et à la grandiloquence, faisant appel à des attitudes et des émotions simples. En cela ils partagent beaucoup de particularités avec de nombreux dirigeants politiques de Russie, d'Europe et des États-Unis.

Le régime promet des idéaux simples de fidélité et de solidarité, il valorise l'indépendance et le refus du contrôle étranger plus que le progrès et les gains matériels. Cela est tempéré par un pragmatisme et par la diplomatie. Saddam a accepté à plusieurs reprises des compromis qui lui permettaient de survivre, manquant dès qu'il l'estimait possible à la parole donnée, tant dans les négociations avec les forces intérieures que dans ses relations internationales. Parfois, et c'est particulièrement le cas en ce moment, il donne l'impression de se laisser porter par le destin, mais il n'omet jamais d'exploiter les rivalités entre les puissances. Il essaye en même temps de flatter l'opinion interne et l'opinion arabe en général, dont il se sert pour prévenir le conflit ouvert. La tromperie et les opérations secrètes sont présentées comme une arme de vainqueurs et les aphorismes de Saddam, qu'on peut lire en exerçant de tout quotidien irakien, saluent l'esprit provocateur et victorieux, promu comme une valeur en soi. Mais en même temps le pragmatisme et les plans à long terme sont valorisés.

La campagne de désinformation du régime est tout particulièrement intrigante en ce qui concerne les liens historiques entre l'Irak et les États-Unis. Le soupçon que la famille Bush et Saddam furent associés durant les

années 1980 afin d'escroquer les autres États arabes est largement répandu. Sans le nier, le régime rationalise ce soupçon, le présentant comme « le cheminement du monde » et suggérant que les gains obtenus furent bien employés. La croyance que ce sont les États-Unis qui ont trahi ces accords et qu'ils ne peuvent donc être que des associés incertains pour qui voudrait un changement de régime, est fortement répandue en Irak.

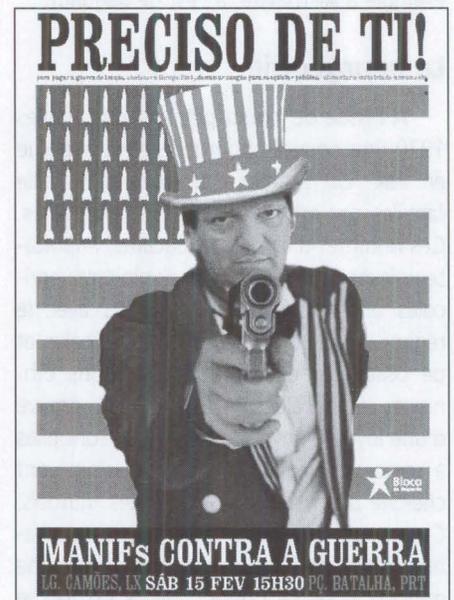
Sentiment national et sentiment religieux

Les propositions de l'opposition concernant un Irak post-Saddam promeuvent fréquemment la notion abstraite de « patriotisme irakien » de préférence à celle de l'identité arabe. Cela manque de contenu historique ou émotionnel et nie la réalité de terrain. Bien que la majorité arabe (quatre cinquièmes de la population) d'Irak inclue des citoyens multi-ethniques, la plupart sont associés à des familles arabes élargies, fières de leurs généalogies antiques mélangeant des origines saoudiennes, jordaniennes, palestiniennes, syriennes et libanaises. Les Arabes tiennent énormément à leur généalogie et leur connaissance usuelle des liens familiaux embrassant toute la région à travers les siècles est surprenante. Aussi l'éventualité d'une remise en cause de la nature arabe de l'Irak simultanément à un changement de régime risque de saper la légitimité de tout régime émergent, l'identifiant à une cinquième colonne. Beaucoup de nationalistes arabes suspectent les États-Unis d'agir en premier lieu en vue de préserver Israël en mettant en crise les identités arabes. Le récent exposé des plans états-uniens pour l'après-guerre qui indique leur volonté de s'assurer le contrôle du pétrole irakien, renforce ces théories-conspiration. Le patriotisme irakien opposé à l'identité arabe est perçu comme le signal de la soumission.

Nombre de Kurdes envisagent également avec soupçon le patriotisme irakien non arabe, comme en témoigne la défense du caractère arabe de l'Irak au cours de la récente conférence de l'Opposition par plusieurs de leurs représentants. Ils y voient la possibilité de légitimer les revendications d'autres minorités, tels les Turcs et les Assyriens, dont ils craignent qu'ils pourraient jouer le rôle de cheval de Troie au service d'une intervention de la Turquie et d'autres États. Beaucoup de Kurdes se satisferaient de la réaffirmation des règles constitutionnelles existantes qui leur garantissent des droits culturels et éducatifs, la participation au gouvernement central et une autonomie

de fait dans leurs régions.

Les revendications religieuses sectaires du Conseil de la révolution islamique soutenu par l'Iran sont gros d'un autre problème pour les plans des États-Unis. D'une part, elles suscitent la crainte dans la communauté sunnite, la conduisant à chercher le soutien du régime, même si nombreux sont ceux que les contacts avec Saddam répugnent. D'autre part, elles ne parviennent pas à mobiliser la majorité arabe chi'ite, et cela pour plusieurs raisons. Les autorités religieuses en Irak ont traditionnellement évité de se mêler des affaires d'État (à la notable exception de la question palestinienne). Même lors de l'apogée de la révolte contre Saddam en mars 1991 les fatwas publiées demandaient d'éviter le bain de sang et de respecter la loi. Elle se méfient tout particulièrement des liens avec les « ennemis historiques » comme les États-Unis et ont gardé



une prudente distance envers l'Iran — des fatwas catégoriques furent publiées contre une telle collaboration. La majorité des classes moyennes urbaines chi'ites répugne l'autorité religieuse et professe un Islam sécularisé, « une foi personnelle », semblable à celui des sunnites. Cela les conduit à ne pas se révolter contre l'injustice de leur faible présence au sein de l'appareil d'État, d'autant que le prestige fourni par un tel engagement est très douteux et que les avantages matériels, particulièrement depuis l'embargo, sont faibles.

Les alliances tribales ont été renforcées par le régime, qui leur a accordé le privilège du contrôle de la distribution des ressources après la guerre du Golfe de 1991. Beaucoup de chi'ites et de sunnites partagent, qui plus est, le même héritage familial et leur identité est aujourd'hui plus liée à leur habitat, au

Guerre

Nord ou au Sud du pays. Entre les deux communautés religieuses les liens économiques sont forts et les mariages mixtes fréquents. Par contre il n'existe pas de points d'appui significatifs pour une intervention étrangère...

Ainsi tout appui pour une mobilisation sectaire chi'ite contre le régime ne pourrait qu'être extérieur aux groupes religieux, aux classes moyennes et aux alliances tribales. Un tel potentiel existe marginalement, parmi les groupes privés des droits civiques et qui ont subi les persécutions du régime sans que ce dernier parvienne à les contrôler ou à les contraindre à l'exil (plus de deux millions de personnes, considérées par le régime comme une menace potentielle, ont déjà été expulsées). Par ailleurs la propagande officielle présentant ces minorités opprimées comme une menace pour les autres groupes de la société a eu un certain impact (par exemple à Al-Thawra, à l'est de Bagdad).

La bourgeoisie

A l'issue du boom pétrolier des années 1970 une nouvelle bourgeoisie est apparue en Irak. On estime à environs trois mille familles ces entrepreneurs et millionnaires. Ces hommes d'affaires, fabricants, importateurs/exportateurs et riches exploitants agricoles ont entretenu des rapports avec le régime, font partie des alliances tribales et de celles qui dépassent les divisions ethniques et religieuses. Ils ont fait preuve d'une loyauté envers le régime, se sont pliés à ses caprices et, en toutes occasions, ont cherché à privilégier les bénéfices mutuels. Ce groupe, plus qu'un autre, verrait probablement dans l'occupation américaine une menace pour sa position. Mais en même temps s'il apparaissait clairement que les jours du régime sont comptés, sa fidélité à Saddam serait plus qu'incertaine.

Les élites techniques et gestionnaires ont une grande influence au sein des classes moyennes urbaines — c'est-à-dire près de la moitié de la population — actuellement très appauvries et dépendantes des rations.

Il n'y a aucune perspective rapide du règlement de l'astronomie endettement irakien ni des revendications des réparations des désastres de la guerre de 1991. On estime à 232 milliards de dollars le coût des destructions de l'infrastructure et des actifs industriels. La nouvelle guerre ne pourra que démultiplier les dommages et réduire la capacité de reconstruction de l'Irak.

Pour la plupart des Irakiens la guerre et/ou le changement du régime signifiera d'abord une interruption dangereuse de la distribution des rations. Aussi détestable que

soit à leurs yeux le régime, il n'en reste pas moins le fournisseur des rations de survie à près de 20 millions de personnes. Et selon l'UNICEF cette distribution est efficace. Même les zones autonomes kurdes sont très dépendantes des magasins centraux d'alimentation installés par le gouvernement à Kirkout et Mossoul. Tout choc significatif remettant en cause le fonctionnement de ce système provoquerait un désastre humanitaire.

Le niveau de vie des classes moyennes s'est récemment lentement amélioré. Les statistiques de l'ONU indiquent une réduction de la sous-alimentation alors que les infrastructures et les industries ont été réparées. Cela est dû à une détente graduelle de l'embargo et au développement d'une économie parallèle régionale sophistiquée, fondée sur un contournement des règlements dans les pays voisins. Certains Irakiens n'hésitent pas à déclarer que cette amélioration est une des raisons de l'offensive états-unienne actuelle : la réponse couronnée de succès à un défi n'est pas acceptable pour le pouvoir impérial.

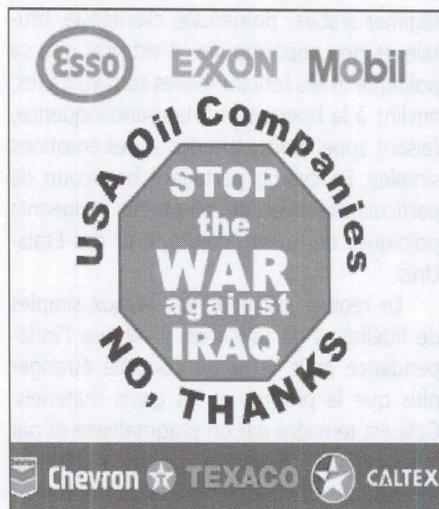
Face à une attaque états-unienne la population irakienne cherchera une solution pragmatique entre son patriotisme et ses intérêts immédiats, largement fondée en dernière instance sur l'évaluation des chances pour un changement rapide de régime. Certains estiment que les États-Unis, soucieux de préserver l'avenir et voulant être capables de présenter l'Irak comme une vitrine de leur « *bienveillance* », ne pourront être aussi barbares qu'en 1991. Mais en fin de compte beaucoup va dépendre de la férocité avec laquelle Saddam va tenter de tenir.

Après Saddam ?

La menace des États-Unis est perçue comme étant dirigée contre l'ensemble de l'élite dirigeante. Il y a une perception collective du destin au sein du large ensemble d'alliances tribales, de l'armée, de la bureaucratie, des organes de sécurité, du parti Baas et des hommes d'affaires. Les offres tardives de procurer un sanctuaire à Saddam et à sa famille la plus proche témoignent de l'ignorance de ce fait et de la sous-estimation de l'importance des liens établis dans la société par le groupe de parenté dominant Albu Nasser. Ces groupes n'ont aucune tradition de vie à l'étranger et craignent d'être victimes de la volonté de revanche des Israéliens ou d'autres. C'est cela qui donne un certain poids à leurs paroles, lorsqu'ils affirment vouloir se défendre jusqu'à la mort. Autant il est permis de douter à quel point de nombreuses unités de l'armée resteront loyales

envers Saddam en cas de conflit ouvert, il est tout aussi douteux que de nombreux secteurs de l'élite dirigeante au sens large choisiront de s'aligner sur l'invasisseur.

S'il est difficile de prévoir la stratégie de défense que pourrait adopter Saddam, il est clair qu'il évitera des batailles en terrain ouvert. Il va probablement profiter de la présence des médias internationaux dans les villes pour assurer une publicité maximale aux pertes civiles. De telles pertes peuvent mobiliser l'opinion intérieure contre l'invasion d'une manière beaucoup plus efficace que les fatwas religieuses ou les appels patriotiques. L'armée irakienne a mis en place une structure de commandement décentralisée, avec des unités opérationnelles indépendantes, capables de harceler l'invasisseur. Si de ce fait les forces irakiennes parviennent à retarder les plans d'invasion de manière significative, cela compliquera



l'avenir du projet états-unien et peut provoquer un désastre tant pour la population irakienne que pour les relations internationales.

Il n'y a aujourd'hui aucune force intérieure capable de remplacer le régime du Baas et assurer une stabilité de l'Irak. L'opposition en exil, soutenue par les États-Unis, n'a pas de base sociale dans le pays à l'exception des deux partis kurdes (dont les choix politiques sont d'abord fonction de leur propre aire d'activité). Cette opposition a un désir de vengeance qui ne peut que conduire à la fragmentation sociale et à l'abandon de la souveraineté. Les partis laïcs traditionnels — communistes, nationaux-démocrates, libéraux et nationalistes arabes — sont hors jeu. L'occupant n'aura donc d'autre choix que de tenter de se concilier les bases sociales du régime baassiste, en tentant d'apaiser les aspirations de l'opposition à châtier les responsables. ■

Bush a « oublié » la guerre du Vietnam

Par
Jean-Michel Krivine*

Si nous nous opposons résolument à la guerre contre l'Irak ce n'est certes pas pour défendre le régime de Saddam Hussein. Cette dictature oppressive a déjà eu recours à des massacres contre sa propre population qui n'avaient, à l'époque, que peu ému les actuels champions de la démocratie et de la morale. Ce sont bien eux qui ont fourni à Saddam de quoi fabriquer des armes chimiques et autres dans les années 1970 et 1980 lorsqu'il guerroyait contre l'Iran khomeiniste, et ce sont les mêmes qui l'accusent actuellement d'en posséder !

L'attitude américaine est d'autant plus hypocrite que les États-Unis ont eu recours lors des guerres à des armes de destruction massive anéantissant la population civile. Si tout le monde a entendu parler d'Hiroshima et de Nagasaki, l'emploi des armes chimiques à une échelle de masse par l'armée américaine est passé sous silence. Et pourtant, pendant la guerre du Vietnam, elles furent largement utilisées pendant plus de 10 ans.

Le but de la « défoliation » par les herbicides était officiellement de détruire les forêts qui servaient de camouflage et de voies d'approvisionnement aux combattants du FLN. Mais rapidement on va également arroser les abords des aérodromes et des bases militaires, les berges des cours d'eau et les terres cultivables des régions tenues par la résistance pour détruire les récoltes et obliger les paysans à partir. Entre 1960 et 1970 plus de 72 millions de litres d'herbicides vont être déversés sur 20 % du territoire sud-vietnamien. L'Agent Orange sera le plus utilisé (42 millions de litres) car le plus efficace. Ce qu'on ignorait à l'époque c'est qu'il contenait une des substances les plus toxiques jamais synthétisée par l'homme : la dioxine. La dose létale est d'un millionième de gramme par kilo de poids. Selon le médecin vietnamien Ngoc Phuong il suffirait de 85 mg pour liquider tous les habitants de New York... De plus il devait se révéler à l'origine de malformations congénitales chez le fo-

tus. Le monde scientifique, notamment aux États-Unis (il y avait quand même pas mal de GI's au Vietnam !), s'en est ému et après les conclusions d'une expédition scientifique américaine sur place en 1969, la guerre chimique a été stoppée mais le mal était fait.

Lorsque, dans le cadre du « Tribunal international contre les crimes de guerre commis au Vietnam », fondé par le philosophe anglais Bertrand Russel, je me suis rendu en 1967 avec le professeur Marcel-Francis Kahn et le cinéaste Roger Pic dans la zone autour de Tay Ninh tenue par le FLN, nous n'avons alors constaté que les effets immédiats de l'Agent Orange : troubles digestifs et lésions cutanées, défoliation et empoisonnement du bétail et des récoltes, mais on n'observait pas encore d'altérations majeures du corps humain. Or la dioxine est une arme qui frappe surtout « à retardement ».

En 1983 s'est tenu à Ho Chi Minh Ville un « Symposium international sur les herbicides et les défoliants dans la guerre : leurs effets à long terme sur l'homme et la nature ». Il y avait là plus de 160 scientifiques et experts de 21 pays dont 20 des USA. La conclusion en a été que ce que le Pentagone avait dénommé « Opération Ranch Hand » (Ouvrier agricole) « avait été essentiellement une guerre chimique à grande échelle temporelle et spatiale, dont l'ampleur dépasse tout ce que l'humanité a connu en matière de guerre ». La quantité de dioxine répandue a été évaluée à plus de 170 kg et il a été mis en évidence que la dioxine entraînait des altérations chromosomiques à l'origine d'anomalies congénitales, des grossesses anormales et des cancers, ce qui fut bien mis en évidence par les Vietnamiens et des scientifiques étrangers dans les années 1980. Déjà auparavant les conséquences de l'épandage d'Agent Orange contenant de la dioxine avaient été soulignées. Un souvenir personnel : j'étais retourné à Hanoi en 1975 et avais rencontré à plusieurs reprises le professeur Ton That Tung, spécialiste mondiale-



Avions états-uniens pulvérisant des défoliants sur le Vietnam du Sud pendant la guerre

ment connu de la chirurgie du foie. Il m'avait affirmé, dès ce moment, que depuis que l'armée américaine avait commencé la guerre chimique en 1961, le nombre de cancers primaires du foie avait plus que quintuplé au Nord et que cela était dû à la toxicité de la dioxine : d'après lui cela s'expliquait par le brassage de population, les déplacements d'oiseaux et d'insectes ainsi que la présence de courants marins remontant vers le Nord.

Étant donné le nombre de familles de GI's affectés par les effets de la dioxine il n'a pas été possible que le gouvernement américain continue à nier sa toxicité. Dans un premier temps, et après une procédure longue et coûteuse, seules les firmes ayant produit l'Agent Orange ont été amenées à verser des indemnités aux vétérans américains concernés. Ce n'est que plus tard que l'État a accepté de verser une rente d'invalidité mensuelle, exonérée d'impôts, comprise entre 90 et 20 000 dollars ainsi que des traitements médicaux gratuits. Quant au million de Vietnamiens contaminés et aux 100 000 nés malformés, c'est au gouvernement de Hanoi d'apporter une preuve véritablement scientifique, pour chacun d'entre eux, que c'est bien l'Agent Orange qui est en cause.

En attendant, pas un cent ne sera octroyé. Mieux vaut utiliser cet argent pour dénoncer le danger que représente Bagdad avec ses armes chimiques et financer l'invasion...

* Chirurgien retraité, Jean-Michel Krivine avait eu l'occasion de se rendre au Vietnam au cours des années 1960 et 1970 pour y enquêter sur les crimes de guerre états-uniens dans le cadre du « Tribunal international contre les crimes de guerre commis au Vietnam », fondé par le philosophe anglais Bertrand Russel.

La guerre chimique a déjà eu lieu

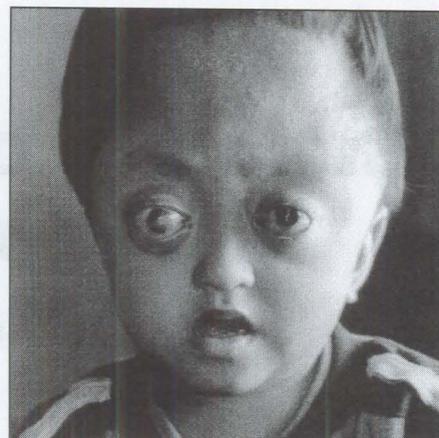
Interview réalisée par
Jean-Michel Krivine

Inprecor s'est entretenu avec Tuan, Vietnamien de nationalité française, ayant eu l'occasion de se rendre plusieurs fois au Vietnam et aux USA dans la dernière période et d'enquêter sur les ravages causés par les défoliants.

● *La guerre du Vietnam est terminée depuis près de 30 ans, qu'est-ce qui t'a amené à te préoccuper maintenant des effets des défoliants déversés par l'armée américaine entre 1961 et 1970 ?*

Tuan : Il y a trois ans, alors que je me trouvais à Hué on m'a proposé de visiter deux anciens aérodromes US, A Luoi et A Sâu, situés dans les hauts Plateaux, à 80 km au sud-ouest de la ville, près de la frontière laotienne. C'est une zone interdite aux

étrangers (je suis de nationalité française) et c'est donc la Croix-Rouge vietnamienne qui m'a accompagné. C'est à partir de ces deux aérodromes que partaient la majorité des avions qui répandaient des défoliants au centre du Sud-Vietnam. Il y en avait un autre pour le sud. Ces deux-là étaient complètement déserts et encore parsemés de petits fûts que les Américains, trop pressés de partir, avaient abandonnés en les recouvrant de terre. Nous avons visité plusieurs familles où des enfants étaient atteints de malformations ou de troubles psychiques. Les gens n'osaient pas en parler mais certains nous ont quand même affirmé que le Nord aussi était concerné car des « nordistes » étaient venus combattre dans les rangs du FLN. Je me suis dit alors qu'il fallait faire quelque chose. A peu près au même moment, en mai 2001, Mme Nguyen Thi Binh, vice-présidente du Vietnam, est venue à Paris et a



insisté sur les dégâts provoqués par l'Agent Orange. A cette occasion a été créée l'association « Vietnam, les enfants de la dioxine » dont le but est d'aider les familles touchées et de faire de la prévention.

● *Nous avons entendu dire que vous n'étiez pas les seuls et qu'à l'étranger il y avait également des initiatives semblables à la vôtre avec même la participation d'anciens GI's.*

Tuan : C'est parfaitement vrai. Par exemple dans la banlieue de Hanoi se trouve le Village de l'amitié de Van Canh : en accord avec les vétérans vietnamiens, des anciens combattants français, allemands, britanniques, américains et japonais ont mis au point ce projet pour traiter près d'une centaine d'enfants et une trentaine de vétérans victimes surtout de la dioxine. Il y existe un véritable hôpital mais avec une pénurie éprouvante de personnel compétent, notamment pour le suivi psychique dont le rôle est ici considérable. Un ancien « marine » texan repentant s'est d'ailleurs installé à Hanoi et aide le Village de toutes ses forces, notamment en récoltant des dollars alors que le gouvernement américain refuse toujours de verser un cent pour les dégâts occasionnés par la dioxine. Il existe également un autre « Village de la Paix », à Hoa Binh, non loin de la capitale, dont s'occupe activement une Allemande d'origine vietnamienne.

● *Pourtant il semble que la dioxine ait également provoqué des dégâts dans les familles des GI's. Le gouvernement américain l'a-t-il reconnu et si oui, dédommage-t-il les anciens combattants atteints ? Et s'il les dédommage, comment peut-il refuser de dédommager les victimes vietnamiennes ?*

Tuan : Beaucoup d'anciens combattants ont effectivement subi les conséquences de l'Agent Orange et ont entamé des actions en justice à partir de 1979 pour obtenir des dédommagements. Comme la loi leur interdit de poursuivre au tribunal le gouvernement pour des événements survenus pen-

Agent Orange et dioxine

L'Agent Orange — faisant référence à une bande de 20 cm peinte autour des barils de 200 litres du produit — est un mélange à parts égales des esters n-butyliques de deux herbicides, le 2,4-D (2,4-acide dichlorophénoxyacétique) et le 2,4,5-T (2,4,5-acide trichlorophénoxyacétique). Ces composants étaient des désherbants utilisés quotidiennement par l'agriculture américaine. Au cours du processus de fabrication du 2,4,5-T, il se dégage inévitablement un sous-produit indésirable, la 2,3,7,8-tétrachlorodibenzo-p-dioxine (TCDD), appelée couramment « dioxine ».

La précipitation avec laquelle on a produit l'Agent Orange pour les besoins militaires s'est traduite par le non-respect des règlements techniques et par une contamination bien plus forte que prévu. Sa teneur en dioxine (TCDD) était nettement plus élevée que celle du même herbicide fabriqué pour l'agriculture américaine : jusqu'à 50 parts par million (ppm) au lieu des 0,05 ppm de la production normale. C'est pourquoi la contamination des zones cibles vietnamiennes a pu être jusqu'à mille fois plus forte que celle des champs américains.

Le produit chimique 2,4,5-T était interdit d'emploi dans l'agriculture aux Etats-Unis depuis le 1er janvier 1970, mais l'armée américaine a continué à l'employer au Vietnam à des doses de

5 à 10 fois plus élevées (voire, selon certaines sources, 15 fois plus élevées en moyenne).

Les scientifiques américains ont estimé que quelque 170 kg de dioxine furent répandus entre 1961 et 1970 au Vietnam. Ces chiffres furent contestés par un scientifique soviétique, qui, en se basant sur le niveau de production industrielle du 2,4,5-T dans les années 1960 estime que 500 kg de dioxine furent répandus. La dioxine est 100 000 fois plus toxique que le poison le plus puissant trouvé dans la nature. Ainsi, on estime couramment, qu'il suffirait de 80 grammes de dioxine dans le système de distribution de l'eau pour exterminer toute la population de New York...

Une recherche récente a montré que la demi-vie de la dioxine (le temps nécessaire pour que la moitié de la dioxine présente soit éliminée) est de 10 à 17 ans, selon l'environnement. Dans la boue des rivières et des lacs elle persiste même plus longtemps. Ainsi la concentration de la dioxine, près de 30 ans après la fin de la guerre, reste forte dans certains endroits du Vietnam du Sud, particulièrement dans les zones de stockage (aéroports) et dans certains lieux de concentration (zones d'écoulement).

[selon Peter Jaeggi, op. cit. et Le Cao Dai, *L'Agent Orange dans la guerre du Vietnam, historique et conséquences*, Croix-Rouge vietnamienne, 2000]

Armes chimiques aux États-Unis

Selon les indications fournies par le rapporteur du contrôle des armes de l'Institut d'études sur la défense et le désarmement de Cambridge (Massachusetts), les neuf dépôts d'armes chimiques américains contenaient, début 1996, les réserves suivantes de gaz moutarde (variétés H, HD, HT, NT), de tabun (GB) et de neurotoxiques (VX) :

- Anniston (Alabama) : 2 254 t (HD, GB, VX) ;
- Blue Grass (Kentucky) : 523 t (H, HD, GB, VX) ;
- Edgewood (Maryland) : 1 625 t (HD) ;
- Newport (Indiana) : 1 269 t (VX) ;
- Pine Bluff (Arizona) : 3 850 t (HD, GB, VX) ;
- Pueblo (Colorado) : 2 611 t (HT, HD) ;
- Tooele (Utah) : 13 616 t (H, HD, HT, NT, GB, VX) ;
- Umatilla (Oregon) : 3 717 t (HD, GB, VX) ;
- Johnston (Pacifique Sud) : quantités réduites (HD, GB, VX).

L'interdiction complète des armes chimiques fut adoptée en 1925 sous le titre de « Protocole de Genève concernant la prohibition de l'emploi, à la guerre, de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques ». En 1926 sous la pression, entre autres, de la Chemical Foundation et d'une partie de l'industrie chimique le Sénat états-unien n'a pas ratifié le Protocole de Genève. Ce n'est qu'en 1975 — après la débandade états-unienne au Vietnam, que le Sénat américain a accepté de ratifier le Protocole de Genève. Ce n'est que pour tenter de jeter un voile pudique sur l'emploi de défoliants et des gaz lacrymogènes au Vietnam, ainsi qu'à la suite d'un grave accident survenu sur leur territoire avec le neurotoxique VX, que les États-Unis ont annoncé en 1969 un moratoire unilatéral sur la production d'armes chimiques et ont engagé les négociations relatives à une « Convention sur les armes biologiques » (entrée en vigueur le 26 mars 1975), premier pas en direction de la

« Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction » (CAC), signée finalement à Paris le 13 janvier 1993 et entrée en vigueur le 29 avril 1997. Selon cette Convention tous les États signataires devront avoir détruit les armes et les produits chimiques spécifiés au plus tard jusqu'en 2012.

Notons que la fabrication, la possession et le stockage des herbicides — tels le tristement fameux « Agent Orange » — ne sont nullement interdits par les conventions en vigueur. Seul leur emploi en tant que « technique visant à altérer la dynamique, la combinaison ou la structure de la Terre — y compris la flore, la faune, la lithosphère, l'hydrosphère et l'atmosphère —, ainsi que de l'espace, par la manipulation intentionnelle de processus naturels » est prohibée par la « Convention sur l'interdiction d'utiliser les techniques de modification de l'environnement à des fins militaires » (ENMOD). Cette dernière n'a nullement empêché les États-Unis d'employer ponctuellement des défoliants (différents de ceux employés au Vietnam), par exemple en Colombie dans le cadre de leur « guerre à la drogue ».

En 1984, le Congrès américain ordonnait la destruction de toutes les armes chimiques des États-Unis avant 2004. Douze ans plus tard, en 1996, seuls 3 % de ces armes avaient été éliminés dans l'unique installation de destruction opérationnelle, sur l'atoll Johnston, dans le Pacifique Sud. Une seconde installation, construite dans le dépôt militaire de Tooele, n'a commencé à fonctionner que le 22 août 1996...

Notons enfin, que les États-Unis ont fourni à Saddam Hussein de quoi parfaire son arsenal d'armes chimiques au cours de la guerre Irak-Iran. En décembre 1983 et en mars 1984 un certain Donald Rumsfeld, envoyé du président états-unien Ronald Reagan, s'est rendu à Bagdad — après que l'Irak ait dénoncé en été 1983 l'emploi d'armes chimiques par l'Irak. ■

dant une guerre, ils ont fini par déposer une plainte contre les sociétés qui approvisionnaient l'armée américaine en produits chimiques (Dow Chemical, Monsanto, Hercules, etc.) pour « publicité mensongère » ayant induit l'armée en erreur : l'Agent Orange était supposé être « le meilleur herbicide du monde », sans effets nocifs, etc.

Pendant longtemps le gouvernement US a prétendu qu'il n'était pas au courant des effets nocifs des produits utilisés et qu'il convenait de prouver que les cas pathologiques incriminés étaient vraiment en rapport avec eux. C'est ce qu'affirmèrent encore les représentants américains en avril 2002 au cours d'un symposium au Texas sur l'environnement avec des Vietnamiens de la diaspora, où il fut question de la dioxine. Le représentant officiel du gouvernement US déclara : « On ne peut faire d'amalgame. Présentez des cas sérieux, avec des preuves

scientifiques que c'est bien la dioxine qui est en cause ». Le problème est que pour apporter cette « preuve scientifique » avec les techniques les plus modernes, cela revient à 2 000 à 3 000 dollars US par personne. Certes il y a environ 120 000 enfants touchés mais on pourrait se contenter d'en choisir 200 au hasard et de les étudier à fond. On pourrait en tirer des conclusions plus générales. Cela reviendrait à quelque 500 000\$. Qu'est-ce cette petite somme pour les Américains...

Cela dit, après avoir fait la sourde oreille pendant quelques décennies, le gouvernement américain a commencé à indemniser les victimes américaines de l'Agent Orange en 1991 alors que les laboratoires US concernés avaient été obligés de le faire quelque temps auparavant. Mais rien pour les Vietnamiens, avec l'argument rebattu que rien ne prouve que la cause de la malformation soit en rapport avec lui.

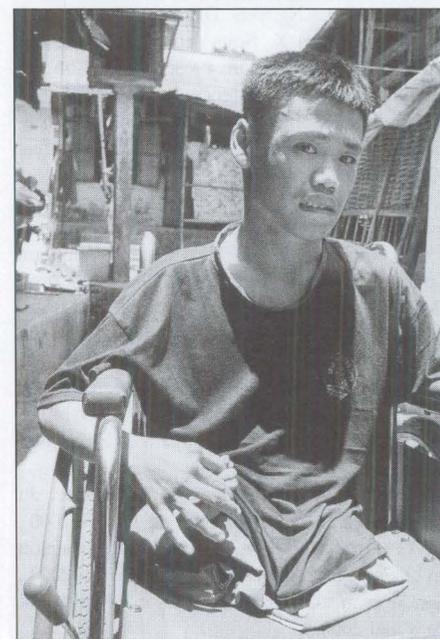
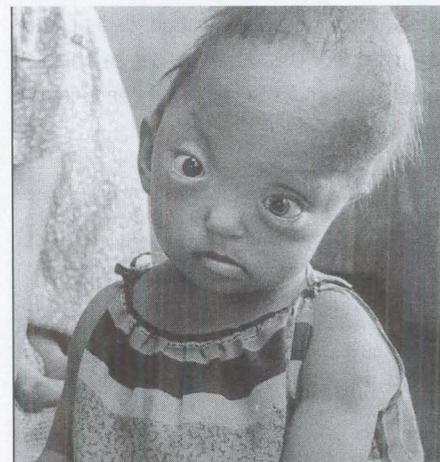


Hôpital de Tu Du à Hô Chi Minh-Ville, un enfant handicapé dont les parents ont vécu dans des régions contaminées par les herbicides (en haut)

Nguyễn Thị Thanh Tuyền, 3 ans. Son père a vécu dans la province de Song Be, contaminée par l'Agent Orange (en bas, milieu) et Phạm Thái, 17 ans, à Phu Cat, près de Huế. Il est plurihandicapé, atteint de polydactylie (doigts ou orteils en surnombre), et ses jambes sont réduites à quelques centimètres. Son père a travaillé sur une base militaire aérienne où l'Agent Orange était mis en fûts (en bas).

Page précédente : Nguyễn Huu An, 5 ans. Son père a longtemps vécu dans la province de Song Be, contaminée par l'Agent Orange. A la naissance de son deuxième enfant, atteint lui aussi de malformations, il s'est suicidé.

[Les photographies de Roland Schmid sont tirées de : Peter Jaeggi, *Quand mon enfant est né, j'ai ressenti une grande tristesse — Vietnam : quand les armes chimiques frappent à retardement*, Éd. Lenos, Bâle 2000]



Guerre chimique au Vietnam

● Ne trouves-tu pas étonnant le silence des médias sur cette première guerre chimique de grande ampleur alors qu'on nous rebat les oreilles d'informations inédites sur le risque de guerre chimique provoquée par l'Irak ?

Tuan : Je trouve ça très significatif. Dans la presse française récente je n'ai eu l'occasion de lire que trois articles intéressants sur le sujet : dans le Monde Diplomatique de mars 2002, dans le Courrier international du 2 mai 2002 et dans l'Humanité Hebdo du 15 février 2003.

C'est pourquoi il me paraît indispensable de faire connaître les faits d'armes des pourfendeurs de l'Irak et le travail de ceux qui cherchent à en juguler les effets. L'association « Vietnam, les enfants de la dioxine »* est la seule qui ne se contente pas d'envoyer de l'argent (ce qui est déjà mieux que rien). Elle parraine des enfants pendant 2 ans (les parrains versent 15 euros par mois) et s'occupe de leur traitement (en trouvant des psychologues, des kinés, des généticiens), de leur éducation, de leur future profession. Des organisations semblables n'existent à ma connaissance qu'en Belgique et en Suisse. ■

* « VIETNAM, les enfants de la dioxine », siège social : 5 rue Robespierre, 94200 Ivry ; secrétariat : 7 square Dunois, apt. 1021, 75013 Paris, tél. : 01 40 56 72 06, fax : 01 40 56 74 85, e-mail : <phuongN@ifrance.com>

Il est également possible de s'adresser au Fonds d'aide aux victimes de l'agent orange, Croix-Rouge du Vietnam, 82 Nguyen Du, Hanoi, Vietnam, Tél. : 00 844 822 40 30 ou 00 844 942 08 60, Fax : 00 844 942 42 85, e-mail : <agoravif@fpt.vn>, site web : <www.vnrc.org.vn>

** Simone A. Nguyen Dac est chercheur à l'Université Paris X. Nous reproduisons ici des extraits de son rapport présenté au Congrès mondial sur "la coexistence humaine dans un monde responsable et solidaire à l'aube du troisième millénaire", qui s'est tenu à Montréal (Canada) du 23 au 27 juillet 2000.

1. Herbicides in War, The long term effects on man and Nature, 2nd International Symposium 15-18 novembre 1993, Hanoi Vietnam Committee, Ministère de la Santé, Président prof. Hoang Dinh Cau, rapport du prof. Le Cao Dai.

2. A. Picot., Les dioxines, des généralités aux effets sur la santé, Unité de prévention du risque chimique, UPS 831 du CNRS, Gif-sur-Yvette, France, Document du 1 décembre 1999 ; "Les enfants de l'apocalypse", Humanité du 21 avril 2000.

3. A. Froissart et P. Eranian, "La guerre du Vietnam tue encore", Marianne du 1-7 mai 2000 ; Fred Pearce, "Guerre et Environnement, réaction en chaîne", Le Courrier de l'UNESCO, mai 2000 ; Ron Moreau, "Of Peace and Poison", Newsweek du 3 mai 2000.

Effets toxiques à long terme sur la population

Par
Simone A. Nguyen Dac**

Tenu en novembre 1993 à Hanoi, le *Second Symposium international « Les herbicides de la guerre américaine : effets à long terme sur l'homme et la nature »* réunissant les chercheurs travaillant sur l'agent orange, souligne : « de très sérieux soupçons se focalisent sur l'agent orange dont les effets rémanents et à long terme par l'intermédiaire de la chaîne alimentaire peuvent se manifester plus de vingt ans après les épandages (...). Les habitants vivant dans les régions défoliées, plus ou moins réhabilitées depuis, consomment durant des années et sans le savoir, des aliments pollués. L'accumulation de dioxine est bien plus importante que celle des vétérans américains pour lesquels l'absorption a été limitée dans le temps. » En effet, d'une manière générale les dioxines vont s'accumuler dans les organismes vivants à partir du milieu naturel (eau, sol...) et vont se concentrer fortement le long de la chaîne alimentaire. Chez l'homme, l'alimentation représente environ 95 % de l'exposition aux dioxines. Selon les experts vietnamiens, 70 000 adultes et 200 000 à 300 000 enfants souffrent des effets toxiques à long terme de l'agent orange (1). Classiquement l'évaluation quantitative du risque pour une population exposée aux dioxines repose sur des données de toxicité à long terme, en particulier, celles liées à la cancérogénicité. Même à très faible concentration, leurs effets cumulatifs (temps de demi-vie chez l'homme : 7 ans) agissent comme un poison dormant (2). Les dioxines n'étant pas éliminées par l'organisme s'accumulent, du fait de leur lipophilie, plus dans les tissus adipeux chez la femme (qui possède en règle générale 20 % de plus de graisse de soutien que l'homme) mais aussi dans le fœtus. Au Vietnam des analyses ont montré, en avril 1995, que le taux de dioxine dans les tissus humains des Vietnamiens du Sud vivant dans les zones arrosées par l'agent orange est 900 fois plus élevé que celui des Vietnamiens du Nord ; que les Vietnamiennes du Sud, exposées à l'agent orange durant la guerre avaient dans leur lait des teneurs de l'ordre de 30 pg contre 10 pg pour les Vietnamiennes du Nord habitant une région peu industrialisée. A la maternité de l'Hôpital d'obstétrique et de gynécologie de Te Du (Ho Chi Minh Ville) le chef gynécologue constate que plus de 2 % des nouveau-nés ont des malformations génétiques, dont peu survivent. Le taux de prématurés s'élève à 18 % (moyenne nationale 8 %). Quelques chiffres extraits du rapport de la ville de Hoc Môn (Delta du Mékong) communiqués par le Ministère du Travail, des Blessés de Guerre et des Affaires sociales : sur les 1 070

enfants ayant des malformations congénitales, 177 ont décédé, 148 sont difformes, 243 sont paralytiques et 192 perturbés psychiques (3)

Impact de la dioxine dans le district de Ninh-Hoa

Les 210 000 habitants du district sont répartis en 26 communes et un centre urbain, dans la zone montagneuse et forestière située au nord de Nhatrang, le long de la route nationale n° 1. Après la guerre, des familles, en général des ethnies montagnardes, sont revenues pour défricher et réimplanter des cultures. Elles s'y sont contaminées sans le savoir. Ces ethnies sont peu nombreuses, car beaucoup ont péri intoxiquées ou ont été déplacées. Par contre il en reste encore dans les régions plus élevées, mais aucun recensement n'a encore été fait chez elles. C'est ainsi qu'en juillet 1999, le centre de recherche scientifique sur la Femme et l'Enfant du district Ninh-Joa et l'Association des admirateurs du Dr. Yersin de l'Institut Pasteur de Nhatrang ont pris l'initiative de choisir en premier le district de Ninh-Hoa et la commune Ninh Da pour une visite à quelques familles.

L'état de santé des enfants handicapés recensés par le service des soins aux enfants du district révèle : 83 cas de débilité plus ou moins profonde, 86 cas d'incapacité motrice, 36 cas de surdité mutilée, 29 cataractes congénitales, 71 cas de retard intellectuel, 45 paralysies, 21 malformations buccales (bec-de-lièvre, fissure palatine, bouche de crapaud, malformations dentaires), 160 autres cas (anomalies isolées ou multiples : macrocéphalie, atteintes neurologiques, troubles mentaux ; malformations morphologiques : atteintes oculaires, nanisme, polydactylie etc.) soit un total de 551 cas. Ces 551 cas représentent 26,7 % des enfants handicapés recensés dans le district. Leur prévalence est anormalement élevée et l'origine de ces infirmités, en particulier des anomalies multiples, reste à établir scientifiquement.

La visite aux cinq familles, totalisant 14 enfants anormaux, présente :

Première famille : Le chef de famille a combattu autour de Truong Son durant les hostilités. Il s'est marié en 1975. En 1977 est née une première fille. En grandissant elle accumule du retard intellectuel. Elle n'a pas dépassé le niveau du cours moyen. Elle vit dans la famille et est caractériellement instable. En 1982 une seconde fille est née avec une incapacité motrice. Elle est de plus muette et incapable de comprendre et de communiquer et nécessite une prise en charge totale. Sa mère est décédée après sa naissance, son père s'en occupe seul. Il est très pauvre, perd la mémoire et souffre de migraines.

Deuxième famille : Le père a été envoyé dans la zone opérationnelle en 1976 (cinq ans après l'arrêt des épandages). Son épouse travaille comme éducatrice agricole. Ils ont quatre enfants, dont les trois premiers garçons — nés en 1985, en 1988 et en 1990 — présentent dès leur naissance exactement les mêmes anomalies : surdité, débilité, incoordination motrice. La quatrième, née en 1995, est normale. La mère reste à la maison pour s'occuper des enfants. Le père les a abandonnés. Famille nécessiteuse.

Troisième famille : le chef de famille a séjourné durant plusieurs années comme travailleur agricole dans la zone traitée par les défoliants, ils ont quatre enfants dont le pre-

mier, né en 1992, est macrocéphale, débile et atteint d'incapacité motrice. Les trois autres sont apparemment normaux.

Quatrième famille : Quatre enfants. Le premier garçon, né en 1988, est atteint de polydactylie (6 doigts aux mains et aux pieds), macrocéphale, atteint d'exophtalmie et de diplopie ainsi que de malformations buccales. Le troisième enfant, un garçon, a présenté à sa naissance les mêmes symptômes, il est décédé en 1991. Par contre leur seconde et leur quatrième filles sont normales. La famille vit dans un dénuement absolu.

Cinquième famille : Une enfant née en 1998 atteinte d'imperforation anale a bénéficié d'un anus artificiel. Le père a quitté le

ménage, la mère et la grand-mère s'occupent de la fillette. Famille dans une situation financière critique.

Parmi ces cinq familles, quatre ont eu un père ayant travaillé dans la zone contaminée par la dioxine. Les autorités locales ne les ont pas encore aidées, par manque de moyens financiers. Pour l'instant elles considèrent que ce sont là des « *séquelles de la guerre* ». Cette première visite ne peut prétendre donner une vue d'ensemble de la situation du district. Mais si elle ne fait que soulever un petit coin du voile, elle a eu le mérite de faire entrevoir un problème humain et social resté longtemps tabou.

Écocide dans la vallée d'A Luoi

Par
Peter Jaeggi*

Pour beaucoup, c'était un paradis. Une forêt vierge aux arbres imposants, une végétation luxuriante formant comme une voûte à mi-hauteur, une faune d'une extrême richesse faisaient de la vallée d'A Luoi un lieu exubérant de vie. Ici, à quelque 60 km au sud de l'ancienne ville impériale de Hué, dans la province de Thua Thien Hué, au centre du Vietnam, se dressait une forêt tropicale de rêve. Cette région, Vo Quy la connaît depuis des dizaines d'années. Il enseigne à l'Université de Hanoi et fait autorité au Vietnam en matière d'écologie. Il résulte de ses études et d'autres travaux que cette ancienne forêt tropicale humide abritait naguère une cinquantaine d'espèces de mammifères — tigres, singes, éléphants... — et 170 espèces d'oiseaux aux couleurs fantastiques.

Nous traversons maintenant cette vallée longue de trente kilomètres : ses versants présentent l'aspect d'une savane. Ça et là, des troncs d'arbres carbonisés témoignent encore des bombardements au napalm auxquels on a souvent recouru pour achever l'œuvre des défoliants. Les forêts d'antan ont cédé la place aux broussailles et à « *l'herbe américaine* », comme les gens d'ici nomment ces graminées qui poussent à hauteur d'homme. Vo Quy précise qu'il ne reste plus dans la vallée que vingt-quatre espèces d'oiseaux et cinq de mammifères. L'écocide a scellé la fin du paradis.

La vallée d'A Luoi n'est praticable qu'en quatre-quatre. Sur la route défoncée qui longe péniblement le flanc nu des montagnes, le trajet paraît interminable. L'un des cours d'eau que nous traversons s'appelle, depuis la guerre, *Ruisseau de sang*. A cause de tous ceux qui sont morts sur ses rives.

Cette étroite vallée limitrophe du Laos était pendant la guerre l'une des principales voies d'approvisionnement de la piste Hô Chi Minh, qui reliait le Nord au Sud. C'est pourquoi elle a été attaquée cinq ans durant depuis le Sud, surtout à l'Agent Orange et d'autres substances toxiques, et finalement au napalm. Il existe un rapport selon lequel un pilote américain aurait fait en tout, entre 1968 et 1969, trois mille heures de vol pour arroser cette seule région.

Sur le territoire de la commune Hong Tien, juste après le Ruisseau de sang, un monticule désolé présente une horrible plaie béante. La pluie a achevé de ruiner cette hauteur autrefois recouverte de végétation. Ici comme ailleurs, l'anéantissement des forêts favorise l'érosion. celle-ci provoque à son tour de fréquentes inondations — dont les dégâts se chiffrent par millions de dollars —, la destruction de terres cultivables, et finalement la pénurie de nourriture.

A l'entrée de la vallée, en bordure du marché *Bunker Rouge*, dans la commune de Hong Thuong, un panneau en bois avertit : « *La forêt est un trésor naturel de notre pays. Tous les actes qui la perturbent sont strictement prohibés. Il est interdit de brûler, de couper, de ramasser et de vendre du bois. La chasse est interdite. Celui qui ne respecte pas ces prescriptions sera sévèrement puni.* »

L'écologiste Vo Quy remarque : « *Les herbicides de l'armée américaine ont détruit quelques deux millions d'hectares de la forêt tropicale, et du même coup l'habitat de nombreuses espèces rares et menacées. Certaines d'entre elles sont maintenant en voie d'extinction. Nous devons les protéger. Mais ce n'est pas facile, car il nous faut d'abord reconstituer leur biotope.* » Dans la plupart des cas, l'entreprise paraît quasi désespérée.

Sur cette plaine au sud de la vallée d'A Luoi, dans la commune d'A So, rien ou presque ne laisse soupçonner qu'il se trouvait ici une base de l'armée de l'air américaine. Depuis longtemps, la nature a reconquis le terrain et dissimulé la sinistre menace qui guette sous une apparence idyllique. Ici on stockait de l'Agent Orange et l'on en remplissait les citernes des avions. (...)

Dans les cratères creusés par les bombes, les gens ont aménagé des étangs à poissons, qui fournissent la nourriture quotidienne et aussi — parce qu'il n'y a pas de ruisseau à proximité — l'eau potable.

Nous sommes dans une « *nouvelle zone économique* ». Le gouvernement y a installé de force une minorité ethnique, d'anciens nomades. La plupart des familles ont à peine assez à manger, le poisson est leur aliment de base.

La funeste nouvelle apportée sur ce coin de terre en 1998 par l'étude canadienne Hatfield n'en a été que plus choquante : quelques-uns de ces viviers sont fortement contaminés par la dioxine. Le poison pénètre dans l'organisme humain par le biais des canards et des poissons consommés. Trente ans après les dernières attaques à l'Agent Orange, les armes chimiques d'alors frappent toujours des victimes innocentes.

Chris Hatfield, qui a dirigé cette étude, note dans son rapport final : « *Il s'agit de valeurs qui, au Canada et dans d'autres pays occidentaux, provoqueraient l'interdiction de consommer ces poissons.* » L'étude soupçonne qu'il existe dans la région et ailleurs dans le pays d'autres de ces « *hot spots* » (points chauds).

Pour le Vietnam, les solutions appropriées sont hors de prix. L'une d'elle consisterait à brûler la terre contaminée dans des fours à haute température, ou à amener la nourriture et l'eau potable de régions éloignées, non touchées.

Hatfield souligne qu'il reste énormément à faire au Vietnam, et qu'il faudrait encore vingt ans de recherches pour évaluer entièrement cette « *gigantesque affaire écologique* ». La chose serait dans l'intérêt non seulement du Vietnam, mais de toutes les nations, pour la santé de leur population. Car la dioxine, relève Hatfield, joue un rôle partout.

Personne ne peut dire avec certitude combien de temps la dioxine demeure dans les cycles naturels. L'exemple des étangs d'A So montre qu'elle y reste des décennies. Des spécialistes affirment que dans des conditions de « *stockage* » idéales — c'est-à-dire isolée dans l'obscurité totale — la dioxine peut durer un temps indéterminé. Ce qui complique aussi les choses, c'est qu'elle voyage avec les eaux de surface et les eaux souterraines, et peut donc constituer une menace longtemps insoupçonnée dans des endroits inattendus.

* Peter Jaeggi, journaliste et photographe, a mis sur pied un projet relatif aux effets à long terme de l'Agent Orange (livre et expositions). Nous reproduisons ici un extrait du livre-catalogue de l'exposition : P. Jaeggi, *Quand mon enfant est né, j'ai ressenti une grande tristesse — Vietnam : quand les armes chimiques frappent à retardement*, Éd. Lenos, Bâle 2000.

Le congrès du Parti socialiste écossais (SSP) prépare les élections du 1er mai

Interview de
Francis Curran*

● *Le SSP vient de tenir son congrès (1). Quels en étaient les principaux débats, qu'est-ce que ce congrès a représenté pour le parti ?*

Francis Curran : C'était le V^e congrès annuel du SSP. Je dirais que ce fut le congrès le plus uni. L'expérience de construire le parti concrètement sur le terrain a servi de facteur d'intégration. Nous avons réussi à surmonter beaucoup des problèmes qu'on rencontre forcément quand on cherche à faire travailler ensemble des militants de traditions différentes. Dans les congrès précédents nous avons assisté à des débats conflictuels et à des comportements sectaires de la part de certaines plates-formes (2). Néanmoins, globalement ces congrès ont pris des décisions qui permettaient au parti d'avancer. L'année dernière nous avons eu un débat très controversé sur l'instauration de la parité hommes-femmes pour nos listes aux élections. Il y a deux ans le débat sur l'intégration du SWP (3) et sur les propositions faites par l'Exécutif pour le fonctionnement des plates-formes avait donné lieu à des échanges très vifs.

Dans ce congrès il y a eu des débats sur la question nationale, sur le mouvement anti-guerre et sur la Palestine. Sur ces ques-

tions il y avait des positions opposées, des divergences claires. Mais les débats furent beaucoup moins conflictuels et beaucoup plus fraternels que dans les années précédentes.

Le congrès s'est conclu sur une note de mobilisation et de rassemblement du parti tout entier en vue des élections législatives écossaises du 1er mai.

● *Justement, comment se prépare la campagne électorale ?*

Francis Curran : Chaque phrase du manifeste électoral du parti, un document d'une trentaine de pages, a été soumise au congrès pour débat, discussion et amendements éventuels. A une seule exception, les amendements étaient mineurs. L'amendement qui a provoqué le plus de débat a été soumis par la plate-forme du CIO (4). Ce qui était proposé était de supprimer toute la deuxième partie du manifeste, qui traite de la question nationale et donne un contenu au mot d'ordre du SSP, « *Pour une Écosse indépendante et socialiste* ». L'amendement voulait remplacer cette partie par des formulations nettement plus ambiguës. Ce qu'il disait en effet était que nous soutenions une Écosse indépendante et socialiste, mais seulement comme composante d'une confédération plus large, englobant l'Angleterre, le Pays de Galles et

l'Irlande. Il avançait également l'idée qu'il serait impossible, à cause de la mondialisation, que l'Écosse prenne en mains son propre destin, ni dans un cadre capitaliste ni dans un cadre socialiste. L'amendement a été massivement rejeté.

Le parti s'est rassemblé autour du manifeste, qui pose la transformation socialiste de l'Écosse, mais qui comporte aussi des propositions très détaillées pour lesquelles un groupe de députés du SSP se battraient dans le cadre des pouvoirs actuels du Parlement écossais.

Le manifeste déclare que « *Le SSP a comme objectif à long terme de conquérir le pouvoir et d'établir une république socialiste indépendante qui fera face aussi bien à la puissance économique des multinationales qu'à la puissance politique de Washington, Londres et Bruxelles* ».

Il prend ensuite l'engagement qu'une fois élus, un groupe de députés SSP lanceraient immédiatement une campagne dans le Parlement et dans le pays pour nos six priorités :

- ① La suppression de l'impôt local injuste actuel et son remplacement par l'impôt progressif proposé par le SSP (*Scottish Service Tax*), basé sur les revenus. Cette mesure bénéficierait à 77 % de la population.
- ② Un repas gratuit et nutritif à l'école pour chaque élève en Écosse, mesure qui s'attaquerait à la fois aux effets de la pauvreté et au très mauvais régime alimentaire de la plupart des Écossais, source de tant de problèmes de santé.
- ③ L'introduction d'un salaire minimum de 7,32 livres par heure (c'est le seuil minimum européen) pour tous les salariés du secteur public en Écosse, ce qui est dans les compétences du Parlement.
- ④ La création de 24 000 nouveaux emplois dans le secteur public par l'introduction des 35 heures sans perte de salaire.
- ⑤ L'arrêt de la privatisation des services publics et l'annulation des initiatives d'entrée de capitaux privés dans l'éducation et la santé.
- ⑥ L'opposition à la guerre du pétrole qui se prépare et l'action pour lui faire obstruction.

* Francis Curran est membre de l'Exécutif du Parti socialiste écossais (SSP), responsable du secteur international et tête de liste dans la région d'Écosse-Ouest pour les élections législatives du 1^{er} mai. Elle est également rédactrice en chef de *Frontline*, revue du Mouvement socialiste international (ISM), courant marxiste révolutionnaire très influent dans le SSP.

1. Le congrès a eu lieu les 22 et 23 février à Glasgow. Le Parti socialiste écossais (SSP) est issu du regroupement des forces politiques à la gauche du Parti travailliste et du Parti national écossais, à l'initiative des mili-

tants écossais affiliés au Comité pour une Internationale ouvrière (ex-*Militant Tendency* exclue du *Labour Party*). Ces militants, en désaccord avec la direction de CIO sur la conception et le rôle du SSP, ont formé le Mouvement socialiste international (ISM). L'essentiel des forces de l'extrême gauche écossaise — dont les militants écossais se réclamant de la IV^e Internationale — ont rejoint le SSP. Pour une présentation de la formation du SSP cf. *Inprecor* n° 447 de mai 2000.

2. C'est ainsi que s'appellent les courants dans le parti. Les principales plates-formes sont celles de l'ISM, du SWP, du CIO (voir

ci-dessous) et des républicains communistes.

3. Parti Socialiste des travailleurs (SWP), principale force d'extrême gauche en Angleterre et au Pays de Galles. Ses membres en Écosse ont intégré collectivement le SSP le 1er mai 2001.

4. Comité pour une Internationale ouvrière (CIO), regroupement international dont la principale section est le Parti socialiste (SP) anglais, anciennement *Militant*. L'ISM faisait partie du CIO, avec lequel il a rompu à cause de l'opposition de la direction internationale au projet du SSP. Une petite minorité en Écosse est restée au sein du CIO.

Le Parlement écossais n'a pas le pouvoir d'arrêter la guerre, mais nous soutiendrions toute action directe contre elle, par exemple en appuyant les travailleurs des transports qui refuseraient de transporter du matériel militaire destiné à l'Irak.

Le manifeste explique combien coûteraient ces propositions et où il faudrait prendre l'argent dans le cadre du budget écossais actuel.

La partie suivante du manifeste propose 200 mesures pour une nouvelle Écosse, des propositions détaillées couvrant : l'action contre la pauvreté, la santé, l'éducation, le logement, les transports, la démocratie, l'environnement et de nombreuses autres questions.

La partie 4 est intitulée « *Un parti avec des principes* ». Elle détaille le comportement qu'auront nos élus, qui ne toucheront que le salaire d'un ouvrier qualifié, et qui seront responsables devant le parti. A cette époque où les politiciens sont tellement discrédités à cause des scandales et de la corruption, il est d'une importance primordiale que nos représentant(e)s se comportent de façon honnête, transparente et principielle.

La dernière partie traite de notre vision du socialisme et comment celle-ci doit être enracinée dans les luttes internationales des travailleurs et des opprimés.

Une nouvelle édition, remise au jour, du livre de Tommy Sheridan et Alan McCombes, *"Imagine – une vision socialiste pour le XXI^e siècle"* (publié en novembre 2000) va sortir pour coïncider avec la campagne électorale.

Nous aurons droit à deux émissions à la télévision. Toutes les deux seront réalisées par Peter Mullan, qui vient de revenir en Écosse après le succès international de son dernier film, *"The Magdalene Sisters"*.

● *Quel est l'état du développement du mouvement anti-guerre ?*

Frances Curran : L'engagement de Tony Blair et du gouvernement travailliste dans la campagne guerrière de Bush a provoqué un séisme politique en Grande-Bretagne. Le mouvement anti-guerre a pris des proportions énormes et son impact se fait sentir au sein du Parti travailliste et des syndicats. Pourtant, avec quelques exceptions notables, l'opposition au sein du Parti travailliste est restée très modérée. La gauche du Parti travailliste est extrêmement faible et largement marginalisée.

En Écosse c'est encore plus le cas, parce qu'en Écosse il existe avec le SSP une opposition socialiste claire et crédible face au New Labour. De nombreux adhérents du Parti travailliste ont déjà démissionné pour adhérer



au SSP. D'autres ont simplement abandonné toute activité.

Le SSP s'est clairement établi comme le parti anti-guerre. Nous avons pris l'initiative de créer la Coordination écossaise contre la guerre et nous avons joué un rôle central de mobilisation pour les manifestations et rassemblements.

Notre député Tommy Sheridan a proposé au Parlement à plusieurs occasions des résolutions anti-guerre sans équivoque. Il est très identifié au mouvement anti-guerre. Il écrit aussi chaque semaine une colonne dans le *Daily Mirror*, quotidien à diffusion de masse qui a pris position contre la guerre.

Les expressions de soutien au SSP vont croissantes. Depuis un an nous sommes à 6-7 % dans les sondages. Dans la première semaine de mars deux sondages séparés nous ont accordé 10 % des intentions de vote, le même pourcentage que le Parti conservateur en Écosse. Si ce pourcentage se confirmait le 1er mai — ce sur quoi nous restons prudents — cela nous donnerait 10 députés au Parlement, qui en compte 129. Le dernier sondage nous donne aussi 22 % des intentions de vote à Glasgow, la ville la plus peuplée d'Écosse et bastion du SSP.

La situation politique est très mouvante. Si Blair s'engage dans la guerre sans une deuxième résolution de l'ONU, le gouvernement pourrait se trouver tellement isolé que sa propre position de leader pourrait être remise en cause. S'il s'agit d'une guerre rapide suivi du renversement de Saddam, cela pourrait limiter les dégâts pour Blair. Nous avons pourtant assisté à une radicalisation politique importante et le rejet du Parti travailliste en Écosse a été tellement profond qu'il sera difficile pour lui de reprendre le terrain perdu. Surtout que tout le scénario va se dérouler pendant la campagne électorale en

Écosse.

Le premier ministre travailliste d'Écosse a refusé un débat sur la guerre au Parlement, en expliquant que cette question relève des compétences du Parlement de Londres... Cela le met en position de faiblesse, puisqu'il s'agit évidemment de la question politique centrale de l'heure. La pression du mouvement de masse contre la guerre commence à faire apparaître des lignes de fracture dans le Parti travailliste écossais.

● *Quels sont les rapports des syndicats avec le parti travailliste et avec le SSP ?*

Frances Curran : Le gouvernement *New Labour* de Tony Blair poursuit un cours néolibéral depuis son premier jour au pouvoir. Aucune concession n'a été faite au monde du travail ni aux syndicats. Malgré cela la direction des syndicats a adopté une attitude de attentiste, pour ne pas gêner le gouvernement, jouant sur le souvenir des 18 années du pouvoir de Thatcher et des conservateurs et sur la crainte de les voir revenir au pouvoir.

Pourtant la privatisation à grande échelle des services publics, le transfert de millions d'emplois du secteur public vers des sociétés privées, avec des baisses de salaire et une dégradation des conditions de travail, ainsi que l'attitude du gouvernement à l'égard de la grève des pompiers, ont créé une crise dans les rapports entre le Parti travailliste et les syndicats.

Dans plusieurs syndicats, des représentants de la gauche syndicale ont été élus aux plus hautes responsabilités (5). Deux d'entre eux, Mark Serwotka, secrétaire général du

5. En Grande-Bretagne, dans de nombreux syndicats, les principaux responsables nationaux sont élus directement par les syndiqués.



principal syndicat des fonctionnaires d'État, et Bob Crow, secrétaire général du Syndicat des cheminots, appellent à voter pour le SSP aux élections législatives. Ils vont également prendre la parole dans nos principaux meetings de campagne.

Un peu partout en Écosse des pompiers font des déclarations de ne plus jamais voter pour les travaillistes. Le SSP sera bénéficiaire de ce rejet, comme le sera aussi le Parti national écossais (SNP) (6). Il sera difficile pour le gouvernement d'enterrer ce conflit le temps de la campagne électorale, puisque de nouvelles grèves sont programmées, même en cas de guerre. Des sections de base du Syndicat de pompiers en Écosse ont soumis des motions pour le congrès du syndicat exigeant la rupture du lien avec le Parti travailliste (7). Dans le climat actuel, si ces motions ne sont pas écartées de l'ordre du jour par des manoeuvres bureaucratiques, elles ont toutes les chances d'être adoptées.

Le SSP a recruté au cours de la grève une soixantaine de pompiers, dont cinq vont être candidats du parti aux élections.

Le processus de rupture du lien historique entre le Parti travailliste et les syndicats est engagé. Certains dirigeants de la gauche syndicale avancent l'idée qu'il est possible de transformer le Parti travailliste, pour qu'il

6. Le SNP, parti bourgeois indépendantiste, tout en s'étant recentré à droite depuis quelques années, se positionne sur la plupart des questions à gauche des travaillistes.

7. Comme la plupart des syndicats en Grande-Bretagne, le Syndicat des pompiers est affilié au Parti travailliste. Depuis deux ou trois ans les liens avec ce parti sont fortement remis en cause dans une série de syndicats.

8. Voir les numéros 8 et 9 de *Frontline*, disponibles en ligne : <http://www.redflag.org.uk>

redevienne un parti ouvrier. D'autres comprennent que « la bourgeoisification » du *New Labour* est déjà allée trop loin et qu'il faut un nouveau parti. La question de créer un tel parti se pose en Angleterre et au Pays de Galles. En Écosse personne ne conteste plus que le SSP soit devenu ce nouveau parti.

Le processus va se poursuivre dans les syndicats et le SSP y sera directement impliqué. Il est trop tôt pour dire quel pourrait en être l'aboutissement en termes d'éventuelles affiliations de syndicats au parti.

● Quel est le bilan de l'intégration du SWP au parti ?

Frances Curran : Cela fait deux ans maintenant que le SWP a intégré le SSP. Leur décision de nous rejoindre constituait un pas en avant extrêmement positif. Ceci dit, le débat se poursuit avec les camarades du SWP sur des questions comme le caractère du SSP, le rôle des marxistes révolutionnaires dans la période actuelle et la construction du parti révolutionnaire. Ces débats ont des conséquences non seulement au niveau des questions de stratégie, mais aussi dans l'action quotidienne du parti. Si l'objectif clef dans la période actuelle, dans le contexte de la radicalisation importante qui se manifeste surtout autour du mouvement anti-guerre, est de construire son propre courant révolutionnaire bien démarqué, alors cela dicte une certaine approche à l'égard du mouvement. Si pourtant l'objectif est de construire un parti des travailleurs pour le socialisme, un parti de masse enraciné dans les quartiers et les entreprises, alors les tâches sont posées différemment.

A plusieurs occasions depuis deux ans,

cette différence d'approche a conduit à des conflits très durs avec les camarades du SWP. Mais à chaque fois qu'il y a eu un problème, la direction du parti a engagé la discussion avec la plate-forme SWP et, sans cacher les divergences, a cherché à résoudre le problème par le débat et la concertation.

Je dirais que les camarades du SWP jouent un rôle positif dans le parti. Des membres de leur plate-forme ont été élus à l'Exécutif du parti, ils sont candidats aux élections et ont des responsabilités dans l'organisation de la campagne. Et il y a plus d'unité qu'avant autour du projet du SSP.

Pourtant, ce débat sur la stratégie révolutionnaire va se poursuivre. Il a été largement développé dans *Frontline*, revue de la plate-forme ISM (8).

● Pour conclure, comment résumer la situation actuelle du SSP ?

Frances Curran : Le SSP a été lancé en septembre 1998. A ce moment-là c'était le calme plat sur le front social en Écosse. Quelques mois plus tard nous avons fait notre campagne pour les premières élections au nouveau Parlement écossais. Il y a 72 circonscriptions en Écosse et le parti n'avait les ressources pour se présenter que dans 16 d'entre elles, dont seulement 6 en dehors de Glasgow. Nous nous sommes aussi présentés pour les 8 listes régionales, élues à la proportionnelle. Nous avons reçu 2 % des suffrages, avec plus de 7 % à Glasgow, ce qui a permis l'élection de Tommy Sheridan.

Au cours des quatre ans qui ont suivi ces premières élections, le SSP s'est établi comme une alternative socialiste crédible. Notre croissance et notre extension géographique nous permettent d'être présents partout aux élections du 1er mai prochain. Nous avons été partie prenante de toutes les luttes qui ont eu lieu en Écosse et nous les avons souvent dirigées. Aujourd'hui la radicalisation du mouvement anti-guerre et la montée des luttes sociales nous placent en position d'engranger les bénéfices de notre travail. Les derniers sondages indiquent qu'une personne sur dix en Écosse pourrait soutenir le SSP, un parti dont le programme se prononce sans ambiguïté pour la suppression du capitalisme. C'était inimaginable il y a quatre ans. L'horizon de l'Écosse se dégage, et il est rouge. ■

Propos recueillis par Murray Smith,

le 14 mars 2003

La "dimension sociale" aux abonnés absents

Par
Frank Slegers*

Le groupe de travail « Europe sociale » a fait rapport le 7 février 2003 devant l'assemblée plénière de la Convention Européenne (1). Ce groupe de travail avait été institué lors de la session plénière de la Convention des 5 et 6 décembre 2002, au moment où les autres groupes de travail finissaient déjà leurs activités. Son institution tardive faisait suite aux impasses sur la dimension sociale dans les autres groupes de travail. Ainsi, le groupe « gouvernance économique » s'était divisé en deux, et l'idée d'inscrire dans le traité une référence aux services publics n'était soutenue que par une minorité. Dans la commission des Affaires économiques et monétaires, un rapport sur la dimension sociale de l'Union Européenne avait dû être retiré suite à une série d'amendements qui en avaient dénaturé la teneur (2).

Le groupe de travail « Europe sociale » a donc fait rapport en session plénière de la Convention les 6 et 7 février. Qu'en ressort-il ?

Droits sociaux

Premier constat : il n'est pas question d'inclure, dans le futur traité constitutionnel, les droits sociaux. Le groupe de travail s'est borné à proposer l'intégration dans le traité du texte tel quel de la Charte des droits fondamentaux. Mais cette Charte, dont le texte a été adopté au Sommet Européen de Nice en décembre 2000, avait été à l'époque fortement critiqué, notamment par une manifestation de masse dans les rues de Nice, justement pour sa faiblesse concernant les droits sociaux (3).

Cette Charte proclame que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, etc., mais refuse de lui garantir également le droit à un emploi de qualité, à un logement décent ou à un revenu pour vivre. L'absence ou la faiblesse dans ce texte des droits sociaux n'était pas « un oubli », mais une décision consciente. Ces



droits étaient considérés « non justiciables » (on ne saurait imposer leur respect par voie judiciaire). Ce seraient « des promesses qu'on ne saurait garantir ».

Les droits sociaux ne feront donc pas partie de l'ordre constitutionnel de l'Union Européenne. Il n'est en effet pas prévu de réparer la faiblesse de la Charte des droits fondamentaux ailleurs dans la future Constitution européenne.

Ce n'est pas une question anodine, ni une simple question juridique.

Le néolibéralisme ne reconnaît pas les droits sociaux. Le droit à un emploi, par exemple, n'est pas reconnu inconditionnellement à chaque citoyen. On remarque la différence avec les droits civils et politiques. Ainsi, le droit de vote n'est plus, comme cela a été le cas dans le passé, un droit qu'il faut « mériter » (en payant un certain impôt, en apportant la preuve de savoir écrire...). Il est accordé à chaque citoyen dès qu'il atteint un certain âge (4).

La même démarche est refusée pour les droits sociaux. Un droit social est un droit que le citoyen doit « mériter ». Ce n'est donc pas un droit. Pour avoir « droit » à un emploi, il faut être employable. Depuis la réforme du minimex en Belgique, pour avoir droit à un logement, le minimexé doit signer un contrat, c'est-à-dire s'engager à remplir certaines conditions (le « minimex » en Belgique était le revenu garanti en principe à

chacun qui n'a pas de moyens d'existence et qui n'a pas droit aux prestations de la sécurité sociale. Lors de la réforme il a été rebaptisé « allocation d'intégration sociale »). La société ne garantit pas à chaque individu ces droits sociaux (en développant les services publics, en investissant dans les besoins sociaux, en légiférant sur le temps de travail, etc.), qui ne sont donc pas justiciables.

Les droits sociaux ne sont pas garantis par la collectivité. Il n'y a pas de droits collectifs. L'individu entre comme individu « libre » sur le marché du travail, où il affronte

* Frank Slegers milite dans le Collectif belge des Marches Européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale <www.euromarches.org>

1. La Convention Européenne, décidée lors du Sommet Européen de Laeken (Bruxelles) en décembre 2001, prépare la révision des traités européens, en vue d'une Conférence Intergouvernementale (CIG) sous présidence italienne qui en décembre 2003 adopterait le nouveau traité à portée constitutionnelle. Les révisions précédentes des traités européens datent des CIG d'Amsterdam (juin 1977) et de Nice (décembre 2000).

2. Voir la lettre électronique *Demain l'Europe*, éditée par l'Observatoire social européen, numéro 12, février 2002. <www.ose.be>

3. cf. *Inprecor* n° 477, Gobin C., « UE - Vers une régression des droits démocratiques ? »

4. Remarquons que la reconnaissance des droits civils de nouveaux immigrants est de plus en plus conditionnée par leur volonté de « s'intégrer ».

Union européenne

te l'entrepreneur « libre ». On en voit les conséquences tous les jours : précarisation du marché du travail, nouvelles maladies, souffrance au travail, montée de l'exclusion et de la pauvreté.

L'Europe sociale

Le groupe de travail « Europe sociale » a donc à peine discuté des droits sociaux, pour rapidement conclure que ces droits n'avaient pas leur place dans la future Constitution, pas plus que dans la Charte des droits fondamentaux. Il a par contre discuté d'autres questions, qu'on pourrait résumer en cinq thèmes.

D'abord, il a discuté les articles 2 et 3 de la future Constitution, qui définiront les valeurs et les objectifs généraux de l'Union Européenne (5) Ainsi, il a proposé de remplacer l'objectif d'un « haut niveau d'em-

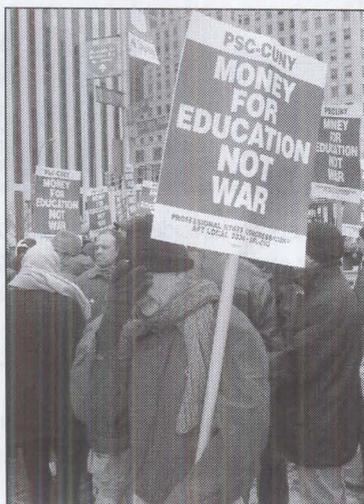
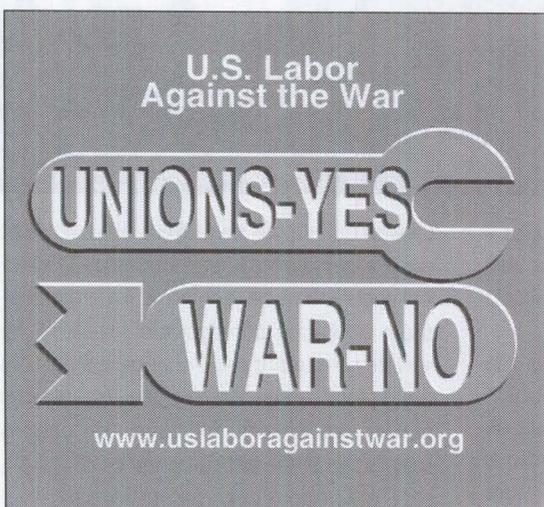
ploi » par le « plein-emploi », ce qui a été repris par la présidence de la Convention. On croirait rêver, à condition d'oublier les conclusions du Sommet Européen de Lisbonne, explicitement reprises à son compte par le groupe de travail « Europe sociale ». Lors du Sommet Européen de Lisbonne (23 et 24 mars 2000), le Conseil Européen s'est fixé « comme but stratégique pour la décennie à venir » de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde. La « méthode ouverte de coordination » doit permettre de vérifier l'état d'avancement du processus lors de chaque Sommet de Printemps de l'Union Européenne. A part l'introduction de l'informatique, l'instauration d'un climat favorable à l'esprit d'entreprise, les privatisations et l'unification des marchés, c'est la réforme du marché du travail qui est le dispositif-clé du processus de Lisbonne. Le maître mot est l'employabilité,

qui doit être améliorée pour augmenter le taux d'activité de la population européenne. Il n'y a pas de droit à un emploi convenable, tout emploi compte pour augmenter le niveau d'activité. Le discours de l'employabilité met la responsabilité de son activation du côté du travailleur. C'est tout ce discours qui sous-tend la précarisation du marché du travail, la multiplication des « petits boulots », la culpabilisation des chômeurs, etc. La perspective d'un « plein emploi » sans introduire le droit à un emploi convenable que la société doit garantir à chaque individu, ne fait que confirmer cette orientation, ce que d'ailleurs les membres du groupe de travail « Europe sociale » revendiquent.

Deuxième question : la coordination entre la politique sociale et la politique monétaire et économique. Dans les traités actuels, la politique de l'emploi est explicitement subordonnée à la politique économique et monétaire, à son tour subordonnée aux lois du marché (6). Il y a un véritable foisonnement de formules pour demander une « meilleure intégration » des politiques de l'emploi et des politiques économiques et monétaires. On verra si on osera toucher aux sacro-saints critères de Maastricht, ou à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, clés de voûte de la politique économique et monétaire de l'UE.

Il y a, troisièmement, une série de contributions concernant les « services d'intérêt général ». Le service public est sans doute un des éléments-clé du « modèle européen ». L'offensive néolibérale de l'Union Européenne contre le service public joue un rôle important dans sa crise de légitimité. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'il y a eu sur cette question beaucoup de gestulation dans la Convention, sans qu'on voie surgir des garanties solides quelconques pour les services publics.

Quatrième question : le rôle des partenaires sociaux. Le groupe de travail propose de reconnaître ce rôle, ce qui ne fait que confirmer la situation existante. Actuellement, la Commission peut confier aux partenaires sociaux l'élaboration de la politique sociale sur certains terrains. Mais il faut un accord entre les différents « partenaires », y compris le patronat, pour que cela fonctionne. Ce qui fait que le rôle des partenaires sociaux est limité aux questions où une collaboration s'avère possible entre syndicats et patronat européens pour « moderniser » le marché du travail européen : congé de parenté, travail intérimaire, télétravail... Par contre, le droit de grève au niveau européen n'est toujours pas reconnu. La Charte des droits fondamentaux avait refusé de le



5. La présidence de la Convention a proposé lors de la session plénière des 6 et 7 février la rédaction suivante de ces articles :

« — Article 2 : Les valeurs de l'Union.

L'Union se fonde sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, de l'État de droit, et de respect des droits de l'Homme, valeurs qui sont communes aux États membres. Elle vise à être une société paisible pratiquant la tolérance, la justice et la solidarité.

— Article 3. Les objectifs de l'Union.

1. Le but de l'Union est de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.

2. L'Union œuvre pour une Europe du développement durable fondée sur une croissance économique équilibrée et la justice sociale dans le cadre d'un marché unique et d'une union économique et monétaire,

visant le plein emploi et généralisant de hauts niveaux de compétitivité et de hauts niveaux de vie. Elle promeut la cohésion économique et sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que la protection de l'environnement et la protection sociale et favorise le progrès scientifique et technique, notamment la découverte de l'espace. Elle encourage la solidarité entre les générations et entre les États et l'égalité de chances pour tous.

3. L'Union forme un espace de liberté, de sécurité et de justice à l'intérieur duquel ses valeurs communes sont cultivées et la richesse de sa diversité culturelle respectée.

4. Pour défendre l'indépendance et les intérêts de l'Europe, l'Union s'efforce de promouvoir ses valeurs dans le reste du monde. Elle contribue au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect

mutuel entre les peuples, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits des enfants, au strict respect des engagements de droit international, ainsi qu'à la paix entre les États.

5. Ces objectifs sont poursuivis par des moyens appropriés, en fonction des compétences que la présente constitution confère à l'Union à cet effet. »

6. Voir l'article 126 du titre VIII (« emploi ») du Traité de la Communauté Européenne (TCE), qui subordonne explicitement ce titre « emploi » aux grandes orientations pour la politique économique, adoptées d'après les mécanismes décrits dans le titre VII (« politique économique et monétaire »), à son tour subordonné à l'article 4, qui définit l'Union comme une économie de marché ouverte où la concurrence est libre (véritable base constitutionnelle de l'Union Européenne...).

reconnaître (en Allemagne et en Grande-Bretagne la loi s'oppose aux grèves transnationales). La Confédération européenne des syndicats (CES) a demandé que ce droit soit reconnu dans le nouveau traité.

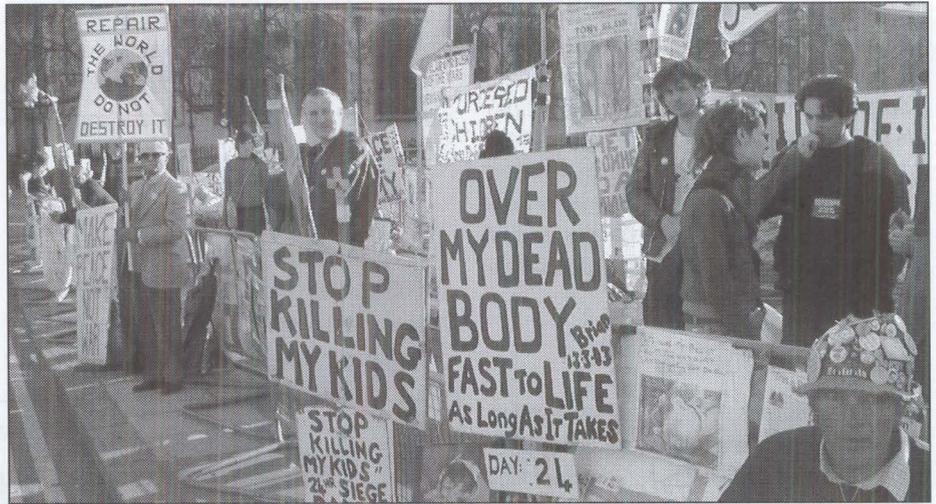
Finalement, il y a eu le débat sur les compétences. Souvent, l'idée de l'Europe sociale est identifiée à l'élargissement des compétences sociales pour l'UE (7). De ce point de vue, le constat est simple : le groupe de travail ne propose aucun changement important des compétences de l'Union Européenne en matière sociale (8). Le débat essentiel a concerné la méthode de « la coordination », et la façon d'intégrer cette méthode dans l'ordre constitutionnel de l'UE.

Lutter pour nos droits

Plus que jamais, la bataille pour les droits sociaux est à l'ordre du jour : le droit à l'emploi, au revenu, au logement. Le refus par la Convention Européenne de reprendre ces droits dans l'ordre constitutionnel futur de l'Union Européenne offre paradoxalement au mouvement social une occasion unique d'engager une bataille concentrée et ciblée pour leur reconnaissance. Il ne s'agit pas d'une bataille « juridique », avec l'espoir que les tribunaux imposeront ces droits, consacrés dans un texte constitutionnel. Il s'agit d'une bataille politique, qui touche à la base même de l'Europe que nous voulons. Il s'agit, ni plus ni moins, de mettre les droits sociaux à côté des autres droits fondamentaux au cœur de la construction européenne, et donc de revendiquer une mobilisation d'ensemble des ressources de la société pour réaliser ces droits dans les faits pour chaque être humain vivant sur le sol européen.

Défense des services publics

La lutte pour les droits sociaux est directement liée à la lutte pour la défense du service public, c'est-à-dire du rôle de l'autorité publique, de la démocratie, de la communauté dans le façonnement de notre société. Au sein de la Convention, il y a eu beaucoup de discussions sur « les services d'intérêt général » (9), et il y a eu quelques contributions intéressantes, qui non seulement valorisent le rôle de ces services (ce qui ne coûte rien), mais proposent que les autorités publiques (chacune à son niveau de compétence) aient le droit de développer le « service d'intérêt général » ou le service public, sans être soumis aux règles de concurrence. Nous renvoyons notamment à la contribution intéressante à la Convention de Marie Nagy et Johannes Voggenhubert (10). Ils



proposent d'ajouter un article 13bis dans le futur traité constitutionnel : « Eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union et leur participation à la réalisation des objectifs figurant à l'article 3, l'Union européenne et les États membres, dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application de la présente Constitution, adoptent les mesures législatives et d'application leur permettant de réaliser leurs missions (ou obligations) dans le respect des principes de neutralité, d'égalité d'accès, d'universalité, d'évaluation démocratique, de qualité, de transparence, de

participation et de précaution. La puissance publique, au niveau pertinent en fonction du service considéré en application du principe de subsidiarité, adopte les dispositions nécessaires au financement des services d'intérêt général dans le respect du principe de proportionnalité. Le principe de l'auto-production, dans le respect du principe de réciprocité et de libre administration, est reconnu aux collectivités locales, aux régions, aux États membres ainsi qu'à l'Union elle-même ». Ceci serait concrétisé par l'introduction d'un article plus loin dans la Constitution, qui dit notamment : « Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles de la Constitution et du

7. Pour le moment, certaines compétences sociales sont partagées (« codécision », art. 251 TCE) par le Conseil européen, qui décide à la majorité qualifiée, et le Parlement Européen (santé et sécurité au travail, conditions de travail, information en consultation des travailleurs, intégration des personnes exclues du marché du travail, égalité hommes femmes, lutte contre l'exclusion sociale, modernisation des systèmes de protection sociale). D'autres compétences appartiennent exclusivement au Conseil, qui décide à l'unanimité (sécurité sociale et protection sociale des travailleurs). Pour encore d'autres compétences, le Conseil peut à l'unanimité décider de les traiter suivant la procédure de l'art. 251 (représentation et défense collective des travailleurs, protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, conditions d'emploi des ressortissants de pays tiers). Finalement, certains domaines sont explicitement

exclus de la compétence de l'UE (rémunérations, droit d'association, droit de grève et de lock-out).

8. Des changements marginaux proposés concernent notamment la santé publique, qui donneraient une compétence à l'Union européenne par exemple pour combattre des épidémies.

9. « Service d'intérêt général » n'égal pas « service public ». Un « service d'intérêt général » est un service dont le rôle social est reconnu, ce qui implique donc un rôle particulier des autorités publiques (financement, régulation...). Mais ce service peut être presté soit par un service public, soit par une entreprise privée. Défense des services d'intérêt général n'égal donc pas défense du service public. Il est intéressant de relire sous cette lumière les textes de la CES, où on parle beaucoup de « services d'intérêt général », mais où la défense du service public ne figure pratiquement plus. On pourrait objecter qu'il

revient au même lorsque l'État confie certaines tâches au secteur privé, sous contrôle public, comme cela se fait par ailleurs depuis toujours. Mais la disparition de la notion de service public indique comment un pôle public fort n'est plus vu comme un instrument démocratique important aux mains des autorités politiques. Quand on parle de « service d'intérêt général », cette notion réduit souvent le rôle des autorités publiques à la garantie de services minimaux aux couches les plus défavorisées. Par exemple, l'État garantit à chacun la possibilité d'envoyer une lettre ordinaire à un tarif abordable, mais ce sont les intérêts privés qui décident des futurs développements du secteur de la communication...

10. Contribution 178 (Conv. 468/02). Tous les documents de la Convention peuvent être consultés sur le site <www.european-convention.eu.int>

Union européenne

présent Traité, notamment aux règles de concurrence, sauf décision de la collectivité responsable de l'organisation du service de l'autoproduire dans le respect des principes de réversibilité et de réciprocité dans les limites de l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur est impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de la Communauté ».

Débattre en luttant

La discussion sur l'Europe sociale prend souvent la forme d'un débat sur les compétences sociales de l'Union européenne. Plus de compétences sociales pour l'UE équivaldrait à une Europe plus sociale. Cette idée entre en écho avec la vieille promesse de la social-démocratie d'une Europe sociale : après l'Europe économique et monétaire, on y ajouterait une Europe sociale. Sous-entendu : on reproduirait au niveau de l'Union Européenne « l'État-providence » conquis dans les États membres après la deuxième guerre mondiale : des services publics européens, une sécurité sociale garantie par l'Union, le rôle des partenaires sociaux, etc.

L'expérience du mouvement social de ces dernières années va plutôt dans l'autre sens : plus il y a de compétences pour l'Europe, moins il y a de social... Rappelons comment les Marches Européennes se sont dirigées vers le Sommet Européen d'Amsterdam (juin 1997) en revendiquant des emplois (une manifestation de 50 000 dans les rues d'Amsterdam). Le traité d'Amsterdam a effectivement élargi les compétences sociales de l'Union, et quelques mois après a été organisé le sommet européen de Luxembourg, sur l'emploi (accompagné à nouveau de mobilisations, appuyées cette fois-ci y compris par la CES). Depuis lors, l'Union Européenne n'arrête pas de se préoccuper de l'emploi : processus de Lisbonne, coordination d'une politique de l'emploi visant la précarisation du marché de l'emploi, multiplication des « petits boulots », etc.

Le débat sur l'opportunité de demander plus de compétences sociales pour l'UE ne s'arrêtera sans doute pas de sitôt. Ses partisans estiment que, sinon, les droits sociaux « nationaux » seront écrasés par le rouleau compresseur des contraintes européennes (politique monétaire de l'Euro fort, politique fiscale embrigadée par les critères de Maastricht, politique de la concurrence avec son dumping social et fiscal). Des compétences sociales pour l'Union faciliteront l'unification des mobilisations sociales au niveau de l'UE. Ses adversaires estiment que les rap-

ports de forces pour défendre les droits sociaux sont plus favorables au niveau national, et qu'il est donc contre-productif de demander un élargissement des compétences sociales pour l'Union Européenne.

Quoi qu'il en soit, ce débat ne devrait pas interdire, d'ici la Conférence Intergouvernementale de Rome (décembre 2003), où les chefs d'État décideront de l'ordre constitutionnel de l'Union Européenne, d'organiser une mobilisation unitaire et

d'envergure du mouvement social européen pour revendiquer que les droits sociaux et le service public soient au cœur de l'Europe à construire. Ceci sans pour autant vouloir légitimer le processus constitutionnel en cours. Rappelons, à titre d'exemple, que la Convention a été chargée de préparer une révision des Traités européens, et que c'est la Convention elle-même qui a décidé au cours de ses travaux d'élargir sa tâche à la rédaction d'une véritable Constitution... ■

correspondance de presse internationale

inprecor

Prix : 15 € / 30 CHF / 35 CDN



Collection 2001

numéros 455 à 465

Comme chaque année, nous avons fait relier quelques dizaines d'exemplaires de la collection de l'année 2001 (numéros 455 à 465), contenant l'index des articles de l'année. Vous pouvez commander cette collection au prix de 15 euros, port compris, en nous faisant parvenir votre commande accompagnée d'un chèque à l'ordre de la PECI. L'envoi sera fait par la poste au tarif le plus bas. Mais dépêchez vous, nous n'en disposons qu'en nombre limité (la collection de l'année précédente, 2000, est déjà épuisée !)... Commandes à adresser à : Inprecor, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Un monde alternatif s'affirme

Par
Salvatore Cannavò*

Le troisième forum social mondial de Porto Alegre a offert encore une fois une preuve que nous faisons face à une phase de croissance et d'expansion du mouvement international. La réussite de cette rencontre — environ cent mille participants, le double de l'année précédente, le succès des marches, la pleine participation de la gauche latino-américaine et de son expression gagnante, la naissance du réseau des mouvements sociaux, le déménagement du Forum en Inde et donc le démarrage d'un nouveau cycle, le maintien d'un axe radical à partir du refus net et inconditionnel de la guerre. Enfin l'expérience positive d'une gamme de forums régionaux et thématiques, qui représentent un ensemble complexe et diversifié, indicatif d'une phase d'expansion.

Un événement radical

Plus que les années précédentes, le Forum social mondial est devenu un grand événement. Un « *gigantisme* », comme on a dit, qui étouffe la participation d'en bas et la discussion horizontale. En effet, il y avait trop de conférences avec trop de vedettes, trop de verticalité : la conséquence la plus évidente de la phase impétueuse de croissance du phénomène Porto Alegre et de son succès symbolique et concret. Mais c'est également l'expression d'une modalité et d'une symbolique que cette phase du mouvement a décidé d'assumer pleinement. Si c'est vrai qu'il y a trop de gigantisme c'est tout aussi vrai que personne ne le conteste, que les conférences sont pleines, que le peuple des calepins continue à arriver inexorablement et à prendre des notes — en silence. Cette modalité est encore l'expression d'une phase initiale du mouvement — qui a commencé, rappelons-le, il y a trois ans seulement à Seattle — où la formation d'un espace public et pluriel, la définition d'une lecture du monde, d'une narration alternative au discours dominant, et, en dernière

instance, la nécessité de construire, découvrir, identifier des alternatives possibles, restent une priorité incontestable. Il faut ajouter, en outre, que la forme de la narration alternative et donc de la réalisation symbolique de l'altérité — Porto Alegre contre Davos, l'antilibéralisme, le refus de la guerre — se manifeste par des contenus radicaux. L'offensive social-démocrate et réformatrice qu'on redoutait au

Forum mondial ne s'est pas produite de quelque manière que ce soit. Les représentants des partis réformistes, notamment européens, et avec un passé à faire pardonner — comme les démocrates de gauche (DS) italiens ou les socialistes français — ont été à peu près ignorés. Et cette édition sera sans doute mémorable à cause de son opposition radicale et viscérale à la guerre — une guerre impérialiste, comme les latino-américains le disent — présente à chaque conférence, à chaque marche, à chaque manifestation collective, en particulier la conférence finale avec Chomsky et Arundathi Roy qui a représenté le point culminant de ce sentiment et de ce refus.

Un nouveau processus

Par ailleurs, la forme-événement a été remise en question, dès le départ, par les organisateurs brésiliens eux-mêmes auteurs d'un virage important, qui a permis de représenter le Forum non plus comme un événement statique et défini une fois pour toutes, mais comme un processus réel. Ainsi, le déplacement du FSM, la réalisation des Forums régionaux, l'existence d'une pluralité interne, à partir de l'espace occupé par les mouvements sociaux, constituent un ensemble non pas indistinct, mais partie prenante



d'une dynamique commune. C'est ainsi que la décision de se déplacer en Inde prend tout son sens. Le choix d'un nouveau pays, d'une zone cruciale comme l'Asie, ne permettra pas seulement de recommencer et de se doter d'une nouvelle vitalité, mais aussi d'élargir le mouvement, de le mettre en lien avec des situations inédites comme celle de l'Inde, et de l'Asie en général.

Tout comme l'espace désormais conquis par les mouvements sociaux qui cette année ont été en mesure non seulement de se doter d'un ordre du jour commun, beaucoup plus synthétique que par le passé et donc capable de choisir ses objectifs : le 15 février devenu mondial, le G8 à Evian en juin et le sommet de l'OMC à Cancun au Mexique au mois de septembre, mais aussi d'organiser une coordination propre, le Réseau des mouvements sociaux, à l'échelle internationale. Un projet, certes empirique et expérimental, qui met en relation différentes expériences de lutte, qui tente de maintenir un rythme et une direction commune des différentes phases contre la mondialisation capitaliste et qui cette année,

* Salvatore Cannavò, membre du Comité politique national du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie et du courant IV^e Internationale, est directeur-adjoint de *Liberazione*, quotidien du PRC.



pour la première fois, a vu la participation de la CGIL italienne (la plus grande centrale syndicale du pays) ainsi que des organisations et associations qui ont toujours été présentes.

La construction de ce projet, déjà mis en œuvre à l'issue du Forum de Florence, avec l'assemblée des mouvements sociaux ayant donné vie à la journée du 15 février, permet de dresser un pont nécessaire entre l'événement et le mouvement quotidien, l'organisation des luttes, la construction de lieux de contestation sociale. Ces lieux sont également des lieux de démocratie et de pratiques d'auto-organisation, un des aspects les plus délicats à l'intérieur du mouvement. Ce qui permet de porter un jugement très positif sur Porto Alegre, parce qu'il indique le degré d'élargissement des luttes, s'il maintient une ligne radicale, et parce que son tournant permet de créer un environnement propice à l'action des mouvements sociaux.

Le rôle du politique

Mais cette année Porto Alegre a également eu une autre caractéristique importante, comme lieu privilégié pour l'expression du tournant que vit l'Amérique latine. Le meeting festif et majestueux de Lula, le succès personnel de Chavez, ont effectivement balayé, par le fait même, la polémique assez dure et un peu confuse qui avait tenu les forces politiques ainsi que les chefs d'Etat ou de gouvernement à l'écart du Forum social mondial. Personne n'a ressenti comme étrangère la présence des deux dirigeants qui, au contraire, ont été perçus comme l'expression du mouvement antimondialisation lui-même. Une composante spécifique, certes, mais une partie du mouvement, avec un processus de reconnaissance réciproque et une continuité naturelle entre le développement du mouvement antimondialisation et

la nouvelle phase que traverse l'Amérique latine.

Donc, ce phénomène permet de faire un pas en avant, en éclaircissant au moins deux aspects. D'abord, le politique peut avoir une relation positive avec le mouvement s'il se met sur la même longueur d'ondes, et donc, en interprète et partage les contenus, en évitant les ambiguïtés et les flottements. Par ailleurs, le mouvement doit toujours préciser ses propres marges d'autonomie et d'indépendance envers le politique. Si le politique ne précise pas ses propres limites et « *champs d'influence* », il risque de tuer le mouvement. Naomi Klein a mis en garde contre les « *big men* », en soulignant comment ces vedettes avaient substitué dans la symbolique du Forum, « *le nouveau* », le « *petit* », « *l'horizontal* » et la « *démocratie* » typiques du forum social depuis sa naissance. Cette position, erronée par ailleurs en ce qui a trait au jugement sur Chavez, un « *dictateur* », et en général un peu naïve, contient toutefois une certaine dose de vérité. Et met en cause la capacité du mouvement d'organiser et de gérer sa propre autonomie, sa propre unité en gardant intacte sa propre radicalité.

Le mouvement constituant

Donc, un succès. Confirmé de nouveau également par les chiffres. A côté des cent mille délégués, il vaut la peine de mentionner les 125 pays représentés, les mille délégués en provenance des États-Unis (la deuxième délégation après le Brésil), les 27 000 participants aux camps jeunes, et plus de 4 000 journalistes accrédités. Il y avait une présence active de réseaux sociaux et de groupes pacifistes, la présence stable de l'Europe, dont une participation croissante de l'Europe du Nord et de l'Est.

Un succès comme nous l'avons décrit définit une phase de croissance du mouvement et son extension évidente. Elle confirme son caractère de mouvement constituant. Le premier mouvement de masse du XXI^e siècle, le premier de cette amplitude et pertinence après la défaite historique dont l'écroulement du stalinisme constitua le signal le plus visible et définitif, décrit aujourd'hui un espace où l'on expérimente de nouveau la construction de relations internationales entre les différents mouvements sociaux. Il permet de passer de l'internationalisme de la solidarité à celui d'un ordre du jour commun, mais aussi de penser et de concevoir des alternatives de société, un autre monde possible. Donc, le premier mouvement qui peut tenter de renverser le chemin de recul progressif que nous avons

connu sur le plan international au cours des trente dernières années et de donner un nom plus précis et plus partagé à l'espoir.

Définir le mouvement antimondialisation comme « *constituant* » signifie certes le charger d'une « *mission historique* » bien à lui, mais en même temps, s'attendre à des erreurs, des difficultés, des reculs et des avancées. Le mouvement antimondialisation a souvent été comparé à celui de 1968 : une révolte générationnelle contre tout système, international par sa nature, radicalement contre la guerre. On peut chercher beaucoup d'analogies et de différences, mais la comparaison demeure limitée. Le mouvement soixante-huitard s'inscrivait encore à l'intérieur des coordonnées du XX^e siècle, à l'intérieur de ses victoires et ses défaites partielles, mais dans le cadre d'une perspective partagée de « *prise d'assaut du ciel* ». Le mouvement actuel s'inscrit plutôt dans la phase de mise à zéro et de la défaite historique du mouvement ouvrier au sens plus large. De ce fait, on peut le comparer davantage à celle de la phase constitutive du mouvement ouvrier typique de la deuxième moitié du XIX^e siècle et du tout début du XX^e. Comme ses manifestations internationales évoquent une analogie avec la Première Internationale où l'élément politique, le syndicalisme, l'expérience sociale, et différentes cultures ont donné lieu à une expérience historique riche d'enseignements. Une phase où l'on a construit des expériences multiples, des ajustements en cours de route, différentes institutions du mouvement lui-même, les partis, les syndicats, les maisons du peuple, les journaux, etc. Le mouvement d'aujourd'hui opère au même niveau : des forums mondiaux, des forums régionaux, de nouveaux réseaux sociaux, de nouvelles structures, de nouveaux journaux, et peut-être de nouveaux partis. Une comparaison qui engage à des précisions ultérieures.

Son avenir dépend en grande partie de la capacité de réaliser cette nature constituante en relation avec et non pas « *contre* » le tissu collectif du « *vieux* » mouvement ouvrier, ses structures existantes, son vécu politique et ses idéaux. Ce qui signifie en premier lieu avec ses syndicats et avec les structures de masse dont il dispose. Une relation difficile, à cause des compromissions avec les défaites et les pires choix qui ont marqué le XX^e siècle, mais une relation nécessaire. Comment la réaliser, avec quels instruments, avec quels parcours est une des gageures les plus difficiles qui en grande partie décriront la prochaine phase du mouvement international. ■

Un autre modèle économique est possible

(Contribution au débat dans le Parti des travailleurs)

Par
Démocratie socialiste*

Ce texte a pour objectif de mener la réflexion sur l'impasse où mène la politique macro-économique de notre gouvernement — essentiellement du fait de sa continuité avec la politique du gouvernement Cardoso (surtout dans sa dernière phase). Plus qu'un questionnement des mesures ponctuelles adoptées, nous proposons ici un débat sur l'orientation générale qui a été suivie. Cette contribution vise également à défendre une autre politique, clairement orientée vers le changement. Une telle politique serait non seulement viable, mais conforme à l'esprit des *Lignes directrices pour un programme de gouvernement du Parti des travailleurs (PT) pour le Brésil* — approuvées par la XII^e rencontre nationale du PT de décembre 2001 —, et avec le *Programme de gouvernement de l'alliance "Lula président"* — ratifié par la direction nationale en juillet 2002.

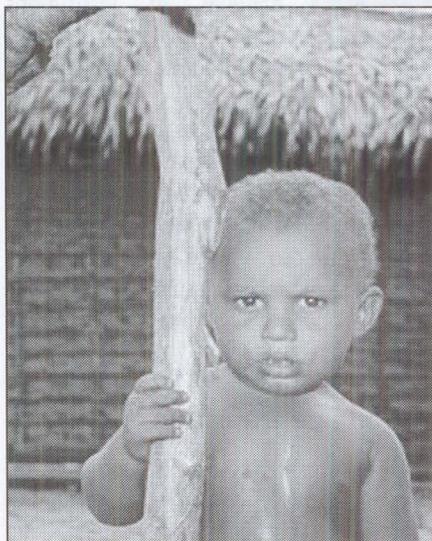
Un modèle économique épuisé

Le modèle économique de Fernando Henrique Cardoso n'a pas subi de défaite, il s'est épuisé. L'application du modèle néolibéral au Brésil — de la mandature Collor au dernier gouvernement de Cardoso — a laissé un terrible héritage. D'une crise de développement, nous sommes passés à une stagnation permanente ; d'une autonomie nationale limitée et sans cesse remise en cause nous sommes dirigés vers une subordination passive aux va-et-vient des marchés internationaux et à une vulnérabilité extérieure toujours plus grande. C'est dans ce contexte que l'économie brésilienne est passée de l'hyperinflation à une précaire stabilité des prix qui, malgré tout, s'est trouvée mise en échec pendant l'année 2002.

Cette régression économique s'est accompagnée d'une régression politique et sociale. Les avancées obtenues dans la lutte démocratique et populaire contre la dictature et tout au long des années 1980 ont été rognées au profit d'une sorte d'oligarchie

financière de l'État. La crise sociale qui accompagne ce processus est la plus grave jamais traversée par le pays.

Les racines de la dégradation de la situation économique brésilienne durant les années Cardoso sont à chercher dans l'approfondissement de sa dépendance externe. Comme le signalait la XII^e rencontre du PT : « *en augmentant les besoins de financement extérieurs à des niveaux critiques et en abolissant les restrictions sur les mouvements de capitaux, les politiques appliquées ont transformé la dépendance vis-à-vis du capital étranger en un mécanisme d'intériorisation de l'instabilité des marchés financiers mondialisés et de subordination de l'économie nationale aux priorités et intérêts des créanciers et investisseurs externes.* » (1)



* Démocratie socialiste (DS) est une tendance au sein du Parti des travailleurs (PT), regroupant les militants qui s'identifient à la IV^e Internationale. Nous reproduisons ici une contribution, approuvée par la Coordination nationale de la DS et présentée à la discussion lors de la réunion de la Direction nationale (DN) du Parti des travailleurs des 15-16 mars 2003.

A l'issue du débat, marqué par un respect des minorités, la DN du PT a approuvé la résolution

majoritaire (54 voix), qui confirme l'orientation actuelle du gouvernement Lula, et a rejeté les contributions présentées par Valter Pomar (de la tendance Articulation de gauche, 13 voix) et nos camarades de la DS (8 voix). Quelques membres de la DN du PT se sont abstenus. (Traduit du brésilien par M.C. et J.-J.M.)

1. *Conception et Lignes directrices du programme de gouvernement du PT pour le Brésil,*

De fait, c'est la dépendance qui a conduit à l'aggravation de la crise tout au long de l'année 2002. À partir d'une combinaison de causes extérieures et intérieures, les capitaux se sont mis à fuir le pays. La dévalorisation consécutive du Réal (2) a conduit à une augmentation des prix, en particulier des tarifs des services publics privatisés et des produits dérivés du pétrole. Pour défendre ses objectifs d'inflation, la Banque centrale a suivi une politique orthodoxe basée sur des taux d'intérêt élevés et la restriction du crédit — c'est-à-dire tentant de juguler l'inflation en réduisant la demande globale. Tant la dévalorisation du Réal que l'augmentation des taux d'intérêt ont pourtant provoqué une augmentation de la dette publique. Pour éviter de laisser filer son endettement, le gouvernement fédéral a réduit les dépenses, visant à réaliser un excédent budgétaire brut (3). De telles mesures renforcent la baisse de la demande et, par conséquent, conduisent l'économie à la stagnation. Entre autres conséquences négatives, cela provoque la montée du chômage.

Des crises comme celle traversée par le Brésil en 2002 sont fréquentes dans les pays du Tiers-monde qui ont libéralisé les mouvements de capitaux. Si la Banque centrale ne contrôle pas leurs flux — pour les adapter aux nécessités de la croissance économique et pour favoriser l'emploi — et si elle ne restreint pas leur volatilité, les mouvements de capitaux causent des problèmes à l'entrée et à la sortie, aggravant en même temps la dépendance économique.

décembre 2001, par. 11, p. 21.

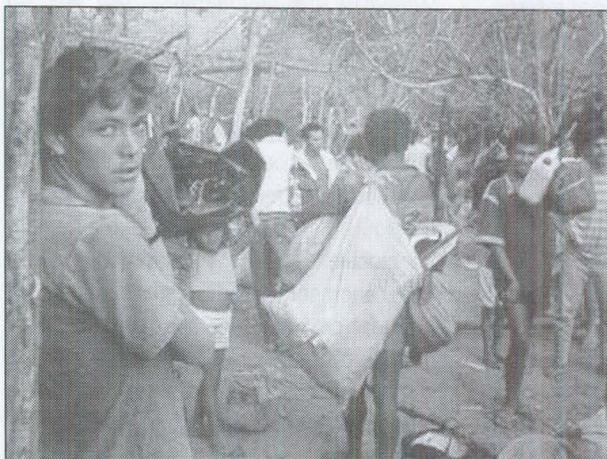
2. Le Réal est la monnaie brésilienne.

3. L'excédent budgétaire brut (*superávit fiscal primário*) est calculé en déduisant les dépenses budgétaires (frais financiers exclus) des recettes fiscales. L'emploi par le FMI de cet agrégat et non d'autres a pour but d'éviter d'inclure dans le débat sur le déficit budgétaire la question du paiement des intérêts de la dette...

Brésil

La défense de la liberté de mouvement des capitaux et l'acceptation de l'approfondissement de la dépendance de l'économie brésilienne étaient tout à fait cohérentes avec la conception du "développement" mise en pratique par le gouvernement Cardoso. Y régnait l'illusion que la libéralisation des marchés, et des marchés financiers en particulier, attirerait dans le pays une épargne externe abondante et assurerait, à partir de là, la croissance économique. Son modèle économique était organisé selon deux lignes de force :

- en premier lieu, le renoncement à la souveraineté nationale. Cette libéralisation impliquait d'accepter que la politique soit essentiellement déterminée de l'extérieur, c'est-à-dire par les flux internationaux de



capitaux, par les institutions de la mondialisation libérale (comme le Fonds monétaire international, FMI) et par les décisions de grands pays impérialistes — les États-Unis notamment. Enfin, une autre conséquence consistait en une profonde dénationalisation des centres du pouvoir et l'élimination quasi-totale de toute capacité de définition nationale d'une politique macro-économique ;

- en second lieu, l'étranglement de l'État par le pouvoir économique, la remise en cause des conquêtes démocratiques et l'affrontement avec le mouvement démocratique et populaire qui, après avoir défait la dictature, s'est maintenu dans l'arène politique brésilienne jusqu'à aujourd'hui (et a certainement eu un poids décisif dans l'élection de Lula). Cette stérilisation des institutions représentatives conquises avec la fin de la dictature s'est tout particulièrement illustrée dans les définitions macro-économique, qui non contentes d'être toujours davantage dénationalisées, ont intégré la sphère de contrôle des prétendus marchés et, principalement des marchés financiers (nationaux ou internationaux).

Outre la stagnation économique et l'élévation du chômage, cette conception a

d'autres implications négatives. Les taux de profit, sous le gouvernement Cardoso, ont toujours été parmi les plus élevés du monde. Mais, des profits élevés n'apportent que des difficultés budgétaires et le recul de la demande globale : cela provoque un transfert de richesses en faveur des détenteurs de capitaux financiers et tend à créer un « effet plancher » pour les taux de profit, poussant à la réduction des salaires. En clair, des taux de profit élevés renforcent considérablement la concentration de la richesse.

Des dogmes comme celui qui prétend que la libre circulation des capitaux est bénéfique, ou encore que toute augmentation de l'inflation doit être combattue par une augmentation des taux d'intérêt, ne sont pas compatibles — comme l'expérience de ces dernières années l'a démontré — avec un projet de développement et encore moins avec la recherche d'une plus grande justice sociale. Par contre, cela correspond tout à fait aux intérêts des détenteurs de capitaux financiers. Les conceptions du gouvernement Cardoso se comprennent facilement lorsqu'on se souvient que les grandes banques et institutions financières ont formé le noyau dur de la base sociale

qui le soutenait.

L'essoufflement de ce modèle économique, sa faillite, sont apparus clairement en 2002, lorsque le contrôle de l'inflation — qui passait pour une grande victoire du gouvernement Cardoso — a été mis en échec. Le rejet de ce modèle et l'aspiration à d'autres horizons pour le pays sont à la racine de notre victoire.

Période de transition ?

Une série de mesures économiques du nouveau gouvernement traduisent une continuité préoccupante avec une politique économique qui a failli. Parmi celles-ci, on peut citer le maintien de taux d'intérêts élevés (les taux directeurs ont été augmentés à deux reprises dans les deux premiers mois du gouvernement) et l'élévation des objectifs d'excédent budgétaire brut d'un taux de 3,75 % à 4,25 % du Produit intérieur brut.

En outre, une des autorités les plus importantes de l'aire économique du nouveau gouvernement — le président de la Banque centrale — a fait état à plusieurs reprises d'une concordance sans bornes avec les orientations de la gestion antérieure.

Les mesures de continuité économique avec la politique pratiquée par Cardoso — désignées sous le terme de « *potion amère* » — ont été justifiées par la vulnérabilité externe, par la fragilité financière de l'économie brésilienne et par la nécessité de faire un effort pour gagner la confiance des marchés. Par ailleurs, il est souvent rappelé que durant la campagne électorale une « *période de transition* » du nouveau gouvernement avait été annoncée.

De fait, depuis la parution de la *Lettre au peuple brésilien pour la candidature de Lula* (en juin 2002) l'idée que le nouveau gouvernement ne pourrait pas mettre en œuvre immédiatement l'intégralité de son programme — sans une période de transition —, a été intégrée dans la campagne. Cette conception a ensuite été incluse dans le *Programme de gouvernement de la coalition "Lula président"*, ratifié par la Direction nationale du PT en juillet 2002.

Néanmoins, une analyse des premières mesures et des propositions annoncées par le nouveau gouvernement dans le domaine économique infirment qu'il se situe dans une dynamique de transition (qui supposerait quelques changements, fussent-ils graduels). Au contraire, au-delà de la continuité de la politique suivie par la Banque centrale, des mesures annoncées laissent présager — si elles sont mises en pratique — une véritable consolidation de certains aspects de la politique du gouvernement précédent. C'est notamment le cas de la poursuite des privatisations des banques d'État et, surtout, de la concession d'une « *autonomie opérationnelle* » à la Banque centrale.

Il faut rappeler la place nodale qu'occupe la Banque centrale dans la politique économique. Outre le fait d'être responsable de la politique monétaire, elle contrôle la politique de change, la réglementation et la supervision du système bancaire et des mouvements de capitaux. Elle détient un rôle central dans les négociations avec le FMI. En outre, il faut noter que la politique monétaire donne lieu, avant tout, à la définition des taux d'intérêt, ce qui a au Brésil d'énormes conséquences budgétaires (si on augmente les taux d'intérêt, on augmente également la dette publique et son service). La politique de change a également d'importantes implications fiscales (une grande part de la dette publique brésilienne interne — outre la totalité de la dette externe — est indexée sur la variation du taux de change). Dans les faits, la taille de l'excédent budgétaire brut nécessaire pour éviter une augmentation du rapport dette publique/PIB — pierre de touche des exigences du FMI et des « *marchés* » — est déterminée en grande partie par des



obtenir une meilleure marge de manœuvre dans le cadre du maintien de la politique macro-économique actuelle et non pas un processus pour en changer — il s'agirait de rester sous la dépendance de la situation internationale et des humeurs du marché. Si la situation internationale venait à se stabiliser et si les flux d'investissements retrouvaient le chemin de

l'Amérique latine, le gouvernement brésilien aurait alors une plus grande marge de manœuvre dans sa politique économique. Comme l'a démontré la décennie écoulée, cette perspective est naïve, et l'instabilité est le fruit principal de ce type de stratégie.

La « transition » selon le programme de gouvernement

La transition vers un nouveau modèle, telle qu'elle a été définie dans le *Programme de gouvernement*, est quelque chose de nettement différent des mesures prises jusqu'à maintenant. Voyons ce qu'en disait ce texte :

« 26. La question clef pour le pays est de revenir à une croissance équilibrée dans toutes les branches d'activité — l'agriculture, l'industrie, le commerce et les services. Le retour de la croissance est le remède pour sortir du cercle vicieux entre les taux d'intérêt élevés, l'instabilité des changes et l'augmentation de la dette publique en proportion du PIB. (...) Le dépassement des obstacles à la reprise de la croissance ne sera possible qu'au prix d'une transition lucide et volontaire entre ce que nous avons aujourd'hui et ce à quoi la société aspire.

« 27. (...) Nous avons déjà subi le piège des changes. Et le Brésil en est sorti dans la douleur en 1999 — survivant mais pas indemne. On nous propose aujourd'hui le dilemme de l'ancrage budgétaire. La question est de savoir comment le dépasser sans déstabiliser l'économie. Notre gouvernement va préserver l'excédent budgétaire brut le temps nécessaire, de manière à prévenir toute augmentation du ratio dette publique/PIB — qui pourrait détruire la confiance dans la capacité du gouvernement à remplir ses engagements. **Mais il va travailler fermement pour réduire la vulnérabilité externe et, avec elle, les taux d'intérêt élevés qui asphyxient les comptes publics et le secteur industriel productif.** (...) Notre gouvernement ne va ni rompre de

contrats, ni enfreindre des règles établies. Les engagements internationaux seront respectés. Les changements nécessaires seront décidés démocratiquement, dans les limites des institutions. (...)

« 29. La rigidité de la politique économique actuelle peut nous faire perdre le cap et par conséquent notre crédibilité. Le Brésil a déjà démontré, historiquement, une vocation à avoir une croissance de l'ordre de 7 % par an. C'est cette capacité que notre gouvernement va réparer, travaillant jour et nuit pour que le pays chemine **de l'ancrage budgétaire jusqu'au moteur du développement**. Le Brésil a besoin de naviguer dans la mer ouverte de la croissance. A moins qu'il ne nous soit interdit de chercher à gagner le port de la prospérité économique et sociale ? (...)

« [Le paragraphe suivant ouvre un chapitre du programme intitulé :] *La transition vers un nouveau modèle doit avoir pour but le développement.*

« 48. L'essentiel pour notre gouvernement sera la recherche à tout prix d'une reprise de la croissance économique comme moyen privilégié pour générer des emplois et pour distribuer la richesse. Ce sera l'instrument principal pour sortir de la spirale infernale — créée par l'actuel gouvernement — du déficit extérieur, de l'intérêt élevé, de l'instabilité des taux de change et de l'augmentation de la dette publique. Voici exactement pourquoi **l'effort pour la croissance sera articulé à une transition ciblée et responsable** entre la situation actuelle et ce à quoi aspire la société brésilienne. Ceci parce que **ce n'est pas le changement de l'actuel modèle économique, mais sa perpétuation, qui aggraverait la vulnérabilité de notre économie.** » (5)

Ces citations inspirent plusieurs interrogations :

❶ Que faire pour que le pays « chemine de l'ancrage budgétaire jusqu'au moteur du développement », articulant la croissance avec une transition vers un autre modèle ?

4. Arminio Fraga fut le prédécesseur de Henrique Meirelles à la présidence de la Banque centrale. Lors de sa nomination par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, en 1998, le Parti des travailleurs (PT) a massivement critiqué la désignation d'un individu lié aux marchés financier internationaux (Fraga travaillait pour George Soros). Pour ne laisser aucun doute quant à l'orientation qu'il prétend imprimer à la Banque centrale, Henrique Meirelles a exprimé en janvier 2003, devant le Sénat, mais également lors de sa prise de fonction, une identification totale avec la politique d'Arminio Fraga. De plus, il a maintenu toute l'équipe de direction de la Banque centrale, nommée par son prédécesseur.

5. *Programme de gouvernement 2002 de la coalition "Lula président"*, pp. 16-17 et 48, juillet 2002.

variables qui sont sous le contrôle de la Banque centrale.

« *L'autonomie opérationnelle* » de la Banque centrale formaliserait légalement la liberté d'action qu'elle possède déjà et lui donnerait plus de consistance ; de plus, comme cela inclut des mandats à durée déterminée pour ses directeurs, cela rendrait plus difficile leur remplacement suite, par exemple, à une décision du gouvernement de modifier sa politique économique. Bien entendu, à en croire le projet actuellement en discussion, la Banque centrale devrait remplir des objectifs définis par le ministère de l'Économie. Cela fait référence au dispositif instauré sous la gestion d'Arminio Fraga (4), d'utiliser des « *objectifs d'inflation* » pour ancrer la politique monétaire. Pourtant, outre le côté très discutable de ce modèle de politique économique, la définition d'objectifs d'inflation est, en soi, assez maigre comme orientation économique : la Banque centrale garderait une liberté totale dans la conduite de la politique monétaire pour remplir ces objectifs. De fait, le plus probable n'est pas de voir le ministère de l'Économie diriger l'action de la Banque centrale, mais — ce qui se produit depuis le gouvernement Cardoso — que la Banque centrale, par son influence sur le cadre budgétaire, détermine les marges de liberté du ministère. Qu'on se le rappelle, le PT a toujours été opposé à l'autonomie de la Banque centrale, sous quelque version que ce soit.

La logique propre de la stratégie consistant à « *gagner la confiance des marchés* », qui semble dominer la politique économique en cette phase initiale du gouvernement Lula, va à l'encontre de toute idée de transition. Plus explicitement, si la confiance des « *marchés* » est conquise grâce à une politique donnée, toute modification ultérieure de cette politique provoquera une perte de confiance.

Toute la logique de la politique mise en place jusqu'alors suggère plutôt que par « *transition* » il faut entendre un effort pour

Brésil

❶ Comment « *fermement (...) réduire la vulnérabilité extérieure* » (sachant qu'elle ne ferait qu'empirer avec la poursuite du modèle actuel, comme nous l'avons déjà signalé) ?

Osons dire qu'aucune initiative importante n'a été prise jusqu'alors sur ces deux fronts décisifs de la politique macro-économique.

Pour ce qui est de la première question, le *Programme* exprime sans ambiguïté que c'est par la reprise de la croissance qu'on sortira du cercle vicieux composé des taux d'intérêts élevés, de l'instabilité des changes et de l'augmentation du rapport dette publique/PIB. Une reprise de la croissance faciliterait l'ajustement des comptes publics et, si elle est correctement orientée, contribuerait à réduire la vulnérabilité extérieure de l'économie brésilienne. Ceci permettrait de stabiliser les taux de change et de diminuer les taux d'intérêt, contribuant à contenir la croissance de la dette publique et de maîtriser à nouveau l'inflation.

Ainsi, la préoccupation pour la stabilité n'est pas synonyme d'une politique économique présidée et déterminée par le mécanisme de l'augmentation de l'excédent budgétaire brut et des taux d'intérêt, ou encore par la combinaison de ces deux variables entièrement dépendantes des fluctuations des flux de capitaux étrangers. C'est pourtant dans cette direction que pointe la politique économique du gouvernement jusqu'à maintenant.

En ce qui concerne la diminution de la vulnérabilité externe, quels instruments nouveaux ont été créés, ou ont été prévus, pour progresser dans cette voie ? Il est impératif que des mouvements dans ce sens soient combinés avec les initiatives importantes du gouvernement brésilien pour défendre la démocratie au Venezuela et pour construire une plus grande unité des pays latino-américains afin de s'opposer au rouleau compresseur des États-Unis dans leur volonté d'imposer la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA).

Si sur ces deux points de vue (la reprise de la croissance et la diminution de la vulnérabilité extérieure) — considérés par le *Programme de gouvernement* comme fondamentaux pour la transition vers un autre modèle économique — il n'y a pas eu d'avancée, le bilan n'est guère plus favorable en ce qui concerne un troisième élément : l'autonomie décisionnelle de la politique économique et des institutions qui en décident face aux « *marchés* », autonomie considérée comme stratégique par le texte des *Lignes directrices* de la XII^e rencontre nationale. Au contraire, se fixer comme objectif de gagner la confiance des marchés, c'est soumettre la

politique et le programme économiques du gouvernement à leur contrôle. Les marchés (financiers) ne se bornent pas à exprimer la confiance ou la méfiance ; ils exercent des pressions pour voir satisfaits leurs intérêts. Ils ont « *confiance* » en qui réalise une politique économique qui leur bénéficie.

En résumé : la poursuite de cette orientation — au nom d'une transition réinterprétée et limitée à l'expectative en attendant d'obtenir de meilleurs résultats dans le cadre de l'ancienne politique économique — diverge de la définition même de la transition selon le *Programme de gouvernement*. Elle est d'autant plus contradictoire avec le contenu général de la campagne électorale, qui mettait l'accent sur les changements et critiquait sévèrement la politique du gouvernement Cardoso.

Nous estimons que cette ligne est globalement incorrecte, et qu'il est possible d'en développer une autre sur la base des *Lignes directrices du programme de gouvernement du PT pour le Brésil* de la XII^e rencontre et du *Programme de gouvernement 2002*.

Éléments pour une alternative

La construction d'une alternative politique macro-économique est une tâche de tout le parti, et pas seulement des camarades qui sont à la tête du gouvernement.

Nous essayerons ici de mettre en relief les éléments de la ligne du parti (du texte *Conception et Lignes directrices* et du *Programme de Gouvernement*) qui sont suffisamment consistants pour servir de référence à la définition d'une nouvelle orientation pour la politique économique. À partir d'eux, nous tâcherons de développer des propositions qui nous paraissent utiles au débat du parti et à l'effort de synthèse qui

devra en sortir.

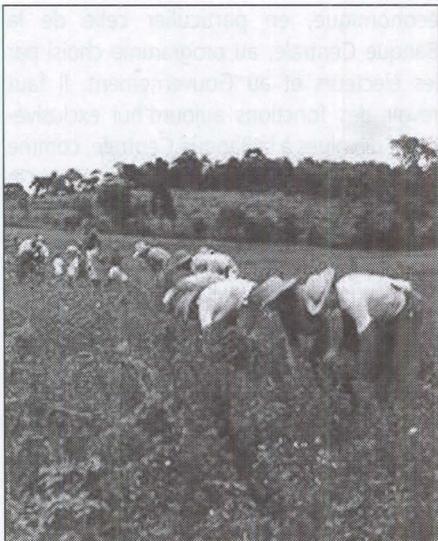
Le texte *Conception et Lignes directrices* a clairement affirmé la nécessité d'une rupture globale avec le modèle existant :

« 1. La mise en œuvre de notre programme de gouvernement pour le Brésil, de caractère démocratique et populaire, représentera une rupture avec le modèle économique actuel, fondé sur l'ouverture et la dérégulation radicales de l'économie nationale et sur ce qui en découle, la subordination de sa dynamique aux intérêts et aux humeurs du capital financier globalisé. (...) »

« 21. (...) Pour quiconque défend, non pas un simple "changement dans la continuité" grâce à l'adoption d'une politique "développementaliste" où le "social" figure comme élément secondaire, mais au contraire une véritable transformation inspirée par les idéaux éthiques de radicalisation de la démocratie et d'approfondissement de la justice sociale, il ne peut subsister aucun doute qu'un gouvernement démocratique et populaire devra opérer effectivement une rupture globale avec le modèle existant, établissant les bases de la mise en œuvre d'un modèle de développement alternatif.

« 22. Ce projet devra incorporer le combat contre la dépendance extérieure et la défense de l'autonomie nationale ; il aura le social comme référence centrale du développement — en d'autres termes, le développement soutenable incorporera dans sa dynamique interne la distribution du revenu et de la richesse, la création d'emplois, l'inclusion sociale et l'usage soutenable des ressources naturelles ; et il recherchera en permanence la création des conditions de la démocratisation de l'État et de la politique. Sa mise en œuvre ne sera possible qu'à partir d'une nouvelle coalition de forces qui rompe avec les pactes conservateurs succes-





sifs qui ont dominé le pays depuis des dizaines d'années. Il est temps d'oser, car c'est au moment de grands changements mondiaux, comme celui d'aujourd'hui, que s'ouvrent de nouvelles possibilités pour les pays de la périphérie du système, comme le Brésil, de conquérir une position d'insertion souveraine dans le monde. » (6)

En outre, ce même texte affirme que « le nouveau modèle de développement brésilien devra articuler trois axes structurants : le social, le démocratique et le national ». (7)

Le Programme de Gouvernement 2002 de la coalition Lula Président a détaillé certains aspects du texte *Conception et Lignes directrices*, a modifié certains de ses équilibres, a donné plus de place à l'idée de transition. Mais il ne s'est pas opposé à ce texte. Il est donc correct de les considérer comme un ensemble qui constitue notre référence fondamentale, s'agissant de développer une nouvelle formulation pour la politique économique.

L'idée d'une période de transition implique que la rupture avec l'ancien modèle n'aura pas lieu abruptement. Elle doit être préparée. La question peut alors être posée de la façon suivante : comment créer les conditions et rendre effective cette rupture globale avec le modèle des années FHC ?

Le point de départ central doit être la construction des conditions politiques pour le développement d'une nouvelle politique économique.

En fait, ce que nous devons modifier dès le début du gouvernement, ce sont les bases politiques sur lesquelles s'est fondée la politique économique du gouvernement FHC. Pour que se construise une nouvelle politique économique, il faut redéfinir qui doit la diriger. Sous le gouvernement FHC, elle a été dirigée par la combinaison entre un profond processus de dénationalisation des centres de décision et une intense subordination au

marché financier (avec ses dimensions nationale et internationale entièrement imbriquées). Sous notre gouvernement, la construction de la politique économique doit être de plus en plus souveraine face aux marchés et aux ingérences extérieures. Ce doit être simultanément une construction cohérente avec le programme de changement et avec des initiatives internationales pour affronter les contraintes imposées par les institutions de la mondialisation néolibérale sur les pays sous-développés. Tout comme l'implantation du néolibéralisme au Brésil est issue d'une défaite politique des forces démocratiques et populaires, aujourd'hui la défaite des forces néolibérales exige un développement cohérent dans la formulation et la pratique d'une nouvelle politique économique.

Conditions du changement

La construction des conditions du changement doit comporter divers aspects :

A. Restauration de la souveraineté nationale pour la prise des décisions de politique économique

Le résultat de plus de dix ans d'ouverture et de dérégulation, devenus chroniques depuis les accords avec le FMI à partir de 1998, a été un réel transfert de pouvoir de décision vers l'étranger. Il faut donc rétablir les conditions de l'autonomie de décision nationale.

À cette fin, il est essentiel de reprendre le contrôle des capitaux. Il y a plusieurs façons de le faire, et plusieurs gradations possibles. Il est possible d'imposer des exigences minimum de séjour dans le pays (par exemple, un an), comme cela s'est fait au Brésil dans le passé. Il est possible d'utiliser plusieurs formes de taxation pour empêcher les sorties à court terme. Ce n'est qu'en cas de manque aigu de réserves qu'est nécessaire une centralisation de toutes les opérations de change, en établissant donc un contrôle complet, mécanisme déjà utilisé lui aussi par le Brésil. Quelles que soient ces modalités, les contrôles de change ne constituent pas la rupture avec la « communauté financière » internationale.

Les *Lignes Directrices* de la XII^e Rencontre Nationale allaient au-delà sur des aspects importants de la relation avec le capital extérieur et le capital financier :

« 49. (...) implanter des mécanismes de régulation de l'entrée de capital spéculatif et réorienter l'investissement direct externe selon des critères de sélectivité qui favorisent l'augmentation des exportations, la substitution des importations, l'expansion et l'inté-

gration de l'industrie de biens de production, et le renforcement de notre capacité endogène de développement technologique. Il est essentiel que le capital étranger soit lié à la création de capacité productive nationale et compense l'augmentation de la sortie des bénéfices, dividendes et royalties par son impact positif sur la balance commerciale.

« 50. (...) la réglementation du processus d'ouverture du secteur financier. La réduction de la fragilité extérieure de l'économie brésilienne inclut aussi l'élimination des brèches légales qui facilitent la réalisation d'opérations financières opaques en direction de l'extérieur, la révision des plans de captation de ressources utilisées par le système bancaire pour des opérations d'arbitrage avec des titres publics et la réglementation de l'entrée de nouvelles banques étrangères dans le système financier national. » (8)

En outre, il faut créer les conditions pour mettre fin à l'accord avec le FMI, qui est l'instrument institutionnel subordonnant l'ensemble de la politique économique. Les *Lignes Directrices* signalent à ce sujet :

« 63. (...) Par opposition à l'orientation de caractère monétariste et orthodoxe du FMI, le nouveau gouvernement tâchera d'assumer publiquement un ensemble d'engagements sociaux et économiques liés aux objectifs et priorités du nouveau modèle de développement. Dans ce cadre, il conviendra d'établir des objectifs de croissance économique, de création d'emplois, d'investissement social et d'inflation qui concrétisent et donnent consistance à ces priorités, rendant possible, simultanément, leur vaste contrôle public ». (9)

Ces initiatives doivent être combinées avec la lutte pour modifier le rapport des forces international, en particulier la reprise du mouvement des pays endettés et la renégociation de la dette extérieure. Ces positions se trouvent dans les *Lignes Directrices* :

« 51. (...) en ce qui concerne la dette extérieure, aujourd'hui principalement privée, il sera nécessaire de dénoncer du point de vue politique et juridique l'actuel accord avec le FMI, pour affranchir la politique éco-

6. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, pp. 15 et 27-28.

7. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, p. 29.

8. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, pp. 46-47.

9. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, p. 55.

Brésil

nomique des restrictions imposées à la croissance et à la défense commerciale du pays, et bloquer les tentatives de re-étatisation de la dette extérieure, en réduisant l'émission de titres de la dette intérieure indexés sur le dollar. Le Brésil doit assumer une position internationale active sur les questions de la dette extérieure, en créant des alliances dans le processus d'audit et de renégociation de la dette extérieure publique, particulièrement de pays tels que le Brésil, le Mexique et l'Argentine, qui comptent pour une grande part de la dette extérieure mondiale et dont une grande partie de la population, ce n'est pas un hasard, est plongée dans la pauvreté. » (10)

De plus, il est important d'inclure l'aspect des relations commerciales du Brésil, en cherchant à rendre organique et équilibré le processus de substitution des importations et l'obtention d'un excédent commercial en relation aux autres éléments d'une nouvelle politique économique, de façon à ne pas répéter la tentative de réduire la vulnérabilité extérieure en prenant appui sur le seul

nexion politique et économique de l'Amérique Latine par les États-Unis, dont la cible principale, du fait de son potentiel de ressources et de son marché intérieur, est le Brésil. Ce qui est en jeu, alors, ce sont les intérêts stratégiques nationaux, et la préservation de notre capacité et de notre autonomie de construction de notre propre avenir en tant que nation. En d'autres termes, rejeter ce projet, tel qu'il est actuellement présenté, est une condition essentielle pour rendre effectif l'objectif de réduction de notre dépendance et de notre vulnérabilité externes. » (11)

B. Restauration de la capacité de coordination gouvernementale des centres de décision de la politique économique, pour garantir leur autonomie de décision face aux marchés et leur subordination au programme de changement.

En plus de nationaliser les centres de décision en matière de politique écono-

économique, en particulier celle de la Banque Centrale, au programme choisi par les électeurs et au Gouvernement. Il faut revoir des fonctions aujourd'hui exclusivement dévolues à la Banque Centrale, comme celle de la définition du taux d'intérêt par le COPOM (12), et établir des formes plus transparentes et moins sensibles aux pressions et intérêts du marché financier.

D'autre part, il faut réduire le pouvoir du capital financier sur l'économie. Il y a là un vaste domaine de débats qui retentit sur la réforme fiscale (par la redéfinition des impôts payés par les banques qui doivent frapper progressivement les profits bancaires croissants), sur la récupération (et pas la privatisation) des banques publiques, sur le renforcement des banques publiques et leur orientation cohérente avec le programme du gouvernement, entre autres aspects.

Il convient aussi de mettre en relief la question fiscale, le taux d'intérêt et le service de la dette publique :

« 60. Mettre fin à la fragilité fiscale, pour garantir la consistance de la politique fiscale, est une pierre angulaire de soutien au nouveau modèle de développement. Cela signifie, avant tout, la préservation de la solvabilité de l'État, traduite par la réduction substantive et progressive de l'engagement des recettes dans le paiement des intérêts de la dette publique et par sa capacité de réaliser des politiques actives et coordonnées de dépense publique (y compris la dépense sociale). La perspective de placer le social comme axe du développement exigera une révision complète des actuelles politiques qui placent la dette financière et ses créanciers comme priorité numéro un de l'État brésilien. Dans ces termes, la réduction de la fragilité externe devra promouvoir une réduction des taux d'intérêts payés en cas de financements extérieurs, avec des effets positifs sur le taux d'intérêt intérieur à court terme, lequel influence le coût du financement de la dette publique, en diminuant le poids des intérêts et l'imprévisibilité de leur trajectoire.

« 61. Étant donné l'objectif de maintenir la solvabilité de l'État, il convient de préserver un aspect essentiel de la dépense publique, son rôle anti-cyclique et stimulateur de la croissance économique. Du point de vue cyclique, l'évolution du déficit public ne peut être assujettie à des objectifs à long terme ou à des conceptions anachroniques et nettement orthodoxes ou monétaristes qui postulent l'objectif budgétaire comme une valeur absolue et permanente. Cet équilibre peut être atteint grâce à la croissance économique et à la stabilité macro-économique (qui induisent le plein emploi et la



excédent commercial (ce qui conduirait aussi à une dynamique récessive). Pour cela, une autre question-clé est celle de la position vis-à-vis de la ZLÉA. Il convient de poser comme orientation stratégique ce qui a été défini à la XII^e Rencontre Nationale :

« 53. Quant à la ZLÉA, (...) il ne s'agit pas d'une question de délais ou d'éventuels avantages dans tel ou tel secteur. Telle qu'elle est proposée, la ZLÉA est un projet d'an-

mique, il faut les intégrer dans la coordination gouvernementale dont la logique procède du programme de changement (et pas des pressions et intérêts des marchés). Le point le plus important concerne la Banque Centrale. Il y a toute une discussion à faire sur la réglementation du chapitre sur le système financier de la Constitution. La commencer justement par la concession d'une autonomie accrue à la Banque Centrale, c'est-à-dire, par la concession légale de pouvoir au marché et la renonciation formelle au contrôle sur le fondement de la politique économique, peut non seulement représenter un frein pour toute tentative de transition, mais cela aura aussi un effet destructeur sur les possibilités du gouvernement. Il convient sur ce point, au contraire, de déclencher une discussion générale sur la régulation démocratique du système financier, en prenant en considération la nécessité de soumettre la gestion de la politique

10. Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil, décembre 2001, pp. 46-47.

11. Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil, décembre 2001, pp. 47-48.

12. Le COPOM, Comité de la politique monétaire, est l'organisme qui décide formellement du taux d'intérêt directeur. Il est composé par les directeurs de la Banque centrale.

13. Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil, décembre 2001, pp. 53-54.

maximisation des recettes fiscales). » (13)

Évidemment ces mesures occasionneront beaucoup de conflits avec les intérêts spéculatifs du capital financier. Mais on peut avoir confiance que seront perçues comme légitimes — depuis certains secteurs du patronat jusqu'aux classes moyennes, des commerçants aux agriculteurs, du mouvement syndical à de vastes secteurs populaires — les mesures qui réduiront les profits des spéculateurs en défendant la croissance, les ressources, l'emploi des Brésiliens. Ce n'est pas seulement l'inflation qui ronge les revenus : les taux d'intérêt scandaleux pratiqués dans le pays affectent durement le budget des familles, en particulier celles qui ont de faibles ressources.

C. Valorisation de l'axe démocratique du nouveau modèle de développement.

La conception du nouveau modèle de développement, approuvée lors de la XII^e Rencontre Nationale, a mis particulièrement l'accent sur son caractère démocratique. L'élargissement de la démocratie et la construction d'une gestion participative sont fondamentales par elles-mêmes, et font en outre partie de la création des conditions politiques de la construction d'un nouveau modèle. Ces aspects ont été traités dans les *Lignes Directrices* approuvées à la XII^e Rencontre :

« 64. Le modèle de développement dirigé par le gouvernement démocratique et populaire sera soutenu par un nouveau contrat social, fondé sur un engagement stratégique pour les droits humains et pour la défense d'une révolution démocratique dans le pays. L'alternative proposée représentera une rupture avec notre héritage de dépendance externe, d'exclusion sociale, d'autoritarisme et de clientélisme et, simultanément, avec le néolibéralisme plus récent. Cela entraînera donc un conflit d'hégémonie, où l'affirmation de valeurs radicalement démocratiques sera opposée d'une part à la culture politique et aux pratiques du clientélisme, de la conciliation, de la privatisation du public et d'autre part à la culture de la mercantilisation qui articule des valeurs et détermine des attitudes individualistes et consuméristes, y compris parmi les secteurs exclus et opprimés eux-mêmes. » (14)

Un des aspects de cet axe démocratique du modèle de développement est la participation populaire, décisive même pour rendre possible son implantation :

« 66. La construction du nouveau modèle de développement se fera dans le cadre

de l'État de droit. Nos propositions de changements dans le cap donné au pays seront transparentes et prévisibles, dans le cadre d'une disposition permanente au dialogue, respectant toujours les principes de notre projet : développement autonome, justice sociale, participation démocratique. D'autre part, la mise en œuvre de ce nouveau modèle devra se confronter à des limitations légales et institutionnelles importantes. Cela signifie que les réformes politiques et institutionnelles tendront à prendre un rôle décisif, exigeant une mobilisation et une pression populaires intenses et une base de soutien parlementaire. » (15)

C'est le rôle de l'État lui-même qui doit être redéfini. Au-delà de la planification stratégique (ou gestion stratégique), la gestion participative est une condition :

« 73. Enfin, la redéfinition du rôle de l'État, dans le cadre du nouveau schéma de développement, requiert un nouveau modèle de gestion étatique, qui se déploie en deux grandes directions : la gestion publique participative et la gestion stratégique. La gestion publique participative — une des références centrales dans notre gestion des collectivités locales — doit être une dimension fondamentale de la reformulation de la relation entre l'État brésilien et la société, au niveau central aussi. La constitution de nouvelles sphères publiques démocratiques, tournées vers la cogestion publique, vers le partage du pouvoir public, vers l'articulation entre démocratie représentative et démocratie participative, sera un facteur-clé pour, simultanément, combattre les pratiques clientélistes, en valorisant la proclamation des droits, et favoriser la participation de nouveaux protagonistes sociaux, représentant la majorité de la population, aujourd'hui exclue des décisions (sauf de rares exceptions). Ce seront donc, non seulement des espaces de débat et de délibération entraînant l'État et la société, mais également de conflit d'hégémonie avec la culture clientéliste et avec les valeurs néolibérales. » (16)

Parmi les modalités de gestion participative, il faut souligner le budget participatif. Comme les *Lignes Directrices* le soulignent, la mise en œuvre du budget participatif au niveau central sera un « lourd défi » (17).

D. Restauration des conditions nécessaires aux entreprises d'État pour qu'elles puissent développer un rôle stratégique.

Un autre aspect de la création des conditions pour la transition vers un nouveau modèle de développement est le retrait des entraves au fonctionnement des entreprises

étatiques.

En dépit des dégâts du processus de privatisation des entreprises d'État, réalisé surtout sous le gouvernement de FHC, le Brésil compte encore un nombre significatif d'entreprises étatiques, situées principalement dans le domaine de l'infrastructure (tout spécialement dans l'énergie). Ces entreprises peuvent avoir, comme dans le passé, un rôle d'entraînement dans le processus de développement national.

À cet effet, cependant, il est indispensable de restaurer leur capacité d'investissement. La principale restriction dans ce domaine est, aujourd'hui, le respect de l'absurde critère imposé par le FMI, d'inclure l'investissement des entreprises étatiques dans le calcul du déficit public, et en particulier de le compter négativement pour le calcul des rentrées fiscales brutes. De cette façon, les récents relèvements des objectifs de rentrées fiscales brutes impliquent l'impossibilité d'investir pour les entreprises d'État.

Le critère de traiter l'investissement des entreprises étatiques comme une partie du déficit public est entièrement idéologique (c'est une application directe de l'idéologie néolibérale) ; il n'a absolument rien de « technique ». Son objectif avéré est de rendre impossible le fonctionnement des entreprises d'État. Il faut donc récuser ce critère.

* * *

Nous avons cherché ici à mettre en relief quelques aspects des initiatives, cohérentes avec *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, et le *Programme de Gouvernement de la Coalition Lula Presidente*, que nous croyons nécessaires pour rendre possible la construction d'un nouveau modèle de développement. Naturellement, il y a bien d'autres orientations fondamentales pour cette construction, dont plusieurs ont déjà été amorcées par notre gouvernement. Notre objectif, comme nous l'avons dit plus haut, est de contribuer à un débat qui doit être celui de tout le parti. ■

Mars 2003

14. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, pp. 55-56.

15. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, p. 57.

16. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, pp. 61-62.

17. *Conception et Lignes directrices du Programme de Gouvernement du PT pour le Brésil*, décembre 2001, p. 62.

Un révolutionnaire, ministre, face à la presse

Par
Jan Malewski

La nomination de Miguel Rossetto, militant de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs, au poste de ministre du développement rural chargé de la réforme agraire avait été immédiatement dénoncée par le représentant des grands propriétaires terriens, président du Syndicat national des producteurs ruraux (Sinapro), Narciso Rocha Clara. Pour ce dernier le choix de Rossetto pourrait faire éclater « une révolution qui provoquera des fractures profondes dans le pays ». « La réforme agraire — poursuivait-il en apprenant la nomination de Rossetto — va virer à une réforme arbitraire en raison de la proximité du président élu [Lula] et du MST [Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre]. Je prie Dieu pour que l'industrie de l'invasion (1) ne prospère pas. »

A l'opposé de l'échiquier politique brésilien certains militants de la gauche révolutionnaire n'ont pas hésité pour leur part à dénoncer la « capitulation » de Miguel Rossetto — et, partant, celle de Démocratie socialiste — annonçant par avance sa « trahison future ».

L'élection à la présidence du dirigeant historique du Parti des travailleurs (PT), Luis Ignacio da Silva dit "Lula", constitue en effet un événement sans précédent historique. Le PT est un parti récent — il a été fondé en 1979 à l'initiative de militants de gauche sortant de la clandestinité et de syndicalistes radicalisés dans les combats contre la dictature militaire. Il n'a donc pas de liens avec la tradition de trahisons propre à la social-démocratie d'après 1914, ni avec celle des partis staliniens de soumission des intérêts des travailleurs aux besoins diplomatiques du Kremlin. Mais au sein de ce parti cohabitent des courants révolutionnaires, des courants réformistes et, depuis une décennie, des courants socio-libéraux. Les uns comme

les autres se revendiquent de la légitimité de l'histoire du parti et des ses acquis programmatiques. Les uns comme les autres se sont côtoyés au sein des instances dirigeantes de ce parti dont la démocratie interne reste toujours significative. Et si au cours des dernières années l'aile droite a marqué des points au sein du PT, poussant à une polarisation, cette polarisation a aussi conduit à un renforcement de son aile gauche, particulièrement de la tendance Démocratie socialiste qui se revendique des idéaux de la IV^e Internationale.

Devant la victoire électorale, les militants de Démocratie socialiste ont considéré ne pouvoir se soustraire aux responsabilités gouvernementales qui leur incombent — lors du dernier congrès du PT leur candidat à la présidence du parti, Raul Pont, était en effet arrivé en seconde position (avec 17,53 % des voix) et les thèses d'orientation que proposait la liste de leurs candidats à la direction nationale du parti obtenaient 30 441 voix (14,86 %), en troisième position juste derrière un autre regroupement de gauche (Socialisme ou barbarie, 15,86 %), alors que la majorité obtenait plus de la moitié des voix. Conformément à la tradition inclusive du PT, "Lula" se devait donc d'inclure au sein du gouvernement les minoritaires du parti et le refus de ces derniers aurait été interprété au sein du parti, et encore plus fortement par les millions d'électeurs de "Lula", comme une dérobade devant la victoire et un manquement face aux aspirations au changement.

Bien que ne partageant pas l'orientation de la campagne électorale et les choix de la politique gouvernementale de la majorité du PT (2), les militants de Démocratie socialiste ont jugé que Miguel Rossetto pouvait tenter de mettre en œuvre la réforme agraire — une des questions les plus brûlantes au Brésil, marqué par une très profonde inégalité de la propriété rurale — dans le cadre de ce gouvernement. Et que l'activité du Ministère de la réforme agraire ne sera pas un frein, mais au contraire pourra aider au développement de l'auto-organisation des travailleurs ruraux. Cela peut sembler relever d'un pari, comme le fut l'initiative du budget participatif impulsée par les militants de

Démocratie socialiste lorsque le PT avait conquis la mairie de Porto Alegre.

L'expérience gouvernementale du PT, quelle qu'en soit l'issue, sera donc riche d'enseignements pour la gauche radicale et révolutionnaire de par le monde. Elle témoigne, dès les premiers jours, que la victoire électorale n'est en rien synonyme de prise du pouvoir. Qu'elle ne constitue parfois — comme c'est le cas au Brésil — que le prodrome du chemin vers le pouvoir des travailleurs. Et que les militants révolutionnaires sont loin de disposer aujourd'hui de recettes permettant, ne serait-ce que d'affirmer de manière décidée quel devrait être le pas suivant sur ce chemin. La nouvelle situation ouverte au Brésil par la victoire de "Lula" rendra peut-être possible la discussion autour des pas suivants. En ce sens elle mérite d'être regardée avec attention, de susciter des débats et des controverses. Non pas en opposant à l'expérience concrète des certitudes dogmatiques, mais au contraire en cherchant d'y découvrir ce qui est neuf et pourrait à ce titre enrichir la réflexion stratégique.

Nous reproduisons ci-après deux interviews de Miguel Rossetto publiés dans la grande presse brésilienne, le quotidien *Folha do São Paulo* et l'hebdomadaire *Veja*, équivalent brésilienne du *Time* nord-américain. Les deux interviews ne consistent nullement à donner la parole à Miguel Rossetto pour lui permettre de présenter son projet. Il s'agit au contraire de profiter d'un affrontement entre les militants sans terre dans une région où les tensions sont particulièrement aiguës pour « pousser à la faute » le ministre radical. Inutile de souligner que les journalistes qui mènent les interviews sont plus sensibles aux arguments d'un Narciso Rocha Clara et des grands propriétaires terriens qu'à ceux de João Pedro Stedile et des travailleurs ruraux sans terre. Néanmoins ces interviews permettent de saisir dans quelles conditions idéologiques et sous quelles pressions sociales le combat pour la réforme agraire — et, au-delà, celui de l'auto-organisation des travailleurs ruraux — se déroule aujourd'hui au Brésil. C'est donc un des éléments à verser au débat sur la stratégie des révolutionnaires. ■

1. Par « industrie de l'invasion » la droite latifundiste entend l'occupation des terres en friche par les paysans sans terre.

2. Cf. en particulier *Inprecor* n° 474 de septembre 2002, *Inprecor* n° 478/479 de janvier-février 2003 et les propositions de politique économique de la Démocratie socialiste (DS) reproduites en p. 41 à 47 de ce numéro.

Miguel Rossetto interviewé par la Folha de São Paulo

Folha : La réforme agraire est revenue à la « une » des journaux, non du fait de Brasília, mais à la suite des actions du Mouvement des Sans-terre (MST) et des réactions des propriétaires terriens ? N'est-ce pas un mauvais début ?

Miguel Rossetto : Non. On exagère le conflit à la campagne au cours de ce premier trimestre. En moyenne, au cours du premier trimestre, on avait enregistré 79 conflits sous le gouvernement Fernando Henrique Cardoso [FHC, prédécesseur de Lula]. Nous en sommes à 24.

Folha : La différence c'est que le MST vivait en conflit permanent avec FHC. On espérait que sous le gouvernement du PT il n'y aurait pas de conflit.

Miguel Rossetto : Les conflits sont isolés. Il y a plus de 70 organisations sociales dans la campagne. Il n'est pas juste d'attribuer tout au MST.

Folha : Il n'existe pas d'organisation comparable au MST.

Miguel Rossetto : En effet, le MST est le mouvement le plus représentatif. Mais il y a des mouvements comme la CONTAG (1). Il est évident que nous voulons séparer la mobilisation sociale de la violence. Mais la tension est provoquée par un brutal processus d'exclusion, de misère et d'abandon. Il est naturel que ces secteurs exigent une réponse du gouvernement. Et il y a des secteurs minoritaires, réactionnaires de la société, qui nourrissent la violence.

Folha : Vous avez confié l'organe de médiation des conflits agraires de l'INCRA (2), à des personnes liées au MST, à la CONTAG, à la CPT, à la CUT (3) et au Parti des travailleurs. Si vous étiez un propriétaire terrien, ne vous méfieriez-vous pas des rapports d'expertise produits par le nouvel INCRA ?

Miguel Rossetto : Les rapports ont une nature objective. Il n'y a pas d'espace pour la subjectivité. S'il y a des divergences, il y a toujours la possibilité du recours judiciaire. Il n'y a pas des militants organisés du MST ou d'autres organisations dans la structure du gouvernement, et, si c'était le cas, il n'y aurait pas de problèmes. La gestion est de ma responsabilité.

Folha : Vous ne pouvez pas nier la relation des nouveaux surintendants de l'INCRA avec les organisations citées.

Miguel Rossetto : Parlons-en donc : de la façon dont cette question est présentée on suggère que les personnes qui ont des relations avec les mouvements sociaux ne peuvent pas occuper des postes de responsabi-

té. Ceci est un préjugé inacceptable ! Nous avons aussi des producteurs ruraux et des industriels dans les ministères. C'est positif.

Folha : Le problème, c'est qu'ont été nommées à l'INCRA des personnes identifiées avec un côté du conflit agraire, en éveillant ainsi la méfiance de l'autre côté, celle des producteurs ruraux.

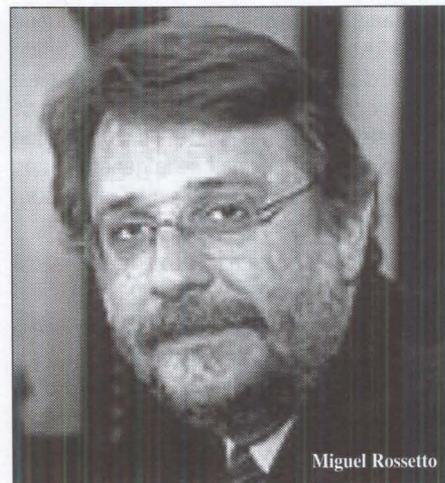
Miguel Rossetto : L'INCRA n'est pas un organe neutre. Il a une mission constitutionnelle : celle de mettre en œuvre la réforme agraire. Les gestionnaires seront jugés par leur efficacité dans cette mission.

Folha : Sur le plan économique, le gouvernement est marqué par le conservatisme. Antonio Palocci Filho (4) est comparé à Pedro Malan (5). Dans votre ministère, c'est l'inverse. Cette différence est-elle intentionnelle ou fortuite ?

Miguel Rossetto : Elle n'est pas intentionnelle et je ne comprends pas comment elle pourrait être fortuite. J'ai reçu la délégation du président pour exécuter un programme. C'est cela ma responsabilité et la mission de mon équipe.

Folha : En vous adressant aux maires, vous avez dit que « la campagne ne doit pas être un espace de conflits et de violence ». Ces derniers jours, les propriétaires terriens du Pará ont embauché des pistoleros, un document de la Police militaire de Minas Gerais a mentionné des milices armées à la campagne, des producteurs du Paraná ont également protesté... Pensez-vous que le tournant à gauche de votre ministère contribue au désarmement des esprits ?

Miguel Rossetto : Nous devons déplorer ce type d'attitude. Le ministère n'est pas la police. Le pays dispose d'un pouvoir judiciaire, d'un Ministère public. Les tensions doivent être réglées par le dialogue. Des secteurs réactionnaires de droite, minoritaires, ne réussissent pas à vivre dans une République. La majorité des producteurs n'est pas d'accord avec ce type de comportement. Ceux



Miguel Rossetto

qui produisent et font preuve de responsabilité sociale seront respectés et soutenus. Nous ne ferons pas de concession sur la question des terres improductives, destinées à la spéculation. Il y a des terres dont les titres de propriété ont été falsifiés. Cela stimule une barbarie inacceptable. Notre mission est d'arriver à vaincre cela.

Folha : Vous avez produit une note affirmant que « le pillage du bâtiment de l'INCRA au Mato Grosso » par des militants du MST, « a dépassé les limites démocratiques de manifestation ». La note fait appel au « respect de la Constitution ». L'invasion de terres privées est aussi un manque de respect à la Constitution ou se situe-t-elle à l'intérieur des limites démocratiques de manifestation ?

Miguel Rossetto : L'occupation des terres est un vaste thème. Nous parlons de propriétés privées dans des espaces publics. C'est à la Justice de déterminer ce qui est légal ou pas.

Folha : Permettez-moi de vous dire que vous évitez de prendre position. L'invasion de terres est-elle un manque de respect à la Constitution ?

Miguel Rossetto : Il n'y a pas de réponse générale. Les décisions des tribunaux varient en fonction du type de propriété.

Folha : Supposez une propriété privée.

Miguel Rossetto : Il y a des décisions judiciaires qui ne jugent pas cela comme étant

1. Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) est une organisation syndicale affiliée à la Confédération unique des travailleurs (CUT).

2. INCRA : Institut national de colonisation et de réforme agraire

3. CPT : Commission pastorale de la terre. Créée en 1975, la CPT est le secteur de la campagne de l'Église catholique aux côtés des paysans pauvres.

CUT : Central unique des travailleurs est la principale confédération syndicale, construite au début des années 1980 à l'initiative des militants du PT.

4. Antonio Palocci Filho est Ministre des Finances dans le gouvernement Lula et chef de file des partisans de la « continuité » de la politique économique au sein du Parti des travailleurs.

5. Pedro Malan fut Ministre des Finances dans le gouvernement

de Fernando Henrique Cardoso. 6. Dirigeant historique du Parti des travailleurs, il est Ministre de la « Casa Civil » — une fonction de Coordinateur politique des ministères au sein du gouvernement, qui correspond à celle du Premier ministre en France (mais les ministres brésiliens ne sont pas responsables devant le Parlement et ne peuvent donc être censurés par lui).

Brésil

un manque de respect à la propriété quand elle n'est pas productive. La Constitution établit clairement que la propriété rurale est liée au concept de productivité. La notion de propriété est liée à l'idée de la fonction sociale. C'est pour cela que la généralisation est difficile. Les manifestations sociales sont une conquête démocratique.

Folha : *La violence est souvent associée à l'invasion de terres.*

Miguel Rossetto : Elle est aussi associée à l'exclusion sociale. Elle existe parce qu'il y a de la misère, de l'exclusion, de l'abandon, du manque de perspectives.

Folha : *La première revendication du MST est la révocation de la mesure provisoire de FHC qui interdit durant deux ans l'expertise des terres envahies. Sera-t-elle abrogée ?*

Miguel Rossetto : L'abrogation passe par la construction d'une majorité au Parlement ou par une décision judiciaire. Nous avons une position contraire à plusieurs articles de la mesure provisoire. Moi-même et le ministre José Dirceu (7), nous avons la même position.

Folha : *Vous êtes particulièrement contre la mesure qui interdit l'expertise des terres envahies ?*

Miguel Rossetto : Non seulement contre cet article, mais aussi contre d'autres. Nous sommes en discussion avec les mouvements. Le changement dépendra des situations.

Folha : *Vous travaillez dans ce sens ?*

Miguel Rossetto : Nous discutons de façon responsable sur ce thème. Nous suivons le développement des décisions des Cours d'appels.

Folha : *Comment définissez-vous le MST ?*

Miguel Rossetto : C'est une organisation de travailleurs victimes du processus d'exclusion. Il accomplit un rôle très important pour le développement de la société. Je le respecte, comme je respecte la CONTAG, la CUT et les autres organisations de la campagne. Cela ne signifie pas être d'accord avec toutes leurs tactiques. Nous savons faire la différence entre le gouvernement et les mouvements sociaux. J'ai beaucoup d'amis au sein du MST et j'en suis fier.

Folha : *Vous affirmez que « le modèle agricole centré sur la petite propriété est celui qui répond le mieux à la nécessité de création d'emplois et de revenu ». Le Mexique commence à sortir de ce modèle. En Europe, il survit grâce aux subventions. Au Brésil, les paysans établis ne paient pas les dettes. Malgré les taux dérisoires, 40 % d'entre eux sont mauvais payeurs. D'où vient votre confiance dans la petite propriété ?*

Miguel Rossetto : Elle vient de l'expérience de mon État : Rio Grande do Sul. Nous avons

essayé le processus d'accès à la terre depuis le début du XIX^e siècle. Il n'y a pas de doute que l'exigence de création d'emplois et de revenu doit répondre à ce modèle, avec plus d'efficacité, dans un processus productif moderne, contemporain.

Folha : *La petite propriété gaúcho a des particularités qui ne sont pas comparables avec la réalité moyenne des installations au Brésil. Au Rio Grande do Sul la terre passe du grand-père au père, du père au fils. Il existe un mécanisme et une tradition d'exploitation agricole. Les paysans établis sur les terres par la réforme agraire n'ont pas ce degré de qualification.*

Miguel Rossetto : Les vingt dernières années, nous avons essayé des politiques économiques qui ont déstructuré toutes les activités productives. Il y a un niveau d'exigence envers les établis plus grand que dans d'autres activités. L'indice de mortalité des micro et petites entreprises urbaines est très supérieur aux indices de faillite dans la campagne. Il y a eu une résistance héroïque de l'agriculture familiale et des établis.

Folha : *Une résistance proportionnelle à la renégociation constante des dettes dans les banques officielles.*

Miguel Rossetto : En valeur c'est très inférieur aux renégociations des dettes de l'agriculture patronale.

Folha : *Quelle est votre opinion sur la réforme agraire de FHC et qu'est-ce que vous entendez faire de différent ?*

Miguel Rossetto : FHC a fait une réforme du XIX^e siècle. Il s'est limité à donner de la terre. Il a promu les installations des paysans sans se préoccuper des conditions fondamentales pour la production. Ils sont beaucoup à ne pas avoir d'habitation, d'énergie électrique, de routes. Nous devons corriger cela. Nous allons faire la réforme du XXI^e siècle, dont l'élément central sera la transformation des Sans-terre en agriculteurs producteurs, qui disposent des connaissances, de l'assistance technique et de crédit. Nous allons stimuler un modèle collectif d'installations paysannes.

Folha : *C'est quoi un modèle collectif ?*

Miguel Rossetto : L'incitation à s'associer.

Folha : L'argent du gouvernement sera délivré aux coopératives au lieu d'être donné au travailleur ?

Miguel Rossetto : Exactement. La gestion de la portion majoritaire des ressources sera faite à partir des intérêts collectifs des installations des occupants.

Folha : *La Police fédérale a ouvert une enquête au sujet d'éventuels détournements des ressources publiques dans des coopératives liées au MST, parmi celles-ci, la Cocamp, à São Paulo et la Coagri, au Paraná. L'État est-t-il équipé pour contrô-*

ler ces entités ?

Miguel Rossetto : Oui, le nouveau modèle va assurer une transparence qui n'existe pas aujourd'hui. Il y aura un contrôle social de la part des occupants.

Folha : *Vous parlez d'un modèle collectiviste ?*

Miguel Rossetto : La structure de production doit être collective.

Folha : *Vous avez une idée des coûts de ce nouveau modèle ?*

Miguel Rossetto : Non. C'est difficile à quantifier. Nous allons travailler avec des ressources de l'Union, des États et des municipalités et avec des financements internationaux. Je suis sûr que nous avons des conditions pour avancer de manière décidée dès cette année.

Folha : *Vous travaillez avec des objectifs ?*

Miguel Rossetto : Je n'ai pas la possibilité de les établir. Nous travaillerons le plus rapidement possible.

Folha : *Vous n'avez pas des objectifs chiffrés ?*

Miguel Rossetto : Non, mais le pays veut que les familles installées puissent produire le plus rapidement possible.

Folha : *En plus de ce que vous avez défini comme la mauvaise qualité des installations de FHC, il y a-t-il d'autres problèmes dont vous pensez avoir hérité ?*

Miguel Rossetto : Oui, nous allons éliminer, par exemple, la Banque de la Terre. Malheureusement nous y avons trouvé beaucoup d'irrégularités : surfacturation des terres, péage pour l'accès au programme... Elles seront envoyées au Ministère public. [Notons que l'ex-ministre Raul Jungmann a déclaré : « Mon souhait est que le nouveau ministre identifie et punisse les responsables, comme je l'aurais fait. »]

Folha : *Thème séculaire, la réforme agraire survit comme une page inachevée de l'histoire brésilienne. Vous pensez qu'en quatre ans vous allez réussir à tourner cette page ?*

Miguel Rossetto : Nous avons les conditions pour avancer et nous allons avancer.

Folha : *Avancer ne veut pas dire résoudre.*

Miguel Rossetto : Évidemment pas, mais nous allons introduire avec vigueur un nouveau modèle agraire dans le pays en quatre ans. J'en suis sûr.

Interview réalisé par Josias de Souza, Folha de São Paulo, du 16 mars 2003.

Miguel Rossetto sous le feu des questions de *Veja*

Veja : Vous avez l'habitude d'utiliser le verbe « occuper » quand les Sans-terre entrent sur les propriétés sans y être invités. Quelle différence y a-t-il entre occuper et envahir ?

Miguel Rossetto : L'idée c'est qu'on occupe le vide et on utilise ce terme quand on reconnaît l'occupation de terres improductives.

Veja : Alors, quand le MST entre sur des terres productives, fait-il une invasion ?

Miguel Rossetto : C'est ce que des décisions de justice ont affirmé. Il est très difficile d'en faire une thèse.

Veja : Pour les propriétaires d'immeubles le problème est très pratique et objectif. Votre point de vue sur ce sujet est important, parce qu'il va orienter d'autres autorités. Quand le MST entre sur une terre cultivée, fait-il une occupation ou une invasion ?

Miguel Rossetto : Le choix du terme envahir ou occuper est secondaire. Les décisions judiciaires doivent être respectées. En tant qu'autorités, nous devons chercher un modèle de mise en œuvre des décisions pour que celles-ci ne soient pas génératrices d'une violence supplémentaire. L'État démocratique de droit ne peut pas être générateur ou amplificateur de violences. Les manifestants qui luttent pour la terre sont des Brésiliens comme nous, ils luttent d'une façon positive pour le droit au travail à la campagne.

Veja : Quelle différence existe-t-il entre un Sans-terre qui envahit une propriété, un « sans-santé » qui envahit un hôpital, un « sans-nourriture » qui envahit un restaurant et un chômeur qui envahit une usine ?

Miguel Rossetto : Dans la condition de citoyen qui lutte pour la garantie des droits fondamentaux à la survie, aucune.

Veja : Par exemple une personne qui envahit un hôpital pour exiger des soins, agit-elle d'une façon légitime ?

Miguel Rossetto : Je pense que oui. Cela ne veut pas dire que c'est légal.

Veja : Mais comment définir les limites ? Si tout le monde commence à pratiquer les invasions pour faire prévaloir ses exigences, la société est mise sens dessus dessous.

Miguel Rossetto : Les limites sont fragiles. L'hypothèse est que la légalité est légitime. Malheureusement cette hypothèse n'est pas adéquate dans la réalité sociale du Brésil. La société y est déjà sens dessus dessous. Regardez le niveau de la criminalité, de la

mortalité infantile, du respect des personnes âgées et du chômage. Nous avons 50 millions de personnes qui ont faim.

Veja : L'une des premières mesures du président Lula a été de procéder à une expropriation. La majorité des installations [des paysans dans le cadre de la réforme agraire] se trouve dans la misère par manque de ressources. Quelle est la logique de distribuer plus de terres au lieu d'améliorer la vie de ceux qui ont



déjà été installés ?

Miguel Rossetto : Nous devons faire les deux choses. Il n'est pas juste de demander autant de résultats à ceux qui ont été installés récemment. Au cours des dernières années de nombreuses entreprises ont fait faillite, dont des grandes entreprises. Cela s'est passé à cause d'une situation marquée par la faible croissance économique, par des taux d'intérêt élevés et par le rétrécissement du marché intérieur.

Veja : Quelle est la finalité des nouvelles installations ? Le gouvernement n'est-il pas en train de déplacer la misère ?

Miguel Rossetto : Ce raisonnement est fragile. Il y a des mauvais hôpitaux, mais le gouvernement continue à en construire d'autres.

Veja : Nous sommes en train de parler d'installation sur des terres sans rien. C'est comme des hôpitaux sans lits. Comment la vie d'une famille peut-elle être meilleure quand elle sort d'un campement au bord de la route et va vivre sur ces terres sans rien.

Miguel Rossetto : Elle acquiert la sécurité.

Veja : Il n'y a pas d'argent pour tout faire. N'est-ce pas un jeu de cache-cache pour répondre aux pressions du MST

[Mouvement des Sans-Terre] ?

Miguel Rossetto : Évidemment les ressources sont insuffisantes. Nous sommes en train de travailler sur des façons d'acquérir des terres sans que cela ne coûte ni aux pauvres ni aux pouvoirs publics.

Veja : Le gouvernement est-il obligé de donner la terre à tous ceux qui entrent au MST ?

Miguel Rossetto : Bien sûr. Cela c'est une politique publique et il faut que le gouvernement la réalise ainsi que les autres politiques, dans d'autres domaines. Notre priorité ce sont les 80 000 familles qui campent. Mais nous estimons que la demande pour la terre est beaucoup plus importante. Il est rai-

sonnable d'estimer que 4 millions de personnes ont besoin de terres.

Veja : Avant l'investiture de Fernando Henrique Cardoso [dit FHC, prédécesseur de Lula à la présidence] il y avait 40 000 familles qui campaient en attente de terres. 600 000 ont été installées, et il y en a encore 80 000 en attente. Que s'est-il passé ?

Miguel Rossetto : Ces dernières années nous avons vu l'expulsion des paysans de la campagne par la grande agriculture mécanisée et du fait de la faillite des petits propriétaires.

Veja : Les chercheurs disent que les latifundias c'est fini. Que de telles terres n'existent plus que dans les zones arides et en Amazonie. Pouvez-vous me dire où se trouvent les propriétés improductives ?

Miguel Rossetto : Oui, je peux fournir de telles données.

Veja : Comment les paysans installés par vous, munis des seules faucilles, peuvent-ils entrer en concurrence avec les fermes qui emploient des machines guidées par satellite ?

Miguel Rossetto : C'est évident que nous avons des limites. Mais nous avons des ressources pour commencer un processus

Brésil

vigoureux. Mon sentiment est qu'il existe une énorme volonté de travail de la part des familles qui ont résisté. Aujourd'hui on parle de l'accès à la terre. Bientôt la demande sera l'accès à la connaissance. Nous vivons encore avec une structure foncière de nature féodale. FHC a réalisé la réforme agraire du XIX^e siècle, avec des installations dispersées dans tout le Brésil. Le résultat de ce projet est dramatique : 88 % des installations sont dépourvues d'électricité, 92 % n'ont pas d'eau et 81 % n'ont pas d'accès routier.

Veja : *Le gouvernement FHC a dépensé 25 milliards de reals [environ 8 milliards d'euro] pour acquérir des terres et y installer des paysans et il a obtenu les résultats que vous critiquez. Combien fallait-il dépenser de plus pour améliorer la vie de ces paysans ?*

Miguel Rossetto : Avec la même dépense il serait possible d'obtenir des résultats meilleurs. Pour cela il suffirait de se préoccuper de la viabilité économique des installations.

Veja : *Comment ?*

Miguel Rossetto : Les nouvelles installations devront être des puissances économiques.

Veja : *Le précédent gouvernement disait aussi cela. Je ne vois pas la différence.*

Miguel Rossetto : Le discours a pu être semblable à quelques moments, mais les résultats atteints furent minces. De plus je ne pense pas que l'objectif du dernier gouvernement ait été d'arriver à l'intégration économique des installations. La distribution des terres était sa seule préoccupation.

Veja : *Vous pensez que les installations doivent s'intégrer parfaitement à l'économie de marché et que les occupants pourront monter les marches de la pyramide sociale, n'est-ce pas ?*

Miguel Rossetto : Nous voulons de installations intégrées à la structure productive et des conditions de vie dignes pour les familles installées.

Veja : *Comment allez-vous faire cela ?*

Miguel Rossetto : Nous lutterons pour obtenir les ressources nécessaires.

Veja : *La réforme agraire est-elle un projet économique ou social ?*

Miguel Rossetto : A mon avis c'est un projet de développement économique et social mais ce n'est pas une politique d'assistance sociale. Il faut qu'elle soit génératrice de ressources, productrice de richesses et autosuffisante.

Veja : *Existe-t-il un point de conflit entre ce que vous pensez et ce que défend le MST pour la réforme agraire du Brésil ?*

Miguel Rossetto : Du point de vue stratégique, d'une vision de la réforme agraire, non. Je dis souvent que j'ai une grande

divergence avec João Pedro Stedile [principal dirigeant du MST]. Lui soutient le club de football Gremio et moi le club Colorado, ce qui compte beaucoup pour des Gauchos... [habitants de l'État de Rio Grande do Sul]

Veja : *Auriez-vous nommé Stedile à un poste de gouvernement ?*

Miguel Rossetto : Bien sûr, s'il était disponible, à cause de son expérience.

Veja : *Une de vos initiatives qui a provoqué des polémiques était d'avoir choisi des leaders du MST et de les nommer aux postes de direction de l'INCRA [Institut national de la réforme agraire]. En quoi ces nominations ont-elles amélioré le dialogue entre les producteurs et les sans-terre ?*

Miguel Rossetto : L'INCRA n'est pas un espace neutre. Il a la responsabilité de réaliser la réforme agraire.

Veja : *Le MST a été derrière des déprédations, des séquestrations, des saccages et même des morts... Pensez-vous que les leaders du MST respectent les valeurs démocratiques et l'État de droit ?*

Miguel Rossetto : Les leaders que je connais, oui.

Veja : *Toute la société est en train de donner un vote de confiance au gouvernement. A votre avis pourquoi le MST sort-il dans la rue pour protester ?*

Miguel Rossetto : Certains des membres du mouvement sont la partie de la société qui souffre le plus et qui est la plus angoissée. Il existe des situations d'urgence. Cependant les manifestations localisées qui ont eu lieu ne traduisent pas une orientation politique de la direction du mouvement.

Veja : *Vous avez parlé d'annuler la loi qui empêche l'expropriation des terres envahies. En quoi ce changement va-t-il améliorer les relations entre les sans-terre et les secteurs productifs ?*

Miguel Rossetto : Le problème de cette loi c'est quelle confond mesures agraires et pénales. Nous sommes opposés à cela.

Veja : *Mais seul le MST gagnerait quelque chose si cette règle était annulée. Apparemment, en finir avec elle aura pour conséquence de favoriser les seuls envahisseurs.*

Miguel Rossetto : Tout citoyen qui commet des actes illégaux doit répondre devant la justice. Cette loi a un ensemble d'articles inadaptés.

Veja : *Elle a été efficace pour contenir les invasions. Qui, en dehors des envahisseurs, bénéficierait de ce changement ?*

Miguel Rossetto : Des terres productives ont été occupées pour revendiquer des terres improductives et, dans certains cas, les propriétaires eux-mêmes ont envahi pour se protéger d'une expropriation.

Veja : *En abrogeant cette loi vous prétendez adopter une autre mesure contre les invasions ?*

Miguel Rossetto : Les dispositifs interdisant les invasions existent déjà dans le code pénal brésilien. Le Ministère du développement agraire n'est pas une institution policière et ne peut se substituer à la Justice en ce qui concerne ses compétences. La tâche du Ministère n'est pas de réprimer les manifestations.

Veja : *Les familles installées qui ont réussi souhaitent acheter des lotissements des voisins qui n'ont pas réussi, mais cela est interdit. Pourquoi ?*

Miguel Rossetto : Ceux qui parviennent à accumuler des ressources peuvent acheter des terres en dehors des zones d'installation. Dans les zones d'installation cela n'est pas possible. Le rôle de l'État est d'assurer une parcelle de terre pour garantir un niveau de vie minimum. Qui veut davantage doit lutter.

Veja : *Vous avez parlé beaucoup de ce qu'il ne faut pas faire et vous avez condamné ce que le gouvernement précède a fait d'erroné. Quelle sera votre contribution positive à ce débat ?*

Miguel Rossetto : Nous sommes en train d'étudier un nouveau modèle de réforme agraire. Ses points principaux sont les suivants : au lieu de faire un grand nombre de petites installations dispersées à travers le Brésil, nous allons organiser moins d'installations, mais plus grandes ; nous allons adapter le projet de réforme agraire aux différents besoins de chaque région du pays ; enfin notre objectif sera la production ; avant de procéder aux installations nous allons discuter avec les familles concernées de ce qu'elles pourront y produire.

Veja : *En dehors de ce que vous dites là, ne doit-on pas attendre d'autres changements plus profonds dans la manière d'aborder le problème ?*

Miguel Rossetto : J'ai quelques idées — ce sont des idées vagues que je ne suis même pas parvenu à présenter au débat. Parmi elles celle de ne pas donner le titre de propriété des terres aux personnes installées [dans le cadre de la réforme agraire]. Le gouvernement fournirait des terres, les installés n'en auraient pas la propriété mais seulement l'usufruit. L'avantage de ce système est que ceux qui ne produisent pas pourraient perdre le droit d'usage des terres.

Veja : *Vous êtes en train de parler d'étaiser la terre.*

Miguel Rossetto : Comme je l'ai dit, c'est seulement une rêverie de ma part. Elle se passe de commentaires. Personne dans le gouvernement n'est en train d'étudier cela.

interview réalisée par Alexandre Secco, Veja du 23 mars 2003

XV^e congrès mondial : Au cœur du combat anticapitaliste**Relance, ouverture,
regroupement
et repositionnement**

Par
François Vercammen*

Délégués, observateurs et invités, représentant les organisations de 40 pays ont débattu et adopté des résolutions sur la situation politique mondiale (qui englobe aussi un bilan du stalinisme et des résistances à la mondialisation capitaliste), sur le rôle et les tâches de la IV^e Internationale, un nouveau Préambule aux Statuts ainsi qu'une réforme des Statuts, et deux documents pro-

XV^e congrès mondial

Le XV^e congrès mondial de la IV^e Internationale s'est tenu en Belgique début février 2003, en présence de plus de 230 participant(e)s. Y étaient représentées les délégations des sections, groupes sympathisants et les observateurs permanents des pays suivants : Allemagne, Antilles, Argentine, Autriche, Australie, Belgique, Brésil, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Équateur, État Espagnol, États-Unis, Euskadi, France, Grèce, Hong Kong, Inde, Italie, Irlande, Japon, Liban, Luxembourg, Maroc, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Puerto Rico, Québec, Sri Lanka, Suède, Suisse, Uruguay.

Les délégations d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Chili, d'Israël, de Nouvelle Zélande, du Sénégal, de Tunisie et de Turquie n'ont pu y participer, faute de visas ou pour d'autres raisons pratiques.

Parmi les invités au congrès on notait la présence d'organisations et de camarades d'Australie (Democratic Socialist Party, DSP), de Colombie (Presentes por el socialismo (PPS), de Corée du Sud, de Corse (A Manca Nazionali), d'Écosse (International Socialist Movement, ISM), des États-Unis (Socialist Party, SP, et Freedom Socialist Party, FSP), de France (Lutte Ouvrière), de Grande-Bretagne (Socialist Workers Party, SWP), de Grèce (Diethnistiki Ergatiki Aristera, DEA), d'Italie (Partito di Rifundazione Comunista, PRC), du Pérou, de Pologne et de Taiwan.

Le congrès a reçu des messages d'organisations invitées qui n'ont pu venir des pays suivants : Argentine (Movimento al Socialismo, MAS), Maurice (Lalit), Pakistan (Labour Party Pakistan, LPP), Uruguay (Corriente de Izquierda, CI).

grammatiques : « *La libération gay-lesbienne* » et « *L'écologie et le socialisme* ». Le Congrès a élu une nouvelle direction, le Comité International, qui se réunira au moins une fois par an et qui choisit en son sein un Bureau exécutif. Les deux ont été substantiellement renouvelés et rajeunis.

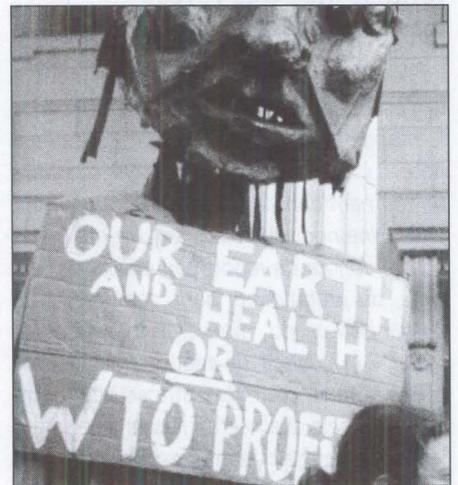
Si on voulait résumer ce Congrès, on pourrait le qualifier ainsi : au cœur du combat anticapitaliste, une politique de relance, d'ouverture, de regroupement et de repositionnement.

L'ambiance était chaleureuse, le comportement studieux, les débats passionnés, les attitudes responsables : près de 8 ans après le précédent Congrès (juillet 1995), il y avait les retrouvailles des « anciens » conscients d'avoir « tenu bon » face aux défaites et à la barbarie montante ; en même temps une nouvelle génération, déjà trempée dans l'essor des mobilisations internationales et prête à prendre la relève, était activement présente. Les nouvelles perspectives qui se sont affirmées, ont recadré et relativisé les anciens débats, les tendances et les fractions au point que les documents politiques soumis à la discussion et au vote, entièrement tournés vers l'avenir, ont été adoptés à une très large majorité.

**Au cœur
du combat anticapitaliste**

Les militants et les organisations nationales de la IV^e Internationale se trouvent aujourd'hui au cœur du combat anticapitaliste. Ce n'est pas un fait récent : avec d'autres (mais ils furent peu nombreux) ils étaient, dès le tournant 1989-91, à l'initiative de quelques campagnes internationales qui — on l'ignorait à ce moment-là — allaient déboucher sur les mobilisations de Seattle et Gènes, sur les Forum sociaux de Porto Alegre et de Florence ainsi que sur le soulèvement mondial des peuples contre la guerre impérialiste.

C'est cela qui a « sauvé » notre courant de la marginalisation et du sectarisme : se lier à ce qui « bouge » sur le plan des luttes exemplaires d'émancipation, construire le



mouvement de masse (contre vents et marées), se battre pour l'unité, s'immiscer dans les débats idéologiques les plus avancés, c'est bien dans nos traditions.

Cela, plus une ouverture intérieure au sein de nos organisations et de l'Internationale où les débats, tous les débats, ont été possibles, y compris les plus hétérodoxes. Car quand aucune lame de fond ne s'impose, quand le vieux monde s'écroule et qu'une nouvelle perspective émancipatrice tarde à mobiliser les masses populaires, il n'y a plus d'évidences, il n'y a que les dogmes qui survivent (rappelons-nous quelques-unes de ces questions nouvelles : le zapatisme, la terrible « *question nationale* » en Yougoslavie, le rôle des « *institutions internationales* » face aux génocides et aux massacres, l'affaiblissement structurel de la classe salariale et de ses organisations, « *la fin de l'Histoire* » etc.). Le choix pour une organisation qui se dit marxiste-révolutionnaire, devient très simple : ou bien s'ouvrir vers l'extérieur et donner libre cours à la dialectique interne (avec son inévitable lot d'hétérodoxie, de doute et de fragmentation), ou bien écraser le débat par la « *dogmatisation* » des analyses et de la théorie, imposer la « *bonne ligne* » politique, renforcer la discipline activiste, cristalliser une

* François Vercammen est membre du Comité international de la IV^e Internationale et de son Bureau exécutif.

IV^e Internationale

« direction infaillible ». Aucune organisation révolutionnaire n'est sortie indemne de cette période néo-libérale contre-révolutionnaire. Toutes ont dû encaisser la défaite. Chacune d'entre elles a dû s'adapter. Aucune n'a échappé à des crises internes — forcément. Nous avons la conviction d'avoir fait le bon choix. Nous voilà devant les réalités et les problèmes.

Essor du mouvement de masse, renaissance des forces anticapitalistes

La principale difficulté, c'est de prendre la mesure de « ce qui se passe vraiment dans le monde aujourd'hui ». Le XV^e Congrès a noté : « *La fin des années 1990 constitue un tournant dans la situation politique mondiale. Une nouvelle phase s'ouvre qui met à l'ordre du jour un renouveau radical de l'activité, du programme, de la stratégie et de l'organisation du mouvement ouvrier et social* » (1). Avant de mettre franchement cette tâche au cœur de notre activité, notre Internationale avait scrupuleusement scruté la naissance balbutiante de ce qui allait devenir le mouvement contre la mondialisation capitaliste, appelé aussi le « mouvement altermondialiste », ou « no global » ou encore « le mouvement des mouvements ». Ainsi, le texte « Résistances », écrit avant Seattle, avait préparé nos militants, nos organisations nationales et l'Internationale comme telle à prendre acte du basculement du « facteur subjectif ». Dès le départ, il y avait une quasi-unanimité dans nos rangs pour dire : il faut y être, l'aider à construire, en respectant — sans sectarisme ou arrogance — son développement. De Seattle (décembre 1999) à la date historique du 15 février 2003 (le soulèvement mondial des peuples contre la guerre), en passant par Porto Alegre, Gênes et Florence, une dynamique de refondation globale est en cours d'un mouvement social international dont les potentialités multiples restent à se dégager, se préciser et s'organiser.

Cette nouvelle dynamique puissante est bousculée par trois contradictions fortes :

● l'offensive brutale militaire, économique et anti-démocratique des impérialismes et des grands patrons a pris la mesure de l'obstacle que constitue désormais ce nouveau

mouvement social qui s'est consolidé et a été capable, en trois années, de créer un « front unique mondial » contre la guerre, mettant tous les gouvernements du Capital sous pression ;

● il y a un décalage persistant et inquiétant entre l'essor de ce mouvement et la faiblesse persistante du mouvement des salarié(e)s, qui ne récupère que très lentement sa capacité de lutte et d'organisation, dû à un rapport de forces défavorable, après les défaites de la période 1985-95 ;

● alors qu'il y a une crise historique sans précédent des forces politiques qui ont dominé le mouvement ouvrier et populaire (social-démocratie, post-stalinisme, social-populisme) tout au long du XX^e siècle, l'alternative anticapitaliste politiquement organisée reste très faible.

A moins d'un événement cataclysmique qui n'est pas à exclure (une guerre en chaîne hors contrôle, un effondrement de l'économie mondiale), notre « tâche stratégique pour toute une étape, est de battre la social-démocratie et le populisme néo-libéraux, toujours majoritaires dans le mouvement ouvrier et populaire, afin de reconstruire celui-ci sur une base anticapitaliste et internationaliste, écologiste et féministe (...) autour du double enjeu : la lutte contre la guerre et la politique néo-libérale » (2).

La crise présente du mouvement ouvrier ne peut être résolue par le simple renforcement des organisations marxistes-révolutionnaires. Car, la phase qui démarre est non seulement caractérisée par la faiblesse de la gauche révolutionnaire très minoritaire, mais aussi par le recul dramatique, à l'échelle de masse, de la conscience socialiste, de l'esprit revendicatif anti-patronal, de l'engagement militant, des organisations syndicales. Par ailleurs, la rupture dans le facteur subjectif porte aussi la marque d'une énorme radicalisation de la jeunesse. Celle-ci est en train de se constituer en « génération politique » à travers sa propre expérience sociale à tous les niveaux, notamment par les plus grandes mobilisations que l'Histoire ait connues.

Cet ensemble hétéroclite qui annonce un renouvellement profond et global du mouvement social, exige une proposition appropriée. Elle ne peut que résider dans un rassemblement de toutes les forces de la contestation, de tous les courants politiques radicaux, dans une formation politique nouvelle (parti, mouvement, coalition, alliance,...), à la fois anticapitaliste et pluraliste, force de combat et lieu de discussion, formation électorale et extra-parlementaire, interlocutrice du mouvement social et facteur de clarification face à tous les autres

courants politiques réformistes et sociaux-libéraux. Dans une telle formation, les marxistes-révolutionnaires ne font pas de « l'entrisme » avec un but secret ou avoué de passer le plus vite possible à un « parti révolutionnaire » d'avant-garde qui se doterait d'un programme révolutionnaire. Ils y sont co-initiateurs, co-organisateurs, co-dirigeants de ce parti large pour partager les expériences des combats actuels et à venir, pour progresser ensemble vers un parti de masse anticapitaliste, capable de lutter pour le socialisme.

Pour une nouvelle Internationale de masse

La IV^e Internationale formule des propositions qui répondent à trois niveaux d'activité et d'organisation, et qui portent autant sur le plan national qu'international :

① Le mouvement contre la globalisation, d'emblée international, est porteur d'une conscience, de méthodes de lutte, de propositions programmatiques et de structures internationales. Il pointe, de par son existence même, en direction d'une nouvelle Internationale. Il provoque un enthousiasme mérité chez des jeunes dont la conscience politique est d'emblée liée à l'internationalisme. Il évoque des souvenirs historiques, interpelle ceux et celles qui ont été ou sont encore organisés dans une structure de ce type.

« La construction des Internationales qui ont existé dans l'Histoire, a répondu, chaque fois, à de nouvelles tâches liées à des évolutions socio-politiques de grande ampleur. La nouvelle phase politique de réorganisation pose d'emblée le problème d'une nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste, révolutionnaire de masse » (3), lit-on dans la résolution sur le Rôle et les tâches de la IV^e Internationale. Et nota bene : « On n'imaginerait pas la percée vers une nouvelle Internationale sans un apport important de ce nouveau mouvement » (4). Mais, il faudra qu'apparaisse « un processus de clarification et de différenciation (...) sous l'impact des grands événements politiques dans le monde » (5).

Cette nouvelle Internationale, ou du moins un premier pas sur la voie de sa construction, sortira des limbes des mouvements et mobilisations actuels. Elle ne ressemblera à aucune des précédentes, et certainement pas aux Internationales marxistes-révolutionnaires de type partidulaire. Elle sera la riposte « spontanée » massive au règne despotique global sans précédent dans l'histoire du capitalisme, et son point d'ancrage sera son internationalisme et son anticapitalisme

1. Résolution intitulée « Une nouvelle situation mondiale », adoptée par le Congrès. *Inprecor* publiera l'ensemble des résolutions adoptées dans un numéro spécial.

2. Résolution intitulée « Rôle et Tâches de la IV^e Internationale », adoptée par le Congrès.

3. op. cit.

4. op. cit.

5. op. cit.

intuitif ; mais aussi sa très grande hétérogénéité de tout point de vue. Sa cohérence se trouvant prioritairement dans sa propre mise en mouvement, elle sera certainement différente des cinq précédentes : la Ligue Communiste Internationaliste de 1848, la Première Internationale (1864-1876), la Seconde Internationale (1889-1914-...), l'Internationale communiste (la « Troisième », 1919-1943), la IV^e Internationale (fondée en 1938).

Notre objectif n'est pas de faire à court terme un forcing politico-organisationnel pour décanter le mouvement altermondialiste selon des lignes de fracture déjà perceptibles afin de s'imposer comme organisation politique. Au contraire, nous devons le construire, le renforcer comme mouvement de combat qui génère, et réaliser toutes ses potentialités sur les différents plans : comme mouvement socio-politique, comme espace de discussion et d'élaboration, comme porteur de plusieurs campagnes autonomes (taxe Tobin, annulation de la dette du Tiers monde, défense des services publics, contre l'esclavagisme moderne...), comme rassemblement des mouvements sociaux constitués (syndicats, chômeurs, écologistes...), comme front unique mondial (les mobilisations anti-guerre). On ne renonce pas à la discussion, au débat et si cela arrive, au combat politique.

Car on ne peut que constater des désaccords tactiques et stratégiques au sein du mouvement. Celui-ci n'est pas né de l'auto-activité de la classe salariale, ne se relie pas spontanément à celle-ci. De même, il ne débouche pas, pour le moment, spontanément sur une formation politique, au contraire il y a une méfiance « anti-politique » très largement répandue et même cultivée.

C'est à ce double défi, cette double et intenable contradiction que le mouvement est confronté dans sa volonté de gagner. Comment imposer les revendications fortes du « mouvement de mouvements » ; et, au-delà, comment arrêter la globalisation capitaliste et lui substituer une autre société ?

Il faut à cela une force dans la société, qui n'est autre que la masse des exploité(e)s et opprimé(e)s à l'échelle mondiale, dont le noyau décisif se situe au sein de l'impérialisme américain et européen. Il faut une ou plusieurs formations politiques à caractère de masse qui soient dans le mouvement social et qui proposent une stratégie.

Tout combat jusqu'au bout pour une grande revendication, qu'elle soit sociale, économique ou démocratique, débouche inmanquablement, pour sa réalisation, sur le niveau politique-institutionnel, c'est-à-dire

étatique. Ce n'est que l'ouvre-boîte du politique dans le sens fort du terme, qui implique de prendre position et de s'engager sur les questions électorales, la politique gouvernementale, le rapport aux partis existants et la stratégie conduisant à cet "autre monde possible".

La politique est, de fait, omniprésente, mais cachée ! Cela n'est pas sain. Car des partis existent, avec leur histoire, leur culture politique, leur programme, leur tactique,



leur insertion dans la société, les mouvements, les institutions...

De toute évidence, une clarification politique à l'échelle de masse est en cours, autour de trois axes, dont deux touchent aux conditions de vie et de travail de millions d'hommes et de femmes : la politique de guerre (l'impérialisme armé) et la politique néo-libérale (la guerre anti-sociale), et un troisième, au sein du mouvement même, qui porte sur le rapport des partis politiques avec le « nouveau mouvement social », et plus généralement, le mouvement de masse d'émancipation. Cela implique une clarification sur deux fronts, mais à des niveaux différents : un combat politique pour contester l'hégémonie de la gauche social-libérale ; un débat politique fraternel au sein de la gauche radicale, révolutionnaire contre le sectarisme et « l'avant-gardisme ».

② Depuis presque dix ans, la IV^e Internationale œuvre, avec d'autres courants de la gauche radicale non-sectaire, pour un regroupement anticapitaliste large et pluraliste afin de battre l'hégémonie de la gauche social-libérale. Assez logiquement avec le mouvement du capital, le nouveau mouvement politique anticapitaliste trouvera plus rapidement une cohésion sur un plan régional/continental. En Amérique latine, le Foro de Sao Paulo, aujourd'hui en retrait, en fut un exemple. Récemment, des réunions ont eu lieu pour relancer un processus de convergence entre courants anticapitalistes

et/anti-impérialistes de plusieurs pays. En Europe, la Gauche Anti-Capitaliste Européenne se rassemble en Conférence, depuis mars 2000, deux fois par an (lors des contre-sommets à l'Union Européenne). Elle regroupe des partis et mouvements représentatifs, tels que l'Alliance Rouge-Verte (Danemark), le Bloc de gauche (Portugal), la LCR (France), le SSP (Ecosse), l'Alliance Socialiste (Angleterre), le SWP britannique, etc. Récemment, le Parti de refondation

communiste (Italie) l'a rejoint, tout en faisant partie du GUE (Gauche Unie Européenne, des partis communistes). En Asie, à l'initiative du DSP (Democratic Socialist Party, Australie), des Conférences de solidarité Asie-Pacifique rassemblent, tous les deux ans, un arc très large de partis radicaux, anti-impérialistes et mouvements sociaux.

Ce sont des développements prometteurs mais encore fragiles et de toute façon trop différents pour passer directement au niveau mondial

ce qui ne pourrait que brusquer les dynamiques à l'œuvre sur le plan régional. Cela n'exclut pas d'explorer les voies de rencontres d'emblée mondiales en rapport avec le développement du mouvement social.

③ Tenant compte de nos points de vue sur le mouvement altermondialiste et de la priorité donnée aux regroupements anticapitalistes, notre Congrès a ouvert la voie à des débats, des initiatives, des rencontres avec les courants de la gauche révolutionnaire pour tester les convergences, sans que cela ne débouche sur une nouvelle structure à court terme.

Nous concevons ces trois niveaux d'intervention (la clarification politique liée au « mouvement des mouvements », les regroupements anticapitalistes pluralistes, le dialogue avec la gauche révolutionnaire internationale) comme des plates-formes distinctes mais pouvant concourir et contribuer à une nouvelle Internationale anticapitaliste de masse.

Relancer et repositionner la IV^e Internationale

Entre le XIV^e et le XV^e Congrès, sept ans et sept mois se sont écoulés et une rupture de portée historique a eu lieu à tous les niveaux de la société. Notre organisation a confronté avec difficulté mais avec succès la « descente aux enfers » des années 1985-95 et la renaissance du mouvement d'émanci-

IV^e Internationale

pation à partir de 1999 et son essor spectaculaire récent. Un tel processus accidenté a stimulé la réflexion et la décision. Ainsi, notre Congrès a procédé à la fois à une relance et à un repositionnement politico-organisationnel de la IV^e Internationale.

Après le long processus d'affaiblissement, il faut en premier lieu, renforcer notre organisation : la IV^e Internationale telle qu'elle est aujourd'hui. Sans cet outil collectif pour réfléchir et agir on ne fait pas de politique. Il s'agit d'une mise à plat et d'une reconstruction réfléchie de nos structures de direction, des mécanismes de coordination et d'intervention publique, de nos écoles de formation et de nos séminaires, de notre presse.

Cela implique une double correction.

Nous avons certainement, et depuis longtemps, une faiblesse quant à la définition de nos propres objectifs organisationnels, de notre propre fonctionnement interne, de l'accueil et de l'encadrement des membres, de la formation théorique et politique, de l'apparition publique, de la propagande et de l'agitation. Ce problème renvoie à une autre faiblesse : « *il y a un écart important entre notre influence diffuse au sein des mouvements et le renforcement politique et organisationnel de nos sections* » (6). La réponse n'est pas seulement une propagande pour le socialisme (dans ses différents aspects : stratégie, revendications anticapitalistes transitoires, modèle de société, histoire de l'exploitation et de l'oppression, le mouvement ouvrier...). La réponse consiste à « *démontrer qu'elle [la IV^e Internationale] a dès aujourd'hui une fonction propre à remplir dans l'activité courante, le travail de masse et le mouvement. Cela nécessite notamment une propagande plus régulière et plus soutenue pour nos idées, une agitation plus consistante, une volonté de débat politique et stratégique, un système d'organisation renforcé comme support* » (7). Le problème est certainement organisationnel. Mais il n'est pas que cela : c'est la capacité de réfléchir et de définir des objectifs politiques qui tiennent dans le court et le moyen terme.

Cette relance de la IV^e Internationale ne mène pas à une auto-affirmation sectaire mais à une démarche d'ouverture, de dialogue, de collaboration et de regroupement unitaire : « *Notre tâche principale comme IV^e Internationale consiste à contribuer à une vaste réorganisation du mouvement ouvrier et social à l'échelle mondiale avec comme perspective la constitution d'une nouvelle*

force internationaliste, pluraliste, révolutionnaire, militante et avec un impact de masse » (8). Cette affirmation implique une révision importante de ce qu'est et ce que pourrait faire la IV^e Internationale. Elle n'est pas « *le parti mondial de la révolution socialiste* » (objectif qu'elle s'était fixée lors de sa constitution), ni même le noyau central d'un tel parti futur. Les soixante-cinq ans qui nous séparent de sa proclamation n'ont pas été marqués par un processus de rassemblement des forces révolutionnaires, mais par celui des ruptures, des cheminements séparés, des éclatements. Nous sommes un courant trotskiste parmi d'autres, un courant révolutionnaire parmi d'autres. Le chapitre est clos quand la IV^e Internationale pouvait avoir la perspective d'être portée à la tête du processus révolutionnaire, moyennant un gros effort militant, une juste analyse et une bataille réussie au sein de la mouvance trotskiste.

Nous avons la fierté de penser que nous avons traversé une période historique difficile en pouvant revendiquer ce passé et que nous avons un rôle important à jouer, une grande responsabilité politique... Mais surtout nous avons la conviction que ce sera par une collaboration systématique avec d'autres courants radicaux non-sectaires et, surtout, avec des forces nouvelles que les nouveaux partis et la nouvelle Internationale s'imposeront. Ce repositionnement est reflété dans nos propositions unitaires. Il a aussi débouché sur une réécriture de nos statuts.

Dans une nouvelle Internationale la IV^e Internationale sera un courant parmi d'autres. Celle-ci comportera certainement une certaine continuité. Mais le fait majeur a toujours été et le sera encore cette fois-ci : une refondation sur un nouveau programme dont le renouvellement, de toute évidence, se fera à partir d'une nouvelle constellation sociale et idéologique. ■

Discours d'ouverture du XV^e Congrès mondial

Par
Livio Maitan

L' intervalle entre ce XV^e Congrès mondial et le congrès précédent est inhabituelle par rapport à notre tradition. Certes, ce retard dépend de nos faiblesses organisationnelles. Mais, surtout pour les dernières années, il est dû dans une très large mesure à la relance de nos organisations nationales et à leur engagement de plus en plus ample dans les nouvelles luttes et dans les nouveaux mouvements sociaux, ce qui a rendu très difficile de fixer des échéances que tout le monde puisse respecter. Même aujourd'hui, certaines organisations n'ont pas pu envoyer des délégations correspondant à leur consistance réelle.

Le congrès de 1995 s'était déroulé, il est vrai, six mois après le mouvement insurrectionnel au Chiapas. Mais le mouvement ouvrier et anti-impérialistes restait, le plus souvent, au creux de la vague. Faut-il rappeler, par exemple, qu'on était encore avant les grandes grèves de novembre-décembre 1995 en France, qui auraient, en même temps confirmé le potentiel combatif persistant de couches importantes du prolétariat et représenté une anticipation des luttes et des mobilisations massives qui se seraient produites par la suite, aussi bien en Europe

que dans d'autres continents.

Il n'est pas inutile de revenir un instant sur la portée des reculs et des défaites des années 1980 et 1990, dont l'incidence a été extrêmement lourde sur le rapport de forces au niveau mondial et encore plus, peut-être, sur la dynamique rétrograde des prises de conscience. Le mouvement ouvrier et populaire avait subi au long de son histoire des défaites plus dramatiques, allant de 1922 en Italie, 1923 en Allemagne et de l'écrasement de la révolution dans l'État espagnol aux massacres de 1965 en Indonésie et de 1973 au Chili. Mais ce furent des défaites dans des affrontements majeurs avec les classes dominantes et, presque immédiatement après ces défaites, la résistance commençait dans la clandestinité et se posait la question de savoir comment amorcer la reconstruction.

Au début des années 1990, les partis sociaux-démocrates, dans les pays où ils avaient des racines historiques lointaines, étaient désormais les instruments directs de l'offensive restauratrice du néolibéralisme et s'engageaient au premier plan dans des guerres impérialistes, dans cette succession qui risque de déboucher sur une nouvelle entreprise sanglante dans les semaines qui viennent. En convergence temporaire, l'Union Soviétique et les autres sociétés bureaucratiques d'Europe orientale s'écrou-

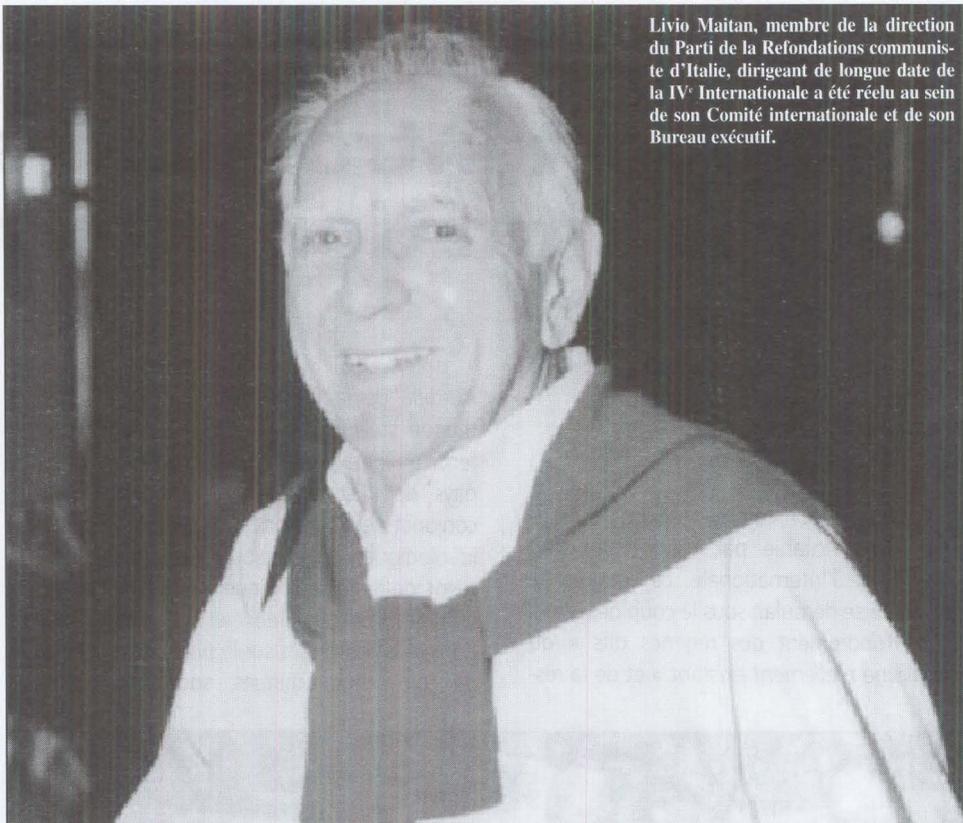
6. op. cit.
7. op. cit.

laient en déclenchant un processus de restauration capitaliste tout court. Tout cela était perçu par des centaines de millions de militants et militantes non seulement comme une défaite majeure, une évolution négative du rapport de forces à l'échelle internationale, mais aussi — et très souvent surtout — comme une perte d'identité, la perte de sa propre raison d'être.

La IV^e Internationale, fondée en opposition au stalinisme et pour continuer la bataille des communistes contre la social-démocratie, était en condition de saisir les aspects contradictoires de ces processus. Mais nous ne pouvions nous non plus être à l'abri des ravages qui bouleversaient le mouvement ouvrier dans son ensemble. Cela explique une série de coups que nous avons subi nous aussi tout au long des années 1990.

Comme nous le verrons dans nos débats, la date symbolique de Seattle marquait l'ouverture d'une nouvelle étape, dont les traits marquants sont apparus beaucoup plus nettement aux trois assises fondatrices de Porto Alegre et à la gigantesque manifestation de Florence. C'est dans ce contexte que notre mouvement a connu un nouvel essor en participant activement aux nouvelles luttes et aux nouveaux mouvements et en y jouant un rôle qu'ont apprécié à juste titre tous ceux avec qui nous avons collaboré dans l'esprit pluraliste le plus ouvert.

En principe, nous n'avons jamais souffert de cette maladie fatale du mouvement ouvrier qu'est le crétinisme parlementaire, même si nous avons subi, à différentes époques, des dérives, du Sri Lanka à des pays d'autres continents. Donc, nous n'avons pas peur de souligner comme un reflet de notre influence croissante le fait que dans la dernière décennie nous avons eu des élus dans une série de pays, du Brésil aux Philippines, du Danemark au Portugal et au Parlement européen. Au Brésil, un camarade comme Miguel Rossetto, dont nous connaissons les qualités et l'esprit militant, est aujourd'hui membre du gouvernement surgi du succès populaire sans précédent qu'a représenté l'élection de Lula. Miguel a assumé une responsabilité cruciale avec la tâche d'accomplir une réforme agraire radicale, susceptible de déclencher une dynamique plus générale de rupture du système. Nous allons suivre et soutenir sa bataille, appuyée par tous les secteurs les plus avancés du Parti des travailleurs et le Mouvement des sans terre, et, en faisant taire une angoisse sous-jacente pour la difficulté extrême de l'entreprise, nous lui exprimons dans ce congrès



Livio Maitan, membre de la direction du Parti de la Refondation communiste d'Italie, dirigeant de longue date de la IV^e Internationale a été réélu au sein de son Comité internationale et de son Bureau exécutif.

notre solidarité la plus chaleureuse.

Aux premières batailles de l'Opposition de gauche internationale ont contribué des jeunes militants, hommes et femmes, formé(e)s politiquement dans le creuset des années de la révolution d'Octobre et de la fondation de la III^e Internationale. Une deuxième génération politique a émergé et a donné une contribution majeure à la construction de notre mouvement à la fin de la Seconde guerre mondiale. Une troisième, qui reste présente dans cette salle, est la génération de 1968 et des luttes des années suivantes. Par la suite, il y a eu une sorte de vide, trop long, peut-être. Mais aujourd'hui — voilà le signe le plus clair du changement qui est en train de se produire — une quatrième génération est active et représentée, elle aussi, dans cette salle, bien que dans une mesure qui ne reflète pas suffisamment son rôle dans les luttes de nombreux pays. Cette génération, qui n'a pas subi l'usure de reculs et de défaites majeurs, mûrit dans un contexte dramatiquement explosif. Elle prend conscience de plus en plus de l'enjeu qui est devant nous : éviter de précipiter dans la barbarie, d'assister à la destruction de la planète. Sa motivation est, donc, existentielle au sens le plus strict du terme. Pour emprunter une métaphore poignante utilisée par un intellectuel révolutionnaire des États-Unis à propos d'intellectuels d'autres époques, ces jeunes sont et peuvent se percevoir comme des « *exiles from a future time* », des exilés d'un temps futur. C'est

pourquoi ils luttent pour échapper à cet exil, pour rendre possible un monde nouveau.

J'ai participé à quatorze des quinze congrès de la IV^e Internationale, en ratant le premier ne fut-ce que pour une raison d'âge. Si quelqu'un me demandait si j'ai une idée de ce que pourrait être notre prochain congrès, je serai tenté d'esquisser deux hypothèses :

- Si ce congrès se tenait dans le prolongement de la dynamique actuelle, nous connaîtrions de toute façon une transformation encore plus grande que celle que nous connaissons maintenant.

- Mais, deuxième hypothèse, si la dynamique actuelle s'approfondissait, se généralisait et aboutissait à des secousses révolutionnaires encore plus profondes que celles d'aujourd'hui, nous pourrions espérer que quelque part dans le monde, à une date qui pourrait s'avérer plus décisive que mars 1919 (fondation de la III^e Internationale) et septembre 1938 (fondation de la IV^e Internationale) se tiennent des assises où se retrouvent ensemble toutes les forces révolutionnaires les plus valables, indépendamment de leurs origines et de leurs parcours, pour donner naissance à un mouvement ouvrier international qualitativement nouveau, capable d'accomplir les tâches urgentes et dramatiques qui sont déjà aujourd'hui et seront encore plus dans le futur à l'ordre du jour du genre humain !

Rapport introductif au débat sur la situation internationale

Par
François Ollivier*

Notons, pour commencer, un changement notable par rapport au XIV^e congrès de l'Internationale. Le congrès de juin 1995 se déroulait sous le coup des effets de l'effondrement des régimes dits « du socialisme réellement existant » et de la res-

Au-delà de la levée historique de l'hypothèque stalinienne, la conjonction de l'offensive libérale et de l'effondrement des pays de l'Est dessinait, à l'époque, une conjoncture de défaites sociales, politiques idéologiques. Il y a aujourd'hui, un changement politico-idéologique — résistances et politisation — qui renvoie à des modifications plus profondes sur le plan des rapports de forces économiques, sociaux et poli-

nouveaux marchés dans les pays de l'Est n'ont pas débouché sur une nouvelle phase de croissance durable de l'économie capitaliste : il y a conjointement une crise de sur-accumulation du capital — les capitaux ne sont pas rentabilisés — et une crise de sur-production dont témoignent les surcapacités de production et le nombre de faillites, qui en 2001-2002 a dépassé le total des faillites de ces vingt dernières années. Cela pèse sur les taux de profit. C'est l'explication fondamentale du retournement de conjoncture aux USA qui a précédé le Krach boursier des hautes technologies. Les phases de croissance sont limitées et les phases de récession aux États-Unis, ou de ralentissement économique en Europe, reviennent en force. Des pays comme l'Argentine ou l'Uruguay connaissent des crises d'effondrement. La phase actuelle du capitalisme augmente les inégalités, la misère et la pauvreté dans les pays capitalistes développés et sur le reste de la planète.

1.2. La mondialisation est une mondialisation armée. Depuis une dizaine d'années, l'impérialisme américain a mis en œuvre une série de guerres — chacune avec ses spécificités — qui ont comme objectif de consolider l'hégémonie américaine sur le monde. Cela renvoie aussi à des modifications au sein de l'appareil économique américain, où les groupes pétroliers ainsi que le complexe militaro-industriel ont acquis une place décisive, d'où la relance de la politique d'armement, l'explosion des budgets militaires et l'orientation agressive de l'impérialisme américain. L'objectif de ces interventions : la domination stratégique politico-militaire des USA sur le monde, y compris sur les autres puissances impérialistes et le contrôle des ressources — notamment du pétrole — de la planète. C'est dans ce cadre, qu'il faut saisir les spécificités du conflit israélo-palestinien. Mais l'élément qualitativement nouveau — en particulier, par rapport aux guerres du Golfe de 1991, à la guerre des Balkans et à celle d'Afghanistan, c'est la manifestation de nouvelles contradictions inter-impérialistes au sein même des classes dominantes aux USA et surtout entre une partie des



tauration du capitalisme dans cette région du monde, sous le coup des défaites sociales et politiques dans une série de pays d'Europe, et sous la pression des défaites des mouvements révolutionnaires latino-américains. Le congrès de 2003 se fait dans un tout autre contexte politique, marqué à notre échelle par le développement du mouvement anti-globalisation ou de résistances sociales dans une série de pays. C'est donc un nouveau contexte politique et idéologique, favorable à la politisation de secteurs de la société et des mouvements sociaux.

tiques. En quoi consistent ces changements ?

1. Guerre, instabilité et nouvelles contradictions

Les classes dominantes ne parviennent pas à stabiliser un nouvel ordre mondial et le capitalisme mondialisé génère de nouvelles contradictions : la guerre contre l'Irak témoigne une fois de plus des désordres de la situation internationale.

1.1. L'offensive libérale et l'ouverture de

* Nous présentons ici le rapport oral introduisant la discussion sur la situation politique internationale, présenté au XV^e Congrès mondial par François Ollivier, membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale), au nom du Comité exé-

cutif international sortant. Ce rapport a été suivi de deux jours de discussion — avec des séances particulières centrées sur le bilan du stalinisme, sur la situation au Brésil après la victoire électorale du candidat du Parti des travailleurs, Luis Ignacio da Silva "Lula", et sur le mouvement de résistance à la mondia-

lisation capitaliste — et a conduit à l'adoption à une très large majorité d'une résolution sur la situation internationale amendée à l'issue du débat. François Ollivier a été réélu membre du Comité International et du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

bourgeoisies européennes et la puissance américaine. Si ces contradictions s'approfondissaient cela ouvrirait une nouvelle configuration de la politique internationale...

1.3. La conjonction de ces éléments (crise économique, faillites comme celle d'ENRON, restructuration des grands groupes financiers et industriels, crise boursière, effondrement de pays comme l'Argentine) a conduit à une crise politique et idéologique du libéralisme avec une remise en cause de certaines institutions comme le FMI. D'où une contre-offensive impérialiste pour maintenir les objectifs d'une politique libérale tout en recherchant des consensus avec les directions des mouvements sociaux ou des syndicats. C'est le sens de la politique des partisans du dialogue entre « *Davos et Porto Alegre* » (d'une « *troisième voie* » qui dépasserait l'antagonisme entre Davos et Porto Alegre), ou la recherche de consensus sur la question des retraites (comme actuellement en France). Cette contre-offensive traduit, malgré les contradictions internes, les marges de manœuvres politiques des classes dominantes et les capacités de fonctionnement et de reproduction du système.

2. Les tendances lourdes à l'œuvre et les résistances à la globalisation

2.1. Le milieu et la fin des années 1990 ont vu des modifications des rapports de forces entre les classes. Les contradictions internes de la mondialisation capitaliste ont aussi provoqué des réactions sociales et politiques d'une ampleur significative. Cela s'est traduit par des mobilisations sociales de secteurs du salariat : l'hiver 1995 en France, les grèves générales espagnole et italienne, les luttes et les résistances dans une série de pays d'Amérique latine (les journées de décembre 2001 en Argentine, les mobilisations contre les privatisations en Bolivie, la crise vénézuélienne, la victoire de "Lula" ...). Les gigantesques manifestations du mouvement anti-guerre, notamment aux USA et en Angleterre, expriment aussi ce changement. Une des tâches de l'Internationale doit consister en un effort d'analyse et de synthèse de la dynamique de ces luttes, des nouveaux mouvements sociaux, de la place centrale de l'auto-organisation, du type de revendications sociales et politiques.

2.2. Le mouvement anti-globalisation est l'expression partielle de cette évolution des rapports de forces. Son extension et sa radicalisation, notamment dans la jeunesse — une radicalisation comme il n'y en avait pas eu depuis les années 1960/1970 — manifeste un potentiel de résistance qui constitue

un point d'appui très important pour reconstruire et relancer un nouveau mouvement ouvrier...

2.3. Cependant ces modifications n'inversent pas les tendances lourdes à l'œuvre depuis plus d'une vingtaine d'années. L'offensive libérale se poursuit : flexibilité, précarité de la force de travail, segmentation accrue de la classe ouvrière, déréglementation, privatisations, politique fiscale ouvertement au service des plus riches, pression sur les salaires, baisse du pouvoir d'achat des classes populaires... Ces reculs sociaux, qui sont encore confirmés par la vague actuelle des faillites d'entreprises et de milliers de licenciements, nous rappellent l'état actuel des rapports de forces.

2.4. Au-delà de ces rapports de forces sociaux, il faut prendre aussi la mesure de l'ensemble des rapports capital-travail, des rapports inter-étatiques, bref de l'ensemble des rapports sociaux et politiques dominés par le système capitaliste mondial. Il faut noter le déploiement de l'offensive des classes dominantes dans la construction de l'Union européenne, comme dans celle de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA-ALCA). Il ne faut pas oublier que le salariat est globalement sur la défensive. S'il y a des luttes partielles dans des pays géants — comme les USA, la Russie, la Chine — il y a une très faible représentation syndicale et très peu, voire pas du tout, de représentation politique du monde du travail. Dans d'autres contrées du monde arabe ou asiatique, la crise combinée du stalinisme, du nationalisme et du réformisme débouche sur le développement de courants islamistes qui, au-delà de l'analyse de tel ou tel courant, représente un recul de la conscience politique des masses de ces pays. Enfin, il faut souligner la discordance des rythmes entre mobilisation sociale et reconstruction d'une conscience de classe anticapitaliste. Ce qui domine aujourd'hui dans une série de pays, c'est encore la décomposition du mouvement ouvrier traditionnel, la désyndicalisation, la baisse des effectifs des partis de la gauche traditionnelle. L'ensemble du mouvement ouvrier, y compris les révolutionnaires, paie encore les effets des défaites du siècle dernier, en particulier des dégâts du stalinisme. La reconstruction d'une nouvelle perspective révolutionnaire prendra du temps...

3. Une nouvelle phase historique pour le mouvement ouvrier

3.1. Nous sommes aujourd'hui dans une situation transitoire entre la fin de toute une

phase historique du mouvement ouvrier et l'émergence d'un nouveau cycle. Cette transition est marquée par la fin du stalinisme, la transformation social-libérale de la social-démocratie et l'émergence de nouvelles forces sociales et politiques. Ce processus n'en est qu'à son début.

3.2. Les raisons fondamentales de l'adhésion de la social-démocratie au social-libéralisme est la combinaison, d'une part de son intégration croissante dans les sommets de l'État et de l'appareil économique et financier capitaliste, et d'autre part de l'adaptation aux transformations néolibérales du capitalisme. L'explosion des privatisations, les déréglementations des rapports sociaux, la réduction de l'espace public, les politiques d'austérité salariale sapent les bases de politiques keynésiennes à l'échelle nationale ou, par exemple, dans un cadre européen. La participation à des expériences gouvernementales a accru ces transformations. Dans une série de pays, on assiste à un décrochage des classes populaires vis-à-vis de la gauche traditionnelle. Néanmoins ces transformations qualitatives ne constituent pas un processus achevé. Il faut une analyse concrète d'une situation concrète de chaque parti. Tous les liens à l'histoire et à la réalité du mouvement ouvrier ne sont pas gommés. Les partis socialistes ne peuvent être assimilés à des partis de droite.

3.3. Dans les pays marqués par la réalité de partis communistes de masse, la chute ou le déclin accéléré de ces partis est un fait politique majeur. La fin de l'URSS les a privé de toute fonctionnalité historique. À l'exception du Parti de la refondation communiste d'Italie (qui a marqué à cette étape la reconversion positive d'une série de secteurs du mouvement communiste d'Italie) la crise des PC n'a pas produit, plus de dix années après l'effondrement de l'URSS, des courants ou des organisations se situant sur une perspective unitaire démocratique et lutte de classes. Il y a soit des courants s'intégrant dans une alliance stratégique avec la social-démocratie — le Parti communiste français, le Parti communiste espagnol, le Parti du socialisme démocratique (allemand) — soit des courants crispés sur la nostalgie stalinienne ou néostalinienne qui rejettent les conceptions unitaires et démocratiques. Sans oublier, dans les pays de l'Est, la reconversion des secteurs dominants de la bureaucratie en classe capitaliste. Notre orientation, c'est de favoriser le dialogue et l'action commune pour faire émerger des courants qui dépassent cette double impas-

IV^e Internationale

se, pour faire le choix d'une orientation unitaire démocratique et anticapitaliste.

3.4. Cette situation de crise pour les courants qui ont dominé le mouvement ouvrier international — la social-démocratie et le stalinisme — ne signifie pas la fin de tout réformisme, néo-réformisme radical ou nationalisme radical. Au contraire, on voit apparaître un néo-réformisme radical : c'est le cas dans une série de pays (par exemple le Brésil ou le Venezuela) et c'est aussi le cas au sein du mouvement anti-globalisation. Des milliers de militants s'engagent contre l'offensive libérale et font leur première expérience politique dans une situation marquée encore par les effets des défaites du siècle dernier, par les limites de l'auto-activité des masses et la faiblesse d'une alternative anticapitaliste. Cela donne les bases pour les développements de ce néo-réformisme radical. Ce type de courants n'a pas les racines du réformisme traditionnel social-démocrate ou stalinien. Il exprime des phénomènes transitoires dans la réorganisation du mouvement ouvrier. Il y a une bataille pour opérer des clarifications et des différenciations et empêcher une cristallisation à droite, dans le cadre des institutions étatiques ou para-étatiques.

4. Nos responsabilités, éléments d'orientation

4.1. Cette nouvelle situation dans le mouvement, cette transition historique, libère des espaces pour les courants ou organisations révolutionnaires ou radicales qui ont « tenu », en gardant une perspective de transformation radicale de la société et une orientation d'intégration dans le mouvement réel de la lutte de classes, bref non sectaire. Pour les marxistes-révolutionnaires, cette transition historique exige des transformations politiques et culturelles de grande ampleur. Nous sommes nés et avons fonctionné des années comme une opposition de gauche au stalinisme. Cela nous a conduit souvent à intervenir par procuration : nous exigeons des autres qu'ils réalisent l'unité ou qu'ils fassent ceci ou cela. Le stalinisme n'est plus là, la transformation social-libérale confère aux organisations révolutionnaires de nouvelles responsabilités, cette fois, directes. Nous devons non seulement construire nos organisations ou des partis anticapitalistes larges mais aussi reconstruire les syndicats, les associations, bref, participer pleinement à la réorganisation du mouvement populaire. Il ne s'agit pas de « cultiver sa silhouette particulière » comme Marx l'indiquait à propos des sectaires, mais il convient que chaque courant ne

défende pas « son trotskisme » ou « sa seule identité » mais défende un programme qui montre que les révolutionnaires n'ont pas « d'intérêts distincts de leur classe ».

4.2. Cela suppose de redéployer une démarche programmatique transitoire : partir des revendications et des luttes immédiates mais intégrer — fait nouveau de la période — une série de questions stratégiques et programmatiques qui déterminent les grandes lignes d'un programme d'urgence démocratique et social anticapitaliste. Une des manifestations de ce renouveau des débats stratégiques et programmatiques, s'exprime dans les débats du mouvement anti-globalisation (« *Un autre monde est-il possible ? Nous devons maintenant dire lequel* »). Repère stratégique, dans le sens où si nous ne pouvons définir les voies concrètes de conquête du pouvoir dans la période à venir — donc avoir des formules achevées — nous pouvons nous appuyer tant sur les expériences que sur les discussions au sein du mouvement ouvrier ou dans le mouvement anti-globalisation pour poser une série de questions :

- Questions stratégiques : une orientation unitaire dans les luttes de masses comme dans les mouvements sociaux, la place centrale de l'auto-organisation, le refus de participation à des gouvernements sociaux-libéraux, la nécessité d'une rupture avec le système capitaliste, le refus des guerres impérialistes.

- Questions programmatiques : l'exigence de démocratie à tous les niveaux opposée au marché capitaliste, une logique des besoins sociaux substituée à celle du profit capitaliste. Ainsi, dans une série de pays, il faut opposer, dans une série de domaines clés (santé, éducation, droits démocratiques) une logique de défense des droits élémentaires. On peut même s'appuyer sur la Déclaration universelle des droits de l'homme contre la logique libérale qui remet en cause ces droits élémentaires... Cela passe par une nouvelle réflexion sur la question de la souveraineté nationale dans les pays dominés. Contre la ZLÉA, face au pillage des marchés financiers dans un pays comme l'Argentine ou contre la stratégie de colonisation de l'impérialisme dans certains territoires (par exemple l'Irak), la défense de la souveraineté nationale a directement une dimension anti-impérialiste. Dans les luttes pour l'emploi, il ne faut pas hésiter, même si c'est dans la propagande, à mettre en avant la nécessité d'incursion dans la propriété privée pour bloquer les licenciements, reprendre contre les privatisations toutes les perspectives d'appropriation publique et sociale.

4.3. Ce sont là quelques indications pour

orienter une politique de regroupement ou de rassemblement anticapitaliste. Bien entendu, nous ne faisons pas de telle ou telle question de programme une condition au rassemblement. Nous ne visons pas un rassemblement aux formules révolutionnaires achevées. Mais le choix doit être clair : la défense d'une orientation anticapitaliste, l'indépendance vis-à-vis des institutions de l'État bourgeois, une perspective qui intègre les grandes leçons du stalinisme et de la social-démocratie... Le centre de gravité des conférences anticapitalistes indique aussi un point d'orientation clé : la conférence anticapitaliste européenne s'est faite progressivement, à partir, des organisations révolutionnaires ou anticapitalistes, c'est-à-dire d'organisations ou de courants, extérieurs aux organisations traditionnelles. Les bouleversements en cours n'épargneront pas les organisations traditionnelles mais nous ne pèserons sur ces dernières qu'en agissant audacieusement de l'extérieur et en affirmant des pôles suffisamment forts.

4.4. C'est le sens de la conférence anticapitaliste européenne, à cette étape, lieu d'échanges d'expériences et de potentielles unités d'action, où des courants comme le nôtre, le PRC d'Italie ou le SWP britannique indiquent les convergences possibles. Avec un point de repère fort pour toute convergence dans la situation actuelle : une approche commune de l'importance et de la nécessité d'intervenir dans le mouvement anti-globalisation ou de construire un mouvement large anti-guerre (nécessité de mobilisation et d'actions directes contre la guerre : manifestations, occupations symboliques, grèves). Bien sûr, ces questions ne sont que des points de départ mais elles sont essentielles pour déployer une démarche d'ensemble.

En effet, l'unité des révolutionnaires sur la base des seules références à la révolution socialiste n'a pas de fonctionnalité politique. L'unité des révolutionnaires n'a de sens que tournée vers les tâches d'ensemble de mobilisation et de réorganisation politique du mouvement social.

C'est aussi ce qui doit nous guider, sur la base d'expériences concrètes, pour avancer la proposition de conférences anticapitalistes dans d'autres continents ou à l'échelle internationale.

Voilà un des enjeux majeurs de ce congrès mondial : discuter et actualiser les grandes lignes d'analyse, d'orientation, d'organisation qui peuvent aujourd'hui rassembler les organisations révolutionnaires, radicales et anticapitalistes...

Le débat sur la résolution « Écologie et Socialisme »

Ce Congrès a été le premier dans l'histoire de la IV^e Internationale à adopter une résolution sur l'écologie. Ce document, dont le projet fut publié dans *Inprecor* il y a presque deux ans, a été l'objet de débats soutenus au sein du Comité exécutif international (CEI) et amendé en conséquence par le comité de rédaction désigné par le CEI (1).

Au cours du Congrès une commission écologie s'est réunie, avec les délégué(e)s intéressé(e)s, pour discuter de certaines propositions d'amendements. La plus importante a été présentée par les camarades de l'International socialist group (ISG, la section britannique) : il s'agissait d'un document conçu par son auteur comme alternatif au projet de résolution, mais présenté par l'ISG simplement comme proposition d'amendements. L'idée centrale du texte était que la principale, sinon la seule, question qui devrait être traitée par la résolution était le changement climatique. Cette thèse était inacceptable pour les rédacteurs du projet, mais ils étaient d'accord pour renforcer la partie de la résolution qui traite de l'effet de serre et du changement climatique, en intégrant certains passages du texte anglais. D'autres remarques de ce texte ont été aussi considérées comme utiles et pouvant être intégrées, sous une forme ou une autre, dans la résolution. Ce fut la seule proposition écrite apportée au débat, à l'exception d'une intéressante contribution de deux pages d'un camarade japonais, « *Impérialisme contre Nature* », qui rendait hommage aux précurseurs de l'écocapitalisme William Morris et Vladimir Vernadsky, et rappelait les critiques d'Ernest Mandel envers la confiance aveugle dans l'omnipotence de la technologie, trait caractéristique de l'idéologie bourgeoise.

Le débat en séance plénière a été ouvert par une introduction du camarade Michael, qui insista sur l'importance de la question écologique pour le renouveau du programme marxiste révolutionnaire. Le projet de résolution est une première tentative pour combler notre retard dans ce domaine, face à des problèmes qui deviennent chaque jour

plus urgents, et qui menacent l'avenir de l'humanité. Il nous incite aussi à revoir certains concepts traditionnels de la théorie marxiste, comme le « *développement des forces productives* », à la lumière de la crise écologique présente.

Le camarade Bernard, autre co-rédacteur du projet présenté au Congrès, est intervenu sur les axes suivants : a) Le mouvement ouvrier a toujours revendiqué plus de contrôle sur la production. Les luttes écologistes donnent à cette revendication une profondeur supplémentaire en faisant d'elle une exigence démocratique de transparence. Cette exigence rend aussi la question du contrôle social plus complexe car il ne s'agit plus seulement de l'intervention des travailleurs sur leur outil de production mais d'un contrôle démocratique qui associe toute la population avec parfois des contradictions à résoudre. b) Notre courant doit s'inscrire plus nettement, en particulier dans les pays impérialistes, dans la mise en cause des aberrations productivistes propres au système capitaliste, et esquisser les traits fondamentaux d'une organisation écosocialiste de la société. Le document proposé à ce congrès est un signe très important pour engager ce travail.

Débat constructif

La plupart des intervenants dans le débat ont manifesté leur accord avec l'esprit général du document — un événement marquant dans la réflexion de notre mouvement, selon un camarade japonais — tout en proposant des précisions, des corrections, ou des actualisations (le scandale du pétrolier « *Prestige* » !).

Les principales exceptions sont venues de la section hollandaise. Une camarade a même proposé qu'on abandonne le projet et qu'on consulte plus largement les sections en vue d'en rédiger un autre... Suite à un échange amical avec le rapporteur, elle a modifié sa proposition dans un sens constructif, en suggérant qu'on convoque après le Congrès Mondial un séminaire écologique international de notre mouvement, pour

continuer l'élaboration. Cette suggestion a été acceptée par le rapporteur : au futur Comité International de définir les dates et modalités de ce séminaire. Un autre camarade des Pays-Bas a critiqué l'esprit général du document, et surtout de son programme d'action — à son avis une liste de bonnes intentions peu réalistes : par exemple, la proposition d'une sortie immédiate du nucléaire, qui mettrait en panne 70 % des foyers français et belges. Il a aussi attiré l'attention sur l'importance des déchets nucléaires militaires, bien plus dangereux que les civils. Enfin, à son avis, toute technologie présente des dangers intrinsèques et aucune ne doit être considérée comme une panacée.

Un camarade français actif dans le mouvement écologique lui a répondu en insistant sur les immenses potentialités de l'énergie solaire, qui est systématiquement négligée par la technoscience capitaliste parce qu'elle est gratuite et ne peut pas devenir marchandise rentable.

Un thème de discussion abordé par quelques intervenants a été la politique des Partis Verts. Pour certains camarades allemands, indiens ou nord-américains, il aurait fallu une critique bien plus sévère des errements réactionnaires de ces forces politiques, tandis que d'autres pensaient au contraire qu'il fallait garder des ponts avec cette mouvance. En attendant que le débat puisse être approfondi, les (prudentes) formulations actuelles ont été retenues.

Certains camarades pensent que le document évite de prendre position sur des questions polémiques, comme les taxes écologiques, ou la nécessité d'un mode de vie plus austère. Selon les camarades anglais, les énergies alternatives ne sont pas la solution, il faudra réduire de manière draconienne la consommation d'énergie (jusqu'à 50 %) par les sociétés humaines. Dans leur texte il est même question d'instituer des formes d'ha-

1. Les camarades Bernard, Laurent et Michael (rapporteur) de la Commission écologie de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) ont centralisé l'écriture et les modifications du projet de résolution.

IV^e Internationale

bitat collectif — au lieu et place des actuelles maisons individuelles — pour économiser l'énergie. Ces propositions n'ont pas été intégrées par les auteurs du projet.

D'autres propositions de corrections ou amendements ont été acceptées par les rédacteurs :

● Les camarades du Liban, de l'Équateur et des Philippines ont proposé de souligner les dégâts écologiques provoqués dans les pays du Sud par les multinationales capitalistes qui détruisent les forêts, exportent à la périphérie des pesticides interdits dans les pays du centre, et envoient au Sud les déchets industriels ou nucléaires. Il faut sensibiliser l'opinion publique des pays du Nord sur ces méfaits et aussi dénoncer la biopiraterie des entreprises capitalistes — notamment pharmaceutiques — qui s'approprient et mettent sous brevet les connaissances traditionnelles des populations indigènes.

● Les camarades de l'Équateur et de l'Inde ont fait remarquer qu'il n'est pas juste d'accuser les paysans pauvres ou les indigènes de détruire les forêts en ramassant du bois pour se chauffer. Ce sont les communautés indigènes, en Amazonie ou en Inde, qui protègent l'environnement, et agissent comme gardiennes du patrimoine naturel de l'ensemble de l'humanité, en luttant contre les dégâts causés par les multinationales.

● Un camarade de l'État Espagnol (Madrid) a souligné la nécessité de formuler un programme écologique adapté à notre intervention syndicale, autour des axes suivants : a) le rapport entre santé des travailleurs et environnement : les productions toxiques nuisent aussi bien aux ouvriers qu'à la nature ; b) le contrôle ouvrier sur la production, pour imposer des techniques non polluantes ; c) la reconversion écologique de l'industrie, des transports et de l'agriculture comme politique créatrice d'emplois. Il ne s'agit pas de garantir les postes de travail actuels — centrales nucléaires, usines d'armement — mais de garantir à tous un emploi, quelle que soit la restructuration nécessaire de la production.

● Les camarades d'Italie ont réclamé d'inclure dans les revendications la question de l'eau ; objet de luttes sociales de masse aussi bien dans les pays du Nord (Espagne) que du Sud (Bolivie), c'est une question cruciale. Il s'agit de combattre aussi bien la privatisation que la pollution des sources. C'est une question clé du mouvement altermondialiste, qui a déjà trouvé une première forme d'expression dans le Forum Mondial pour l'Eau.

● Les camarades grecs ont proposé d'ajouter une section sur les problèmes de l'environnement urbain : le rôle de la privatisation des services publics dans la dégradation de l'espace urbain ; l'expansion incontrôlée des villes, leur « bétonisation » ; la disparition des espaces verts et la destruction des bois et des forêts par les routes et autoroutes.

● Les camarades de Hollande et du Pays basque ont insisté pour que le document mette en valeur la question des destructions de l'environnement provoquées par les guerres, et notamment par les expéditions militaires impérialistes contre l'Irak, la Yougoslavie, etc. Il faut prendre aussi en

considération le problème monumental posé par les déchets nucléaires militaires.

Dans sa conclusion, le rapporteur a répondu à certaines critiques et rappelé que le projet de résolution « *Écologie et Socialisme* » ne vise pas à clore le débat mais à l'impulser : il n'est pas la fin mais le début d'un processus...

Le document amendé a été approuvé à l'unanimité moins une voix et une abstention.

M.L.

Hugo Blanco au XV^e Congrès mondial

Dirigeant du soulèvement paysan de la région de Cuzco, au Pérou, au début des années 1960, symbole de l'unité et du renouveau de la gauche révolutionnaire péruvienne en 1978-1980, emprisonné, menacé de mort, exilé et libéré grâce à la solidarité internationale, Hugo Blanco avait affronté l'an dernier un ennemi nouveau pour lui, la maladie, que sa situation de paysan péruvien ne lui permettait pas de combattre. Une campagne de solidarité lui a permis d'être soigné et d'échapper une fois de plus à la mort. Il a profité d'un voyage auprès de ses enfants européens pour se rendre au congrès de la IV^e Internationale. Nous reproduisons ci-dessous son intervention.

Camarades

Je commencerai par une autocritique.

A différents moments, lorsque ma vie était menacée par la répression, j'avais confiance car je pouvais compter sur l'appui de la solidarité nationale et internationale. Cette confiance a été justifiée — à plusieurs occasions cette solidarité m'a sauvé la vie.

Finalement, lorsque ce ne fut nullement l'action directe de la répression qui menaçait ma vie, mais une maladie, je me suis senti désemparé et il ne m'est pas venu à l'idée d'espérer une quelconque solidarité. Et pourtant elle m'est venue en aide, à commencer par mes proches, par les amis géographiquement les moins éloignés, elle s'est étendue dans mon pays et à l'étranger. Elle a atteint un niveau et une efficacité que je n'aurais jamais imaginés.

Mon autocritique se réfère à cela : si je n'ai pas espéré la solidarité, c'est que je ne concevais pas la solidarité comme devant se manifester lorsque ce n'est pas de répression qu'il s'agit. Et c'est sans doute une des leçons de vie les plus importantes que la vieillesse m'a infligée.

La solidarité a surgi et s'est développée dans tous ses aspects, à commencer par l'aspect économique, de manière à ce que je ne sois pas obligé de compter ni pour aller à la capitale de mon pays, ni pour payer les médicaments, les examens, les chirurgiens dont j'avais besoin. Les influences de divers camarades ont fait que j'ai pu être opéré au Mexique et que, profitant de la solidarité cubaine, on m'a soumis à des examens exhaustifs dans ce pays. Et la force morale que

m'a donné la manifestation de sympathie des camarades de différents pays ne fut pas la moindre chose.

Grâce à cette solidarité, j'ai vaincu la maladie et je suis en bonne santé. Naturellement, comme me le rappellent les camarades, je n'ai plus 20 ans mais près de 70 et je ne peux compter sur mon corps comme je le faisais. Je ne pourrais plus parcourir à pied les Andes selon mes habitudes.

En cette occasion, comme d'autres fois lorsque la solidarité m'a sauvé la vie, la IV^e Internationale a joué un rôle central.

Et c'est d'autant plus important pour moi de pouvoir venir saluer ce congrès, réalisé dans de nouvelles conditions internationales de résistance à l'attaque des multinationales contre tous les secteurs de l'humanité opprimée.

Je veux parler d'un de ces secteurs, celui dont je suis issu et au sein duquel je continue à travailler : le mouvement indigène des Amériques. Il a ébranlé diverses parties du continent : le Chiapas, l'Équateur, la Bolivie avec une grande force ; mais il est également significatif au Pérou, au Guatemala, au Chili, aux États-Unis, au Canada et dans presque tous les pays du continent. Face à l'individualisme néolibéral il s'insurge en arborant son collectivisme millénaire. Face au racisme, dont il est victime, il ne répond pas par un racisme inversé, mais par sa volonté d'intégration ; les indigènes équatoriens ont dirigé le renversement de deux gouvernements en appelant tout le peuple à rejoindre la lutte ; c'est aussi ce qu'ont fait les cocaleros boliviens comme les peuples du Chiapas avec leur cri « Plus jamais un Mexique sans nous ! »

Pour terminer je voudrais souligner que ma génération et les générations précédentes, nous avons lutté pour un monde d'égalité. Vous, ceux des nouvelles générations, vous ne luttez pas seulement pour cela, mais pour la survie de l'espèce humaine, car les grandes multinationales ont provoqué un désastre écologique qui met en danger, entre autres, notre espèce. La destruction de la nature dans le monde dirigé par elles est si rapide que je ne crois pas que, si elle reste soumise à ce système, l'humanité pourra encore survivre cent ans.

Votre lutte est donc, fondamentalement, une lutte pour que l'humanité poursuive son existence.

Le débat sur la libération lesbienne/gay

L'adoption à l'unanimité de la résolution sur la libération lesbienne/gay a conclu près de cinq ans de travail et de débats et a marqué un grand pas en avant dans le travail lesbienne/gay de l'Internationale.

La croissance des mouvements lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), le succès des marches pour la fierté homosexuelle (Gay Pride) dans de nombreux pays — capables aujourd'hui de rassembler des centaines de milliers de personnes — ont souligné l'importance pour la IV^e Internationale de se saisir de cette question et d'élaborer une position programmatique. Trois séminaires de l'Internationale consacrés à la question LGBT — en 1998, 2000 et 2002 — ont permis d'approfondir la compréhension et de renforcer la coordination de ce travail. Le séminaire de 1998 avait lancé un projet de résolution, discuté par la suite dans les instances internationales en lien avec une commission de rédaction, ce qui a permis de le présenter au débat en vue du congrès mondial.

Les orateurs ont souligné les liens entre les mouvements LGBT apparus brusquement sur la scène politique d'un pays après l'autre et les nouveaux mouvements sociaux. Sérgio du Parti socialiste révolutionnaire portugais, co-rapporteur dans ce débat, a insisté sur l'importance de l'intervention des camarades de l'Internationale pour le développement de la dimension LGBT au sein du mouvement altermondialiste, dimension devenue visible lors du dernier Forum social mondial à Porto Alegre, où des milliers de personnes ont passé par l'espace LGBT, comme lors du Forum social européen à Florence en novembre 2002. Des exemples de l'engagement des organisations spécifiques LGBT dans les mobilisations contre la guerre ont été mentionnés par les délégué(e)s des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Sérgio a souligné que l'ensemble du mouvement LGBT au Portugal s'était engagé contre la guerre.

Il a précisé que dans plusieurs pays les questions sociales commencent à être prises en charge par les mouvements LGBT, après des années où ceux-ci concentraient leur

attention sur le lobbying en faveur de réformes législatives. Ce processus — lié à l'implication des mouvements LGBT dans la lutte contre la mondialisation néolibérale capitaliste — constitue un engagement et une identifications avec d'autres mouvements sociaux, à commencer par les syndicats, tout en nécessitant une éducation de ces mouvements pour qu'ils soient capables de prendre en charge les revendications spécifiques des LGBT. Le rapporteur a cité plusieurs exemples du lien entre les revendications des mouvements LGBT et celles des altermondialistes : « la lutte contre le "discours de haine" des fondamentalistes ou des forces

de concentration nazis, l'engagement précoce du mouvement LGBT dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, sa présence au sein du mouvement pour la paix en Israël et sa résistance face aux forces chauvines de droite en Serbie et en Croatie.

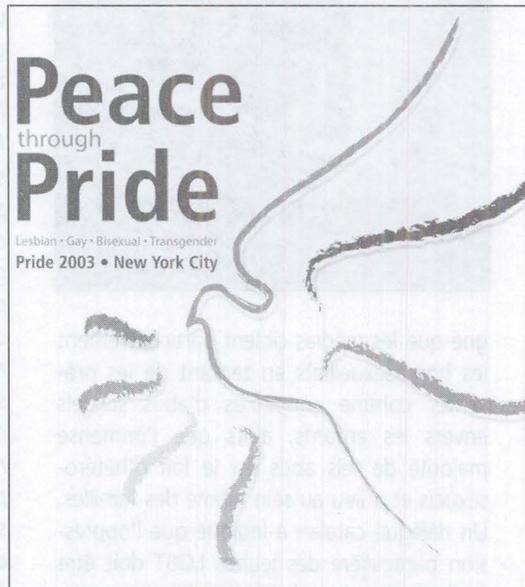
Le second co-rapporteur, Peter, du SAP néerlandais, a présenté le développement du mouvement LGBT parmi les immigrés, en particulier ceux originaires des pays islamiques en Europe. Ce phénomène a été confirmé par les interventions dans le débat. « Nous devons résister à la "démonisation" des Musulmans, parfois justifiée par le fait que l'Islam rejette les attitudes occidentales "éclairées" envers les femmes et les gays », a souligné Peter. « En fait le monde islamique a une riche histoire de mise en valeur de l'érotisme homosexuel, alors que l'Occident "éclairé" a toujours eu du mal à accepter le désir. Nous devons l'avoir à l'esprit lorsque nous luttons contre tous les préjugés homophobes qu'ils soient d'origine religieuse ou laïque », a-t-il conclu.

Théorie et tactique

Le rapport introductif présentait également les fondements de l'analyse des racines de l'oppression des homosexuel(le)s, une analyse qui s'appuie sur les acquis de la résolution sur l'oppression et la libération des femmes, adoptée par l'Internationale en 1979.

Alors qu'au cours des débats qui précédaient le congrès certains camarades suggéraient que la résolution consacrait trop d'espace à l'analyse du rôle central d'oppression joué par la famille capitaliste, voire que l'analyse proposée ne tenait pas compte des modifications de l'institution familiale au cours des dernières décennies, ce débat n'a pas resurgi au congrès. Au contraire même, un délégué uruguayen devait regretter que l'analyse du système patriarcal n'ait pas été plus approfondie.

Comme l'a dit une déléguée française, cette discussion fait partie d'une réflexion plus large dans l'Internationale en ce qui



de l'extrême-droite qui se servent du "tabou homosexuel" pour intimider leurs adversaires ; le combat contre les licenciements qui affectent d'une manière particulière les LGBT ; le combat contre les lois d'immigration restrictives (les immigrants LGBT subissent fréquemment une double oppression) ; les campagnes contre les superprofits des multinationales pharmaceutiques qui refusent l'accès libre aux médicaments dans les pays dépendants ».

Sérgio a enfin rappelé que le mouvement LGBT était en train de s'approprier son histoire : le destin des gays dans les camps

IV^e Internationale

concerne la transformation sociale. « *Nous avons une conception trop étroite de la classe ouvrière en tant que sujet de la révolution socialiste — a-t-elle dit — alors que nous en sommes venus à concevoir le sujet de la transformation sociale comme étant plus divers et pluriel* ». Notre engagement dans les mouvements LGBT reflète non seulement notre analyse de la société capitaliste patriarcale, mais également notre approche stratégique et tactique. Si on reconnaît le rôle social et universel de la répression sexuelle comme apprentissage de la soumission et du conformisme, sa traduction matérielle sur la vie des gens, et la vulnérabilité des révolutionnaires même face à ses impositions sur la vie quotidienne, on se rendra compte qu'il n'y aura pas de changement structurel sans toucher aux bases de l'oppression sexuelle. Ceci montre le potentiel subversif de ces luttes et rend logique notre participation à ces mouvements, selon Sérgio. Le travail des révolutionnaires doit être basé sur « *le respect de l'autonomie, de l'auto-organisation et des priorités spécifiques du mouvement, mais en intervenant pour sa radicalisation, pour le développement de liens avec les autres mouvements sociaux et l'ouverture à leurs analyses, en appuyant des campagnes pour des réformes mais en résistant aux pressions normalisatrices et aux thèses intégrationnistes qui ne visent pas un vrai changement social* » et qui n'identifient pas les sources matérielles de l'homophobie.

Au sein des mouvements européens, mais pas uniquement, les revendications de la reconnaissance légale des rapports homosexuels, jusqu'à celle de la légalisation des mariages entre personnes du même sexe, fut centrale dans les mobilisations. La discussion au congrès a mis à jour le caractère complexe de cette revendication pour les socialistes féministes qui considèrent le mariage comme une institution oppressive. Des courants LGBT radicaux en Allemagne et en Autriche, par exemple, avec lesquels nos camarades travaillent, n'acceptent pas cette revendication et ont refusé de rejoindre notre organisation pour cette raison. Peter a défendu l'approche « *dialectique et transitoire* » de cette question proposée par la résolution. « *Nous partons des besoins immédiats et des demandes des homosexuel(le)s, explorons les contradictions que la lutte pour le mariage homosexuel met en lumière et nous indiquons les voies par lesquelles les radicaux peuvent approfondir ces contradictions : par exemple en exigeant l'égalité absolue du traitement de toutes les formes de partenariat homosexuel, en contestant la centralité biologique des lois régulant la parenté et en demandant des*

droits individuels et sociaux indépendamment de tout statut marital. Voilà les chemins que nous pouvons employer en luttant pour le traitement égal des couples homosexuels tout en minant et défiant l'institution du mariage. »

Le débat au congrès a une fois de plus mis en lumière que la question des enfants est un des points les plus sensibles dans les discussions concernant la sexualité et la famille. Un délégué, lui-même père, a souli-



gné que les médias ciblent particulièrement les homosexuel(le)s en tentant de les présenter comme coupables d'abus sexuels envers les enfants, alors que l'immense majorité de tels abus est le fait d'hétérosexuels et a lieu au sein même des familles. Un délégué catalan a indiqué que l'oppression particulière des jeunes LGBT doit être analysée dans le cadre de l'exploitation croissante de la jeunesse et de la sexualité des jeunes, qui est une caractéristique du capitalisme contemporain.

Sérgio a lui aussi mis l'accent sur l'oppression particulière des jeunes LGBT : « *L'imposition des rôles restrictifs des genres et l'apprentissage des préjugés, de la honte et de la crainte de la transgression sont des aspects de la répression dont les jeunes sont la principale cible. De plus, la majorité des jeunes manquent de moyens matériels pour leur émancipation sexuelle et la tendance actuelle de régression des prestations sociales dans nombre de pays renforce leur dépendance familiale et menace d'autant*

plus les conditions permettant aux jeunes LGBT de vivre leur sexualité en dehors du cadre familial hétérosexuel. »

Changer nos organisations

Bien que dès les origines notre courant international ait pris position contre l'oppression des homosexuel(le)s — l'Opposition de gauche s'était élevée en 1934 contre la re-criminalisation de l'homosexualité par Staline — bien que, comme l'a rappelé la camarade Pénélope, la résolution de 1979 sur la lutte pour libération des femmes défendait les droits des homosexuel(le)s et mentionnait la spécificité des luttes des lesbiennes, et que le congrès mondial de 1995 ait inscrit la lutte pour la libération des gays et lesbiennes comme un des 16 points essentiels de notre identité, nombre de délégué(e)s ont souligné (et personne ne l'a contesté) le retard pris par l'Internationale en ce qui concerne cette question. La lutte contre le SIDA, question d'importance vitale au début des années 1980, n'est devenue essentielle pour l'Internationale que plusieurs années plus tard, comme l'a remarqué une déléguée française, militante au sein d'ACT UP. D'autres intervenant(e)s ont souligné que les normes hétérosexuelles constituent toujours un fait au sein des sections de l'Internationale. « *Nous aspirons à une transformation profonde des rapports de genre et à une société où, du fait de l'élimination progressive des privilèges hétérosexuels, le changement d'identité sexuelle et les catégories sexuelles cesseront d'être centrales pour l'organisation sociale. Et nous voulons que ce changement commence dès maintenant dans la vie quotidienne de nos organisations* » disait Sérgio. « *Cela signifie mettre en question la prétendue sphère privée des relations personnelles entre militants, où précisément l'homophobie et le sexisme sont plus complexes. Il ne suffit pas de lutter contre les préjugés au sein de nos organisations, mais il faut comprendre la spécificité et l'importance de ces questions et agir en conséquence. Comme en ce qui concerne les camarades femmes, le respect et la confiance en soi — qu'exige le militantisme politique — sont en jeu.* » La reconnaissance du droit à l'auto-organisation des homosexuel(le)s ne doit pas pour autant laisser cette question aux seul(e)s camarades LGBT, ont souligné les intervenants. Au contraire, « *nous devons faire en sorte que tous et toutes les militant(e)s de la IV^e Internationale prennent en charge les campagnes pour les droits des LGBT et intègrent ces questions dans leurs préoccupations quotidiennes.* »

P.D. et S.V.

Après l'assassinat de Romulo Kintanar

En solidarité avec la gauche philippine

La situation aux Philippines est aujourd'hui dominée par la question de la guerre. Que ce soit sur l'Afghanistan, « l'antiterrorisme » ou l'Irak, la présidence philippine s'est alignée sur le bellicisme de Washington. Elle a aussi autorisé l'intervention directe des forces US dans le pays, au risque d'aggraver considérablement les tensions dans le sud de l'archipel, là où résident les communautés musulmanes. Dans ce contexte, le pouvoir de l'armée ne cesse de se renforcer et les droits constitutionnels sont menacés. Il est très important que le mouvement antiguerre international intègre à ses objectifs le retrait des forces US des Philippines et affirme sa solidarité avec les mouvements qui luttent pour la paix à Mindanao, dans le sud de l'archipel.

Malheureusement, l'existence d'une gauche pluraliste et vivace aux Philippines n'est pas seulement menacée par les mesures répressives du régime ou la remilitarisation du pays. Le Parti communiste des Philippines et la Nouvelle Armée du peuple ont en effet assassiné, le 23 janvier 2003, Romulo "Rolly" Kintanar, un ancien dirigeant du parti. Cet assassinat a été officiellement revendiqué par le PCP dans des termes qui ne laissent aucun doute sur la gravité de l'événement.

Après avoir été l'un des dirigeants politico-militaires les plus connus du PCP et de la guérilla, Romulo Kintanar a rompu avec ce parti maoïste au début des années 1990. Son évolution politique ultérieure est l'objet de controverses au sein de la gauche philippine. Il a en effet travaillé comme consultant en matière de sécurité pour la compagnie nationale d'électricité et pour les services de l'Immigration. Il a aussi collaboré avec des personnalités politiques de partis bourgeois. Il n'en a pas moins continué à aider, et ce jusqu'à son assassinat, des militants et des organisations révolutionnaires. Il gardait peut-être encore de l'influence au sein même de la guérilla du PCP, dont il avait formé bien des cadres.

Mais l'évolution politique de Rolly Kintanar n'est pas le problème. Dans ses communiqués officiels, la direction du PCP a elle-même précisé qu'il avait été condamné à mort une première fois en 1993, c'est-à-dire au

lendemain de la crise qui a secoué ce parti en 1991-1992 (et qui s'est soldée par des expulsions-scissions), donc bien avant qu'il ne travaille dans l'administration. Ce que nous savions déjà a été clairement confirmé dans les communiqués du PCP qui ont suivi le meurtre du 23 janvier. D'autres anciens dirigeants du parti ont bien été condamnés à mort en 1993. Dans ses récentes déclarations, la direction du parti menace de poursuivre les assassinats ; elle s'en prend nominalement à des militants aujourd'hui membres de diverses organisations politiques de gauche et promet que tous les « traîtres » paieront un jour.

Depuis la crise de 1991-1993, la direction du PCP a fait assassiner de nombreux cadres d'organisations révolutionnaires "dissidentes". Mais c'est la première fois depuis 1993 qu'elle tue une personnalité nationale-ment connue, légale et non clandestine, en revendiquant spectaculairement l'exécution de façon à occuper la "une" des journaux. Dix ans après les scissions de 1992, loin d'être abandonnée, la politique d'assassinats du PCP s'aggrave brutalement. Des cadres d'organisations politiques de la gauche légale sont ouvertement et nommément menacés. Le PCP n'accepte pas d'avoir perdu le monopole de la représentation populaire aux Philippines. Il vise à oblitérer le développement d'une gauche progressiste et révolutionnaire pluraliste.

La situation est très grave. Avec d'autres forces politiques, nous avons soutenu le PCP et son président, Jose Maria Sison, face à Washington et nous nous sommes mobilisés pour qu'ils ne soient pas inscrits par l'Union européenne sur la liste « terroriste ». Nous refusons toujours le droit à la CIA et à ces gouvernements de constituer une telle liste. Mais précisément parce que nous avons défendu à ces occasions le PCP et Jose Maria Sison, nous devons réaffirmer avec d'autant plus de force, aujourd'hui, que les assassinats perpétrés aux Philippines ne sont en rien tolérables. Le PCP doit changer de politique, il en va de l'avenir de la gauche philippine tout entière.

Pierre Rousset

Déclaration du XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale sur l'assassinat des camarades par le Parti communiste des Philippines et sa Nouvelle armée du peuple

Le 23 janvier 2003, Romulo "Rolly" Kintanar, l'un des anciens dirigeants du Commandement général de la Nouvelle armée du peuple (NAP), a été assassiné en plein jour dans le centre de Quezon City, aux Philippines. Deux jours plus tard, le porte-parole du Parti communiste des Philippines (PCP) et de la Nouvelle armée du peuple a hautement revendiqué ce meurtre honteux (1) Une déclaration qui est venue contredire les premiers démentis présentés par des personnalités tels que le parlementaire Satur Ocampo de Bayan Muna et José Maria Sison, président du PCP-NAP vivant aux Pays-Bas.

Rolly Kintanar avait été membre du PCP-NAP depuis sa formation. Il a offert les meilleures années de sa vie au parti et à la construction de ses forces armées. Au début des années 1990, sortant de prison, il a été l'un des dirigeants du PCP-NAP qui n'ont pas accepté le document rédigé par José Maria Sison tirant le bilan du projet révolutionnaire aux Philippines. Ayant eu l'audace de contredire le point de vue officiel du parti mao-stalinien, il a été condamné à mort en 1994, de même que plusieurs autres camarades.

Depuis sa condamnation à mort par le PCP-NAP, Rolly Kintanar a contribué à divers projets

économiques visant à aider d'anciens camarades du PCP-NAP à vivre de façon normale. Il a su tirer le meilleur usage des ressources allouées par l'État réactionnaire pour la réinsertion de ces militants. Il a aidé des camarades appartenant à divers courants politiques à progresser en vue du regroupement des forces révolutionnaires.

Son assassinat est une étape de plus dans la série de meurtres planifiés par la direction du PCP-NAP, et cette nouvelle étape a été annoncée avec éclat par son porte-parole. Au cours du même mois de janvier trois autres anciens militants du PCP-NAP ont été assassinés, deux avant et un après le meurtre de Kintanar.

Les années précédentes ces derniers meurtres, plusieurs dizaines de cadres, membres de divers blocs politiques, ont été assassinés sur ordre de la direction du PCP-NAP. Ce qui est particulièrement grave, c'est que plus de dix ans après que les désaccords se soient manifestés dans le parti, les assassinats se poursuivent encore.

Le PCP-NAP utilise l'assassinat de Kintanar comme un avertissement envers tous ceux qui ont osé s'opposer à lui. Le message est clair : le débat politique et la contradiction avec ce parti seront résolus de manière irréversible.

Nous exprimons notre préoccupation la plus grande devant l'emploi de telles méthodes, insensées et non révolutionnaires, pour résoudre les désaccords entre et au sein des forces révolutionnaires aux Philippines. Si cela devait continuer, seul l'État réactionnaire en tirerait profit ; et tous ceux qui sont engagés dans le mouvement progressiste et révolutionnaire en lutte contre la mondialisation capitaliste néolibérale en paieront le prix.

Nous condamnons l'assassinat de ceux qui ont osé exprimer leur désaccord avec l'orientation du PCP-NAP, comme nous avons toujours condamné le recours à la violence au sein du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire.

Nous appelons toutes les forces progressistes et révolutionnaires du monde à condamner l'emploi de telles méthodes et à exercer une forte pression sur le PCP-NAP pour qu'il arrête immédiatement ce cours dangereux.

1. La déclaration du porte-parole du PCP-NAP, Ka Roger Rosal, a été reproduite dans la plupart des quotidiens philippins et réitérée dans divers interviews radiodiffusés.

**1953,
un 14 juillet sanglant**
de Maurice Rajsfus*

De 1936 à 1953 il était devenu de tradition pour le PCF et la CGT d'organiser un grand défilé populaire dans l'après-midi du 14 juillet afin de célébrer les idéaux des grands ancêtres qui prirent la Bastille et d'en profiter pour clamer les revendications du moment.

Celui de 1953 devait être le dernier car il fut l'occasion pour la police de provoquer un véritable massacre de travailleurs algériens. Qui se souvient aujourd'hui des sept morts, dont six Algériens ? La presse, passés les premiers jours, est demeurée muette sur l'évènement et la plupart des auteurs qui écrivent sur cette période n'en soufflent mot.

On doit donc saluer chaleureusement la sortie du livre de Maurice Rajsfus "1953, un 14 juillet sanglant". L'auteur ne se contente pas de présenter son point de vue en racontant ce qui s'est passé : il donne la parole à des témoins et publie des extraits des journaux de l'époque, présentant chacun leur version des faits. On a également droit à de larges extraits de la « bataille parlementaire » à la Chambre des députés et des « justifications » du ministre de l'Intérieur, Léon Martinlaud-Deplat.

Indiscutablement, comme l'affirme un des témoins interrogés, « on peut dire que, ce 14 juillet 1953, ont été tirés les premiers coups de feu de la guerre d'Algérie ». Que s'est-il donc passé ?

Si l'on tient compte de tous les témoignages honnêtes et des récits des journalistes ne se limitant pas aux affirmations de la Préfecture de police, le déroulement des faits est à peu près le suivant : c'est en fin de défilé qu'arrive le cortège de plusieurs milliers d'Algériens. Ils viennent de la rue du Faubourg Saint Antoine et se dirigent vers la place de la Nation où se trouve la tribune des « officiels » (les dirigeants du PCF et de la CGT). Les manifestants sont bien organisés, encadrés par un service d'ordre avec brassard vert du MTLD (Mouvement nationaliste dont le chef, Messali Hadj, vient d'être incarcéré). Ils scandent divers mots d'ordre et notamment la libération de Messali. Ce que réclame également leurs pancartes, en même temps que la fin de la répression colonialiste et l'indépendance de l'Algérie. C'en est trop pour la police. Alors que le cortège s'apprête à

se disloquer un groupe de flics se précipite pour arracher les pancartes et banderoles subversives ainsi que les drapeaux algériens. Les agressés vont réagir violemment en se saisissant de tout ce qui leur tombe sous la main pour se défendre puis contre-attaquer (les barrières en bois disposées le long des trottoirs, les hampes des drapeaux, les manches des pancartes). Désarçonnés par la détermination des Algériens, les policiers vont alors délibérément tirer sur eux à bout portant et sans sommation. Six Algériens et un Français, communiste et trésorier du syndicat des métaux du 18^e arrondissement, trouveront la mort. Il y eut de nombreux blessés.

Il se trouve que, jeune étudiant en médecine membre du PCF, je me trouvais avec ma femme place de la Nation quand les coups de feu ont retenti. Après nous être allongés sur le sol nous avons vu un Algérien ensanglanté non loin de nous. Nous nous sommes précipités et avons pu le pousser dans un taxi. Il saignait d'une plaie du cou que nous avons comprimée jusqu'à l'arrivée à l'hôpital St Louis. Nous n'avons pas su s'il figurait parmi les 4 morts répertoriés dans cet hôpital.

Maurice Rajsfus met bien en évidence deux aspects souvent ignorés de ces événements. Tout d'abord, les mots d'ordre nationalistes subversifs qui avaient motivé l'intervention de la police ne sont jamais mentionnés dans la presse communiste qui clame sa solidarité avec les travailleurs algériens. A l'époque le PCF était toujours sur la ligne thôrozienne de la « nation en formation » unissant Arabes et Pieds-noirs dans le giron de la France républicaine. Ni le PCF, ni la CGT (sauf une seule fois, dans un communiqué où elle mentionne « l'indépendance ») ne parlent des mots d'ordre à l'origine de la violence policière. Quant à la solidarité clamée avec les Algériens, elle sera de courte durée. Au bout de quelques jours on ne parlera plus de ce qui s'est passé et le numéro d'août-septembre 1953 de la revue mensuelle du PCF, les Cahiers du communisme, n'y consacra pas une seule ligne.

L'autre aspect que montre bien le livre est la persistance d'une « haine anti-Bougnoule » chez les flics. Il situe son apparition au début des années 1950, elle a trouvé son apogée avec le massacre du 17 octobre 1961 (plus de 200 morts à la suite d'une manifestation interdite) mais elle n'a pas disparu si elle revêt maintenant une teinte moins vive. L'auteur, qui a beaucoup écrit sur

l'Occupation, montre de façon fort convaincante que l'institution policière n'est jamais mise en cause par le Pouvoir, qu'il s'agisse de sa collaboration éhontée avec les nazis (n'est-ce pas Maurice Papon ?) ou des assassinats auxquels elle s'est livrée par la suite. En ce qui concerne ce 14 juillet, les officiels proclamèrent que la police était en état de légitime défense et ce fut le mot de la fin.

Il est d'autant plus regrettable que les organisations ouvrières soient demeurées si longtemps muettes. On ne peut qu'approuver le fils de Maurice Lurot, le militant syndicaliste tué, lorsqu'il écrit dans un courrier des lecteurs paru dans *l'Humanité-Dimanche* du 21 septembre 1995 : « chaque année, alors que chacun danse, c'est les larmes aux yeux que je cherche un mot qui réchauffe dans l'HD. Chaque année, mon père est de nouveau assassiné par les camarades, par leur oubli ».

Grâce à ce livre cela deviendra plus difficile...

Jean-Michel Krivine

* Maurice Rajsfus, 1953 — un 14 juillet sanglant, Agnès Viénot Editions, Paris 2003, prix 14,00

Pierre Le Grève :
**une vie de marxiste-
révolutionnaire**

Né en 1916, Pierre Le Grève a écrit des "Souvenirs" qui manquent parfois de dates précises mais constituent un document exceptionnel portant sur plus d'un demi-siècle d'histoire des militants

marxistes-révolutionnaire. Il a été, avec Ernest Mandel, l'une des deux grandes figures du trotskisme en Belgique depuis la fin des années 1930 jusqu'au début des années 1980.

Étudiant en philosophie à partir de 1934 à l'université de Bruxelles (ULB) il milite dans le groupe des étudiants socialistes tout en étant fasciné par la révolution russe. Le pacte Laval-Staline conclu en 1935 va refroidir sa sympathie pour les PC occidentaux qui opèrent alors un tournant à droite radical imposé par l'URSS. Il rencontre à cette époque Georges Vereeken, syndicaliste représentant les chauffeurs de taxi et militant trotskiste notoire. Grâce à lui Pierre Le Grève comprend l'évolution bureaucratique de l'URSS stalinienne. Qualifié aussitôt de trotskiste, on ne lui permet pas de s'engager dans les Brigades internationales en lutte contre Franco.

En 1938 le courant Vereeken se structure en tendance trotskiste indépendante de la IV^e Internationale, fondée trop tôt selon Vereeken. Mobilisé, Pierre Le Grève échappe à l'arrestation par la police belge de la plupart des militants d'extrême gauche, le matin du 10 mai 1940. Dès l'été 1940 il participe à la rédaction et à la diffusion clandestine de *Contre le courant* organe du groupe Vereeken que la presse communiste semi-clandestine traite « d'agent de l'impérialisme anglo-saxon » jusqu'au 22 juin 1941. Ensuite il seront qualifiés d'« hitléro-trotskistes » jusqu'au début des années 1950 !

Un jour de 1945 il manquera se faire lyncher par des staliniens en vendant ce journal en porte-à-porte.

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 01 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

Mais c'est surtout la Sûreté de l'État belge qui va s'intéresser à lui et continuera à le faire pendant près d'un demi-siècle.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale les deux courants trotskistes belges s'unifient et Pierre Le Grève entre au bureau politique du Parti Communiste Internationaliste, section belge de la IVe Internationale. Il y sera actif pendant trente ans. Après avoir travaillé comme ouvrier à Charleroi puis comme représentant de commerce, il peut enfin devenir professeur de morale laïque (philosophie) à l'athénée (lycée) d'Ixelles-Bruxelles. En 1951, quand les trotskistes belges commencent à pratiquer l'entrisme dans le parti socialiste (PSB) il sera admis, non sans difficultés, à la section locale d'Uccle-Bruxelles. Adhérent à l'Association des Enseignants Socialistes il concevra en 1955 le généreux programme « d'école unique de 12 à 18 ans » qui sera adopté par cette association puis deviendra la base doctrinale du syndicat socialiste des enseignants (CGSP).

En juillet 1956, le PSB tient un congrès au sujet de l'avenir du Congo belge. Pierre Le Grève y montre le caractère timoré des propositions présentées. Le président du parti et la majorité du PSB adoptent son point de vue d'exiger les libertés démocratiques immédiates, ce qui pèsera sur l'opinion belge.

L'insurrection du FLN algérien commence en novembre 1954. Dès 1955 Pierre Le Grève participe au soutien de la révolution algérienne. Il crée le « Comité pour la paix en Algérie » qui lutte, à contre-courant de la francophilie puissante en Belgique et il organise meetings et aide clandestine aux militants algériens en transit. L'opinion publique belge va se détourner de la France gaulliste après l'assassinat le 9 mars 1960 à Bruxelles de l'étudiant algérien Akli Aïssiou puis celui du professeur Laperches à Liège. Comme ce dernier, Pierre Le Grève reçoit un colis piégé mais échappe à l'attentat dit de « la main rouge ». Il écrit alors : « La main rouge n'a jamais existé, sinon comme camouflage des services spéciaux français ». Des journalistes belges, J. Donneux et H. Le Paige ont rendu un hommage constant à Pierre Le Grève dans leur livre « le Front du Nord » consacré à la Belgique pendant la guerre d'Algérie. Sous son impulsion est organisé à Bruxelles le 12 mars 1962 un meeting de Jean-Paul Sartre qui attira une foule énorme. L'indépendance de l'Algérie, en

1962, transformera le comité en « Comité contre le néocolonialisme et le fascisme » dont Pierre Le Grève restera l'inspirateur central.

La grève générale de 1960-61 va donner à Pierre Le Grève l'occasion d'arracher la démocratisation interne du secteur enseignement de la CGSP régionale de Bruxelles, qui abolira le pouvoir bureaucratique et fonctionnera sur la base d'assemblées générales démocratiques. Pierre Le Grève va jouer un rôle dirigeant dans ce syndicat pendant plus d'un quart de siècle. Il écrit : « La démocratie ne s'instaure pas comme une fin. Elle doit favoriser une action. J'ai toujours prôné un syndicalisme de combat orienté par un idéal de classe ».

En décembre 1964 le congrès du PSB exclut du parti les rédacteurs de

l'hebdomadaire La Gauche créé par Ernest Mandel. L'aile gauche du PSB forme alors la Confédération des Travailleurs, regroupant le Parti Wallon des Travailleurs (en Wallonie) et l'Union de la Gauche socialiste (pour Bruxelles) ainsi que le Socialistis Beweging Vlanderen (Mouvement socialiste flamand, en Flandre), unis par un lien fédéral. Pierre Le Grève est élu député en 1965.

Son activité parlementaire ne le détourne pas du combat internationaliste. Il organise des meetings de masse en faveur de l'anarchiste espagnol Abarca. En 1967 il crée un « Comité Vietnam » puis défend des travailleurs marocains menacés d'expulsion.

Jusqu'en 1988 il poursuivra une action syndicale efficace et contri-

buera à faire adopter par le syndicat socialiste FGTB l'idée du contrôle ouvrier plutôt que celle de la cogestion. Au milieu des années 1970 il cessera de militer dans l'organisation trotskiste belge mais sans changer de conviction. Dans les conclusions de ses « Souvenirs » il réaffirme : « Il y a longtemps que je suis adepte du marxisme, je le reste ; que je suis communiste, je le reste ; que je suis trotskiste, je le reste. »

Voilà un ouvrage que tout militant devrait avoir lu.

Georges Dobbeleer

* Une nouvelle édition de Pierre Le Grève, *Souvenirs d'un marxiste antistalinien* est disponible à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.

Musiques

11 chants de lutte en CD

Un CD original vient de sortir : il regroupe 11 chansons de lutte qui avaient été l'objet de trois disques vinyl entre 1962 et 1971. C'est notre camarade Jean Baumgarten qui en est à l'origine et qui est d'ailleurs l'auteur des 4 chansons sur la guerre du Vietnam, admirablement interprétées par la voix chaude et expressive de Simone Bartel.

On trouve également des chants révolutionnaires « classiques » comme l'Appel du Komintern, Colonne Zimmerwald, les Survivants ou Ceux d'Oviédo et également une version inédite de l'Internationale car, outre les 6 couplets, chacun d'entre eux, de même que tous les refrains, ont droit à une harmonisation différente due à Pierre Barbaud qui fut le dernier animateur de la chorale des Auberges de jeunesse « Chantons au vent ».

Citons également la chanson de Craonne, contre la guerre de 14 et la chanson de Clairvaux, contre les prisons françaises.

La plupart des chansons sont interprétées par le groupe « Les Camarades » fondé en 1962 par Max Drouin et Jean Baumgarten.

De même que les « anciens » ont pour devoir de transmettre leur expérience aux générations suivantes, il est indispensable que les chants qui ont rythmé leurs luttes ne soient pas oubliés.

Jean-Michel Krivine

* CD « Chants de lutte », distribué par la librairie La Brèche (27 rue Taine, 75012 Paris) au prix de 15 euros

Marx et le travail — Travail et émancipation sociale d'Antoine Artous

Pour qui veut porter un regard critique sur le travail, son organisation et la place qu'il occupe dans la société actuelle, la confrontation avec Marx est incontournable.

Ses analyses sont toujours actuelles. Le capitalisme c'est, tout à la fois, l'assujettissement des individus à une production dominée par la valorisation marchande et le développement de la précarité et de l'insécurité sociale. Et il est toujours indispensable de remettre en cause l'organisation capitaliste du travail tout en se battant pour le droit à l'emploi. N'en déplaise aux prophètes aveugles de la « fin du travail » qui ont cru que la politique libérale de déconstruction du rapport salarial ouvrait la voie... à l'abolition du salariat.

Mais il est également nécessaire de jeter un regard critique sur l'histoire du mouvement ouvrier qui, trop souvent, a valorisé le travail. Et au-delà sur une perspective d'émancipation tout entière centrée sur la réorganisation de la vie sociale autour d'une production enfin libérée de la domination du capital. Marx n'a pas échappé à cette vision. Il trace toutefois un autre horizon, dont l'actualité est étonnante. Celui d'une émancipation pensée à travers une dialectique du temps de travail et du temps libre, permise par une réduction massive du temps de travail. Il s'agit alors de libérer le travail, mais aussi de se libérer du travail.

C'est cette lecture de Marx qu'Antoine Artous nous propose dans ce livre. En référence directe aux débats contemporains. Il mobilise alors des auteurs tels que Pierre Naville et Jean-Marie Vincent ; mais aussi André Gorz ou Dominique Méda. Nouvelle preuve de l'actualité de la référence à Marx.

Docteur en science politique, Antoine Artous a déjà publié *Marx, l'État et la politique* (Syllepse, 1999). Il est membre du comité de rédaction de la revue *Critique Communiste*.

SOUSCRIPTION

Marx et le travail, 130 mm x 210 mm, 200 pages
prix public : 16,50 euros Prix de souscription : 12,50 euros
Offre valable jusqu'au 30 avril 2003

Nom & prénom.....

Adresse.....

Code postal & Ville.....

Bulletin et règlement à Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris,
<www.syllepse.net>

Mobilisation pour arrêter la guerre contre le peuple irakien !

Déclaration de la IV^e Internationale

1. Dans la nuit de jeudi 20 mars les gouvernements américain et britannique ont lancé un assaut massif contre l'Irak. Dès le début cette guerre a été prédéterminée par la politique américaine et par les projets militaires des États-Unis.

La IV^e Internationale condamne avec force cette aventure impérialiste et appelle à la mobilisation maximale du mouvement mondial anti-guerre qui a déjà atteint une ampleur sans précédent.

2. La Grande-Bretagne et les États-Unis essayent de se cacher derrière des alibis : les liens de l'Irak avec Al Quaïda ; les armes irakiennes de destruction massive ; la libération du peuple irakien du joug de Saddam Hussein. Mais ce sont eux qui l'ont réinstallé au pouvoir, qui l'ont armé et qui l'ont protégé. Ce sont encore eux qui ont imposé l'embargo meurtrier qui a fait mourir des millions d'Irakiens et les a livré à Saddam.

Personne ne doutera quels sont les buts réels de cette guerre : le pétrole, le contrôle de la région du Golfe arabe ; la réorganisation du monde selon les intérêts de l'impérialisme américain et de ses entreprises multinationales.

3. La tentative de masquer ces buts de la guerre avec la feuille de vigne d'une résolution de l'ONU a misérablement échoué. A la tête des marchands de guerre, Bush et Blair n'ont pu obtenir une majorité formelle au Conseil de Sécurité de l'ONU. Sous la pression de la levée de masse contre la guerre à l'échelle mondiale le 15 février, les contradictions inter-impérialistes, entre les États-Unis d'une part et la France et l'Allemagne, principaux pouvoirs dans l'Union européenne, de l'autre, ont atteint leur apogée.

Dans ces conditions les semaines de pressions directes et de menaces ainsi que la corruption ont échoué à dégager une majorité en faveur de la guerre au Conseil de Sécurité et la France « a osé » se servir de

son droit de veto. La cynique proposition de Bush de créer un nouveau et prétendument viable État pour les Palestiniens ne fut qu'une tentative de détourner l'attention.

Finalement, la résolution fut retirée. Ce fut une écrasante défaite de la diplomatie états-unienne. Si le temps consacré au débat de l'ONU n'a pas affecté les préparatifs militaires de la guerre, il a changé les conditions politiques dans lesquelles cette guerre a lieu : elle apparaît d'emblée, avec ou sans l'accord de l'ONU, comme inacceptable.

4. Les préparatifs de la guerre, indépendamment de son résultat final, ont provoqué des changements profonds dans la situation politique à court et à long terme.

La portée réelle de la suprématie des États-Unis a été évaluée, faisant apparaître la contradiction essentielle entre leur domination militaire et les limites de leur contrôle politique. L'ONU a été mise en touche et l'OTAN a été contourné. La structure même des institutions internationales a été atteinte. Les relations transatlantiques, pierre angulaire du système impérialiste mondial, sont sous tension. Des réalignements importants sont en cours au sein de l'Union européenne. Sa paralysie présente annonce une crise politique importante qui poussera les classes dominantes européennes à clarifier leur stratégie.

Dans de nombreux pays le mouvement contre la guerre aura un très fort impact sur les gouvernements, les parlements et les partis politiques. Une réorganisation profonde des mouvements ouvrier et sociaux est annoncée, la division sans précédent du Parti travailliste britannique en est l'exemple le plus en vue.

5. La IV^e Internationale invite le mouvement anti-guerre à redoubler sa résistance et à préparer une nouvelle journée d'action mondiale. Nous soutenons les propositions du mouvement syndical européen, international et national, à préparer la grève contre la guerre et à descendre dans les

rues ; celles des étudiants d'occuper leurs campus, de débattre de la guerre, de descendre dans les rues et d'en appeler à l'ensemble de la population.

Bush et Blair parient sur le scénario le plus favorable pour eux : une victoire militaire rapide et un accueil favorable à Bagdad. Mais le résultat de la guerre ne peut être prophétisé. Ils bénéficient d'un maigre soutien politique ; ils sont isolés. Nous pas !

Nos objectifs restent : Arrêt de la guerre ! Retrait des troupes impérialistes américaines, britanniques et australiennes du Golfe !

6. Vingt années de néolibéralisme et le développement du capitalisme global constituent les racines de cette guerre. Le néolibéralisme a mené à la guerre. Et si nous ne réagissons pas, la guerre conduira à une politique néolibérale encore plus agressive. Les classes dominantes voudront nous faire payer cette guerre et les guerres futures. Sur cet objectif les classes dominantes — Bush et Blair comme Chirac et Schröder, ceux qui sont à la tête de la présente guerre comme ceux qui sont « pour la paix » — sont tout à fait d'accord. C'est pourquoi notre lutte contre la guerre est indissolublement liée avec une puissante mobilisation des exploités et des opprimés contre le capitalisme et l'impérialisme.

La guerre génère aussi une nouvelle montée des mouvements altermondialiste et anticapitaliste et souligne encore l'urgence des Forums sociaux mondial et régionaux. C'est là que se trouve l'avenir. La réorganisation et l'unification des forces de gauche et anti-impérialistes est à l'ordre du jour. De nouveaux partis anticapitalistes doivent être construits à la gauche de la social-démocratie partout où c'est possible.

Un autre monde est possible, une nouvelle gauche est nécessaire !

le 20 mars 2003
**Bureau exécutif
de la IV^e Internationale**